Université Paris Nanterre
200 av. de la République
92001 Nanterre Cedex
www.u-paris10.fr

Institut des Sciences sociales du Politique (UMR7220)

Membre de l'université Paris Lumières
Ecole doctorale 141 : Droit et science politique

Ruxandra Gubernat-Rammelt

L'existence du champ journalistique roumain après la crise économique de 2008

Thèse présentée et soutenue publiquement le 20/12/2017
en vue de l'obtention du doctorat de Science politique
de l'Université Paris Nanterre

sous la direction de M. Jacques Le Bohec (Professeur en sciences de l'information et de la communication, Université de Nice Antipolis et Université Paris Nanterre)

Jury :

Rapporteure :	Mme. Valentina Marinescu	Professeure en sociologie, Faculté de Sociologie et d'Assistance Sociale, Université de Bucarest
Rapporteur :	M. Nicolas Pelissier	Professeur en sciences de l'information et de la communication Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines, Université de Nice Antipolis
Membre du jury :	Mme. Antonela Capelle-Pogacean	Chargée de recherche en science politique, Institut d'Études Politiques de Paris

Remerciements

Je tiens à exprimer mes plus vifs remerciements à Monsieur Jacques Le Bohec, un directeur de thèse à la fois exigeant et responsable, qui m'a soutenue tout au long de ce travail. Merci également aux rapporteurs et aux autres examinateurs pour avoir accepté de faire partie du jury.

J'exprime ma gratitude à toutes les personnes qui m'ont aidé dans la réalisation de cette thèse, notamment Monsieur Radu Toma, le directeur de l'École Doctorale Francophone en Sciences Sociales de l'Université de Bucarest et Madame Ioana Avadani, du Centre pour le Journalisme Indépendant, qui m'ont permis d'effectuer mes recherches dans les meilleures conditions. Je remercie également les journalistes et les experts que j'ai consultés et qui ont partagé avec moi leurs expériences.

Un grand merci aux gens de Volkshaus Leipzig, qui m'ont permis d'y installer mon bureau pour une bonne partie de l'écriture. Grâce à leur café et à leur musique j'ai pu mieux trouver mon rythme et mes arguments. Mes remerciements chaleureux à Facebook, qui m'a connectée à un réseau de journalistes et de politiciens (mes amis virtuels) que je n'aurais pas pu pénétrer autrement.

Je ne veux pas oublier Delia, Andrei, Kaubi et Dan, mes meilleurs amis dans la vie, pour l'intensité des choses que nous partageons, pour avoir poussé en avant nos discussions et pour être là pour moi tout au long de ce travail.

Je terminerai en remerciant à mes parents, pour leur support matériel et surtout spirituel, pour leurs conseils et leur patience, et pour être mon oasis de tranquillité. Enfin et surtout, tout cela n'aurait pas été possible sans mon partenaire dans la vie, Henry Rammelt, qui m'a aidé à surmonter les obstacles apparus sur le chemin et qui, à travers nos conversations quotidiennes autour de mon sujet, a partagé avec moi cette aventure.

Résumé : Cette étude se propose d'analyser les développements qui ont mené à l'état actuel du journalisme roumain, après la crise financière de 2008. Nous nous questionnons sur les démarches de création d'un champ journalistique relativement autonome et reconnaissable dans ses caractéristiques propres. La principale hypothèse de cette recherche est que la crispation entre deux systèmes de valeurs divergents – l'intersection du modèle allogène, néolibéral, avec les valeurs locales – établit une sphère journalistique hybride, intégrant des éléments des deux cultures, sans incorporer la somme de leurs éléments.

Notre principale découverte est celle de l'existence des doubles standards dans la pratique et dans l'évaluation du journalisme roumain, par ses acteurs :

• Une contradiction idéologique au niveau macro, c'est à dire que les institutions adhèrent au modèle, mais ce n'est pas le principe directeur de leurs démarches, qui sont surtout guidées par les réalités en place ;

• Et au niveau micro, une contradiction marquante entre la compréhension du modèle et la manière d'agir : décalage entre le niveau argumentatif – avec la compréhension que le modèle de l'Ouest qui est fortement attractif – et le mode d'agir, où les individus doivent se plier aux coutumes et aux valeurs locales, qui ne sont pas en concordance avec le système de référence auquel ils adhéreraient.

Mots-clés : champ journalistique, rapports presse-politique, sociologie du journalisme, crise économique, Roumanie.

Abstract : This study aims to analyze the developments that led to the current state of Romanian journalism after the financial crisis of 2008. We question the steps of creating a journalistic field, relatively autonomous and recognizable in its own characteristics. The main hypothesis of this research is that the contradiction between two divergent value systems, at the intersection of the neoliberal allogeneic model and the local values, establishes a hybrid journalistic field, integrating elements of both cultures without incorporating the sum of their elements.

Our main discovery is the existence of double standards in the practice and in the evaluation of Romanian journalism by its actors :

• An ideological contradiction at the macro level : institutions adhere to a model, but are not guided by the model's principles as they become more responsive to realities in place than to the modelled approach ;

• At the micro level, the contradiction between the understanding of the model and the way this model is enacted : a discrepancy between the argumentative level - with the understanding that the Western model is highly attractive - and the mode of action where individuals must comply with local customs and values, which are not in accordance with the system of reference to which they adhere.

Keywords : journalistic field, press-politics relationship, sociologie du journalisme economic crisis, Romania.

Droits d'auteur : Ruxandra GUBERNAT-RAMMELT

Droits d'auteur réservés. Toute reproduction sans accord exprès de l'auteur à des fins autres que strictement personnelles est prohibée.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GÉNÉRALE 7
Les rapports médias-politique dans la Roumanie post-communiste dans la littérature de spécialité 13
Problématique et questions de recherche 23
Contexte de l'analyse 26
Protocole d'investigation et choix des outils 28

PREMIÈRE PARTIE : La constitution du champ journalistique après la chute du communisme. 49
Préambule : L'impact du modèle néolibéral sur la société roumaine postcommuniste 51
CHAPITRE I. Un « champ » journalistique instable. Dynamiques de l'espace des médias en Roumanie. 71
CHAPITRE II. Les étapes de l'évolution des médias roumains entre 1990 et 2014. 112
CHAPITRE III. La perception de la profession et des rôles dans les rédactions roumaines. . 180

DEUXIÈME PARTIE : Les dynamiques de dénonciation de l'activité des médias, après les débuts de la crise économique de 2008. 217
Introduction 219
CHAPITRE I. Mise en perspective de l'étiquetage par l'entremise du concept d'entrepreneur de morale. 224
CHAPITRE II. L'établissement des thématiques « anti-presse » du président Traian Băsescu. 255
CHAPITRE III. L'attitude des médias par rapports aux pratiques journalistiques non-éthiques. 283

CONCLUSION GÉNÉRALE 325
1. Les relations entre journalisme et politique. 326
2. Le pouvoir symbolique d'un acteur politique d'élite sur les démarches de la presse. 328
3. La flexibilité des critères et ses effets sur la pratique du journalisme. 330

Bibliographie 337
Bibliographie scientifique 337
Presse et Medias 368
Rapports 374

Annexes 376

Sigles et abréviations

BTI	Bertelsmann Transformation Index
CDA	Critical Discourse Analysis (Analyse Critique de Discours)
CDD	Contrat à Durée Déterminée
CDR	Convention Démocratique roumaine
CJI	Centre pour le Journalisme Indépendant
CME	Central European Media Enterprises
CNA	Conseil National de l'Audiovisuel
CNSAS	Consiliul Național pentru Studierea Arhivelor Securității (Conseil National pour l'Etude des Archives de Securitate)
CRP	Club Roumain de Presse
CSAT	Conseil Suprême de Défense du Pays
DNA	Direction Nationale Anti-Corruption
EVZ	Evenimentul Zilei
FJSC	Faculté de Journaliste et des Sciences de la Communication
FN	Front National
FNI	Fond National d'Investissements
FNS	Front du Salut National
INS	Institut National de Statistique.
JN	Jurnalul National
MPM	Media Pluralism Monitor
NiT	Nations in Transit
OSCE	Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PD	Parti Démocrate
PDL	Parti Démocrate Libérale
PNL	Parti Nationale Libérale
PNȚ-CD	Parti National Paysan Chrétien et Démocrate
PRM	Parti de la Grande Roumanie
PSD	Parti Social-Démocrate
PSM	Parti Socialiste du Travail
PUNR	Parti de l'Unité Nationale Roumaine
PUR	Parti Humaniste Roumain
RNC	Registre National du Commerce
TVR	Télévision Roumaine Publique
UDMR	Union Démocratique des Hongrois de la Roumanie
USL	Union Sociale-Libérale
WAZ	WAZ-Mediengruppe

INTRODUCTION GÉNÉRALE

> « Je vais écrire, une fois, l'histoire invisible de la presse roumaine, des centaines de situations que les journalistes m'ont racontées, car elle est absolument merveilleuse. La manière dont les journalistes se rapportent à l'éthique est comme la légende de la licorne : 'je sais qu'elle existe, mais je ne l'ai jamais vue. Dans ce cas, nous ne devons plus nous interroger sur l'état des médias ici, il n'y a pas lieu de le faire. C'est inutile, tout simplement ».[1]
> Ioana Avădani

Les spécificités du journalisme en Roumanie, son autonomie et celle de ses acteurs semblent être les principales thématiques publiquement débattues par les journalistes, depuis la fin du régime communiste. Pourtant, l'accent est souvent mis sur la définition ex-négative du journalisme pratiqué dans leurs rédactions, à partir des représentations idéales de « ce que le journalisme devrait être ».

Ce processus de négation de leur métier apparaît de la compréhension manifeste de l'instabilité du milieu de travail, même s'ils se considèrent dans l'impossibilité de changer les règles du jeu. Selon I. Avădani, l'explication serait que « le manque d'expérience, le manque d'exercice d'esprit et de pensée critique peuvent être généralisés » à un corpus assez large de journalistes socialisés dans la presse roumaine des derniers vingt-sept ans. Cette prise de position de la directrice du Centre pour le Journalisme Indépendant suggère un certain parallélisme entre l'histoire *manifeste*, l'histoire *vécue* et l'histoire *interprétée*[2] par les journalistes agissant dans ce milieu.

Malgré le changement de régime, la libéralisation formelle du marché des médias et l'adoption des principes journalistiques développés dans d'autres

1 Ioana Avădani est la directrice exécutive du Centre pour le Journalisme Indépendant – organisation non-gouvernementale qui agit pour la professionnalisation des médias en Roumanie – depuis 1998. Citation extraite d'un entretien réalisé par l'auteur en juin 2012.

2 Nous nous rapportons à la définition que Bourdieu avait donnée au concept d'illusion, comme « rapport enchanté à un jeu qui est le produit d'un rapport de complicité ontologique entre les structures mentales et les structures objectives de l'espace social ». Selon Bourdieu, Pierre, « Un acte désintéressé est-il possible ? », *Raisons pratiques*, Paris, Seuil, 1994b, p. 151.

régions du monde[3], l'existence d'un « champ journalistique roumain » reste toujours en discussion. Cela constitue la question principale que le présent travail se pose.[4]

L'approche de P. Bourdieu est plus pertinente que jamais dans le contexte actuel, qui se caractérise par une réinterprétation des règles du jeu par ceux qui contribuent à la production de l'information. Le concept de champ, chez P. Bourdieu, est conçu et doit être compris comme « un instrument de recherche dont la fonction principale est de permettre la construction scientifique des objets sociaux ».[5] A ce sujet, D. Marchetti considère qu'une des utilités de la théorie des champs de P. Bourdieu, pour l'analyse du journalisme, est de voir quelles positions les différents médias occupent dans l'espace journalistique et de comprendre « leur hiérarchisation de l'information, leurs prises de position, leur définition du journalisme, etc. ».[6] La théorie de champs permet d'adopter une stratégie analytique à l'intersection des approches ayant le foyer sur l'analyse des médias au niveau macro-sociétal et l'analyse micro-organisationnelle.[7] Pour une analyse du journalisme en Roumanie, une telle approche permet de se focaliser sur la manière dont les acteurs journalistiques se placent dans une certaine tradition journalistique et parmi leurs pairs, comment le journalisme est pratiqué et quelles sont les relations de pouvoir en jeu.

La théorie des champs souligne que les perceptions et les pratiques des journalistes sont façonnées par de multiples et divers facteurs économiques, culturels, politiques et technologiques et que l'univers des journalistes est

3 Proche au modèle libéral anglo-américain, comme définit par Hallin et Mancini (Hallin, Daniel, Mancini Paolo, *Comparing media systems : Three models of media and politics*, Cambridge : Cambridge University Press, 2004).

4 Nous utiliserons le concept de *champ* élaboré par Pierre Bourdieu, selon lequel « le principe fondamental qui pose que le réel social est relationnel, que ce qui existe ce sont les relations non pas au sens de relations sociales comme interactions, mais au sens de structures invisibles ». (Bourdieu, Pierre, *Lire les sciences sociales 1989-1992*, Vol. 1, Ed. Belin, 1994, p. 326).

5 Bourdieu, Pierre, « The political field, the social science field and the journalistic field », dans : Benson, Rodney, Neveu, Eric, *Bourdieu and the journalistic field*, Cambridge, UK: Polity Press, p. 30.

6 Marchetti, Dominique « Sociologie de la production de l'information », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs* [En ligne], 1 | 2002, mis en ligne le 28 septembre 2012, consulté le 05 juillet 2014. URL : http://cres.revues.org/1653.

7 Benson, Rodney, « Field theory in comparative context : a new paradigm for media studies », dans : *Theory and Society*, Vol. 28, No. 3, 1999, pp. 463-498, p. 463.

influencé par l'univers des hommes d'affaires et des politiciens.[8] Le champ journalistique et le champ politique s'influencent mutuellement[9], bien que les fonctions spécifiques du champ journalistique soient liées à la production et à la reproduction des représentations, à la construction de la légitimité et à la construction de l'hégémonie. Notamment pour la question de l'autonomie du journalisme, je reprends la définition de Bourdieu, selon laquelle « un champ […] autonome est capable d'imposer ses propres normes tant dans la production que dans la consommation de ses produits ».[10] Si, dans *Sur la télévision*, P. Bourdieu souligne que le journalisme de marché est devenu une menace pour l'autonomie d'autres champs dotés de règles et de capitaux spécifiques[11], en Roumanie on assiste à une connexion du journalisme au déploiement du projet néolibéral, par le fait que cela permet l'intégration dans la logique du marché d'autres sphères de la société et la reproduction de certaines valeurs et représentations du néolibéralisme.

À ce sujet, l'étude des *nouvelles* orientations, après la chute du communisme, en 1989, semble nécessaire. L'association entre la sortie du système oppressif et la liberté ressentie était mise en évidence, au début de cette période, par les « nouveaux médias capitalistes »[12], en dehors de l'influence visible des anciennes forces politiques. Plus concrètement, selon les historiens O. Ţichindeleanu et K. Petrovszky, les repères de cette conscience n'étaient pas

8 Couldry, Nick, « Media meta-capital : Extending the range of Bourdieu's field theory », dans : *Theory and Society*, No. 32, 2003, p. 653-677.

9 Rodney Benson voit le champ journalistique, en suivant Bourdieu, comme « un espace de lutte entre des milieux professionnels différents. Ces milieux se cristallisent autour des journalistes qui partagent des visions similaires sur les fonctions du journalisme dans la société » (Benson, Rodney/ Neveu, Eric, op.cit, p.)

10 Bourdieu, Pierre, *La Distinction*. *Critique sociale du jugement*, Coll. Le sens commun, Les Editions de Minuit, 1979, p. 6.

11 Selon Bourdieu, le champ journalistique est structuré autour de deux pôles : le pôle intellectuel, où le capital culturel domine le capital économique et le pôle commercial, où le capital économique domine le capital culturel. (Bourdieu, Pierre, *Sur la télévision*, Liber-Raisons d'agir, Paris,1996.)

12 Selon le sociologue britannique Kevin Williams, « le développement du journalisme au XX^{è} siècle se caractérise par l'absorption progressive de la pratique, du style et de la forme anglo-américains ». Cette manière de faire du journalisme était considérée comme le critère universel par lequel la profession devait être pratiquée, vers la fin du siècle. (Williams, Kevin, « Competing Models of Journalism ? Anglo-American and European Reporting in the Information Age », in Journalistica, n.2, 2006, p. 46).

encore inscrits dans la société.[13] Ils analysent l'influence de la télévision, au début de cette étape de l'histoire, sur les processus de changement de régime. Ces médias auraient été les principaux disséminateurs de l'information et de l'agenda des sujets à traiter. Les deux considèrent que la « coïncidence historique [de l'apparition de ces médias et du changement de régime politique] a joué un rôle décisif dans la formation des structures de perception, du champ discursif et des régimes de visibilité du postcommunisme ».[14] En parlant du passage du communisme au nouveau régime, ils considèrent que la Roumanie était « un espace propice pour l'articulation de ce récit normatif de la transition vers le capitalisme triomphaliste ».[15]

L'apparition de cette nouvelle configuration sociale a mené à des initiatives consistant à créer un type de journalisme basé, selon ses fondateurs, sur les principes d'« autonomie professionnelle », d'« objectivité » et de « distanciation du pouvoir politique »[16]. Ce type de discours néolibéral devient influent en Roumanie après 1989, et c'est ici que le *double discours* du journalisme roumain (et, en général, du journalisme pratiqué en Europe de l'Est, après la chute du communisme) devient visible. Il s'agit de réclamer des valeurs occidentales – dans le sens où les valeurs sont constamment établies par un accord rationnel, collectivement partagé – mais de manifester des comportements et des logiques locales, de s'efforcer d'imposer un nouveau modèle journalistique – celui *libéral anglo-américain*[17] – en même temps où les sociétés occidentales qui se

13 Petrovszky, Konrad, Ţichindeleanu, Ovidiu, « Revolutia televizata : Tranzitia prin satelit si cablu », *CriticAtac.ro*, le 22 décembre 2011 (http://www.criticatac.ro/12581/revolutia-televizata-tranzitia-prin-satelit-si-cablu/).

14 Idem.

15 Petrovszky, Konrad, Tichindeleanu, Ovidiu, « Capital, Politics, and Media Technology. Making Sense of the Romanian Revolution », in : *Romanian Revolution Televised : Contributions to the Cultural History of Media*, ed. par Konrad Petrovszky et Ovidiu Tichindeleanu, Cluj: Idea Design and Print, 2011, p. 29-63.

16 Ces traits communs peuvent être retrouvés dans nombre d'énoncés de mission, dans les éditoriaux des années 1990, attribués aux premiers journalistes dominants de la période postcommuniste – Mihai Tinu, le directeur éditorial du quotidien Adevarul, Petre Mihai Bacanu, le directeur de Romania Libera, ou Ion Ratiu le fondateur et le « mécène » de Cotidianul.

17 Selon Daniel Hallin et Paolo Mancini, ce modèle est caractérisé par la domination du marché pluraliste et par le développement de la presse commerciale de masse, avec une intervention faible de l'État. Le type de journalisme est orienté vers l'information, avec une presse commerciale. Ce système est supposé être formellement autonome. (Hallin, Daniel, Mancini,

revendiquaient du même modèle, le remettaient en question[18] et voyaient son déclin irréversible[19].

La Roumanie après 1989 – quelques données

Après la révolution de 1989, la Roumanie est devenue une république semi-présidentielle. Elle est membre de l'Union Européenne à partir de 2007.

En mai 1990, des élections ont eu lieu pour la législature et la présidence. Ion Iliescu a été élu président et son parti, le Front du Salut National (FSN) gagne les élections législatives, avec Petre Roman comme premier ministre.

Lors des élections nationales de 1992, Ion Iliescu a gagné le droit à un second mandat. Avec le soutien parlementaire des partis nationalistes – le Parti de l'unité nationale roumaine (PUNR) et le Parti de la Grande Roumanie (PRM) – et l'ancien parti communiste, le Parti Socialiste du Travail (PSM), un gouvernement a été formé, en novembre 1992, sous le premier ministre Nicolae Văcăroiu.

Emil Constantinescu, de la coalition électorale « la Convention Démocratique

Paolo, *Comparing media systems : Three models of media and politics*, Cambridge : Cambridge University Press, 2004, p. 55-67). Selon Raymond Kuhn et Rasmus Nielsen, le plus important critère d'évaluation de ce modèle est la dominance relative des mécanismes de marche et des logiques commerciales dans le secteur des médias. (Nielsen, Rasmus Kleis et Kuhn, Raymond, « Political Journalism in Western Europe : Change and Continuity » in : *Political Journalism in Transition. Western Europe in a Comparative Perspective*, ed. par Raymond Kuhn et Rasmus Kleis Nielsen, London : I. B. Tauris, pp. 1-27, p. 6).

18 « Car, de même que le modèle anglo-américain de journalisme est élevé à la norme mondiale (sinon universelle) dominante, il devient lui-même l'objet d'une critique interne croissante et de questionnements de la part de certains praticiens et chercheurs de premier plan dans ses pays d'origine » (Selon Paschal, Preston, *Making the News. Journalism and News Cultures in Europe*, London, Routledge, 2009, p. 3).

19 Dans son article, « Media Fragmentation, Party System and Democracy », publié en 2013 à International Journal of Press/Politics, Paolo Mancini considère que « l'identité du journalisme dans la plupart des pays de l'Ouest est devenue « floue », plus confuse et moins stable en termes de structure et d'identité professionnelle. Les vieilles certitudes sont en train de disparaître et les nouvelles certitudes n'ont pas encore été définies » (p. 44). Le sociologue italien indique que cette situation instable affecte la relation générale entre les médias et le champ politique, surtout à cause de la haute fragmentation des médias, qui peut représenter un instrument plus diffus de contrôle (Mancini, Paolo, « Media Fragmentation, Party System and Democracy » dans : *International Journal of Press/Politics*, Vol. 18, No. 1, 2013, pp. 43-60).

roumaine » (CDR), gagne les élections contre Ion Iliescu en 1996 et le remplace comme chef d'Etat. Victor Ciorbea a été nommé premier ministre, remplacé par Radu Vasile et, ensuite, Mugur Isărescu.

Les élections de 2000 ont été remportées par le Parti Social-Démocrate (PSD) et Ion Iliescu est redevenu président. Adrian Năstase (du même parti) a été nommé premier ministre.

En 2004, les élections ont donné vainqueur Traian Băsescu, en tant que président de l'Etat, en tête d'une coalition constituée du Parti Nationale Libérale (PNL) et du Parti Démocrate (PD), avec l'Union Démocratique des Hongrois de la Roumanie (UDMR) et le Parti Humaniste Roumain (PUR), et avec Călin Popescu Tăriceanu en tant que premier ministre.

Băsescu est élu président pour une deuxième fois, en décembre 2009, après les élections présidentielles. Le Parti Libéral-Démocrate a remporté la plupart des sièges, suivi par l'alliance entre PSD et PC, PNL et l'UDMR. Emil Boc est devenu premier ministre.

Entre 2009 et 2014, sous la présidence de Băsescu, plusieurs gouvernements se sont succédés : deux gouvernements dont Emil Boc était le premier ministre (entre 2009 et 2012), le gouvernement de Mihai Răzvan Ungureanu (mars-mai 2012) - tous les deux appartenant à la coalition entre PNL et PD - et le gouvernement de Victor Ponta (PSD), entre 2012 et 2015.[20]

20 Source : https://ro.wikipedia.org/wiki/România.

Les rapports médias-politique dans la Roumanie post-communiste dans la littérature de spécialité

Les études sur les relations entre journalisme et politique en Roumanie constituent le point de départ pour la compréhension globale du contexte de l'analyse[21]. Il s'agit alors d'analyser les thématiques mises en lumière par les chercheurs intéressés par le sujet, afin de créer un cadre d'interprétation fiable et en concordance avec les réalités décrites.

Les premières évaluations du journalisme post-1989 ont essayé de saisir la nature de sa constitution en corps professionnel, dans un processus d'accession à l'indépendance et à la pluralité, et le potentiel du journalisme dans sa façon de se démarquer du champ politique – en gardant à l'esprit l'affrontement entre les traditions politiques totalitaires et la nouvelle forme *assumée* de « démocratie néolibérale ». Un article publié en janvier 1991 par Ursula Ruston[22] trace les thématiques principales du discours scientifique sur les médias roumains et leurs rapports à la politique. La chercheuse considère que le journalisme roumain est moins libre qu'il voudrait paraître, vu que l'intervention directe de la nouvelle élite politique – qui n'a pas « hésité à se transformer en patriarches publiques à un degré qui semble sans précédent dans les pays d'Europe de l'Est »[23] – influe sur le type d'information que les médias peuvent diffuser. Si la censure disparaît officiellement après la chute du communisme, un autre type de domination s'est rapidement installé, avec une presse majoritairement favorable au nouveau gouvernement FSN (Front du Salut National), qui bénéficie des avantages des structures centralisées héritées de l'ancien régime, comme les maisons d'édition étatiques, les typographies et les réseaux de distribution. Confrontés à ce

21 En suivant les lignes conceptuelles de Jacques le Bohec (Le Bohec, Jacques, *Les rapports presse-politique. Mise au point d'une typologie "idéale"*, L'Harmattan, 2000).

22 Ruston, Ursula, « Romania : Lost planet in the Gutenberg Galaxy », dans : *Index on Censorship*, Vol. 20, No. 1, 1991, p. 5-6.

23 Ibidem, p.5.

phénomène, les médias d'opposition n'arrivent pas à avoir accès aux réseaux de distribution nationale, aux provisions et aux réseaux d'abonnés.

L'apparition de nouveaux titres de toutes tendances politiques et culturelles masque ce problème. Le résultat de cette « explosion non réglementée dans l'activité de presse, combinée avec un système conçu pour un État qui détenait tous les droits pour rassembler ou recevoir des informations »[24], est « à l'avantage manifeste des médias pro-gouvernementaux »[25]. Quant à la presse d'opposition[26], elle participe activement à la création d'un journalisme plus proche à l'activisme politique, en s'identifiant à la politique menée contre le gouvernement FSN[27].

Ce rapport de forces déséquilibré, entre les médias alliés au gouvernement et les médias d'opposition, est identifié dans les recherches de Mihai Coman[28] – l'un des sociologues roumains les plus productifs parmi ceux qui analysent les relations presse-politique en Roumanie. M. Coman décrit le déclenchement, au début des années 1990, d'un engagement politique profond des médias et des journalistes, qui a conduit à la naissance d'un « journalisme combatif et militant, concentré sur des questions idéologiques […] qui combinait les brèves avec les commentaires et qui méprisait l'objectivité »[29]. Par conséquent, en raison d'un manque de formation et de renouvellement du personnel de la presse dans son ensemble, les jeunes journalistes sont devenus « similaires à leurs collègues plus âgés et ils ont consacré leurs services à la propagande »[30], dit M. Coman. D'après le sociologue états-unien Peter Gross[31], les débuts de la presse roumaine postcommuniste sont marqués par « une atmosphère de compromis, de pragmatisme, et de flexibilité envers le traitement de l'information » et « une

24 Ruston cite le quotidien *Adevarul* et la chaîne de télévision publique (TVR) parmi les privilégiés du gouvernement FSN, qui utilise ces deux médias dominants, en termes de tirage et d'audience pour « augmenter ses propres pouvoirs politiques et pour attaquer ses adversaires », Ibidem.

25 Idem.

26 Ruston parle du quotidien *Romania Libera*, l'une des premières publications autonomes après 1990.

27 Par les leaders du Parti National Libéral et du Parti National Paysan Chrétien et Démocrate, les principaux partis d'opposition.

28 Coman, Mihai, « Romanian Journalism in Transition Period », dans : *The Global Network*, Vol. 1, No. 1, 1994, no 1, pp. 28-48, p. 35.

29 Idem.

30 Ibidem, p. 35.

31 Gross, Peter, *Colosul cu picioare de lut*, Polirom, 1999.

défaillance à transmettre et à promouvoir des standards de comportement éthique à l'intérieur des rédactions »[32]. Ces représentations sont liées à une attitude héritée du passé que les nouveaux journalistes possèdent et qui les influence à agir afin de « promouvoir la cause de leur propre publication/positionnement politique » […] Même si les médias se sont éloignés des structures de l'État, dans la majorité des cas, ils sont restés attachés aux entités politiques et économiques qui conduisent l'État »[33].

Les visions fonctionnalistes ou normatives constituent le fil rouge de la plupart des travaux sur les médias roumains postcommunistes. De cette perspective, les changements apparus dans les médias sont en lien direct avec l'étape de transformation du régime politique et avec le degré d'authenticité de ce processus[34]. Une fois ces thématiques définies, nous remarquons une certaine linéarité (intersections entre les recherches, similitudes dans l'utilisation des théories) dans l'argumentation et les approches choisies, alors transposée dans les critères d'analyse. Dans la littérature des rapports presse-politique en Europe de l'Est, la forte influence des travaux des néo-institutionnalistes[35] états-uniens peut être remarquée.

---

32 Gross, op.cit. p. 210.

33 Ibidem, p. 83.

34 Voir p. 10 de ce travail. Le lien entre le changement du régime politique et le développement de la presse va être traité dans le deuxième chapitre de cette recherche.

35 Les interactions entre société et institutions sont le point de focale de l'approche *néo-institutionnaliste*, vision souvent inspirée par la sociologie de Max Weber. Ce volet théorique a été principalement façonné par les travaux du sociologue états-unien John W. Meyer (notamment Meyer, John W., Rowan, Brian, « Institutionalized Organizations: Formal Structure as Myth and Ceremony », dans : *American Journal of Sociology.*, vol. 83, 1977, pp. 340–363) et des sociologues états-uniens DiMaggio et Powell (notamment : DiMaggio, Paul J., Powell, Walter W., « The Iron Cage Revisited: Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields », dans : *American Sociological Review*. Vol 48, 1983, pp. 147–160 ; Powell, Walter W., DiMaggio, Paul J. (Eds.), *The New Institutionalism in Organizational Analysis*, University of Chicago Press), qui ont popularisé l'idée que les *systèmes de croyances* et *de normes* (notamment des normes organisationnelles) sont *déterminés* par des structures plus larges. Leur analyse est inspirée par la *conception du champ* de Bourdieu (Voire Powell, Walter W., Colyvas Jeanette Anastasia, « New Institutionalism », dans : *International Encyclopedia of Organization Studies*, ed. par Stewart R. Clegg et James R Bailey, Sage). Avec sa version économique de l'approche *néo-institutionnaliste,* l'économiste états-unien Douglas C. North a gagné en popularité, analysant l'influence (sur le long terme) des *institutions* sur la *performance économique* (North Douglas C., *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, 1990, Cambridge University Press). Sa conception de *la dépendance de sentier*, énoncée dans la phrase génératrice « *La dépendance de sentier* signifie que l'histoire compte » (Ibidem., p. 100)*,* North devient très influent dans les travaux consacrés aux *nouvelles*

Même si ces lignes argumentatives ne précisent pas quelles seraient les contributions des médias à cet égard, la plupart des recherches centrées sur les rapports presse-politique, entre 1990 et le début des années 2000, indique une domination structurelle[36] des médias par le champ politique. Ainsi, K. Jakubowicz estime que le contrôle exercé sur la presse roumaine par les politiciens et les propriétaires de groupes de presse était plus visible, à cette époque-là, que dans tout autre domaine de l'activité privée[37]. M. Coman et P. Gross parlent d'une « défaillance de professionnalisation de la presse ».[38] Les deux sociologues des médias considèrent que la presse a contribué symboliquement au processus de démocratisation et qu'elle n'a pas réussi de se distancier du champ politique[39]. Dans leur analyse du traitement des élections roumaines de 1992, les deux sociologues insistent sur la partialité politique[40] qui trouve son chemin dans la presse et qui « réfute les allégations selon lesquelles les publications sont indépendantes, même si elles sont autonomes ».[41]

Une décennie plus tard, David Berry note qu'un des éléments cruciaux persiste dans les médias roumains postcommunistes, même si c'est sous une autre forme : la continuation d'un système de classe. Celui-ci se caractérise par des distinctions sociales clairement établies qui « affectent la forme des médias et son développement culturel à travers son appropriation par une minorité

---

démocraties de l'Europe de l'Est. Elle se base clairement sur *l'institutionnalisme historique,* méthode développée notamment par T. Skocpol et P. Pierson (Pierson, Paul, Skocpol, Theda, « Historical Institutionalism in Contemporary Political Science », dans : *Political Science : State of the Discipline*, ed. par Ira Katznelson et Helen V. Milner, 2002, W.W. Norton, pp. 693-721). Nous allons retrouver plusieurs éléments récurrents du *néo-institutionnaliste* notamment *l'interdépendance des sphères* sociales, *la satisfaction des fonctions ou des tâches des différentes* sphères et *la dépendance de sentier* dans la littérature dédiée aux transformations de régime, aux rôles des médias et aux développements des médias dans les pays d'Europe de l'Est, dans lesquels ce courant est très influent.

36 Jakubowicz, Karol, *Rude Awakening : Social and Media Change in Central and Eastern Europe*, Hampton Press, 1996, p. 205.

37 Idem.

38 Coman, Mihai, Gross Peter, « The 1992 presidential/parliamentary elections in Romania's largest circulation dailies and weeklies », dans : *International Communication Gazette*, Vol. 52, No. 3, 1993, pp. 223-240, p. 223.

39 Ibidem.

40 Par *partialité politique,* M. Coman et P. Gross se réfèrent au traitement médiatique favorable et déséquilibré qui empêcherait les médias de se limiter à la prise de position politique. Les deux clament que les journaux de l'époque ont été instrumentalisés par certains partis politiques, en négligeant le rôle de « chien de garde » de la presse, Ibidem.

41 Ibidem, p. 235.

privilégiée »[42]. Ainsi, le fort engagement dans la lutte politique des médias roumains post-communistes ainsi que le traitement de l'information favorisant le politique – sujets sur la corruption et la compréhension des politiciens comme classe privilégiée[43] – créent un type de journalisme spectaculaire, qui contribue à une image négative du nouveau régime politique[44].

Les chercheurs Juan Linz et Alfred Stepan mesurent la démocratisation en analysant les cinq arènes distinctes de manifestation de ce processus : *civil society*, *political society*, *economic society*, *administration* et *Rule of Law*.[45] Ces cinq arènes sont en interdépendance et, par conséquent, renforcent mutuellement leur développement potentiel. La conception de ces arènes ressemble alors au paradigme d'échange (« interchange paradigm ») parsonien[46]. Dans ce paradigme, chacun de ces domaines dépend de certaines performances de l'autre, tout comme il supporte les autres. Linz et Stepan caractérisent ces domaines selon les suivants points focaux : principe d'organisation générale, soutien nécessaire en provenance des autres domaines, ainsi que prestations pou*r* les autres domaines. Il s'agit en réalité d'une différenciation analytique des aspects unifiés. Ils en concluent que l'interdépendance existant entre les cinq sphères mentionnées définit le degré de démocratisation.[47] Dans le chapitre dédié à la Roumanie, ils estiment que ce pays

42 Berry, David, *The Romanian Mass Media and Cultural Development*, Ashgate, 2004, p xiii. Le sociologue états-unien se réfère, ici, principalement, aux membres de l'ancienne nomenklatura et au personnel politique occupant une place élevée dans la hiérarchie de prise de décision avant le changement de régime, qui, au cours de la transformation, ont réussi de garder leurs privilèges.

43 Tendance qui peut être remarquée non seulement en Roumanie, mais aussi dans les pays ayant une démocratie consolidée. Voir les discussions sur ce sujet dans Putnam, Robert D., Pharr, Susan J. *Disaffected Democracies : What's Troubling the Trilateral Democracies*, Princeton University Press, 2000, p. 5-25.

44 Berry, op.cit, Idem.

45 Linz, Juan, Stepan, Alfred, *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Johns Hopkins University Press, 1996.

46 C'est-à-dire une compréhension de la société orientée vers la théorie systémique de la différentiation structurelle de la société telle qu'elle est conceptualisée par Talcott Parsons (Parsons, Talcott, *The Social System*, Routledge, 1970). Le *paradigme d'échange* souligne l'interdépendance des sous-systèmes de la société et conceptualise leur relations mutuelles (Parsons, Talcott, Smelser, Neil J., *Economy and Society : A Study in the Integration of Economic and Social Theory*, Routledge, 1984, p. 68 et suivantes.)

47 « En résumé, une démocratie moderne consolidée peut être conçue comme étant composée de cinq arènes interdépendantes majeures, dont chacune, pour fonctionner correctement, a son propre principe d'organisation primaire. Bien comprise, la démocratie est plus qu'un régime ; il

est le plus éloigné, de tous les pays d'Europe de l'Est, d'une démocratie consolidée[48]. En suivant Max Weber[49], Linz et Stepan se réfèrent au régime politique d'avant 1989 par *totalitarianism cum-sultanism*. Ils précisent ce type de régime : les conséquences du processus de transition *structurent*[50] les règles d'acquisition et de contrôle de pouvoir et la consolidation du comportement des acteurs de veto, dans la société roumaine actuelle.

Dans un contexte qui décrit le développement des médias de la région est-européenne, Alina Pippidi indique que ce processus est commun à tous ces pays postcommunistes et qu'il implique deux phases, celle de la libéralisation des marché médiatiques – « le passage d'un contrôle total au pluralisme limité, la censure et la répression remplacée par l'autocensure et le contrôle partiel » et celle de la « déréglementation, mélangeant des éléments planifiés ou spontanés »[51]. L'auteure précise que les chemins sont pourtant divergents, et qu'ils dépendent du processus de démocratisation unique pour chaque pays. Une étude récente sur le fonctionnement des médias roumains, d'Ioana Avadani, indique que « les médias en Roumanie souffre visiblement des faiblesses systémiques […] Les médias roumains ont été exposés, dans les derniers 20 ans, à une croissance rapide et désorganisée, à l'instrumentalisation politique et à la récession économique. Cette courte histoire troublée n'a pas accordé une chance réelle de croissance et de consolidation à la presse roumaine. La démocratie faible a influencé et déformé un secteur des médias qui était en train de se développer »[52].

---

s'agit d'un système interactif [...] en outre, chaque arène du système démocratique a un effet sur d'autres arènes », Linz et Stepan, 1996, p. 13.

48 « Contrairement à tous les pays post-communistes d'Europe centrale et orientale que nous avons analysés jusqu'ici [...] la Roumanie était la plus éloignée d'une démocratie consolidée dans chacune des cinq arènes », Idem, p. 364.

49 Il y a trois caractéristiques principales du *sultanisme* chez Max Weber : premièrement, l'administration personnalisée avec le maximum de pouvoir d'imposition de décisions ; deuxièmement, l'arbitraire libre et indépendant de la tradition ; et, troisièmement, il n'est pas rationalisé objectivement. (Weber, Max, *Économie et Société*. *Les catégories de la sociologie*, t. I, Pocket, 2003).

50 Linz et Stepan développent leurs arguments à travers une perspective de faible dépendance de sentier.

51 Mungiu-Pippidi, op. cit., p. 87.

52 Avadani, Ioana, « Criza din presă : Un cost pe care nu-l calculează nimeni », dans : *cursedeguvernare.ro*, le 9 mai 2013 (http://cursdeguvernare.ro/ioana-avadani-criza-din-presa-un-cost-pe-care-nu-l-calculeaza-nimeni.html).

M. Coman considère qu'il s'agit d'un contrôle hégémonique[53], contexte dans lequel il y a deux processus qui se développent. Le premier est la berlusconisation de la presse : des hommes politiques qui essayent d'obtenir des positions favorables par l'achat des médias, utilisés pour promouvoir leurs carrières politiques. Le deuxième est que les propriétaires des médias entrent en complicité avec des politiciens et ce, afin d'obtenir des avantages économiques. Stefan Bratosin décrit, lui aussi, « une presse dont les rapports au politique […] sont le résultat d'une politisation le plus souvent assumée ou à peine dissimulée, lorsqu'elle n'est pas revendiquée »[54], tandis que P. Gross se demande si les médias roumains restent « des instruments de pouvoir et d'influence, maniés par leurs propriétaires, et, à travers eux, par leurs amis et leurs alliés politiques »[55]. Cela implique une domination structurale des acteurs journalistiques à cause de l'intériorisation des logiques patronales (par une socialisation sur le tas qui favorise l'employeur), d'où le rejet de ceux-ci de participer à la mise en question des pratiques de leur métier. La vulnérabilité face à leurs supérieurs et à des pressions externes, surtout à cause de la faiblesse de leurs contrats, implique, selon T. Stanciu et O. Enachescu : une dégradation du travail journalistique quotidien, conséquence de l'obéissance à l'autorité des journalistes, car « beaucoup de journalistes acceptant le rôle de détracteurs, diffusant agressivement des informations diffamatoires à l'adresse des personnes publiques. La liberté de la presse roumaine diminue donc d'une manière alarmante, de façon interne »[56]. L'influence directe du politique sur les médias affecte aussi le processus d'apprentissage des pratiques professionnelles et suggère une faible capacité des acteurs à se distancier des logiques institutionnalisées. Pour la plupart, ces recherches sur les médias roumains indiquent que ceux-ci ne se détachent pas des

53 Coman, Mihai, « Journalistic elites in post-communist Romania : from the heroes of the revolution to the media moguls », Journalism Studies, Vol. 4, No.11, 2010, p 587-595.

54 Bratosin, Stefan, « La médiatisation du politique dans la presse locale : contribution non ostensive à une géographie sociale », dans : *La production de l'action publique dans l'exercice du métier politique* sous la dir. de Anne-Cécile Douillet et Cécile Robert, Presse Universitaire du Mirail, 2007, pp. 171-184, p. 177.

55 Gross, Peter, « Back to the (Uncertain) Future. Politics, Business and the Media in Romania », dans : *Global Media Journal-Polish Edition*, Vol. 1, No. 4, 2008, pp. 51-68, p. 52.

56 Stanciu, Teodora, Enachescu, Oana, *Media Freedom report*, Association Européenne des Journalistes, octobre 2012.

vestiges d'habitudes héritées des anciennes configurations. A. Pippidi définit ce processus comme *capture des médias*[57] (en anglais, *media capture*) par le champ politique, ce qui implique la situation dans laquelle les médias « ont failli devenir autonomes afin de manifester leur propre volonté d'exercer leurs fonctions fondamentales, notamment celle d'informer les gens. Ils ont toutefois persisté dans un état intermédiaire qui a permis à certains groupes, pas seulement au gouvernement, de l'utiliser pour d'autres buts »[58]. Les caractéristiques de ce milieu médiatique incluent, selon les recherches qui ont traité le sujet, une grande concentration du marché, une tendance à l'instrumentalisation, un rôle effacé des syndicats et des institutions régulatrices, combinés avec des efforts assez vains de la part des journalistes de transformer la profession vers plus d'autonomie.

Ce passage en revue des études et des rapports consacrés à l'analyse de l'activité des médias roumains a eu pour but de mettre en avant l'existence d'un discours dominant et récurrent sur les dysfonctions des médias roumains, discours que nous considérons comme trop normatif. Si nous comprenons le journalisme comme une pratique de production et de diffusion de l'actualité, ne serait-il pas pertinent d'analyser ses mécanismes en fonction des réalités politiques et sociales qu'il représente ?

Nous nous questionnons sur les démarches de création d'un champ journalistique relativement autonome et reconnaissable dans ses caractéristiques propres. En conceptualisant une relation mécanique et instrumentale entre les médias roumains et le champ politique, nous réduirions notre capacité à distinguer les différents degrés de négociation et de domination qui décrivent leurs interactions. Le sociologue Jacques Le Bohec signale que la réalité des rapports presse-politique doit être comprise selon « des rapports intersectoriels »[59]. Il considère que « la difficulté théorique majeure de l'analyse des rapports presse-politique […] réside [...] dans la tentation d'annihiler rhétoriquement la différenciation sociale en privilégiant une approche qui invente un "système", une

57 Mungiu-Pippidi, 2008b, op. cit, p. 91.
58 Idem.
59 Le Bohec, Jacques, *Les rapports presse-politique. Mise au point d'une typologie « idéale »*, L'Harmattan, 1997, p. 59-60.

"organisation", une "interaction", un "espace public" ou un "champ" *ad hoc* (tous baptisés "politico-médiatiques") qui engloberait tous les protagonistes dans un ensemble hermétique inventé pour la circonstance ».[60] Il est par conséquent important de souligner le contexte du débat et la pluralité des facteurs qui influent sur les rapports entre le champ politique et le champ des médias, que nous considérons comme multidimensionnelle et en corrélation. L'argument vient de D. Hallin et P. Mancini, qui indiquent qu'on « ne peut pas comprendre les médias sans comprendre la nature de l'État, le système des partis politiques, les modèles des relations entre les intérêts économiques et politiques, et le développement de la société civile, entre autres éléments de la structure sociale ».[61] Aussi, à cette nature interdépendante des rapports entre les médias et la sphère politique, nous devons ajouter leur dimension compétitive, par laquelle tous les acteurs impliqués essayent de détenir un certain « contrôle » des résultats de leur interaction, ou d'après M. Schudson[62], les activités des médias et des acteurs politiques sont dans un permanent processus de contraintes et définitions réciproques, fait qui implique une dynamique mutuelle des jeux de pouvoir. La démarche que nous proposons est d'analyser l'impact réciproque des activités dans ces deux champs, dans la perspective de leurs types de rapports consensuels, plutôt que conflictuels.

L'analyse des relations entre les journalistes et les politiciens proposée par M. Gurevitch et J. Blumler, dans leur article de 1981, « Politicians and the press. An essay in role relationships », comme « deux ensembles d'acteurs interdépendants et mutuellement adaptatifs, poursuivant des buts divergents (même si imbriqués) »[63] implique l'idée que le « pouvoir » n'est ni détenu ni exercé par un seul acteur – soit le champ politique, soit le champ des médias – mais qu'il s'agit d'un processus continu de négociations et de déplacement d'autorité entre les deux champs. Quinze ans plus tard, les deux sociologues reviennent sur la réflexion de la position occupée par les médias dans leurs

60 Idem, 60.

61 Hallin, Daniel, Mancini, Paolo, *Comparing Media Systems : Three Models of Media and Politics*, Cambridge University Press, 2004, p. 8.

62 Schudson, Michael, *The power of news*, Harvard University Press, 1995.

63 Gurevitch, Michael, Blumler, Jay G., « Politics and the press. An essay in role relationships », dans : *Handbook of Political Communication,* ed. par Dan Nimmo and Keith Sanders, Sage, 1981, p. 479.

rapports aux politiques, en spécifiant la nature continûment évolutive de ce processus : « les médias ont progressivement évolué du rôle d'informateur "de l'extérieur" sur la politique, [...] à celui de participant actif, en façonnant l'influence sur les processus politiques, en devenant partie intégrante de la vie politique ». Ces développements ont abouti à la dépendance accrue des politiciens et des électeurs pour les médias et les messages qu'ils fournissent[64]. À ce sujet, Patterson fait une synonymie concernant la compétition actuelle entre les différents médias pour l'audimat et la compétition entre les politiciens pour l'électorat, la première génératrice d'un scandale de l'information, y compris dans la représentation des hommes politiques, fait qui engage la méfiance, voire le cynisme de ceux-ci dans leurs rapports avec les médias et les journalistes.[65] D'où l'apparition d'un plus grand nombre de rapports négatifs et conflictuels entre les deux – cette spirale de cynisme, selon Brants.[66]. Les hommes politiques pensent que les médias sont là pour définir l'agenda politique, tandis que les journalistes sont convaincus que les politiciens agissent stratégiquement pour capter l'attention et la couverture médiatique, processus appelé par Brants « la fascination des médias »[67], similaire aux conceptions de J. Blumler et M. Gurevitch. McBride et Rosenstiel qui contribuent à cette perspective. Ces derniers soulignent que, dans les démocraties contemporaines, « la construction du leadership politique est poussée par des communications stratégiques de la part hommes politiques et mettent davantage l'accent sur l'image que sur le fond, sur la personnalité que sur l'idéologie »[68]. B. Kovach et T. Rosenstiel considèrent que les changements de stratégies des dernières années, de la part des politiques et de la presse, n'ont pas

64 Blumler, Jay G., Gurevitch, Michael, *The Crisis of Public communication*, Psychology Press, 1995, p. 3.

65 Patterson, Thomas E., *Out of order : An incisive and boldly original critique of the news media's domination of America's political process*, Knopf Doubleday Publishing Group, 2011, p. 52.

66 Brants, Kees, « The Real Spiral of Cynicism ? Symbiosis and Mistrust between Politicians and Journalists », dans : The International Journal of Press/Politics, Vol. 15, No. 1, 2010, pp. 25-40.

67 Ibid.

68 McBride, Kelly, Rosenstiel, Tom, *The New Ethics of Journalism : Principles for the 21th Century*, American Press Institute, 2013, p. 24.

engendré de changements fondamentaux dans la compréhension du journalisme, dont les directions sont restées remarquablement constantes.[69]

Problématique et questions de recherche

Cette étude se propose d'analyser les développements qui ont mené à l'état actuel du journalisme roumain, après la crise financière de 2008. La principale hypothèse de cette recherche est que la crispation entre deux systèmes de valeurs divergents – l'intersection du modèle allogène, néolibéral, avec les valeurs locales – établit une sphère journalistique hybride, intégrant des éléments des deux cultures, sans incorporer la somme de leurs éléments. Cette sphère hybride, caractérisée par un haut degré d'ouverture envers la renégociation, la réinterprétation et le rétablissement des principes qui guident le journalisme, engendre aussi une certaine dimension anomique au sein de ses acteurs.

Afin d'explorer les interactions, les contraintes et les interdépendances entre journalisme et les autres champs sociaux, une analyse à partir de trois dimensions principales était envisagée :

- Une première dimension serait la rupture politique, suite au changement de régime de 1989, qui a imposé une réflexion – à la fois pragmatique et symbolique – *sur les directions et les choix*[70] des modèles dans le nouveau marché médiatique pluraliste ;
- Une deuxième dimension identifiée est le profond changement technologique (entre l'apparition de la presse écrite post-1989 et l'intensification de la production médiatique sur les réseaux sociaux en

69 Kovach, Bill, Rosenstiel, Tom, *The Elements of Journalism : What Newspeople Should Know and the Public Should Expect*, Three Rivers Press, 2007, p. 12.

70 Pour un traitement plus détaillé du sujet, veuillez-vous diriger vers le deuxième chapitre de ce travail.

ligne, il s'agit d'une période de 20 ans), *superposé sur cette étape de compréhension de l'agir journalistique* ;

- Troisièmement, la crise financière débutée en 2008, qui a déstabilisé mondialement le milieu journalistique et qui a engendré, aussi au niveau local/régional roumain, *une remise en cause du journalisme*.

À partir de ce point, le foyer était mis sur la corrélation entre l'évolution de la société et la place du journalisme dans cette société entre 2008 et 2014, intervalle qui peut être expliqué par deux évènements essentiels : le début de la crise financière et la fin de mandat présidentiel de Traian Băsescu, personnage essentiel dans la définition des rapports entre les journalistes et les politiciens, durant la période d'analyse. Ma préoccupation était aussi de comprendre la dynamique des relations entre le journalisme et les autres champs sociaux après la crise financière de 2008. Je me suis ainsi concentrée sur l'analyse de la relation qui lie les journalistes avec leur métier et avec les faits sociaux qu'ils ont l'intention de transmettre. Celle-ci réunit à la fois l'expérience vécue et accumulée avec les interprétations subjectives de ce qu'ils appellent leur métier.

La dynamique des relations entre le président Traian Băsescu et les médias, selon les positions prises par les deux parties impliquées, englobe des thématiques idéologiques sur les trajectoires politiques et journalistiques en Roumanie, dans la période qui suit le changement de régime politique. Le but de l'analyse de la relation du président Băsescu avec la presse était de décrire et de révéler, par une étude longitudinale, la fragilité du champ journalistique et de ses acteurs et de voir jusqu'à quel point leurs pratiques sont influencées par les actions d'un acteur dominant du champ politique. Il s'agit ici d'une relation dynamique qui renvoie aux attitudes des journalistes et des médias. Est-ce que leurs prises de position et leur engagement dans la lutte politique ont constitué des éléments qui ont mis en lumière leur faible autonomie interne, mais aussi leur capacité d'influencer des démarches politiques ? L'analyse des configurations du journalisme implique ainsi la mise en perspective du contexte, des conditions formelles du journalisme, aussi que des finalités de ces manières d'agir, dans leurs rapports à la sphère politique.

Les actions stratégiques soutenues de Băsescu – qui dénonce constamment les médias, à partir de 2007 et jusqu'à la fin de son mandat, en 2014 – autant au niveau discursif que par des actions directes telles que des procès contre des journalistes, des intimidations publiques de ceux-ci, etc. – constituent un cas révélateur dans ce sens, aussi par la contribution de la presse à ce processus de dénonciation de ses propres pratiques. Ce choix gagne encore plus de légitimité si l'on suit la logique de Passeron concernant le raisonnement « naturel »[71].

L'hypothèse émise est que Băsescu révèle, par ses actions, une polarisation des médias autour des objectifs politiques et ce, par un processus simultané d'inclusion et d'exclusion : si les attaques du président sont étayées, nous allons remarquer une radicalisation de la presse selon les affinités politiques antérieures à l'apparition de ce discours. L'argument est que, dans le contexte où la plupart des produits médiatiques étaient hostiles au président, avant les élections présidentielles de 2009, Traian Băsescu adopte une stratégie de déflexion discursive[72] : de la cible principale de dénonciation des médias, au dénonciateur dominant des pratiques de ceux-ci. L'analyse des actions du président, qui sont de légitimer son projet politique devant "l'électorat", se concentre sur la construction du criticisme explicite dirigé vers les institutions et les groupes professionnels opposants, dont les médias font partie. À travers cela, Băsescu veut changer la constellation existante du débat, en stimulant une prise de position de la part des médias concernant son attitude. Je soutiens, secondement, que la dynamique de ces actions va surpasser le sujet *Băsescu-médias* et que les médias vont avoir tendance à se tourner vers les pratiques existant à l'intérieur du milieu journalistique et les rapports généraux avec le champ politique, en agissant, plutôt, comme des acteurs politiques. Cela implique, selon le sociologue Benjamin Page

71 Passeron, Jean-Claude, *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Essais & Recherches, Nathan, 1991, p. 368.

72 Stratégie que nous pouvons associer au concept de *campagne permanente* du politologue Sidney Blumenthal. Ce concept était premièrement énoncé par Patrick Caddell, dans son mémoire « Initial Working Paper on Political Strategy », de 1976. Repris et popularisé par Simon Blumenthal, dans son livre de 1982, « The permanent campaign », la théorie essaye d'expliquer l'utilisation des techniques de marketing politique par les hommes politiques de premier rang dans leur quête pour mobiliser le soutien du public (Blumenthal, Simon, *The permanent campaign*, Simon and Schuster, 1982).

« une action observable qui est téléologique (quoique peut-être pragmatique plutôt que consciemment prévue) et suffisamment unifiée de sorte qu'il soit logique de parler d'un seul acteur »[73].

Comment saisir les conditions d'évolution du journalisme par rapport au politique ? Et quelles en seraient les conséquences dans la pratique du métier journalistique ? Quels seraient les éléments qui composent la logique collective des journalistes leur permettant de traiter et d'interpréter le social et le politique ?

Contexte de l'analyse

Après 1989, le secteur des médias a occupé constamment la troisième position dans le classement des institutions, avec un taux de confiance qui passait 80%. Pourtant, dans les années qui vivent la crise économique de 2008, on peut remarquer une érosion de cette confiance. En 2014 – moment qui constitue la fin de notre recherche – les statistiques indiquent que la presse est arrivée à un taux de confiance de 35%.[74]. Selon une étude du Centre pour le Journalisme Indépendant « le public considère que les médias sont profondément viciés, il déplore le manque de contenu de qualité et il condamne les dérapages […] mais il ne sanctionne pas en changeant les habitudes de consommation de médias qu'il critique par ailleurs ».[75]

La télévision est le média le plus crédible (30%), suivie par la presse en ligne (27%), la radio (13%) et les journaux (11%)[76], même si l'agence de monitorage *ActiveWatch* indique, dans un rapport de 2014, qu'environ 40% des

73 Page, Benjamin, « The Mass-Media as Political Actors », dans : *Political Science & Politics*, 1996, Vol. 29, No. 1, p. 20-24.

74 Sondage INSCOP, 2014, http://www.ziare.com/social/romani/aproape-70-la-suta-dintre-romani-au-incredere-in-armata-sri-si-dna-vin-din-urma-sondaj- inscop-1322833.

75 Avadani, Ioana, Lupu, Cristina, *Starea sectorului Mass-Media din Romania in 2014. Vulnerabilitati si posibile solutii* (L'état de la presse en Roumanie en 2014. Vulnérabilités et solutions possibles), Centrul pentru Jurnalism Independent, 2015.

76 Conformément à une étude concernant l'indépendance et la crédibilité de la presse roumaine, réalisée par la fondation Konrad Adenauer Stiftung, en 2014.

télévisions sont politiquement affiliées par l'entremise des propriétaires ou des managers des sociétés de presse.[77]

Selon l'étude comparative Media Pluralism Monitor[78], de l'Institut universitaire européen de Florence, réalisée en 2015 dans vingt-quatre pays européens, la propriété des médias roumains est concentrée dans les mains de quelques investisseurs qui ont consolidé le capital local, phénomène appelé « moghulisation ». Selon la même étude, plus de 55% des télévisions sont directement ou indirectement affiliées politiquement, présentant un grand risque de politisation du contrôle sur les médias.[79]

Dans la période de cette analyse – 2008-2014 – le secteur des médias a été profondément marqué par la crise financière. Les entreprises de presse ont été touchées par la baisse des ventes et des publics et par les problèmes de distribution. La plupart des budgets publicitaires est allée vers les télévisions commerciales (76%), au détriment d'autres types de médias. Les ventes des journaux ont baissé de plus de 70% durant les six ans de l'analyse.[80]

Parallèlement à la baisse des ventes, la diminution du nombre des journalistes est remarquable. Si en 2004, selon la Fédération Roumaine des Journalistes, il y avait 22 mille personnes embauchées dans le secteur de la presse, en 2010, plus de six mille emplois ont disparus. En 2014, le nombre de journalistes a diminué de plus de 40%, selon l'étude de CJI qui indique que dans beaucoup de rédactions le rédactionnel est composé, en moyenne, de 3-4 personnes en charge pour toute tâche éditoriale.[81] Une précarisation du journalisme est également observable.

77 Le rapport *FreeEx* sur la liberté de la presse en Roumanie, ActiveWatch Romania, 2015.
78 Popescu, Marina, Marincea, Adina, Gubernat, Ruxandra, Lupea, Ioana, *Media Pluralism Monitor Study*, http://monitor.cmpf.eui.eu/mpm2015/results/romania/, 2015.
79 Idem.
80 Conformément au rapport *Media Fact Book*, publié par Initiative Media, 2014.
81 CJI, idem.

Protocole d'investigation et choix des outils

En 2009, l'impact de la crise financière sur le journalisme était évident. Dans la salle de rédaction dans laquelle je travaillais, comme dans tous les autres départements de la société de presse, des réductions de salaire sévères ont été appliquées et le personnel a été réduit de près de 30%. La tolérance des journalistes aux pressions s'est accrue et ce, en raison de l'instabilité économique. Des discussions comme « J'ai un crédit à payer », « Nous ne devrions pas oublier qui nous paie », « Parle plus tranquillement, s'il te plaît, je ne veux pas que mon chef nous entende nous plaindre » faisaient partie des conversations quotidiennes auxquelles j'ai couramment participé.

Après dix ans de pratique du métier, la représentation que je me faisais au départ de mon sujet d'analyse m'a stimulé. Il s'agissait alors de me placer en dehors de cet espace social et de tenter d'observer, de décrire et d'interpréter les phénomènes qui composent le milieu de la presse en Roumanie. Mon placement ambigu par rapport au sujet d'analyse – mes activités antérieures de journaliste, ma socialisation professionnelle, mes expériences vécues et mes perceptions personnelles – a impliqué des efforts de distanciation, en tant qu'analyste du même milieu, des présupposés subséquents, tout en gardant une « neutralité empathique »[82] envers mon sujet.

Pour Everett Hughes, la valeur du travail empirique réside dans le fait de donner au sociologue la possibilité d'observer le monde quotidien et de reconnaître l'importance des interactions pour l'étude des institutions culturelles et sociales[83]. Dans cette logique, un des buts était de créer un cadre qui émerge de l'analyse du terrain et qui est donc lié à la réalité à expliquer, tout en essayant d'avoir une « sensibilité théorique », dans le sens d'Anselm Strauss et Juliet Corbin[84]. L'établissement des critères d'évolution de la méthode d'analyse était

82 Patton, Michael, *Qualitative evaluation and research methods*, Sage, 1990, p. 55.

83 Hughes, Everett, « The Sociological Study of Work : An Editorial Foreword », dans : *The Sociological Eye*, Chicago : Aldine Atherton, 1952, pp.298-303.

84 Selon A. Strauss et J. Corbin, « la sensibilité théorique se réfère à une qualité personnelle du chercheur. Elle indique une prise de conscience des subtilités de la signification des données... [Elle] se réfère à l'attribut d'avoir la perspicacité, la capacité de donner un sens aux

réalisé par la conscientisation que les données obtenues vont faire l'objet de l'application de grilles d'interprétation qui engagent des présupposés théoriques et d'expérimentation. En suivant Becker[85], j'ai essayé, à tout moment, de remettre en question mes connaissances sur le sujet. En entrant plus profondément dans l'analyse, j'ai élargi au fur et à mesure les frontières de la recherche, tout en détaillant les structures du champ d'analyse et ses interactions avec d'autres champs[86].

Plusieurs méthodes de collecte de données et plusieurs sources ont été mobilisées. Les données sur lesquelles cette analyse s'appuie sont des entretiens en face-à-face, des conversations informelles, des analyses qualitatives de contenu, des notes des interviews et des études empiriques sur les intersections du journalisme avec le politique et sur les pratiques journalistiques[87]. Je détaillerai les démarches suivantes : le processus de découverte des données essentielles pour la recherche, l'établissement des hypothèses à partir des entretiens et des observations de la première période du travail empirique[88], le retour sur le terrain pour consolider les hypothèses et pour les intersecter avec les directions qui permettent l'explication des phénomènes remarqués. Dans la perspective d'une analyse de champs, j'ai pris en compte la relation d'interdépendance et de

---

données, la capacité de comprendre, et la capacité de séparer le pertinent de ce qui n'est pas ». (Strauss, Anselm, Corbin, Juliet, *Basics of qualitative research : grounded theory procedures and techniques*, Sage Publications, 1990, p. 42.)

85 Becker, Howard S., *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, La Découverte, coll. « Guides Repères », 2002.

86 Selon Bourdieu et al., dans *Le métier de sociologue*, « les techniques les plus classiques de la sociologie empirique sont condamnées, par leur nature même, à créer des situations d'expérimentation fictive essentiellement différentes de ces expérimentations sociales que produit continûment le déroulement de la vie sociale. Plus les conduites et les attitudes étudiées dépendent de la conjoncture, plus la recherche est exposée à ne saisir, dans la conjoncture particulière qui autorise la situation d'enquête, que des attitudes ou des opinions qui ne valent pas au-delà des limites de cette situation". (Bourdieu, Pierre, Chamboredon, Jean-Claude et Passeron, Jean-Claude P, *Le métier de sociologue*, cinquième édition, Berlin et New York : Mouton de Gruyter, 2005, p.64).

87 Jacques Le Bohec met en avant les faiblesses des études quantitatives, en ce qui concerne l'analyse du champ journalistique, en soulignant l'utilité des entretiens en fonction de leur « richesse » et la « fiabilité des informations que l'on cherche en vain dans un sondage » (Le Bohec, Jacques, *Sociologie du phénomène Le Pen*, Éd. La Découverte, 2005 p.81).

88 En ce sens, j'ai pris en compte les consignes concernant l'enquête de terrain, notamment l'observation, telle qu'elles ont été élaborées par Bizeul (Bizeul, Daniel, Le récit des conditions d'enquête : exploiter l'information en connaissance de cause. Dans : *Revue française de sociologie*, 1998, 39-4. pp. 751-787).

complémentarité entre l'étude des conditions de production de l'information et l'étude du discours des médias[89].

Les avantages du qualitatif dans la recherche du journalisme

Les spécificités de notre cas – des interviews auprès des journalistes, des habitués à la situation d'entretien – demandent un plus de réflexion sur le type de méthode choisie. J. Douglas soutient qu'une auto-analyse de la part de l'intervieweur, concernant la connaissance de son cas et de ses interlocuteurs, est essentielle pour tout type d'entretien qualitatif, et nous croyons que c'est encore plus applicable pour les entretiens auprès des journalistes, qui connaissent en profondeur, à leur tour, les techniques et les tactiques à utiliser pendant une interview. Il ajoute que les données, comme résultat de l'entretien, sont produites à travers le travail d'interaction pendant l'entretien[90]. Une connaissance générale préalable du milieu journalistique peut alors constituer un avantage tout comme il peut aussi coincer le chercheur sur l'appréciation de ses interlocuteurs. C'est pour cela que je me suis décidée pour une approche interactionnelle, dans le sens de N. Denzin. Celui-ci implique que l'intervieweur est un participant actif à la conversation et qu'il se distingue du simple émetteur de questions[91]. C'est un point accentué par J. Holstein et J. Gubrium qui ont une approche constructiviste de l'interview et qui considèrent que ce type de méthode donne l'occasion à l'intervieweur de « partager ses propres sentiments et pensées afin d'assurer à la personne interrogée qu'elle peut faire la même chose […] fait qui génère et légitimise des révélations réciproques »[92]. Les interlocuteurs ne sont pas des référentiels de connaissances. Ils sont des constructeurs de connaissances en collaboration avec les enquêteurs[93].

89 Marchetti, Dominique, « The sociological analysis of the production of mass media information », dans : *Comunication y Medios*, No. 18, 2008 pp. 19-29, p. 20.
90 Douglas, Jack D., *Creative Interviewing*, Sage, 1985, p. 25
91 Denzin, Norman K., *Interpretive interactionism*, Sage, 1989, p. 43.
92 Idem, p. 14.
93 Järvinen, Margaretha, « The biographical Illusion : Constructing meaning in qualitative research », dans : *Qualitative Inquiry*, Vol. 6, No. 6, 2000, pp. 370-390, p. 371.

L'image rationnelle et la neutralité sont cultivées par les chercheurs qui adoptent la position standard de l'interview-sondage[94], mais, comme les membres du Personal Narrative Group l'ont bien décrit « c'est précisément grâce à [la] subjectivité – leur enracinement dans le temps, le lieu et l'expérience personnelle, dans leur caractère perspectif »[95] – qu'il faut valoriser les résultats des entretiens créatifs. Je n'ai pas voulu obtenir, par ces entretiens, des récits personnels d'expérience ou des révélations confessionnelles, qui limiteraient le potentiel de généralisation de l'enquête, mais créer un cadre où les participants se sentent à leur aise dans le fait de partager leurs connaissances et de gagner accès, par ceci, aux cultures locales des milieux institutionnels créant des biographies organisationnellement « intégrées ». D'après P. Atkinson et D. Silverman, cette démarche biographique reflète « des moyens d'interprétation de l'expérience et de l'identité localement promus, de sorte que ce qui est construit est typiquement conçu, ou assemblé encore, à partir des catégories significatives et des vocabulaires cadrés »[96].

Sur ce sujet, la notion d'« illusion biographique » de P. Bourdieu semble essentielle pour la compréhension des récits de vie personnels pendant les situations d'entretiens. D'après lui[97], la biographie est construite selon des processus qui cherchent la cohérence, tandis que les trajectoires de vie atteignent un niveau de complexité qui n'est pas dérivé d'une logique unidimensionnelle et clairement délimitée. Les événements qui composent le parcours de vie ne surgissent pas graduellement et n'évitent pas les crises et les contradictions. Tout de même, durant une interview, la création artificielle de relations causales entre les situations racontées est mutuellement acceptée par les acteurs impliqués[98].

94 Selon Douglas, 1985, op. cit., p. 26.

95 Personal Narratives Group, « Truths », dans : *Interpreting Women's Lives*, ed. par Personal Narratives Group, Indiana University Press, 1989, pp. 263-264, cité selon Atkinson et Silverman, 1997, op. cit., p. 308.

96 Idem, p.309.

97 Bourdieu, Pierre, « L'illusion biographique », dans : *Actes de la recherche en sciences sociales,* Vol. 62-63, juin 1986, pp. 69-72.

98 « Le récit, qu'il soit biographique ou autobiographique comme celui de l'enquêté qui « se livre » à un enquêteur, propose des événements qui, sans être tous et toujours déroulés dans leur stricte succession chronologique (quiconque a recueilli des histoires de vie sait que les enquêtes perdent constamment le fil de la stricte succession calendaire), tendent à ou

D'où la nécessité, du côté de l'enquêteur de procéder à une « objectivation participante »[99] impliquant une distanciation réflexive, afin de catégoriser les histoires contées pour en extraire un sens plus large et plus complexe du monde social décrit. Ce processus d'objectivation et de questionnement systématique concernant la production, la représentation et l'interprétation des faits subjectivement indiqués lors des entretiens constitue l'un des défis principaux pour cette recherche, surtout dans le contexte du choix consciemment fait d'effectuer un travail croisé et simultané entre la théorie et le terrain.

Expériences du travail empirique

Le travail de terrain a débuté en août 2009 par une série de neuf entretiens ouverts auprès de journalistes du quotidien national « Cotidianul ». Ma démarche de me rapprocher des journalistes de cette rédaction a été influencée par une « crise rédactionnelle » de la publication au début du mois d'août 2009 : la décision du propriétaire de changer le comité de rédaction et de licencier la plupart des membres de l'équipe de journalistes s'explique officiellement par la baisse des ventes dont souffre le quotidien après les débuts de la crise financière. La raison d'entreprendre ce type d'entretiens était de permettre aux journalistes de parler le plus librement possible de la situation conflictuelle du moment et de l'état évidemment précaire dans lequel ils se trouvaient. La proximité, non uniquement spatiale, mais aussi l'expérience que je partageais avec mes interlocuteurs – au moment des entretiens, j'étais journaliste dans un autre département du même groupe de presse, qui se confrontait aux problèmes similaires – m'a permis un contact immédiat avec ceux-ci et, dans la plupart des cas, mes demandes d'entretien ont reçu des réponses positives. Lorsque j'ai commencé à les

prétendent s'organiser en séquences ordonnées selon des relations intelligibles. Le sujet et l'objet de la biographie (l'enquêteur et l'enquêté) ont en quelque sorte le même intérêt à accepter le postulat du sens de l'existence racontée (et, implicitement, de toute existence) » (Idem, p. 69).

99 Bourdieu, Pierre, « L'objectivation du sujet objectivant », dans : Bourdieu, Pierre et Wacquant, Loïc, *Réponses*, Seuil, 1992, p. 175-185.

interviewer, je connaissais déjà personnellement certains des journalistes, tandis que sur d'autres j'avais accumulé assez d'informations pour me permettre de construire les bases d'une relation de confiance.

Même si j'étais consciente de ne pas avoir encore bien délimité les thématiques de ma recherche, la logique de ces entretiens était de profiter d'une situation exceptionnelle et de la disponibilité psychique des journalistes de se confesser et d'intégrer les événements en cours dans le contexte de la pratique de leur métier. Les lignes de réflexion d'Erving Goffman[100] m'ont guidé dans cette première tentative d'entrer en profondeur dans la pensée des journalistes. Le biais du subjectivisme aurait dû être compensé, à mon avis, par le caractère authentique des conversations. Le caractère inédit de cette entreprise a été accentué par l'informalité des environnements où les entretiens se sont déroulés : un de mes premiers interlocuteurs, rédacteur politique, m'a demandé de l'accompagner dans le *« bar de notre chagrin et joie, où nous sommes venus à chaque fois après rendre une édition »*, cadre qu'il a choisi pour me raconter son histoire de plus de trois ans dans la rédaction. Cependant, il ne s'est pas laissé emporter par le contexte de notre rencontre, et il a partagé avec moi son parcours et ses expériences, en essayant de retracer les pas de son devenir comme journaliste : *« Il m'est difficile de raconter pourquoi diable j'ai choisi ce métier ! J'avais l'image du journaliste vigilant, je crois. Et, plus que tout, je voulais écrire »*. À travers ce long entretien, d'une durée de presque trois heures, j'ai remarqué les retours réflexifs et les efforts méthodiques de mon interlocuteur pour s'expliquer et se justifier – peut-être même plus que pour me faire comprendre – la situation dans laquelle lui, et sa publication, se trouvaient :

> « Je dois faire quelques pas en arrière pour voir exactement ce qui se passe à *Cotidianul*. Il m'est évident, par contre, que, dans ces conditions pas du tout accueillantes de la presse, il est très facile de manœuvrer une rédaction et de lui faire accepter ton jeu. Autant qu'il n'y ait pas d'alternative, on n'attend jamais une réaction

100 Selon Goffman, « dans notre société, l'individu qui s'engage dans une conversation, peut s'y impliquer entièrement : il s'y plonge sans réfléchir, instinctivement, et se laisse emporter par elle, oublieux de tout le reste et de lui-même. Que son engagement soit intense et solide, ou bien superficiel et éphémère, le sujet de la conversation et le locuteur n'en forment pas moins les foyers principaux de son attention intellectuelle et perceptive », selon Goffman, Erving, *Les rites de l'interaction*, Les Éditions de Minuit, 1974, p. 101.

> agressive des journalistes contre le patronat. Malheureusement, on n'est pas des français pour séquestrer les patrons dans les fabriques – oh, c'est merveilleux ça, je suis tellement ravi de leurs actes ! », affirme le journaliste.[101].

Une fois de plus, E. Goffman m'a offert l'explication de son comportement pendant l'interview : « le 'vrai' ou le 'réel' des attitudes, des croyances et des émotions de l'individu ne peuvent être déterminés que de façon indirecte, à travers ses aveux ou à travers ce qui semble être un comportement expressif involontaire »[102]. Même si mon interviewée se trouvait dans ce qui semblait être, de l'extérieur, un point nodal de son existence de journaliste, il a légitimé l'acceptation de la situation par « l'inexorable de la condition roumaine ». La prise de conscience de sa précarité est déclinée dans l'admiration des actes de courage externes, fait qui indique son manque de confiance dans le fait que les journalistes de sa rédaction puissent déclencher une réaction commune et solidaire contre l'état de choses actuel. Un autre entretien a été tout aussi révélateur que ce dernier : la journaliste que j'interviewais m'a demandée d'aller au sous-sol du bâtiment pour faire l'entretien, craignant que son chef puisse la voir me parler. Elle m'a raconté, ensuite, qu'elle était en train de négocier son transfert vers une autre publication du groupe et que notre conversation aurait pu jeter une mauvaise lumière sur sa fidélité envers la société de presse.

Au-delà de ces impressions au cours de mes premiers entretiens, les informations fournies par les journalistes m'ont permis de concevoir quelques pistes d'intérêt en vue des prochaines démarches de terrain :

a) au niveau des acteurs, les entretiens ont indiqué que les journalistes adhèrent, au niveau discursif, à une vision commune des rôles et de la place du journalisme dans la société roumaine, qu'ils voient surtout comme vecteur de transmission de la réalité sociale vers le grand public ; ils font une corrélation directe entre le professionnalisme, la responsabilité sociale et le respect des principes éthiques ;

b) sur le plan des relations presse-politique, les journalistes ont attribué la crise rédactionnelle aux intérêts politiques personnels du propriétaire du groupe de

101 Dans un entretien réalisé en aout 2009, avec le journaliste Adrian Deoanca.
102 Goffman, Erving, *The Presentation of Self in Everyday Life*, Penguin Books, 1990, p. 13-14.

presse, Sorin Ovidiu Vîntu, qui, à leur avis, a utilisé le prétexte de la crise financière pour changer la direction éditoriale de la publication ; plus précisément, il s'agissait, selon mes interlocuteurs, de « tourner les armes contre Băsescu » et de s'allier au candidat du Parti Social-Démocrate, Mircea Geoană, en vue des élections présidentielles de début décembre 2009 ; une politisation antérieure et subséquente est alors implicitement décrite par les interviewés ; de plus, ils perçoivent le contexte social comme défavorable à l'accomplissement de leurs rôles.

La deuxième série d'entretiens a eu lieu dans la période des élections présidentielles – entre novembre et décembre 2009. Une série de sept entretiens a été effectuée auprès de journalistes dominants, des éditorialistes et des journalistes de télévision occupant des positions en haut de l'échelle professionnelle et bénéficiant de visibilité et de notoriété. L'accès à ces journalistes s'est avéré assez facile, les entretiens ont été établis par téléphone, et, après une courte présentation du sujet (les rapports journalistes-politiciens en temps de crise), ils ont accepté de me rencontrer. Si, dans les premiers entretiens, j'ai essayé de souligner la dimension cordiale et empathique de la situation dialogique – « le dialogue platonique », dans les termes de H.G. Gadamer[103], qui décrit une conversation compréhensive, où la volonté des personnes impliquées dans l'échange est annulée, à l'avantage des sujets approchés – dans mes rencontres avec ces « élites » du journalisme roumain ma posture était bien différente. Je me suis canalisée, dans un premier temps, vers l'établissement d'un équilibre de forces, une relation de confiance avec mes interviewés, afin d'assurer ou de stimuler un dévoilement le plus en profondeur possible, vu le potentiel pouvoir symbolique que mes interlocuteurs auraient pu exercer pendant notre échange. Une première différence remarquée lors de ces rencontres était que la majorité de ces journalistes ont demandé une description du sujet de recherche. Aussi, ils se sont montrés intéressés par mon parcours personnel et professionnel – ici, j'avais constaté une tendance de mes interlocuteurs de s'engager plus profondément dans

103 Gadamer, Hans-Georg, *Truth and method*, Seabury Press, 1975, selon : Kvale, Steinar, « Dominance Through Interviews and Dialogues », dans : *Qualitative Inquiry*, 2006, n 12, p. 480-500.

la communication au moment où je précisais que j'étais doctorante dans une université française, statut auquel ils avaient accordé un certain prestige et qui a généré une série d'associations biographiques : un de mes interviewés m'a raconté son expérience « française » dans la rédaction du « Figaro ». Il y avait fait un stage au début des années 1990 qui a marqué sa vision sur le journalisme, même si « je vois plus d'affinités entre le journalisme roumain et le journalisme états-unien » ; un autre interlocuteur a tenu à souligner ses réalisations, par l'obtention d'une bourse gouvernementale à US Information Agency – « j'ai reçu la bourse *in extremis*, j'ai postulé le dernier jour et j'ai été le seul qui l'a reçue, de tous les candidats ». D'autres ont mis en avant leurs compétences analytiques – une des journalistes, ancienne diplômée en Lettres et Philosophie, a considéré que ma thèse devrait trouver ses explications dans « le décalage de modernité de la société roumaine. Nous sommes toujours une société fondamentalement basée sur le noyau famille-clan et tout cela reste valable dans la politique, dans les médias, dans toutes les institutions publiques ».

Mon expérience de journaliste s'est avérée être un moyen d'accès privilégié, lors de ces rencontres, mes interlocuteurs m'attribuant une connaissance du milieu journalistique et une compréhension des mécanismes internes du fonctionnement des médias. Cependant, le dévoilement de mon activité journalistique ne s'est pas toujours passé au moment même de l'entretien. Un exemple : pendant un de mes entretiens le montre, quand mon interlocuteur m'expliquait la difficulté de ses choix éthiques, en tant que directeur éditorial de plusieurs publications :

> « Tu dois prendre les faits comme des éléments d'une conversation, nous avons eu une discussion, tu peux faire ce que tu veux avec les informations. J'ai essayé de dire les choses plutôt pour que tu comprennes les processus. Il est important de comprendre que les événements se voient différemment de l'extérieur que de l'intérieur ».

J'ai mentionné que j'avais travaillé pour une période de deux ans dans le même groupe de presse, fait qui a stimulé une réaction de justification supplémentaire de sa part : « Tu dois avoir, alors, des échos de ce qui s'est passé, tu dois connaître la situation. Jamais il n'a existé une publication – du moins je n'en ai pas vu lorsque j'étais responsable – où il y a eu quelqu'un, je ne parle pas de moi-même, mais de

mes subalternes, qui dise « mec, tu le fais comme ça ! ». Un autre interviewé, rédacteur en chef d'un quotidien, a essayé de relativiser sa performance lors de notre rencontre par la création d'une symétrie entre nos perceptions des biais institutionnels vécus :

> « J'espère que j'ai répondu plus ou moins à tes questions. Il m'est très compliqué, par contre de te donner des cas précis. Tu comprends comment les choses se passent. Premièrement, j'ai un contrat de confidentialité avec la société de presse qui m'a embauché et, même si ce n'était pas le cas, je n'aurais pas pu le faire car je suis au milieu des choses. Je vis les événements, ce qui veut dire que je les accepte et, implicitement, ce serait une preuve d'hypocrisie sinistre de te dire que je suis quelqu'un que je ne suis pas ».

Cette étape du travail empirique a permis de dégager, une deuxième fois, des catégories qui intègrent les réalités sociales de ce milieu journalistique :

a) au niveau des acteurs : ils partagent la définition du journaliste honnête, qui doit informer son public sur les vérités auxquelles il n'aurait pas accès autrement ; ils manifestent une nostalgie pour les débuts de leurs carrières, la période des années 1990, qu'ils perçoivent comme animée par des idéaux professionnels des journalistes, comparée à la situation actuelle, caractérisée, en majorité, par un certain éloignement de la « morale » journalistique, exemplifiée par de « mauvaises attitudes » rencontrées chez leurs collègues ;

b) sur les relations presse-politique, ils ont une vision cynique sur l'avenir de leur profession, considérant que l'autonomisation des médias n'est pas possible dans un contexte où les impératifs financiers sont cruciaux pour la plupart des produits médiatiques. La cohabitation avec cet état de choses est expliquée par les interviewés comme l'option qui permet l'exercice de la profession « dans les marges du supportable éthique ». Concernant la situation politique du moment, une partie des journalistes interviewés a indiqué une intervention du Băsescu dans les affaires des médias, comme tactique de campagne électorale, tandis que les autres ont pris position contre les oligarques et leurs groupes de presse.

Analyses de contenus et travail d'archives

Parallèlement à cette étape d'entretiens, j'ai commencé une collecte des données des quotidiens de la presse roumaine généraliste nationale, à partir du début de l'année électorale 2009 jusqu'à la fin du mandat de Băsescu, en décembre 2014. Il s'agit des quotidiens *Evenimentul Zilei*, *Jurnalul National*, *Romania Libera*, *Adevărul* et *Cotidianul*. Vu la forte concentration des médias roumains, j'ai considéré l'échantillon comme représentatif pour la presse roumaine nationale. J'ai effectué ensuite une analyse du contenu télévisuel des chaînes Antena 3 (Intact Media Group), Realitatea TV (Realitatea-Catavencu) et B1TV (B1 Group), pour la même période.

Concernant cette concentration des médias, il y a quatre grands groupes de presse, qui partageaient plus de quatre-vingt pourcents du marché médiatique roumain, entre 2008 et 2014[104]: Intact Media Group, qui détient Jurnalul National et la chaîne Antena 3 ; Adevărul Holding, qui détient le quotidien Adevărul ; Medien Holding, qui détient le quotidien Romania Libera ; et Realitatea-Catavencu, qui détenait, au début de cette recherche, la publication Cotidianul et la chaîne Realitatea TV. Afin de mieux contextualiser le choix des médias analysés, la présentation de leur historique a pour but de souligner leur caractère représentatif :

1. Adevărul

Le quotidien « Adevărul » était fondé en 1871. Après la révolution de 1989, un nouveau journal du même nom paraissait, qui remplaçait le quotidien du Parti communiste, Scînteia. Pendant les années 1990, le journal soutien le Front de salut National (FSN), dirigé par Ion Iliescu. « Adevărul » devient propriété privée en 1990, quand le principal actionnaire était son directeur éditorial, Dumitru Tinu, jusqu'à sa mort, en 2003.[105] La ligne éditoriale du journal était celle du conservatisme social. À partir de 2006, quand le journal est acheté par l'homme

104 Popescu, Marina, Marincea, Adina, Gubernat, Ruxandra, Lupea, Ioana, Media Pluralism Monitor Study, http://monitor.cmpf.eui.eu/mpm2015/results/romania/, 2015.

105 https://ro.wikipedia.org/wiki/Adevărul.

d'affaires Dinu Patriciu – ancien vice-président du Parti National Libérale (PNL) et actionnaire majoritaire de la compagnie pétrolière Rompetrol – Adevărul change sa ligne éditoriale, devenant pro-européen et il est considéré comme plutôt favorable aux forces politiques de centre-droite.

2. Cotidianul

Le journal a été fondé en 1991, par l'homme d'affaires et politicien Ion Raţiu, vice-président, à l'époque, du Parti National Paysan Chrétien et Démocrate (PNȚ-CD), un des principaux partis d'opposition de FSN. La ligne éditoriale de Cotidianul était centre-droite et anti-gouvernementale, jusqu'à son achat par le journaliste Cornel Nistorescu en 2009, moment dans lequel le journal change sa position, devenant plutôt favorable aux forces de PSD et contre la politique menée par Traian Băsescu. Entre 2009 et 2016, le journal renonce à sa version imprimée, existant uniquement en version en ligne. Entre 2006 et 2009, Cotidianul était détenu par la société de presse Realitatea-Catavencu, le journaliste d'opinion Doru Buşcu étant son directeur éditorial.

3. Evenimentul Zilei

Le journal a été fondé en 1992 par les journalistes Ion Cristoiu, Cornel Nistorescu et Mihai Cârciog. [106] Il est considéré le premier tabloïd de la presse roumaine postcommuniste. En 1997, lors de la démission de Cristoiu, Nistorescu devient le directeur éditorial et le quotidien change sa politique, devenant un des principaux journaux d'opposition contre le PSD. En 2003, Evenimentul Zilei était vendu à la compagnie suisse Ringier, pour qu'en 2010 il soit acheté par l'homme d'affaires Bobby Păunescu. En 2014, Dan Andronic, le directeur éditorial de la publication, devient l'actionnaire principal du journal. Dans les dernières années, le journal

106 https://ro.wikipedia.org/wiki/Evenimentul_zilei.

était connu pour son approche favorable envers les forces politiques proches de Băsescu.

4. Jurnalul National

Le journal a été fondé en 1993 et il fait partie du groupe de presse Intact Media, détenu par la famille de l'homme d'affaires Dan Voiculescu, ancien fondateur du Parti Conservateur.[107] Le parti de Voiculescu avait fait, en 2008, une alliance avec le PSD[108], moment qui marque, dans le discours public, l'association entre la position éditoriale de Jurnalul National et la position politique de Voiculescu.

5. România Liberă

Le nom de România Liberă a d'abord été utilisé par un journal quotidien axé sur la politique, publié pour la première fois en 1877. Le quotidien existe aussi pendant la période communiste, comme deuxième officieux du Parti Communiste Roumain. En 1990, sous la direction de Petre Mihai Băcanu, România Liberă devient un des principaux journaux de centre-droite, position gardée jusqu'à présent. En 2000, le journal est acheté par le groupe de presse allemand WAZ. En 2010, România Liberă devient la propriété de l'homme d'affaires Dan Adamescu.

6. Antena 3

Antena 3 est une chaîne d'information lancée en 2005, qui fait partie du groupe de presse Intact Media. Le PDG d'Antena 3 est le commentateur Mihai Gâdea. L'histoire de cette chaîne est liée aux options politiques de son fondateur, Dan Voiculescu, étant souvent accusée de faire de la propagande en faveur de PSD.[109]

107 https://ro.wikipedia.org/wiki/Antena_3.
108 https://ro.wikipedia.org/wiki/Alianța_PSD%2BPC.
109http://revistapresei.hotnews.ro/stiri-radio_tv-16724539-crin-antonescu-usl-nu-rupt-pentru.htm.

En 2014, Antena 3 était aussi parmi les plus sanctionnées télévisions par le Conseil National de l'Audiovisuel, pour des dérapages éthiques.[110]

7. B1TV

Cette chaîne de télévision était lancée en 2001 par l'homme d'affaires George Păunescu, l'un des premiers oligarques des médias apparus après 1989, qui détient des affaires dans des compagnies pétrolières et dans l'industrie hôtelière. Initialement conçue comme une chaîne locale traitant avec l'actualité bucarestoise, B1TV s'est transformée, en 2011, en chaîne généraliste nationale d'infodiverstissement.[111]. Păunescu est connu pour ses relations proches au PSD. À partir de 2010, Bobby Păunescu, le fils de George Păunescu, était en charge de B1TV. En 2012, Sorin Oancea, ancien directeur éditorial d'Antena 3[112], devient le manager et l'un des principaux actionnaires de la chaîne, ensemble avec la famille Păunescu.[113] Oancea qui détenait, jusqu'en 2016, 5,3% des actions de la chaîne Antena 3.[114]

8. Realitatea TV

Lancée à la fin de l'année 2001, Realitatea TV était la première chaîne roumaine de télévision entièrement dédiée à l'information. Realitatea TV était fondée par l'homme d'affaires Silviu Prigoană, le propriétaire de la troisième société d'assainissement de la Roumanie, Rosal Group.[115]. En 2003, Prigoană vend 55% des actions de Realitatea TV à une compagnie italienne enregistrée en Suisse, pour qu'en 2004 ces actions soient achetées par la compagnie pétrolière roumaine

110http://www.mediafax.ro/cultura-media/antena-3-antena-1-b1-tv-si-romania-tv-cele-mai-mari-sanctiuni-de-la-cna-in-2014-13737072.
111 https://ro.wikipedia.org/wiki/B1_TV.
112https://www.dcnews.ro/nasul-pleaca-de-la-b1tv-iar-sorin-oancea-pleaca-de-la-intact_20956.html.
113http://economie.hotnews.ro/stiri-media_publicitate-20514476-schimbare-actionariatul-b1-familia-paunescu-muta-50-din-postul-stiri-alta-firma-inregistrata-antilele-olandeze.htm.
114https://www.paginademedia.ro/2016/10/sorin-oancea-proprietarul-b1-si-a-vandut-actiunile-de-la-antena-3.
115 https://ro.wikipedia.org/wiki/Silviu_Prigoană.

Petrom. En 2006, Sorin Ovidiu Vântu devient le principal actionnaire visible de la chaîne[116], jusqu'en 2009, quand il signe un contrat de management avec le politicien et l'homme d'affaires Sebastian Ghiță, le propriétaire de la compagnie de software Asesoft et sénateur PSD.[117]. En 2009, lors des élections présidentielles, Vântu était accusé publiquement de manipuler des sondages et d'attaquer Băsescu en utilisant sa chaine contre lui. En 2010, Vântu est condamné pour détournement de fonds du Fond National d'Investissements (FNI) et il exécute une peine de six ans en prison. En 2011, l'homme d'affaires Elan Schwarzenberg achète 90% des actions de la chaîne[118], dont Ghiță reste le manager, jusqu'en 2013, quand Cosmin Guşă devient l'actionnaire majoritaire.[119]. Ancien homme politique, Guşă était auparavant le chef de campagne de Traian Băsescu pendant les élections présidentielles de 2005 et le conseiller de Mircea Geoană, le candidat de PSD aux élections présidentielles de 2009.

L'échantillon a été déterminé à la fois par le nombre de lecteurs et les chiffres d'audience[120], ainsi que par la politique éditoriale – j'avais choisi les médias offrant un espace éditorial significatif sur les questions relatives aux médias. Le but de l'analyse était d'obtenir des données sur la quantité des articles sur les médias, le nombre d'occurrences des sujets sur les médias, l'ampleur des thèmes – des brèves, des analyses, des éditoriaux, etc. Pour codifier les thèmes, j'ai pris en compte les définitions suivantes du travail : *propriété et management des médias, autonomie de la presse – ingérences politiques ou patronales*, *corruption dans la presse*. Pour élargir le cadre de la recherche, j'ai analysé *les tendances* et *les thématiques* retrouvées dans les publications – le discours sur des

116 https://ro.wikipedia.org/wiki/Sorin_Ovidiu_Vântu.

117 Selon Ziarul Financiar : http://www.zf.ro/eveniment/cine-este-omul-care-a-preluat-realitatea-media-cel-mai-tanar-milionar-povestea-lui-sebastian-ghita-scrisa-in-exclusivitate-de-business-magazin-inca-din-2008-7559942.

118 Selon l'agence de presse Mediafax : http://www.mediafax.ro/cultura-media/elan-schwartzenberg-am-cumparat-90-din-realitatea-tv-sebastian-ghita-ramane-manager-8215968.

119 Selon Mediafax : http://www.mediafax.ro/cultura-media/cna-a-aprobat-modificarea-actionariatului-realitatea-tv-cozmin-gusa-este-noul-actionar-majoritar-10822398.

120 Au moment de débuter cette analyse, les cinq publications et les trois chaînes analysées occupaient les premières positions au niveau des tirages et d'audience, selon BRAT (Bureau Roumain d'Audit Transmédia, 2009).

sujets sur la responsabilisation du processus journalistique et sur le degré d'indépendance éditoriale de la presse. Je me suis aussi intéressée aux articles qui contenaient des références au thème Băsescu – oligarques – médias. Un travail de trois mois, pendant l'été 2012, dans les archives de la chaîne nationale de télévision (TVR), m'a permis de récupérer la plupart des interventions télévisuelles du président au sujet des médias, retrouvées dans plus de 80 heures d'entretiens et de conférences de presse.

J'ai pu remarquer la présence d'un discours constant de dénonciation des relations collusoires entre la presse et les élites politiques et économiques de la part du président Traian Băsescu, discours représenté dans toutes les analyses de médias. Deuxièmement, j'ai remarqué un fractionnement des positions des publications autour ce discours : des articles plutôt favorables au président dans les publications *Evenimentul Zilei* et *Romania Libera* et des articles plutôt négatifs envers Traian Băsescu dans les publications *Jurnalul National*, *Adevarul* et *Cotidianul*. Aussi, les chaînes Realitatea TV et Antena 3 ont eu une politique éditoriale plutôt contre Băsescu, tandis que B1 TV a eu une couverture plutôt positive envers le président.

Les thématiques ressortant lors de cette deuxième catégorisation étaient : a) une attitude chargée de partialité des médias et des journalistes autour des camps politiques adverses – des alliés ou des adversaires du président Traian Băsescu ; b) la radicalisation de ceux-ci en ce qui concerne les pratiques « immorales » à l'intérieur de la sphère journalistique ; c) le poids accordé aux attitudes et au discours étiquetant de Traian Băsescu envers les médias.

Considérant que cette étape d'analyse est trop limitée en vue de la généralisation des découvertes, j'ai poursuivi durant une troisième période d'entretiens et d'analyses de contenus, cette fois sur un calendrier plus élargi, entre 2010 et 2013. Avec ceci, j'ai suivi les lignes de Becker, qui considère que le choix de l'échantillon est en forte liaison avec la représentation du sujet d'étude, mais qu'il subit des changements en fonction des informations apprises au fur et à mesure du travail empirique.[121]. Le but était de faire une étude longitudinale qui

121 Selon Becker, op.cit., p.34.

puisse me permettre de voir si ces attitudes – à la fois discursives et comportementales – se restreignent à la période électorale ou si elles décrivent un processus plus large de polarisation des médias roumains autour des camps politiques. Une série de vingt-deux entretiens auprès des journalistes des publications mentionnées, mais aussi des télévisions appartenant aux mêmes groupes de presse, ainsi que des journalistes « indépendants », était effectuée entre début 2010 et juillet 2013. Les journalistes interrogés dans le cadre de cette enquête transmettent une image presque unifiée des principaux aspects problématiques et tendances identifiées : ils décrivent l'ingérence dans leur travail quotidien qui est la source d'un processus à long terme et dont les résultats mènent à l'autocensure. Une discussion plus large sur les routines et les attitudes envers le travail ainsi que sur la signification que les journalistes attribuent à leurs actions et le positionnement « politique » de leurs publications dans la presse, était élaborée pendant les entretiens, d'une durée moyenne de deux heures.

Il faut préciser que l'âge des interlocuteurs était compris entre 25 et 50 ans au moment de l'entretien. L'âge moyen des journalistes politiques ne dépasse pas 40 ans. Cependant, ce sont des professionnels qui, malgré leur jeune âge, ont accumulé une longue expérience (plus de dix ans de travail dans le domaine politique). Les résultats ont également mis en avant que les femmes sont en minorité : seulement 20% des journalistes interviewées travaillaient dans le domaine politique. Au niveau de l'éducation, tous les journalistes interviewés ont déclaré qu'ils avaient suivi des études universitaires, dont environ 70% dans des facultés de lettres, de philosophie, de droit ou de journalisme, tandis que les autres 30% avaient fini les études d'une faculté technique, surtout des études d'ingénierie.

Adopter l'approche de CDA pour les discours de Traian Băsescu

L'analyse des actions discursives de Traian Băsescu sur le fonctionnement des médias en Roumanie questionne « sa mise en rapport avec non seulement la réalité à laquelle il est supposé se référer, mais surtout le contexte dans lequel il

s'inscrit et les enjeux inhérents à ce dernier »[122]. La compréhension du discours ne peut être dissociée du monde social qu'il reflète[123]. Une de mes préoccupations particulières est ainsi l'analyse des rapports de forces que tout type de discours politique engage, considérant qu'il est, consubstantiellement, un acte par lequel les acteurs impliqués affirment leurs propres statuts et rôles et ils établissent et transmettent leur système commun de valeurs et de connaissances[124]. Tout en traçant la dimension stratégique du discours politique, j'ai suivi la perspective de M. Foucault, selon lequel « dans le cas où on pourrait décrire, entre un certain nombre d'énoncés, un pareil système de dispersion, dans le cas où entre les objets, les types d'énonciations, les concepts, les choix thématiques, on pourrait définir une régularité (un ordre, des corrélations, des positions et des fonctionnements, des transformations) on dira, par convention, qu'on a affaire à une formation discursive »[125]. D'après Foucault, le « pouvoir » n'est pas exercé par des personnes ou des groupes par le biais d'actes « épisodiques » ou « souverain » de la domination ou des contraintes. Il faut ainsi comprendre le discours comme « à la fois instrument et effet de pouvoir, mais aussi obstacle, butée, point de résistance et départ pour une stratégie opposée. Le discours transmet et produit du pouvoir, peut le renforcer mais aussi le saper et l'exposer, le rendre fragile et créer les possibilités de le contrecarrer »[126].

L'école d'analyse critique du discours (CDA), dont Foucault est l'un des parrains théoriques, s'est révélée être particulièrement pertinente pour l'analyse qualitative des textes de la presse écrite et des émissions télévisuelles, qui constituent la base méthodologique de cette partie de notre recherche. Le choix s'explique dans les objectifs précisés par ses fondateurs – Norman Fairclough, Ruth Wodak et Teun A. van Dijk – qui définissent la CDA comme une méthode

122 Olivesi, Stéphane, « De la politique du discours : éléments pour une analyse critique du discours politique », dans : *Quaderni*, Vol. 24, No. 1, 1994, pp. 9-25, p. 11.

123 Idem, p. 7.

124 Comme le dit le linguiste Halliday en 1978 : « by their everyday acts of meaning, people act out the social structure, affirming their own statuses and roles and establishing and transmitting the shared system of value and of knowledge ». (Halliday, Michael A. K., *Language as social semiotic : The social interpretation of language and meaning*, University Park Press, 1978, p. 2).

125 *Foucault, Michel, L'Archéologie du savoir,* Gallimard, 1969, p. 53.

126 Foucault, Michel, *La Volonté de savoir*, Gallimard, 1976, p. 133.

pour *l'analyse de textes dans des contextes sociaux, qui reflète les structures de pouvoir cachées dans les discours*. Selon N. Fairclough, l'analyse critique de discours traite les interactions verbales comme directement liées aux structures sociales[127]. N. Fairclough voit la CDA comme un cadre et un moyen d'explorer les imbrications entre la langue et les pratiques socio-institutionnelles, comme une méthode non seulement descriptive, mais aussi compréhensive des liens entre la langue, en tant que discours, et les structures politiques et sociales plus larges[128].

La perspective du discours comme une forme de *pratique sociale* implique, selon Ruth Wodak et Norman Fairclough, une relation dialectique entre un événement discursif particulier et la situation (s), l'institution (s) et la structure (s) sociale, qui l'encadrent : « L'événement discursif est façonné par eux, mais il les façonne aussi. Cela veut dire que le discours est socialement constitutif, ainsi que socialement conditionné – il constitue des situations, des objets de connaissance, des identités sociales et des relations entre des personnes et des groupes de personnes. Il est constitutif, à la fois, dans le sens où il contribue à maintenir et à reproduire le *statu quo* social, et dans la mesure où il contribue à la transformer. Car le discours, puisqu'il est aussi socialement conditionné, donne lieu à d'importantes questions de pouvoir. Les pratiques discursives peuvent avoir des effets idéologiques – ce qui signifie qu'ils peuvent aider à produire et à reproduire les relations de pouvoir inégales[129].

L'analyse critique du discours propose quatre objectifs principaux :

- Clarifier l'intention et le but du discours, qui peut se manifester explicitement et/ou implicitement ;
- Révéler les positions idéologiques à partir desquelles les problèmes sont abordés dans le discours ;
- Exposer les conflits, les relations de pouvoir en jeu et leurs causes ;

127 Fairclough, Norman, *Critical Discourse Analysis : The Critical study of language*, Pearson Education LTD, 1995, p. 9.
128 Idem, p. 45.
129 Fairclough, Norman et Wodak, Ruth, « Critical Discourse Analysis », dans : *Discourse as Social Interaction* ed. par Teun A. Van Dijk, Sage, 1997, pp. 258-284, p. 258.

- Dénoncer les abus de pouvoir (notamment chez N. Fairclough et T. van Dijk).

Ainsi, la CDA se dirige vers l'étude des phénomènes sociaux transmis par des discours, fait qui demande une approche « pluridisciplinaire et pluri-méthode »[130]. En termes de méthodologie, les écoles de CDA plaident pour une perspective inductive axée sur des situations problématiques et impliquant l'interdisciplinarité et l'éclectisme, « mettant l'accent sur les dynamiques (socio)-cognitives ou sur les coups et les stratégies interactionnels »[131]. Il s'agit d'un processus qui se caractérise par trois étapes majeures : la description des propriétés formelles du contenu, l'interprétation de la relation entre texte et interaction et l'explication de la relation entre l'interaction et le contexte social[132].

Annonce du plan

Nous allons explorer la *création du champ journalistique roumain* **(première partie)**, en faisant, dans un premier temps, un retour historique de son évolution dans les derniers vingt-cinq ans. Nous visons à comprendre comment les processus de transformation sociale ont influencé l'apparition d'un champ journalistique roumain et la pratique du journalisme en Roumanie et sur les éléments structurels qui ont un pouvoir explicatif sur la question de l'autonomie des médias. Nous procèderons à une description chronologique du milieu journalistique, ayant le but de familiariser le lecteur avec les étapes historiques de sa constitution. Considérant que les positions occupées par les acteurs marquent les relations objectives entre ceux qui les occupent, nous nous intéresserons aux

130 Wodak, Ruth et Meyer, Michael (Eds.), *Methods of Critical Discourse Analysis*, Sage, 2009, p. 3.

131 Idem, p. 9.

132 Horvath, Juraj, *Critical Discours Analysis of Obama's Political Discours. Language, Literature and Culture in a Changing Transatlantic World*, Newcastle, 2009, citant Fairclough, Norman, « Language and Power », London : Longman, 1989.

conditions de travail des journalistes politiques, à leurs carrières et à la perception de leurs rôles. Nous nous intéresserons à leurs attentes dans le travail quotidien et aux influences sur leurs attitudes et sur leurs comportements, à la manière dont ils interagissent avec leurs pairs et avec leurs sources, et à la façon dont ils choisissent et présentent les sujets politiques. Nous considérons, par cela, que les journalistes sont aussi importants que la macrostructure journalistique pour le processus d'autonomisation et nous voulons saisir le type de culture journalistique qui influe sur l'auto-évaluation de leur milieu de travail et de leurs pratiques.

La seconde partie porte sur la remise en cause des pratiques journalistiques en Roumanie après les débuts de la crise économique de 2008. Nous allons nous concentrer sur la dynamique de dénonciation et de discrédit de l'activité des médias, dans les actions des acteurs journalistiques et politiques impliqués. Pour ceci, nous avons entrepris une analyse des actions discursives du président Traian Băsescu, que nous considérons comme entrepreneur de morale du discours anti-presse. Nous nous proposons de répondre à la question de la potentielle position de force exprimée par Băsescu, en tant qu'acteur d'élite du champ politique et aux types d'interprétations qu'il suscite, comme initiateur de ces actions au niveau des journalistes. Nous comparerons, ensuite, le métadiscours de la presse sur la question des rapports médias-politique en Roumanie, dans la perspective de leur attitude relativiste envers la spécification de leurs rôles et de leurs croyances professionnelles. Par cette attitude dominante des médias de désigner des pratiques journalistiques hors normes, nous voulons ainsi comprendre s'il s'agit d'un processus d'étiquetage[133] de la profession journalistique en Roumanie.

133 Becker, Howard, *Outsiders. Studies in the Sociology of Deviance*, The Free Press, 1963.

PREMIÈRE PARTIE : La constitution du champ journalistique après la chute du communisme.

Préambule : L'impact du modèle néolibéral sur la société roumaine postcommuniste

Après une longue étape de régime autoritaire, la réforme des institutions politiques et électorales roumaines était la principale préoccupation exprimée par les nouvelles élites politiques. L'ensemble du cadre politique et idéologique en Roumanie a ainsi été remodelé selon le modèle démocratique néolibéral, considéré comme la seule option viable pour le nouvel ordre des choses. Francis Fukuyama le résume, dans un article de 2006 – ce qu'il prévoyait dans son ouvrage de 1991 *The End of History* – en soutenant que l'absence d'alternatives après la disparition des régimes autocratiques de l'Europe de l'Est était « l'essence de la fin d'histoire : pour toute société qui voulait être moderne, il n'y a pas eu d'autre option à l'économie de marché et au système politique démocratique »[1].

Pour tous ces pays, l'histoire des institutions de l'Ouest a été comprise comme une histoire de succès des « pionniers du capitalisme industrialisé »[2], comme l'affirme le politiste états-unien Andrew Janos, qui considère que la démocratisation des pays de l'Europe de l'Est a été fortement liée à la libéralisation des marchés, où cette libéralisation économique était même interprétée comme la base pour le cadre de la démocratisation[3]. L'analyse des liens entre prospérité et régime politique se fait souvent à partir d'une perspective lipsetienne, qui met l'accent sur la nécessité des conditions propices à la démocratie, existant avant le changement de régime. Lipset postule que l'apparition et le maintien d'un régime

1 Fukuyama, Francis, « The Clash of Cultures and American Hegemony », dans : The American Interest, Volume 2, Number 1, September 1, 2006.

2 Janos, Andrew C., « From Eastern Empire to Western Hegemony : East Central Europe under Two International Regimes », dans : East European Politics & Societies, Vol. 15, No. 2, 2001, pp. 221-249, p. 231.

3 « La cooptation des sociétés de l'Europe centrale et orientale dans le cadre institutionnel existant de la plus grande communauté libérale [...] commence par la libéralisation économique - l'ouverture des pays au commerce extérieur, à la privatisation des actifs et à la commercialisation des prix – va de pair avec l'exigence de démocratisation, en pratique avec la tenue d'élections libres et régulières et avec la liberté d'expression, les médias et les associations. La libéralisation et la démocratisation doivent s'accompagner de la réintroduction de la primauté du droit, c'est-à-dire de l'établissement de règles fixes et de procédures impersonnelles afin que les systèmes judiciaires puissent protéger tant l'intégrité du contrat civil que le processus politique ». Idem, p. 236.

« démocratique » dépendent du développement économique, représentée dans sa phrase la plus connue : « plus une nation est prospère, plus les chances qu'elle soutienne la démocratie augmentent »[4].

Sur ce point, le sociologue polonais Tomasz Zarycki, affirme également que la dimension économique de l'hégémonie de l'Ouest est centrale pour le changement de régime politique. Les discours sur les aspects culturels et politiques à l'intérieur des pays postcommunistes créent pourtant un débat continu, et cet auteur ajoute que ces discours sur les différences de développement entre les deux régions (Europe de l'Ouest et Europe de l'Est) produisent des mécanismes de domination symbolique, qui permettent l'institution de cette hégémonie.[5]

Nous nous référons à l'hégémonie culturelle dans le sens gramscien. Même si Gramsci n'a jamais clairement défini la notion d'hégémonie, l'historien américain Jackson Lears note, parmi d'autres, que la plus proche description du concept se trouve dans ses « Cahiers de prison »[6]. Gramsci y parle d'un « consentement 'spontané' donné par les grandes masses de la population à la direction générale imposée sur la vie sociale par le groupe social dominant »[7]. Ce consentement est basé, selon l'interprétation donnée par la politiste anglaise Anne Showstack-Sassoon, sur le prestige social dont ce groupe dominant jouit au sein de la société[8]. Gramsci utilise aussi le concept d'hégémonie pour décrire

4 Lipset, Seymor Martin, *Political Man. The social Basis of Politics*, Johns Hopkins University Press, 1981, p. 31. Cette théorie a suscité des critiques de la part du groupe de chercheurs autour d'Adam Przeworski, qui rejette la causalité des rapports économie – politique, sur la base du manque de preuves empirique supportant les thèses de la théorie de la modernisation, dont Lipset est un des représentants les plus visibles. (Przeworski, Adam/ Alvarez, Michael E./ Cheibub, Jose Antonio/ Limongi, Fenranado, *Democracy and Development. Political Institutions and Well-Being in the World, 1950-1990*, Cambridge : Cambridge University Press, 2000).

5 Zarycki, Tomasz, *Ideologies of Eastness in Central and Eastern Europe*, Routledge, 2014, chapitre 3, p. 31. Il convient de mentionner que la méthode utilisée par Zarycki, pour pouvoir analyser les discours hégémoniques, s'inscrit dans le courant de pensée de l'Analyse Critique du Discours (CDA). Cet auteur indique que CDA est « my key tool of analysis » (Idem, p. 14). Nous allons décrire cette école de pensée et expliquer son utilité pour notre cas d'analyse dans le chapitre dédié aux choix méthodologiques.

6 Lears, Jackson T. J., *The Concept of Cultural Hegemony : Problems and Possibilities.*, dans The American Historical Review, Vol. 9, No. 3, 1985, pp. 567-593, p. 569.

7 Gramsci, Antonio, Selections from the Prison Notebook, édité et et traduit par Quentin Hoare et Geoffrey Nowell Smith, New York, 1971, p. 12.

8 Showstack Sassoon, Anne, *Approaches to Gramsci*, Writers & Readers, 1982, ch. « Hegemony, War of Position and Political Intervention ».

l'influence de l'Ouest sur la communauté mondiale, par le biais d'arrangements institutionnels consensuels, plutôt que coercitifs[9]. Selon le politiste et historien italien Giuseppe Vacca, l'hégémonie est, dans ce contexte, acquise uniquement par le développement d'une conscience critique de laquelle les masses de la population peuvent s'emparer dans un cadre de « liberté substantielle ».[10] G. Vacca soutient qu'« il n'y a pas d'hégémonie sans démocratie »[11]. En reprenant l'argument de Vacca, le politiste Dylan Riley ajoute que l'hégémonie est créée pendant le « processus politique décisif de transformation de système – les révolutions »[12] ; il la voit comme une forme de *leadership* intellectuel et moral dans lequel les masses de la population comprennent que leurs intérêts sont fondamentalement compatibles avec ceux du groupe dominant, qui décide d'instituer l'hégémonie : « (…) l'un des messages centraux de Gramsci est que les hégémonies sont créées durant des expériences révolutionnaires, pendant lesquelles une seule classe sociale vient à incarner réellement les intérêts de la société dans son ensemble »[13].

L'hégémonie culturelle en Roumanie, après la chute du communisme, a des similitudes avec l'hégémonie culturelle des valeurs et des idéaux fondateurs de la société américaine[14], qui transcende les frontières. Elle affecte nombre de pays en transition, ou en décalage de développement, et elle accompagne une définition des valeurs pratiques et des modèles structurant l'organisation de la société. Par l'association avec l'échec de son modèle économique et la critique de l'oppression qui est devenue sa caractéristique dominante, le communisme avait perdu sa crédibilité. Ce vide identitaire et idéologique a été remplacé par un autre système

9 Langridge, Charlotte, « Liberalism : Another Tool of Western Hegemony », dans : *E-International Relations*, 2013.

10 Vacca, Giuseppe, *Appuntamenti con Gramsci. Introduzione allo studio dei « Quaderni del carcere. »*, Rome : Carocci, 1999, p. 24.

11 Idem, p. 22-23.

12 Riley, Dylan J., « Hegemony, Democracy, and Passive Revolution in Gramsci's Prison Notebooks », dans : *California Italian Studies*, Vol. 2, No. 2, 2011, p. 10.

13 Idem, p. 15.

14 Si, dans le cas de la Roumanie, une démonstration est à suivre, pour les États-Unis, nous renvoyons à l'ouvrage de Hartz, Louis, *The Liberal Tradition in America*, New York : Harcourt, Brace & World, 1955. Alors, quand nous parlons des similitudes des hégémonies culturelles, nous nous référons à l'explication donnée par Hartz, celle de l'exclusion des alternatives, notamment du socialisme.

de référence. Sur ce point, une idée de départ vient du néo-marxiste Raymond Williams, dans sa critique de la culture, qui souligne le fait que l'hégémonie n'existe pas passivement comme forme de domination, mais qu'elle a besoin « d'être renouvelée, recréée, défendue et modifiée continuellement »[15]. Pour R. Williams, l'hégémonie est un processus actif qui implique un ensemble de pratiques et d'attentes. Dans *Marxisme et Littérature*, il considère que la classe dirigeante consacre une partie importante de sa production matérielle pour l'établissement d'un ordre politique : « Le maintien d'un marché capitaliste, comme les luttes sociales et politiques qui l'ont créés, suppose nécessairement une production matérielle : des châteaux, des palais et des églises, des prisons, des asiles et des écoles, de l'armement de la guerre au contrôle de la presse, de toute classe dirigeante »[16]. En s'inspirant du *matérialisme culturel* de R. Williams, dans ses analyses de la domination et de l'hégémonie (surtout pendant sa période sud-américaine des années 1970), le sociologue français Armand Mattelard définit le concept d'*impérialisme culturel* afin de décrire la société États-Unienne, société qu'il plaçait au centre de l'économie globale. A. Mattelard considère que les pays les plus avancés sur le plan technologique utilisent la science et la technologie pour augmenter leur niveau de productivité grâce à la mise en place d'un système organisé de collecte et de traitement des informations et des connaissances à grande échelle afin d'imposer leur hégémonie mondiale[17.] Ainsi, la société dominante états-unienne se lance dans une offensive idéologique en Amérique Latine qui remplace progressivement la division du travail comme moyen de pénétration. Cet impérialisme culturel vise à « gagner les cœurs et les esprits »[18] dans les sociétés dites « dominées ». Dans le cas de ces sociétés, leurs élites sont incitées, par la fascination, la pression, ou la corruption, à mouler les institutions sociales pour correspondre aux valeurs et aux structures de la société dominante[19]. Pour A. Mattelart, la construction d'une culture propre dans les sociétés mineures

15 Williams, Raymond, *Marxism and Literature*, Oxford University Press, 1977, p. 112.
16 Idem.
17 Mattelart, Armand, *La mondialisation de la communication*, 5e éd., Paris, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2008.
18 Mattelart, Armand, *Communication, idéologies et hégémonies culturelles*, Paris, Presses des Mines, Collection Matérialismes, 2015.
19 Idem.

est « constituée à la fois de sa dépendance à et de sa réaction contre la culture dominante » [20].

Il s'agit, dans notre cas, d'une position commune prise par les élites politiques et intellectuelles nationales, qui ont eu la capacité et la volonté de redéfinir les impératifs structurant l'organisation de la société : ces élites ont assumé la mission de mettre en place et de propager, au sein de la société, des modèles basés sur « la promesse de l'Ouest » [21]. Pour Zarycki, l'intelligentsia des pays de l'Europe de l'Est possède une capacité élevée à influencer le discours dans la région, tout en internalisant la domination symbolique exercée sur les régions périphériques par la culture hégémonique de l'« Occident »[22]. Par ceci, ces élites contribuent à créer et à maintenir la séparation entre l'Ouest et l'Est à travers la crevasse entre « le progrès et le décalage de développement »[23].

L'anthropologue Michal Buchowski attribue à cette attitude des élites un complexe d'infériorité envers l'« Occident », qui mène à l'ignorance des traditions intellectuelles locales, tout en y incluant l'idéologie socialiste[24]. Le philosophe bulgare Alexander Kiossev caractérise cette tendance des élites de la périphérie à embrasser les valeurs, les normes et les narratives hégémoniques à partir d'une

20 Mattelart, Armand, *Communication, cultures populaires et émancipation*, éd. par Fabien Granjon et Michel Sénécal, Paris, Presses des Mines, coll. « Matérialismes », 2015, p. 65.

21 Par cela nous nous referons à l'image idéalisée des conditions sociales et économiques dans les sociétés de l'Ouest, et surtout des Etats-Unis, par les habitants des pays semi-périphériques, comme la Roumanie, surtout par la consommation des produits culturels provenant des Etats-Unis.

22 Zarycki, 2014, op.cit., p. 41ff.

23 Idem, p. 32. Le sociologue hongrois Csaba Dupcsik fait également le point sur la construction discursive de la distinction entre l'Est (« land of despotism and slavery ») et l'Ouest par les élites est-européennes (Dupcsik, Csaba, « Postcolonial Studies and the Inventing of Eastern Europe », dans : *East Central Europe/L'Europe du Centre Est : Eine wissenschaftliche Zeitschrift*, Vol. 26, 1999, pp. 1-14, p. 10). Il y a aussi des effets à long terme suite aux types de conflits provoqués par les transformations structurelles – « les clivages », dans le sens de Lipset et Rokkan – méritent d'être pris en compte dans la comparaison des sociétés occidentales avec d'autres sociétés (Lipset, Seymour Martin, Rokkan, Stein, « Cleavage Stuctures, Party Systems, and Voter Alignments : An Introduction », dans Mair P., *The West European Party System,* Oxford University Press, p. 91-138). À travers une perspective rokkanienne, ces clivages expliquent souvent le comportement de vote avec un décalage de plusieurs décennies, comme le montre leur affirmation sur le fait que les systèmes de partis politiques des années 1960 reflètent les clivages existants dans ces sociétés dans les années 1920 (Idem, p. 134).

24 Buchowski, Michal, « Hierarchies of Knowledge in Central-Eastern European Anthropology », dans : *Anthropology of East Europe Review*, Vol. 22, No. 2, 2004, pp. 5-14, p. 10ff.

auto-stigmatisation et ce, par la métaphore de l'« auto-colonisation »[25]. Elles acceptent et absorbent volontairement les valeurs et les catégories occidentales, notamment dans le cas des acteurs – Kiossev inclut, ici, des catégories sociales diverses, parmi lesquelles les élites politiques, académiques, des acteurs de la société civile et des journalistes qui contribuent à la dissémination du répertoire conceptuel colonial – qui ont fait leurs études dans des institutions académiques de l'étranger.

Or, la prédominance du nouveau modèle, dont les élites locales ont été les entrepreneurs, ne signifie pas que l'histoire et ses effets sur la psyché de la société sont entièrement annulés[26], mais qu'il s'agit plutôt d'une de-légitimation des valeurs préexistantes[27]. Par conséquent, la modernisation sociale envisagée ne s'est pas produite sur une base organique, mais sur une reproduction artificielle des institutions et des modèles.[28]

L'adoption du modèle de pensée néolibérale a signifié, en Roumanie, que les motivations de la nouvelle élite allaient fonctionner, sans qu'une réflexion plus profonde sur les stratégies d'investissement social ne soient nécessaires pour que des changements profonds soient mises en place. Les intellectuels occupent une place centrale dans les œuvres de Gramsci[29]. Dans le sens gramscien, ce groupe, « au moment où il émerge à la surface de l'histoire, venant de la précédente structure économique dont il exprime un de ses développements, a trouvé, du moins dans l'histoire telle qu'elle s'est déroulée jusqu'à ce jour, des catégories d'intellectuels qui existaient avant lui et qui, de plus, apparaissaient comme les représentants d'une continuité historique que n'avaient même pas interrompue les

25 Kiossev, Alexander, « The Self-Colonizing Metaphor », dans : *Atlas of Transformation* (en ligne), 2011, http://monumenttotransformation.org/atlas-of-transformation/html/s/self-colonization/the-self-colonizing-metaphor-alexander-kiossev.html.

26 L'attraction que les sociétés occidentales suscitent ne signifie pas, per se, le remplacement absolu des habitudes et des comportements locaux.

27 Comme le note Theodor Tudoroiu, dans son article « Identity Change and the Hegemony of Western Values. The Security Regime of Post-Communist Central And Eastern Europe », de 2004.

28 Kiossev, 2011, op. cit.

29 Piotte, Jean-Marc, *La pensée politique de Gramsci*, Éditions Parti-Pris, 1970, p. 34

changements les plus compliqués et les plus radicaux des formes sociales et politiques »[30].

Dans les années 1990, les plus influentes voix de l'élite politique roumaine – et nous citons ici Ion Ratiu, candidat aux premières élections présidentielles de mai 1990, un des principaux initiateurs du discours pro-occidental en Roumanie et le mécène du premier quotidien entièrement privé – sur le principe de changement de régime en Europe de l'Est, ont insisté sur le fait que ce modèle était la seule possibilité d'arriver au succès social, et ceci était la manière occidentale ou néolibérale :

> « Toute perte de temps dans ce domaine de modernisation et de libéralisation signifie un décalage envers tous nos voisins qui ont commencé ce processus plus tôt, cela signifie un décalage grave pour arriver au niveau occidental auquel on aspire, et pour être européens, non seulement par les fondements de notre civilisation, par notre esprit et par nos traditions, mais devenir occidentaux par la forme de notre adhésion »[31].

Ratiu et d'autres figures connues de l'anticommunisme roumain embrassent rapidement cette position pro-occidentale, qui impose une pression dans la société (au moins au niveau discursif) et ce, même si cette perspective idéalisée de l'instauration de la démocratie néolibérale – basée sur l'idée que la société roumaine est une société occidentale depuis son apparition et qu'elle possède des valeurs et une mentalité qui lui permettent cette adhésion au néolibéralisme – entre rapidement en collision avec les choix des leaders pragmatiques, qui croient que les changements sont possibles sans une rupture totale du passé communiste. Contrairement à Ratiu, Ion Iliescu, le premier président roumain après 1989, plaide pour l'introduction prudente, étape par étape, des thématiques de la démocratie, soucieux de ne pas perturber la stabilité politique par un changement

30 Gramsci, Antonio, « Intellectuals and Hegemony », dans : *The Prison Notebooks*, Columbia University Press, 1971a, cité selon la version en ligne : http://www.the-st-claire.com/night_course/Primary-Gramsci.pdf, consulté en septembre 2012, p. 1.

31 Discours pendant le débat télévisé des candidats aux élections présidentielles de mai 1990, diffusé sur la chaîne nationale de télévision, TVR. I. Ratiu se réfère au processus d'ajustement des institutions roumaines vis-à-vis de ce qu'il comprend par « standards européens ». Après avoir vécu pour plus de 40 ans à Londres, Ratiu revient en Roumanie, après la révolution de 1989, plaidant pour une européanisation du pays.

radical de l'ordre politique existant. Dans le discours électoral de 1990, Iliescu affirme que :

> « Nous subissons une véritable crise systémique, premièrement économique, avec des déséquilibres sur tous les plans […], un système de pouvoir super-centralisé, ayant des effets sur la vie sociale, sur les conditions de vie des citoyens. Tout cela ne peut trouver des solutions immédiates, personne n'a de solutions préfabriquées. Ni la théorie économique contemporaine, ni la pratique mondiale ne nous offrent des solutions prêt-à-utiliser, qu'on puisse transplanter, ou importer. […] Ceci est juste un aspect du changement, mais il y en a d'autres, liés à la vie sociale, à la vie spirituelle, à l'hygiène morale de notre société ».

L’établissement de l'hégémonie occidentale en Roumanie dans la production discursive de ses élites culturelles.

« J'aime la Roumanie d'une haine tenace ».
Emil Cioran

Les débats sur la trajectoire transhistorique de la Roumanie, à travers la chronologie événementielle de ce pays, ont penché vers la définition, la redéfinition, la construction et la déconstruction des caractéristiques irréductibles formant les particularités de la société roumaine. Souvent, sous la pression des impératifs historiques externes, cette société apparaît, aux yeux de ses élites culturelles et politiques[1], comme un espace en transition continue. Ce court détour a donc pour but de prouver une continuité narrative de dénonciation des traits jugés négatifs existant dans la société roumaine, discours perpétués par des figures représentatives de son intellectualité.

Les discussions sur le sort historique de la Roumanie incluent plusieurs thématiques qui mettent en lumière les perspectives occidentalistes des élites locales et l'attraction vers les valeurs et les réalisations des sociétés de l'Ouest. L'historien et philosophe roumain Erwin Kessler remarquait cette attitude inflexible des élites (culturelles) envers leur propre « culture », en insistant sur « la méfiance et le mécontentement

1 Depuis V. Pareto, on accorde aux élites (politiques, économiques ou culturelles) un certain pouvoir social, une capacité de produire ou d'empêcher des changements au sein de la société (Pareto, Vilfredo, *Traité de sociologie générale*, dans Œuvres complètes, vol. XII, Paris, 1968). Comprise comme un groupe d'individus, l'élite est donc basée sur les actions cumulées, sur les croyances communes et partagées par ces acteurs sociaux occupant des positions privilégiées. Selon Raymond Aron, une élite est composée par « l’ensemble de ceux qui, dans les diverses activités, se sont élevés en haut de la hiérarchie et occupent des positions privilégiées que consacre l’importance soit des revenus soit du prestige » (Aron, Raymond, « Classes sociales, classe politique, classe dirigeante », Archives européennes de sociologie, t. I, 1960, no. 2, p. 267.)

(mais rarement une critique appliquée) [qui] caractérisent depuis longtemps le positionnement intellectuel face à l'identité nationale et le destin ».[2]

Dans une étude qui analyse les démarches discursives des élites roumaines après 1989, le linguiste anglais Norman Fairclough, l'un des fondateurs de l'analyse critique du discours, estime qu'une des principales préoccupations des intellectuels et des politiciens roumains, dans la période qui suit 1989, était la thématique du « changement des mentalités »[3] :

> « Cette façon de représenter les aspects « subjectifs » du changement est devenu un élément du discours dominant de changement et de transition, dans le débat intellectuel et politique, mais a également étendu en divers domaines sociaux et dans le 'monde de la vie' ordinaire et de l'expérience »[4].

Mais cette dichotomie entre l'appropriation de l'Ouest comme repère du progrès et de la modernisation sociale, ainsi que la négation de la culture locale comprise comme en décalage de modernité – tendance qui existe dans la plupart des pays de l'Europe de l'Est[5] – dominait le discours aussi dans le passé. Les conditions politiques tout comme le cadre idéologique, après la chute du communisme, ont eu leur pendant dans la période entre les deux guerres mondiales – que nous considérons comme les deux étapes définissant le l'intérêt des élites autour de ce sujet. La période entre le début du XX^{ème} siècle et la Deuxième Guerre mondiale était une période de transition culturelle en Roumanie – qui créée, en 1918, son premier État national, mais qui n'est pas encore préparée à gérer les différences culturelles entre les régions, à faire face à la crise économique mondiale qui a suivi la Première Guerre mondiale, aux tendances fascistes qui traversaient l'Europe et aussi le cadre local. C'est le moment où les élites roumaines ont adopté un discours public de dénonciation des mentalités qui

2 Kessler, Erwin, *Identity and Destiny : Ideas and Ideology in Interwar Romania*, Institutul Cultural Roman, 2007, p. 9.
3 Fairclough, Norman, *Critical Discours analysis : The Critical Study of Language*, Routledge, 2010, p. 81.
4 Idem, p.81.
5 Zarycki, 2014, op. cit.

définissent cette société. En partant de l'idée que la Roumanie fait partie d'une culture marginalisée et craignant le provincialisme, M. Eliade cherche à montrer comment sa génération peut trouver une solution pour faire sortir la Roumanie des « inerties de l'Est »[6]. Les crises profondes partagées par les intellectuels du groupe d'Eliade[7], surtout au sujet de la modernisation comparée à la tradition, incitent cette jeune génération de sociologues, de philosophes et d'écrivains, à clamer le rejet de l'état général de la société roumaine. Paradoxalement, le contexte politique et culturel de cette période est dominé par une très prolifique activité de débat et surtout par un désir des élites d'appartenir à et de représenter une nation culturelle autonome. M. Eliade l'explique : « Contrairement à nos prédécesseurs, qui étaient nés et qui avaient vécu avec l'idéal de la réunification de la nation, nous n'avions plus tout à fait un idéal. Nous étions la première génération roumaine qui n'était pas conditionnée par un objectif historique à réaliser »[8]. Le journaliste et philosophe des années 1930, Petru Comarnescu[9], souligne cette réfutation du monde social roumain par ses intellectuels, qu'il explique en la reliant à la conjoncture politique et historique :

> « Pour la jeune génération d'aujourd'hui, la vie, tout autant que le système social, ne sont pas du tout généreux. Au contraire. Les obstacles de la vie sont produits dans des circonstances aussi défavorables à une réponse opportune qu'on peut difficilement les surpasser. […] Les réponses qu'on se donne sont, voilà pourquoi, émotives et précipitées, et certainement pas équilibrées par la raison et calculées vers le résultat ».[10]

Le sentiment qu'ils vivaient dans un monde étroit, dans lequel ils n'avaient pas la possibilité de manifester leurs affinités culturelles acquises par l'accès aux études dans les pays de l'Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis, a mobilisé les

6 Ils considéraient que l'espace social roumain n'évolue pas avec la vitesse désirée, afin d'éliminer le décalage de développement avec l'« Occident ».

7 Au cours des années 1930, Mircea Eliade et sa femme accueillaient, dans leur maison de Bucarest, un nombre assez large d'intellectuels roumains – écrivains, sociologues, journalistes – qui se sont constitués en groupe critique de la société roumaine de l'époque.

8 Eliade, Mircea, *Memorii*, Ed. Humanitas, 1990, p. 11.

9 Petru Comarnescu était un critique littéraire et journaliste roumain, né en 1905 à Iasi. Diplômé en droit à l'Université de Bucarest, il obtient, en 1933, le titre de docteur de la University of Southern California. Il était connu comme l'un des fondateurs de la revue *Criterion*, à laquelle une bonne partie de ce groupe d'intellectuels contribuait.

10 Petru Comarnescu, dans un article de l'hiver 1932 de l'hebdomadaire *Stanga* (La Gauche).

intellectuels vers la recherche d'une solution à la situation typiquement roumaine, celle de formes sans contenu, principalement liée à la pratique de la démocratie dans l'absence de structures consolidées. Et la résultante de cette inquiétude sociale était la critique généralisée des fondements de l'État roumain moderne. Le sociologue Constantin Rădulescu-Motru[11] écrivait en 1932 que l'État était devenu la réalité première de la société en l'englobant, et que la conscience sociale était basée sur l'imitation de modèles qui ne correspondaient pas à l'esprit roumain : « Emprunter le modèle externe de la vie des États constitutionnels, sans emprunter aussi l'âme de ces États ; avoir des élections libres sur le papier et, en fait, voler les urnes avec l'aide des gendarmes qui devaient les garder ; […] voter les lois les plus libérales du monde, qui incluent tous les droits pour les citoyens, et en fait, tolérer l'absolue irresponsabilité du pouvoir exécutif, tout cela ne signifie pas un progrès, mais la falsification du progrès »[12].

Les leaders d'opinion des années 1910-1940 considèrent qu'il existe un grand clivage entre les traditions roumaines – qu'ils associent aux influences nocives de l'Orient – et les aspirations occidentales. Une minutieuse analyse sur ce thème a été faite par le dramaturge et journaliste Ion Luca Caragiale, qui identifiait les obstacles du primat de la forme au contenu : « L'État improvisé, au lieu d'être la forme d'équilibre des forces sociales à un moment donné, cherche à être le fond et la source qui produit ces forces. L'État devrait être le résultat naturel de la société, il se trouve que la société est le résultat artificiel de l'État »[13].

Peut-être que l'œuvre la plus influente sur les habitudes et les comportements locaux, sur la tendance des Roumains à nier leur appartenance culturelle et la construction de la société telle qu'elle était, est celle de Dumitru Drăghicescu – le premier roumain Docteur en sociologie, sous la direction d'Émile Durkheim – qui a publié, en 1907, le livre intitulé *Din psichologia*

11 Constantin Rădulescu-Motru, né en 1868 était un philosophe et politiste roumain. Docteur en droit de l'Université de Bucarest, Motru suit des études en droit et philosophie en Allemagne et en Autriche, entre 1888 et 1891. En 1938, C. Motru devient le président de l'Académie Roumaine, fonction qu'il détient jusqu'en 1941.

12 Constantin Rădulescu-Motru, « Conceptia conservatoare si progresul », in : *Scrieri politice*, Ed. Nemira, 1998, p. 329.

13 Caragiale, Ion Luca, « Opere », vol. 4, Editura pentru Literatură, Bucureşti, 1965, p. 71.

poporului roman (De la psychologie du peuple roumain)[14], la première pièce ouvrant une longue série d'essais philosophiques sur les valeurs et la culture roumaines. Il convient d'énumérer ici Nichifor Crainic, Lucian Blaga, Mircea Vulcănescu, Nae Ionescu ou Constantin Noica, qui suivaient une ligne d'argumentation pro-européenne, mais aussi une vocation illuministe tardive – par le fait que cette perspective apparaît, en Roumanie, dans les premières décennies du XX^{ème} siècle – ayant au cœur de leurs préoccupations la solidité et la solidarité des individus. La recherche de D. Drăghicescu, dont la thématique principale était le rôle de l'individu dans le déterminisme social – la démocratisation de la culture et l'aristocratisation des masses – postule que la mentalité et le caractère d'un peuple sont « un produit exclusivement historique et sociale » :

> « La régularité et la consistance de la structure sociale déterminent, sans doute, la consistance et la régularité des lignes de caractère et de l'intelligence de ce peuple qui forme cette société. Au contraire, les peuples sans histoire, ou qui ont une histoire brumeuse, récente ou sporadique et qui n'ont pas réussi de se constituer en une société définie, régulée et consistante, mais en une qui est anarchique, chaotique et inconsistante, vont représenter à l'observation une conscience également indéfinie, inconsistante, anarchique et chaotique »[15].

Le psycho-sociologue critique le « manque de structure » qui a profondément affecté la société roumaine, qu'il comprend comme le plus grand obstacle dans le devenir historique de la Roumanie et dont le développement est entravé par « l'incohérence des produits de l'esprit roumain »[16]. L'argumentation de D. Drăghicescu, comme le note l'historien Lucian Boia[17], a ses points de référence dans les valeurs de l'Ouest, que le psychosociologue roumain compare avec « le manque absolu d'esprit de continuité et cohérence »[18] de la société roumaine.

14 Drăghicescu, Dumitru, *Din psichologia poporului roman*, Libraria Leon Alcaly, 1907.
15 Idem, p. 55.
16 Idem, p. 499.
17 Boia, Lucian, *History and Myth in Romanian Consciousness*, Central European University Press, 2001, p. 146.
18 Idem, p. 486.

Drăghicescu a eu ses contestataires, surtout parmi les représentants de l'école sociologique de Bucarest de Dimitrie Gusti[19]. Ils ont reproché à son étude les conclusions parfois spéculatives pour ce domaine d'études, la sociologie, et les déficits concernant la méthodologie de la recherche – la manière dont la recherche était menée et quel type d'outils sociologiques ont été utilisés. Ces objections ont une certaine légitimité, mais les fondements historiques de la recherche de D. Drăghicescu ouvrent la voie à des études dirigées vers la compréhension des influences externes dans le développement de la culture locale.

L'une des conséquences de cette influence de l'histoire, et surtout du pouvoir symbolique que les cultures externes à la Roumanie[20] ont eu sur la « mentalité roumaine », est cette paralysie civique, ce réflexe d'abandon devant le pouvoir institutionnalisé résistant à travers l'histoire[21] et dégénèrant dans une indifférence envers l'extériorité et une tolérance énorme aux pressions. En anticipant Max Weber, dans son œuvre de 1904/1905 l'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme, D. Drăghicescu constate que la passivité des Roumains était renforcée par la religion orthodoxe : « Les chrétiens orthodoxes sont passifs et spéculatifs, tandis que les catholiques et les protestants sont travailleurs et énergiques[22]. Cent ans après la publication de la recherche de D. Drăghicescu, l'historien Adrian Marino, reprend son argumentation, en ajoutant qu'il y a un « écart de l'esprit critique et de la solidarité sociale » dans les régions historiques de la Valachie et de la Moldavie, régions sous l'influence de l'Empire ottoman, jusqu'en 1877 – par rapport à la région de la Transylvanie, qu'il considère plus progressiste et évoluée, grâce à l'attraction vers l'Occident donnée par son appartenance à l'empire des Habsbourg, jusqu'en 1918[23]. L'historien Lucian Boia considère lui aussi que la Roumanie va « osciller pendant une longue période entre la léthargie orientale et la rigueur des lois et des institutions occidentales. Notre appartenance européenne est formelle, ils ne nous ont pas encore vraiment

19 On cite, ici, le sociologue Henry H. Stahl, un des plus connus sociologues et ethnologues issus de cette école.

20 Draghicescu fait surtout référence à l'impact de l'Empire Ottoman sur le Sud et des influences russes dans l'Est de la Roumanie.

21 Idem, p.348: « l'Écho de quatre siècles de vie historique passive ».

22 Idem, p. 292.

23 Marino, Adrian, *Libertate și cenzură în România*. *Începuturi*, 2005, p. 164.

reçus et nous ne nous sommes pas encore adaptés aux exigences de la démocratie normative »[24].

Certes, la Roumanie contemporaine a gardé, avec des modifications, nombre de structures sociales et mentales du monde qui l'a précédé, surtout concernant le sentiment que ce pays est dans un permanent décalage face aux pays de l'Occident. Dans le livre *Spectrele Europei Centrale*, le politiste Vladimir Tismăneanu décrit cette préoccupation perpétuelle des intellectuels de bâtir une image négative homogène des déficiences morales et spirituelles de la société roumaine : « Les représentants de cette intelligentsia jeune et névrotique voyaient dans le destin "anhistorique" de la Roumanie une insulte personnelle. Pour la plupart, l'histoire de la Roumanie était un récit de l'échec continu et de la destruction »[25]. Le mythe de la modernisation occidentale, l'européanisme embrassé par ces représentants de l'élite locale, est compris par V. Tismăneanu comme une réaction naturelle aux « frustrations du présent ». Mais il s'agit d'un « présent continu », qui domine le débat aussi à l'étape historique dans laquelle la Roumanie se trouve en ce moment. La sociologue Monica Heintz considère que les jugements sur la mentalité roumaine apparaissent dans un contexte où les élites locales actuelles accordent une haute importance aux influences des pays capitalistes, considérées en Roumanie comme des histoires de succès :

> « Les jugements moraux liés à cette mentalité et ses conséquences ne peuvent pas être compris sans la représentation du standard occidental. […] Bien entendu, les informations sur ce qui constituerait la "mentalité" de l'Ouest sont limitées, laissant un espace pour l'imagination et l'interprétation »[26].

Pour Norman Fairclough, il s'agit ici d'un cas classique pour les sociétés semi-périphériques qui sont en processus de transformation. Dans le cas de la Roumanie, depuis 1989, on parle d'un mouvement d'incorporation de la vie

24 Boia, Lucian, *De ce este Romania altfel*, Humanitas, 2012, p. 17.
25 Tismăneanu, Vladimir, *Spectrele Europei Centrale*, Polirom, 2015, ch. Lectiile Secolului XX.
26 Heintz, Monica, « Be European, Recycle Yourself ! The changing Work Ethic in Romania », dans : *Halle Studies in the Anthropology of Eurasia*, Lit Verlag, 2006, p.19.

sociale dans un cadre international et d'harmonisation avec les attentes tantôt internes qu'externes qui impliquent « une recontextualisation des ressources pour la fabrication de sens »[27].

La dissonance consiste aussi dans le fait qu'il y a une dénonciation des pratiques culturelles et du caractère corruptible des acteurs, comme l'affirme le philosophe Liviu Antonesei, dans son article « Modernizarea si "paradigma feminina" a României » :

> « On a une fibre aussi puissante que rien peut s'échapper au processus général et inflexible de 'roumanisation'. En Roumanie, tout se 'roumanise', des institutions que nous empruntons pour le but de la modernisation, aux lois desquelles on s'inspire […] Mais il y a aussi ces peuples féminins qui, au lieu de faire l'histoire, préfèrent la subir. Ils ne chassent pas, ils se laissent chassés, ils ne conquièrent pas, ils se laissent conquérir » [28].

Les sociologues et les politistes qui se sont occupés du sujet de la modernisation de la Roumanie souffrent d'une auto-flagellation, d'une auto-colonisation symbolique par rapport aux sociétés et aux modèles dominants. Le mépris de soi est à la base de la fausse conscience de cette catégorie sociale et facilite cette hégémonie culturelle. Une attitude qui met en lumière la consolidation d'un sentiment particulier d'infériorité à l'intérieur des peuples symboliquement « dominés » qui désirent finalement agir selon les standards préétablis ailleurs. D'après Slavoj Žižek, si l'Occident cherche, en Europe de l'Est, « ses propres origines perdues, sa propre expérience originelle perdue de "l'invention démocratique" », « le véritable objet de fascination était le soi-disant *regard naïf au moyen duquel l'Europe de l'Est regarde l'Occident, fasciné par sa*

27 Cette autorité morale occidentale'imprègne un cadre cognitif déjà propice à l'acception et, selon N. Fairclough, cela mène à une « colonisation des significations, des pratiques, des discours, etc. étant imposés par les centres du capitalisme dans les périphéries de transition ». Idem, p. 80.

28 Antonesei, Liviu, « Modernizarea şi "paradigma feminină" a României. Pamflet duios, în şapte părţi », dans: *voxpublica* le 12 novembre 2009 (http://voxpublica.realitatea.net/politica-societate/modernizarea-si-%E2%80%9Eparadigma-feminina%E2%80%9D-a-romaniei-pamflet-duios-in-sapte-parti-13797.html).

démocratie »[29]. Dans la Roumanie post-1989, l'émergence du nouveau monde vient avec le besoin de s'intégrer dans une autre normalité. Pour cela, le récit normatif de la démocratie néolibérale est particulièrement bien placé, car il offre un cadre auquel les individus *vulnérabilisés par un régime oppressif* peuvent se rapporter.

29 Žižek, Slavoj, *Tarrying with the Negative : Kant, Hegel, and the Critique of Ideology*, Duke University Press, 1993, p.200 (c'est nous qui ajoutons les italiques).

Le modèle journalistique normatif états-unien et l'apparition de la presse pluraliste en Roumanie, après 1989.

Plusieurs chercheurs remarquent que cette nouvelle organisation de la vie politique trouve son équivalent dans l'organisation des médias, ouvrant la voie à la montée de groupes de la société civile et à une couche moyenne mieux informée. La politologue roumaine Alina Mungiu-Pippidi explique que « pour comprendre la situation des médias de l'Europe Centrale et de l'Est après la chute du communisme, il est important de noter que la liberté des médias n'était pas accordée à ce secteur par les gouvernements, via négociations, mais qu'elle a crû indépendamment, une fois qu'il est devenu clair que les barrières communistes qui bloquaient la liberté d'expression n'existaient plus »[1]. Mungiu-Pippidi identifie deux étapes communes pour tous les pays de l'ancien bloc communiste en ce qui concerne les changements survenus dans l'activité des médias :

> « La *libéralisation*, ou le passage du contrôle total au pluralisme limité, avec la censure et la répression remplacées par l'autocensure et le contrôle partiel. La deuxième phase est celle de dérégulation, mélangeant des éléments planifiés ou spontanés »[2].

Dans la transformation de régime en Europe de l'Est, Claus Offe constate une simultanéité entre la *libéralisation des droits politiques démocratiques et la question de la propriété économique*. Selon lui, la libéralisation sous-entend qu'« au niveau juridique et constitutionnel, les droits politiques démocratiques garantissent l'égalité civique – et non l'égalité des résultats socio-économiques. L'égalité civique est normalement fondée sur une séparation et une disjonction strictes des ressources socio-économiques (inégalement réparties) et des droits

1 Idem, p. 32.
2 Mungiu-Pippidi, Alina, *From State to Public Service : The Failed Reform of State Television in Central Eastern Europe*, Open Society Foundation, 2001, p. 90.

politiques (égaux) selon le principe de non-convertibilité du premier dans le second »[3].

Pour les théoriciens du libéralisme, cette notion de *libéralisation* implique que la raison et l'intérêt remplacent la tradition et le privilège. L'accent mis sur l'économie ouverte, dans une société libérale, permettrait un meilleur usage des ressources matérielles et humaines et augmenterait la circulation des idées[4].

Dès la première phase de la transformation en Roumanie, l'accent sur l'impact des sociétés occidentales et des modèles de médias occidentaux sur le développement d'une culture journalistique autochtone est souligné par la A. Pippidi, qui fait valoir que « la trajectoire [démocratique] d'un pays est fortement influencée par sa proximité à l'Ouest et tout ce qui dérive de cela et de son propre pluralisme social »[5].

Les bases de la théorie néolibérale du *fonctionnement* des médias proposent que ceux-ci soient *un instrument de diffusion de toutes les idées*, non seulement de celles dominantes, pour servir à l'intérêt du citoyen et de ses droits[6]. En conséquence, les médias devraient engendrer un cadre informationnel bénéfique pour la création d'une communication autonome de l'État. Le sociologue britannique David Held insiste sur l'accessibilité de l'information et la capacité des médias à refléter la nature pluraliste de la société et ce, en se référant aux critères qui font des médias un élément constituant de la « démocratie néolibérale »[7]. Le libre échange des informations, le libre accès aux informations sont au cœur des conceptions de la démocratie néolibérale. Ils mettent l'accent sur le fait qu'il est suffisant que les informations soient transmises de manière « impartiale » et que toutes les opinions apparaissent sur le « marché des idées » pour que l'individu discerne plus facilement la « vérité »[8].

---

3 Offe, Claus, « Democracy in crisis: two and a half theories about the operation of democratic capitalism », https://www.opendemocracy.net/claus-offe/democracy-in-crisis-two-and-half-theories-about-operation-of-democratic-capitalism, 2012.

4 Haferkamp Hans, Smelser Neil J. (ed.), *Social Change and Modernity*, University of California Press, 1992, p. 27.

5 Idem, p. 90.

6 Selon Keane, John, *The Media and Democracy*, Polity Press, 1991, p. 20.

7 Held, David, *Models of Democracy*, 2nd edition, Stanford University Press, 1996, p 300.

8 On fait référence, ici, à David Held, James Curran and Karol Jakubowicz, connus pour leurs analyses des médias de l'Europe de l'Est.

Toutefois, lorsque les processus de « libéralisation » des médias se sont produits, ils n'ont pas nécessairement suivi un chemin simple. Une approche est celle que certains chercheurs considèrent comme la « professionnalisation » du journalisme qui, malgré les obstacles et les inerties, a atteint un degré important de changement découlant principalement de la concurrence commerciale. Selon cette approche, une plus grande autonomie financière et une liberté d'expression ont ouvert l'espace pour une plus grande autonomie éditoriale. Le journalisme d'investigation a augmenté et des rapports plus équilibrés ont contribué à un spectre plus varié d'opinions. La deuxième approche est que les médias privés en Roumanie ont été exposés aux interférences, empêchant l'émergence d'un marché diversifié et pluriel. Pourtant, lorsque cette période de transformation politique, économique et culturelle s'est produite, de nouvelles catégories sociales ont émergé, et ici A. Pipiddi attribue une importance égale à l'apparition des nouveaux politiciens et journalistes, qui, selon elle, ont évolué et se sont influencés réciproquement : « Les politiciens et les journalistes sont, par conséquent, également de nouveaux arrivants sur la scène publique de l'Europe de l'Est, au moins dans le cadre démocratique, et le système politique et le système des médias ont dû être créé à la fois, à partir de zéro »[9].

9 Mungiu-Pipiddi, Alina, « How Media and Politics shape each other in the New Europe », dans : *Romanian Journal of Political Science*, Vol. 8, No. 1, 2008, pp. 69-78, p.78.

CHAPITRE I. Un « champ » journalistique instable. Dynamiques de l'espace des médias en Roumanie.

Introduction

Au cours des dernières deux décennies, l'explication des transformations des pratiques journalistiques en Roumanie se trouve liée à une mission complexe dans un environnement de recherche où l'analyse du milieu journalistique et de ses acteurs n'a pas toujours été traitée comme un problème de recherche nécessitant une approche multidisciplinaire et une méthodologie appropriée pour finaliser l'étude. Les données disponibles sur les conditions de travail dans les rédactions sont médiocres et peuvent être trouvées, pour la plupart, dans des enquêtes développées à l'extérieur du cadre scientifique, par des organisations de plaidoyer journalistique. Le mode d'explication sociologique que nous voulons offrir dans cette première partie s'appuie sur la compréhension des conditions sociales qui influent sur les acteurs journalistiques et, en même temps, sur la structure du monde du journalisme. Nous cherchons à établir le lien ontologique entre les conditions objectives et les conditions subjectives existant dans la société roumaine – propices ou défavorables au développement d'un champ journalistique autonome – et, en ce sens, à enquêter sur les processus d'internalisation du social, à la fois dans l'incorporation préréflexive dans le cadre d'une trajectoire sociale, ainsi que dans les mécanismes qui permettent la construction et la représentation de la « réalité », pour les journalistes. Nous considérons donc important pour ce travail d'expliquer les principes, les croyances, les règles explicites et implicites que les journalistes affirment suivre, et qui structurent et définissent les configurations de jeu dans le domaine du journalisme.

Les mutations sociales et le profond processus de changement vécu par l'ensemble de la société roumaine, après 1989, ne peuvent être séparés de la révolution du journalisme et ce, afin que les règles du jeu soient mises en œuvre. Pour la plupart des recherches sur le monde médiatique roumain, les sentiers de développement sont loin d'être clairement établis. Les raisons mises en avant par ces études comptent tout autant l'instabilité du cadre politique et économique et leurs interventions dans les médias, qu'un cadre juridique perméable et contestable. Les médias en Roumanie sont, selon les rapports de monitorage, « partiellement libres »[1], mais les critères objectifs d'analyse ne mesurent pas quelle partie de l'ensemble constitue ce « partiel » et comment l'ensemble est pesé. Dès lors, comment définir une presse libre et autonome en l'absence de repères éthiques et de fonctionnement pratiques généralement valables ? Lorsque les rapports presse-politique sont influencés par une variété de méthodes et de contraintes, la liberté à laquelle les médias aspirent est relative. La presse peut-elle donc être différente de la société ? Si l'État, dans son ensemble, est déficitaire, l'induction serait que la presse suive le même chemin d''évolution.

La première partie de ce chapitre va donc être dédiée aux changements d'ensemble que la société roumaine a vécu après la chute du communisme, tout en mettant en évidence le contexte de la transition vers la démocratie occidentale – but clairement affirmé par les leaders de l'État roumain. Une courte présentation des concepts de « démocratisation », « transition » et « culture politique » va être appliquée pour le cas de la Roumanie postcommuniste, afin qu'on puisse évaluer l'impact de l'environnement social sur l'évolution du champ journalistique. Les étapes constitutives de l'environnement médiatique post-1989 seront ensuite décrites. Nous considérons ce retour chronologique nécessaire pour la compréhension des processus qui règlent le journalisme roumain, ainsi que l'établissement des valeurs journalistiques.

1 Selon des rapports de Freedom House, Reporteurs Sans Frontières, etc.

La deuxième partie de ce chapitre introductif va se focaliser sur l'intersection entre le journalisme et les autres sphères de la société, en mettant l'accent sur les rapports presse-politique et médias-oligarques.

Enfin, la dernière partie, va mettre l'accent sur la contribution de la société civile organisée et des associations de plaidoyer, comme agents externes et neutres, à la consolidation du champ journalistique.

1. L'influence du cadre politique sur les médias pendant la transformation de régime

Les analyses du champ politique roumain s'inscrivent, dans leur majorité, dans la logique dominante qui décrit la transformation ayant lieu en Europe de l'Est, après la chute des régimes communistes de la région. La restructuration du cadre politique était particulièrement importante pour l'établissement des partis politiques, en suivant les modèles des sociétés de l'Ouest au sein desquelles les partis se font notamment l'intermédiaire entre la sphère sociale et la sphère politique[2]. Les premières tentatives d'organisation politique soulignent la préoccupation des élites de reformer la société roumaine autour du monopole, autant pratique que symbolique des partis politiques. La politiste Sorina Soare décrit le régime politique roumain comme « une démocratie des partis et non pas des citoyens », insistant sur la prépondérance des partis politiques au détriment d'autres types d'associations, comme celles des syndicats ou des organisations de la société civile[3]. La chercheuse continue : « l'État est déconstruit et reconstruit au seuil de 1990. Les partis politiques assurent cette reconstruction et peuplent l'espace politique avant même l'intronisation de l'État, tout en monopolisant la scène politique »[4]. Cette tendance de l'occupation de l'espace politique par les

2 Jenkins et Klandermans parlent, dans cet égard, des institutions de liaison ayant pour but de créer des connections/liens entre l'autorité centrale et les citoyens (Jenkins, J. Craig et Klandermans, Bert, The politics of social protest : comparative perspectives on states and social movements, University of Minnesota Press, 1995).

3 Soare, Sorina « Les parties et le système de partis politiques en Roumanie à la veille de l'élargissement de 2007 », dans : *Synergies Roumanie*, Vol. 1, 2006, p.80.

4 Idem, p. 83.

nombreuses initiatives de fondation des partis politiques face aux organisations de la société civile ou aux associations des citoyens, caractéristique pour nombre de pays de la région pendant la transformation politique, est souvent décrit comme le résultat de ce que le chercheur hongrois Attila Ágh appelle « over-participation »[5]. Or, la prépondérance des partis politiques dans la sphère politique mène, comme cet auteur le soutient, à une certaine volatilité du système de partis politiques, ainsi qu'à une instabilité des majorités politiques[6]. Les raisons de cette volatilité sont attribuées à la dépendance des partis politiques vis-à-vis des ressources financières étatiques[7]. Parmi les conséquences de ces contraintes, une des plus importantes pour notre sujet de recherche est l'organisation des partis politiques en « cartels », dans le sens des politistes R. Katz et P. Mair, qui décrivent les relations entre ces acteurs politiques comme collusoires. Celles-ci sont plutôt centrées sur des modèles de complicité entre les partis que sur leur compétition et ce, suite à l'interpénétration entre État et partis politiques[8]. L'économiste José Magone indique, dans son analyse des nouvelles « démocraties » de la région est-européenne, que les partis politiques se transforment rapidement après la chute de l'ancien régime en « cartels fortement dépendants des médias et des fonds publics »[9], d'où leur caractère « pragmatique »[10]. Cette concomitance entre la transformation politique et le développement des « partis de cartel » a été attribuée, également par Elster, Offe et Preusse, au raisonnement économique qui structure l'activité de ces acteurs. Dans ce contexte, les trois auteurs constatent une priorité que les partis donnent aux bénéfices immédiats, se traduisant par des investissements fait dans la promotion plutôt que dans la construction d'une organisation de parti durable, processus qui diminue les coûts et qui augmente la

5 Cet auteur explique le quasi-monopole que détiennent les partis politiques dans la configuration politique des pays d'Europe de l'Est par leurs efforts de démobiliser la société civile suite au changement de régime (Ágh, Attila, « Post-Accession Crisis in the New Member States : Progressing or Backsliding in the EU ? dans : *Studies of Transition States and Societies*, Vol. 2, No. 1, p. 76.)

6 Idem, p. 78 et suivantes.

7 Ágh, Attila, *The politics of Central Europe*, Sage, 1998, p. 109 et suivantes.

8 Katz, Richard S. et Mair, Peter, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy : the emergence of the cartel party », dans : *Party Politics*, Vol. 1, No. 1, 1995, p. 5-31.

9 Magone, José, *Contemporary European Politics. A Comparative Introduction*, Routledge, 2011, p. 349.

10 Ibid.

visibilité des partis, d'où l'importance des médias, et surtout de la télévision pour la mobilisation des votants[11]. Aussi le politiste états-unien Steven D. Roper voit cette tendance, notamment concernant l'influence du système de financement des campagnes électorales sur le développement des partis politiques[12]. Pour l'analyse des rapports presse-politique, l'étape d'établissement des règles de fonctionnement est définitive pour l'interaction entre la sphère politique et les médias et ce, tout au long de la période postcommuniste. La transmission des pratiques, ainsi que les modalités de l'agir politique et la substitution des anciennes règles par un nouveau cadre constitutionnel restent alors sous l'influence de l'histoire récente, faute d'un changement réel au niveau des acteurs dominants[13]. Dans ce sens, les caractéristiques principales que le politiste roumain Vladimir Tismaneanu attribuait au régime de Nicolae Ceausescu étaient son « stalinisme révisé » et son « populisme xénophobe »[14]. Ils se traduisent par la préoccupation continue d'imposer son discours au travers des médias. Il faut souligner, sur ce point, que l'autonomie de la société postcommuniste était toujours affectée par « l'omniprésente ingénierie sociale, qui a réduit la société à la dépendance absolue »[15] envers le champ politique, autant au niveau des décideurs que des citoyens. Les croyances de la population au sujet de la possibilité d'une action dans la sphère publique ont été, de cette façon, influencées par l'héritage culturel de l'ancien régime[16].

L'espace dédié à la constitution des partis politiques fonctionnels, ainsi qu'à la consolidation des valeurs « démocratiques » au niveau des citoyens était alors

11 Elster, Jon, Offe, Claus et Preusse, Jürgen, *Institutional Design in Post-Communist Societies Rebuilding the Ship at Sea*, Cambridge University Press, 1998, pp. 134 suiv.

12 Roper, Steven D., « The Influence of Romanian Campaign Finance Laws on Party System Development and Corruption », dans : *Party Politics*, Vol. 8, No. 2, pp. 175-192.

13 Comparé à d'autres anciens régimes communistes de la région, comme ceux de la République Démocratique Allemande, où la rupture avec les anciennes pratiques était réalisée par un changement radicale des élites communistes, au début des années 1990, par une loi de la lustration adoptée peu de temps après la chute du régime. Pour la discussion théorique sur ce sujet, veuillez-vous diriger vers Huntington, 1991.

14 Tismaneanu, Vladimir, *Fantoma lui Gheorghiu-Dej*, Humanitas, 1995, p. 7, cité selon Gussi, Alexandru, *La Roumanie face à son passé communiste : Mémoires et cultures politiques*, L'Harmattan, 2011 p. 14.

15 Mungiu-Pippidi, Alina, « Twenty Years of Postcommunism : The Other Transition » dans : *Journal of Democracy*, Vol. 21, No. 1, p. 121.

16 Pop, op.cit., p.27.

limité par une compréhension biaisée des rôles des institutions et de la potentielle contribution citoyenne à un développement politique durable. L'optimisme des pères de la Constitution roumaine adoptée en novembre 1991, se manifeste dans l'assertion d'Antonie Iorgovan, son auteur principal, qui considère que l'introduction d'un nouveau cadre légal « marque la fin de la période de transition du système totalitaire du parti communiste unique à un système démocratique pluraliste, le passage d'une société hyper centralisée et bureaucratisée – où tout devait être planifié – à une économie de marché; la transition d'un système d'État où les abus de ceux qui détenaient le pouvoir constituaient des lois, à un État basé sur le respect de la loi comme expression de la souveraineté du peuple roumain »[17]. Vingt ans plus tard, l'état du passage est mis en examen, pas uniquement par des analystes et des chercheurs, mais également par les élites politiques des pays membres de l'Union Européenne qui critiquent les réalisations pratiques de la société roumaine postcommuniste. Plusieurs rapports constatent que la Roumanie se trouve toujours dans une phase de transition inachevée ; fait qu'ils attribuent aussi à l'idée que « la dictature a sacrifié deux des trois générations actuelles et anesthésié la société civile »[18]. La simple substitution des cadres constitutionnels, ainsi que les changements formels des institutions étatiques ne se sont pas traduits dans un environnement politique stable. La raison de cette apparente mal-habilité à traiter avec les défis politiques et sociaux était, selon le chercheur bulgare Svetlozar Andreev, « la transformation politique et socio-économique inachevée, accompagnée par la consolidation de certaines 'enclaves' occupées par l'ancien service secret et par les structures quasi-mafia »[19]. La situation actuelle est alors l'une des conséquences du cheminement de la transformation, ainsi que des caractéristiques du régime pré-1990, notamment vis-

17 Iorgovan, Antonie, « Le système politique et constitutionnel de la Roumanie », dans : *Barcelona Working Paper*, No. 54, 1992, p.2.

18 Sutour, Simon, Billout, Michel, Bourzai, Bernadette, Humbert, Jean-Francois et Morin-Desailly, Catherine, « Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires européennes (1) sur la Bulgarie et la Roumanie : la transition inachevée » Sénat, Session Extraordinaire de 2011-2012.

19 Andreev, Svetlozar A., « The unbearable lightness of membership : Bulgaria and Romania after the 2007 EU accession », dans : *Communist and Post-Communist Studies*, Vol. 42, No. 3, pp. 375-393.

à-vis de la portée de l'ingénierie sociale et de la pénétration de la société par le pouvoir communiste. La faiblesse de la société roumaine de se détacher du passé est provoquée, selon M. Pippidi, par des « réseaux [qui] ont réussi à prendre le contrôle social à part entière au cours de la transition, en utilisant leur influence pour approprier les anciens actifs de l'État. Lorsque l'écart entre le niveau du pouvoir d'État et le niveau d'autonomie sociale pendant le communisme a été plus large, les transitions les plus difficiles se sont ensuivies, car il n'y avait pas de terrain sur lequel bâtir un contrat social »[20]. V. Tismaneanu attribue ici un rôle décisif dans la composition de l'élite politique postcommuniste à la police politique communiste (Securitate), qui était parmi les acteurs invisibles les plus influents pour les configurations du champ politique dans la première étape de transition[21]. L'hétéronomie de la société est accompagnée, selon A. Gussi, par un manque d'initiatives d'opposition au communisme avant 1989[22], qui se traduit, après la chute du régime de Ceausescu, en une incapacité à fonder des initiatives civiques ou des partis politiques détachés de l'ancienne élite.

1.1. Les caractéristiques des configurations institutionnelles

Concernant les modes d'organisation du champ politique roumain actuel[23], il convient de mentionner qu'il s'agit d'un régime semi-présidentiel, c'est à dire un régime intermédiaire entre un système présidentiel et un système parlementaire. Ce régime répond aux caractéristiques principales élaborées par le politiste français Maurice Duverger[24], notamment l'existence des deux institutions qui ont une légitimation directe de l'électorat[25] (le parlement et le président), avec un

20 Mungiu-Pippidi, Alina, « Twenty Years of Postcommunism : The Other Transition », dans : *Journal of Democracy*, Vol. 21, No. 1, pp. 120-127, p. 120.
21 Tismaneanu dans Gussi, 2011, op. cit., p. 18.
22 Gussi, 2011, op. cit., p. 15.
23 Pour une lecture plus détaillée de l'évolution du cadre constitutionnel de la Roumanie, veuillez-vous diriger vers Bianca Selejan-Gutan, *The Constitution of Romania : A Contextual Analysis,* Hart Publishing, 2015.
24 Duverger, Maurice « A New Political System Model : Semi-Presidential Government », dans : *European Journal of Political Research*, Vol. 8, No. 2, 1980, pp. 165-187, p. 165 suiv.
25 Duverger, Maurice, *Institutions et Droit Constitutionnel*, Presse Universitaire de France, 1970, p. 28 suiv.

président ayant des prérogatives propres. Selon Sutour et al.[26], la constitution roumaine de 1991 présente de nombreuses analogies avec la constitution française de 1958. Le président et le parlement (avec la Chambre des Députés et le Sénat) sont élus pour une période de cinq ans au suffrage universel, selon le même mode de scrutin et pour la même durée. Même si les prérogatives du président roumain sont moins étendues que celles de son équivalent français, la Roumanie reste dans la catégorie des régimes semi-présidentiels.

La volatilité du système de partis politiques roumains est un des principaux symptômes de la faiblesse des configurations institutionnelles, selon les politistes états-uniens Scott Mainwaring et Mariano Torcal, qui comparent la situation de la Roumanie actuelle avec celle de la Russie ou du Pérou.[27] Cette volatilité se traduit par un constant réalignement des entités politiques – des partis ou des politiciens – autour des intentions spécifiques du moment, et elle prend de diverses formes de manifestation pragmatique :

- Des scissions à l'intérieur des partis, suivies par la fragmentation des entités politiques ;
- Des fusionnements fréquents des partis politiques dominants avant les élections ;
- Des alliances politiques soumises à un changement régulier, qui ne sont pas fondées sur une base idéologique, mais en fonction des bénéfices prospectifs[28];
- Au niveau des membres de parti, la migration constante des acteurs politiques entre les partis[29], pratique dénommée « pesedizare »[30]

26 Sutour et al., 2011-2012, op. cit.

27 Mainwaring, Scott et Torcal, Mariano « Party system institutionalization and party system theory after the third wave of democratization » dans : *Handbook of Party Politics*, ed. par Richard S. Katz et William J. Crotty, Sage, 2006, pp. 204-227, p. 207.

28 La sociologue roumaine Sandra Pralong estime que les partis politiques sont organisés, dans leur majorité, d'une manière plutôt clientéliste, fait qui se reflète dans une quasi-absence de la doctrine, et dans la prépondérance des intérêts personnels dans la prise de décision interne, en détriment des convictions de parti. Voir Pralong, Sandra, 2003, p. 3.

29 Pralong décrit cette pratique d'achat des positions sur les listes des partis politiques par des individus enfin de devenir des membres du parlement. (Idem, p. 2).

- Au niveau des votants, la mobilisation administrative de l'électorat, phénomène connu en Roumanie sous le terme de « tourisme électorale »[31].

Le rapport « Bertelsmann Transformation Index » (BTI) concluait, en 2006, que les principes et les pratiques d'élections démocratiques ne sont pas entièrement installés ni intériorisés au niveau des partis politiques.[32] Concernant l'instabilité des alignements, les fragmentations et les fusionnements fréquents des partis politiques, Lavinia Betea, professeur en psychologie politique à l'Université d'Arad, décrit l'apparition de nouveaux partis par la fragmentation de ceux déjà existants, « dans le cadre d'un phénomène qui ressemble à la multiplication des organismes primaires »[33]. La psychologue et historienne roumaine Lavinia Betea souligne le primat des leaders politiques sur l'alignement idéologique et la personnalisation de la vie politique dans l'orientation des partis existants, ainsi que dans la création de nouveaux partis[34], perspective partagée par la politiste indépendante Liliana Pop, qui, parmi d'autres, tend à expliquer ce phénomène par l'influence culturelle du passé communiste[35]. Dans ce contexte, une identification de l'électorat avec les partis politiques, encadrée dans la tendance régionale des anciens pays communistes, celle de « socialisation latente reportée de l'ancien

30 Pippidi détaille, pour ce cas, la situation les élections parlementaires de novembre 2000, suite auxquelles environ 20% des maires, élus cinq mois avant pendant les élections locales, ont changé leur affiliation de parti en faveur des partis gagnants des parlementaires ; 82% des maires qui ont changé le parti ont migré vers le Parti Sociale-démocrate (PSD). Le PSD a réussi, ainsi, d'augmenter de 35% pendant les élections locales à plus de 50% après les élections parlementaires. Cette tendance, connue dessous le terme de « peserizare » est le résultat d'une combinaison des récompenses positives avec l'exercice de pression sur les maires, pas encore alignés au parti gagnant. Voir Mungiu-Pippidi, 2006, op.cit., p.6.

31 Dans un entretien pour l'organisation EurActiv, le politiste Cristian Pirvulescu, directeur de l'association Pro-Democratia, signalait, en 2004, l'existence des allégations de fraude électorale, par le biais des autorités locales qui stimulent et incites des parties de l'électorat qui, normalement, n'exerceraient pas leur droit de vote. (Parvulescu, Cristian, « Despite fraud charges, elections will keep Romania on EU track », dans : *euractiv.com*, le 8 decembre 2004. (https://www.euractiv.com/section/enlargement/interview/parvulescu-despite-fraud-charges-elections-will-keep-romania-on-eu-track/).

32 Bertelsman Foundation, *Bertelsman Transformation Index*, 2006, op. cit., p.5.

33 Betea, Lavinia, « Particularités du post-communisme en Roumanie », dans : *Cahier de Psychologie politique. Revue d'information, de réflexion et de recherche*, No. 3, 2003, (http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=1596).

34 Ibid.

35 Pop, Liliana, *Democratising Capitalism ? The political economy of post-communist transformation in Romania, 1989-2001*, Manchester University Press, 2006.

régime »[36], peut créer les conditions qui permettent l'apparition de liens durables entre les partis politiques et les citoyens. Pour la Roumanie, on assiste à la lutte des partis politiques postcommunistes pour la suprématie des cadres d'interprétation du passé[37], dont l'un des exemples principaux avancés par V. Tismaneanu est l'instrumentalisation du passé par le régime Iliescu[38]. Ces « effets culturels pour le postcommunisme » se manifestent, selon L. Pop, dans la fragmentation brutale des affiliations politiques[39], dans la polarisation du système politique[40] et dans la prévalence de la conflictualité, en détriment du consensus[41]. Il faut distinguer ici, entre la conflictualité et la scandalisation de la vie politique quotidienne et les tendances plus larges – décrites en haut dessous le terme « partis de cartel » – qui soulignent un accord tacite entre les acteurs politiques, ou encore l'absence des orientations politiques en fonction des clivages classiques[42]. S. Soare décrit, en ce sens, les types de relations entre les partis politiques roumains comme « une structuration partisane qui valorise ex ante le consensus et ignore, par conséquent, la représentation directe des conflits structuraux »[43]. Parmi les conséquences de cette artificialisation du politique, la politiste retrouve l'amoindrissement des missions classiques des partis politiques, comme celle de la représentation des intérêts de l'électorat, fait qui génère un éloignement de la base de votants, ou celle de la négociation entre citoyens et institutions, résultant dans la création d'un « pseudo-espace » politique et dans l'homogénéisation de l'offre politique[44], par l'auto-référentialité du discours des partis en compétition,

36 Dalton, Russel J. et Weldon, Steven, « Partisanship and Party System Institutionalization », dans : *Party Politics*, Vol. 13, No. 2, pp. 179-196.
37 Voir Pop, 2006, op. cit., p. 9.
38 Tismaneanu, Vladimir, « Démocratie, mémoire et vérité », dans : *La Roumanie face à son passé communiste : Mémoires et cultures politiques,* dir. par Alexandru Gussi, L'Harmattan, 2011, pp. 9-10.
39 Pop, 2006, op. cit., p. 26-27.
40 Idem, p. 34.
41 Idem, p. 57.
42 Par cette terminologie nous nous referons aux clivages identifiés par Lipset et Rokkan pour les sociétés de l'Ouest après la révolution industrielle, concernant les lignes de conflit reflétant les divergences des valeurs et des intérêts entre de divers groupes sociaux. Voir Lipset, Seymour Martin et Rokkan, Stein, « Cleavages Structures, Party Systems and Voter Alignements. An introduction », dans : *Party Systems and Voter Alignements. Cross-National Perspectives*, ed. par Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan, Free Press, 1967, pp. 1-64.
43 Soare, op. cit., p. 85.
44 Idem, p. 85.

entretenue par la haute visibilité et présence dans les médias. L. Betea remarquait, en 2003, cette disparité entre les racines doctrinales des partis roumains et leur implémentation, en concluant que « les partis politiques qui dominent à présent la vie publique roumaine ressemblent peu aux partis politiques propres à la société moderne »[45], constat qui garde encore, selon notre avis, sa validité.

1.2. Les élites politiques

Ces influences du passé et les efforts de sensibilisation de l'électorat envers une certaine interprétation de ce même passé – ensemble avec une configuration constitutionnelle établie par les intérêts des principaux acteurs de la transformation – promeuvent, selon les auteurs que nous avons cités dans le sous-chapitre antérieur, un type d'élite politique portant son activité de campagne en concordance avec des moyens similaires au discours d'avant la fin du communisme et des stratégies d'interactions avec l'électorat proches de l'approche communiste. Cette élite postcommuniste est ensuite caractérisée par nombre d'analystes – mentionnons les politistes états-uniennes A. Gryzmala-Busse et A. Innes – qui soutient que « la stratégie la plus évidente de la compétition des politiciens a été le nationalisme et le populisme, qui a avancé encore les opportunités de la recherche de rente ['rent seeking'] en détriment du bien publique »[46]. Similaires aux observations faites par le chercheur hongrois Elemer Hankiss et la chercheuse polonaise Jadwiga Staniszkis qui voient le processus de conversion des élites communistes de leurs pays surtout par la transformation du capital politique en capital économique, le cas roumain présente les mêmes caractéristiques des élites qui préservent leur statuquo et leur position dominante en relation avec les « nouveaux » entrepreneurs, par la création d'entreprises

45 Betea, 2003, op.cit.

46 Grzymala-Busse, Anna et Innes, Abby « Great Expectations : The EU and Domestic Political Competition in East Central Europe », dans : *East European Politics and Societies*, Vol. 17, No. 1, pp. 61-73, p. 67.

privées « satellite », fonctionnant en coopération étroite avec les entreprises d'État[47].

Compte tenu des activités des élites politiques roumaines au début de la période postrévolutionnaire et de la libéralisation formelle des médias, qui dépendaient toujours du capital financier de l'État, l'analyse de l'impact initial des élites politiques sur la formation de l'opinion publique et ses effets durables sur les avenues médiatiques ultérieures doit être comprise à partir de la genèse d'une nouvelle conscience sociale par l'influence pratiques des élites politique dans la vie des médias. La co-temporalité entre la sortie d'un environnement « à voix unique » et la liberté sentie et mise en évidence par les « nouveaux médias capitalistes » a joué un rôle décisif dans la création « des structures de perception, du champ discursif et des régimes de visibilité du postcommunisme »[48].

Une association directe avec les « visages » qui ont contribué à la fin du communisme et, particulièrement, avec la figure de Ion Iliescu, le leader de la révolution et le premier président de la Roumanie post-1989, a modelé les règles du jeu de l'arène politique et, surtout, les stratégies de campagne électorale[49] et ce, grâce à son discours charismatique, à ses habilités d'organisateur et à sa capacité de détenir « des relations clientélistes basées sur sa propre personne »[50]. Sur les bases de ce modèle mis en avant par Iliescu, L. Betea conclut que les caractéristiques des élites politiques actuelles sont « le manichéisme et la logocratie »[51].

47 Cité selon Grosescu, Raluca, « The Political Regrouping of the Romanian Nomenklatura during the 1989 Revolution », dans : *Romanian Journal of Society and Politics*, No. 2, 2004, pp. 97-123, p. 101.

48 Ţichindeleanu, Ovidiu et Petrovszky, Konrad, « Revolutia televizata : Tranzitia prin satelit si cablu », dans : *CriticAtac.ro*, le 22 décembre 2011 (http://www.criticatac.ro/12581/revolutia-televizata-tranzitia-prin-satelit-si-cablu/).

49 Selon Grosescu, la reproduction de la Nomenklatura roumaine a été facilitée par le soutien populaire accordé aux élites regroupées autour de Ion Iliescu. Voire Grosescu, op.cit., p.122.

50 Gabanyi, Anneli Ute, *Revolutia neterminata*, Edit. Fundatiei Culturale Române, 1999, p. 96.

51 Betea, 2003, op. cit.

1.3. Les relations presse-politique au début des années 1990

Faute de stratégies politiques sur le long terme, les partis politiques sont dédiés, au début de la période postcommuniste, aux stratégies de communication ou bien aux méthodes qui permettent aux acteurs politiques d'impliquer d'emblée les médias dans la prise de position politique. Ce type de relation déséquilibrée entre partis politiques et médias était possible, dans les années 1990, grâce au capital – autant humain que financier – dont bénéficiait la nouvelle force politique établie[52]. Plusieurs chercheurs attribuent les premières démarches d'intimidation à une voix critique de la presse et à ses initiatives pour se distancier du champ politique aux interventions des « anciens sécuristes regroupés et actifs de nouveau, [qui] mettent à la disposition des autorités une arme extrêmement efficace : la désinformation »[53]. Les stratégies pour influencer l'activité des médias au début des années 1990, rendues possibles surtout à cause de la position privilégiée détenue par le parti politique au pouvoir au niveau d'accès aux fonds publiques[54], indiquent une période de socialisation des acteurs dans un environnement permissif aux négociations et ce, sans l'existence d'une période d'accumulation d'un capital professionnel spécifique, au niveau des rédactions. La tendance plus générale et plus durable d'acceptation du compromis et de (re)négociation semble alors être le résultat d'une reproduction des pratiques pendant les premières années de la réorientation des médias. Le fort courant des intellectuels et des journalistes

52 Selon l'historien Marius Oprea, le président du Centre pour l'étude des crimes communistes en Roumanie, la calomnie est devenue une pratique commune au cours des années 1990-1992. « C'est une campagne typique de l'ancien Service « D » (désinformation) de la Securitate, dirigé par le colonel Mihail Stan, promu en 1990 général et adjoint de Virgil Măgureanu, le directeur du Service roumain d'informations. On y reconnaît la méthode classique du régime communiste pour discréditer ses adversaires : vendus aux Hongrois, vendus à la « juiverie », ou bien légionnaires. Peu importe, d'ailleurs, que ces accusations sont parfois mutuellement contradictoires. En plus d'une politique étatiste et d'un subventionnement massif à visées électoralistes, cette technique de dénigrement permet à Ion Iliescu de remporter largement les élections aussi bien en 1990 qu'en 1992 ou 2000 ». Voir : Oprea, Marius, « Vingt ans de transition à la roumaine : des communistes et de Ceausescu à l'OTAN », dans : *Roumanie, vingt ans après : La « Révolution » Revisitée*, ed. par Catherine Durandin et Guy Hoedts, diploweb.com, 1990, pp. 38-47, p.42.

53 Ibid.

54 Veuillez-vous diriger vers le chapitre « Les étapes de l'evolution des medias roumains entre 1990 et 2012 ».

en faveur des modèles de presse anglo-américaine[55], se confronte à une réalité sociale qui est aussi bien structurée par le passé, ainsi que par les *nécessités perçues* du moment. À cet égard, nous pouvons observer un remodelage des pratiques journalistiques qui se retrouve entre le discours hégémonique pro-Ouest et le comportement habituel de l'élite post-transformation. Or, ces pratiques ont pour origine soit les relations presse-politique d'avant 1989, soit les valorisations et les négociations sur la cause et les modèles journalistiques des premières années du postcommunisme, qui ont provoqué un remodelage des stratégies d'interaction entre médias et politique, ainsi qu'entre médias / politique et public / électorat. Même si l'existence des campagnes de « désinformation » ne peut pas être ignorée, pour les premières années après la transformation, il s'agit à présent de modalités plus dissimulées d'exercant de l'influence sur les médias ou de la part des médias, que Pauline Gessant et Ruxandra Ana attribuent à la socialisation continue des acteurs dans un environnement accueillant vis-à-vis des « querelles partisanes et [des] luttes de pouvoir entre les figures politiques rivales »[56]. Parmi les premiers changements sentis par les médias, mis en avant par nombres d'acteurs journalistiques et d'analystes, il faut souligner les formes de dépendance financière – des fonds publiques, ainsi que des investisseurs externes, suite à la libéralisation du marché, comme nous l'avons décrit en haut – qui sont devenues plus nuancées. La critique la plus souvent exprimée par les analystes de la discipline reste l'*instrumentalisation des médias*, rendue possible à cause de la concentration massive du marché médiatique : « la propriété du secteur commercial des médias a été souvent utilisée comme un outil pour atteindre une influence politique. Aujourd'hui, quelques très rares acteurs privés dominent le marché des médias et servent les groupes d'intérêts rivaux autour du Président, du Premier Ministre ou de l'un ou l'autre des partis politiques au pouvoir »[57].

55 Voir le chapitre introductif de ce travail.

56 Gessant, Pauline et Ana, Ruxandra, « Roumanie et liberté de la presse. Rapport « Good Bye to Freedom 2008 », dans : *Le Taurillon - magazine eurocitoyen*, mercredi 20 août 2008 http://www.taurillon.org/Roumanie-et-liberte-de-la-presse.

57 Alina Mungiu-Pippidi « Twenty Years of Postcommunism : The Other Transition », dans : *Journal of Democracy*, Vol. 21, No. 1, pp. 120-127, p. 126.

2. La libéralisation formelle de l'environnement informationnel.

À cette étape de transformation, les médias sont souvent analysés, dans les recherches sur le sujet, comme une entité intermédiaire entre les élites et les citoyens. De cette situation dite idéale des rôles de la presse dans une société en mutation – en charge de transmettre les valeurs vers la population et l'autorité qui peut sanctionner les potentiels dérapages des leaders – jusqu'à la réalité des pratiques journalistiques en Roumanie, le décalage est généralement considéré, par les chercheurs qui ont analysé le phénomène de l'évolution post-communiste des médias roumains, en deçà de l'incapacité du milieu journalistique de se distancier du champ politique. Même si la première loi du secteur audiovisuel, établie en 1994, garantit l'indépendance et l'autonomie de ce secteur, en tant de « service public d'intérêt nationale », A. Pippidi observe que, « puisque les entreprises étaient la propriété de l'État et le gouvernement décidait la valeur de la redevance, les membres du parlement voyait les médias comme 'nationaux' plutôt que 'publiques' »[58].

À l'heure actuelle, le cadre légal dont les médias roumains bénéficient se base sur la loi du secteur audiovisuel (la loi 504/2002), la loi de la radio et de la télévision publique (la loi 544/2004) et le code pénal (de 2014), en charge des diffamations, des insultes, de fausses informations et de tout autre dommage réel et imaginaire pour les individus, l'État, le gouvernement et leurs institutions[59]. Une loi de la presse est toujours inexistante en Roumanie.

Concernant l'efficacité du cadre légal pour réglementer l'environnement des médias, la sociologue Valentina Marinescu constate que les lois roumaines de l'audiovisuel « ont essayé d'offrir une solution à un processus paradoxal : ré-réglementer le système audiovisuel en concordance avec les nouveaux principes d'une économie de marché et du pluralisme politique ; [et] le déréglementer en

58 A. Mungiu-Pippidi, 2001, p. 48.

59 Coman, Mihai, *Press Freedom and Media Pluralism in Romania : Facts, Myths and Paradoxes*, IntellectBooks, 2009, p. 178.

concordance avec les demandes de l'Europe de l'Ouest »[60]. À cet égard, M. Coman reprend les arguments de C. Sparks et A. Reading[61], de S. Spilchal[62] et de P. Gross[63], qui considèrent que l'évolution du cadre législatif des médias roumains a été composé par une « renationalisation » et une « dénationalisation et privatisation », dans la période post-communiste[64].

En même temps, l'existence de ces lois n'entrave pas les interventions politiques dans l'activité des médias, selon A. Pippidi[65]. L'influence du régime autocratique sur le milieu journalistique après 1989 était, selon la politiste, plus fort et plus visible que dans la plupart des pays de l'ancien bloc communiste, en ce qui concerne les expériences de censure des médias, à cause de l'habilité des hommes politiques pour appliquer des pressions sur l'environnement médiatique. Ce processus de « capture des médias » était mis en place en Roumanie afin « d'échanger de l'influence et de manipuler l'information, plutôt que d'informer les publics »[66].

La manière dont les médias et le politique ont été historiquement liés est un des facteurs décisifs pour l'évolution de la presse et l'état actuel de ce milieu professionnel, qui est fortement débattu au niveau international. Les rapports de NiT (Nations in Transit, publié par Freedom House) informent qu'une chute dans la catégorie de l'indépendance des médias, ou une détérioration de l'environnement, a eu lieu dans tous les pays de l'Europe de l'Est[67].

---

60 Marinescu, Valentina, « Normative changes of the Romanian media after 1990 », dans : *The Global Network*, 2001, vol 17, pp. 83-102., selon : Coman, 2009 op. cit., p. 179.

61 Sparks, Colin et Reading, Anna, *Communism, Capitalism and the Mass Media,* Sage Publications, 1998, selon : Coman, 2009, op. cit., p. 179.

62 Spilchal, Slavko, « Imitative Revolutions Changes in the Media and Journalism in East-Central Europe », dans : *Democratization and the Mass Media in Europe and Asia*, Vol. 8, No. 4, 2001, pp. 31-58, selon : Coman, 2009, op.cit., 180.

63 Gross, Peter, *Entangled Evolutions*, The Johns Hopkins University Press, 2002, selon : Coman, 2009, op.cit.

64 Coman, Ibid.

65 Mungiu-Pippidi, Alina, « How Media and Politics Shape Each Other in the New Europe », dans : *Finding the Right Place on the Map*, ed. par Karol Jakubowicz et Miklos Sükösd, Intellect Books, 2008b, pp. 87-101, p. 90.

66 Idem, p.92.

67 Walker, Christopher, *The Authoritarian Dead End : The Arab Spring's Implications for the former Soviet Union*, Freedom House, Nations in Transit, 2011, p. 3 ; similaire : Walker, Christopher et Habdank-Kolaczkowska, Sylvana, *Fragile Frontier. Democracy's growing vulnerability in central and southeastern Europe*, 2012, Freedom House : Nations in Transit.

Nous pouvons observer, au moment de l'analyse, deux évolutions contrastées, mais imbriquées : d'une part, un haut degré de concentration des médias, alimentée par des politiques axées sur le marché et, d'autre part, la réémergence de l'intervention de l'État dans la réforme des médias. Aussi, comme le note M. Coman, « la profession journalistique est devenue de plus en plus divisée entre la conception et la pratiques des barons des médias et celle de la masse des journalistes. L'enthousiasme et la solidarité qui ont marqués les premiers moments de liberté de la presse ont disparus graduellement à cause des luttes pour imposer et assurer le contrôle sur les ressources – matérielles, de pouvoir et de prestige – offertes par le système médiatique »[68].

2.1. La législation sur la propriété de la presse, facteur favorable à la capture des médias

> « La structure de l'actionnariat dans la sphère médiatique en Roumanie se présente comme un cocktail, qui a comme principaux ingrédients des intérêts politiques, des intérêts économiques et des intérêts des services secrets ».[69]

L'analyse de l'existence d'un champ autonome des médias en Roumanie inclut les conditions structurelles qui y sont prescrites, dont la législation spécifique fait partie.

Suite à la crise économique de 2008, les pratiques de la presse ne changent pas uniquement à cause de l'influence des propriétaires des groupes de presse, mais des journalistes en position de force, qui sont plutôt préoccupés à préserver leur statuquo et leurs privilèges économiques. Un nombre élevé de cas est signalé dans plusieurs enquêtes et rapports sur l'activité des médias, où le contenu des médias est manœuvré par des intérêts des personnes qui détiennent des positions importantes dans les médias. Un de ces cas publics implique Bogdan Chireac, ancien rédacteur en chef adjoint du quotidien « Gandul », à la fin des années 2000,

68 Coman, 2009, p. 182.
69 Passage paru dans un rapport de l'Ambassade des États-Unis à Bucarest, de juin 2015.

qui a été considéré comme responsable dans l'utilisation de ce journal destiné à promouvoir les produits d'une compagnie de défense (Motorola), avec laquelle sa propre compagnie déroulait des contrats[70]. Nous nous trouvons ici devant un double conflit d'intérêts, qui montre la vulnérabilité des médias : à la fois la soumission aux pressions des compagnies qui investissent l'argent pour la publicité et, dans ce cas, le favoritisme subsumé, ainsi que le cynisme de ce journaliste dominant qui instrumentalise ses médias, afin d'obtenir des bénéfices personnels.

Autrement que ces situations ponctuelles, mais fréquentes dans la vie quotidienne de la presse roumaine, nous voulons insister, dans ce sous-chapitre, sur le contexte légal qui contribue – ou même stimule – ces types de négociations et de compromis entre les représentants de la presse et ceux du champ politique ou économique.

Les relations presse-politique en Roumanie se situent souvent à la limite de la légalité, fait dont témoigne le grand nombre de cas de corruption impliquant des propriétaires de médias et / ou des politiciens. Dans ce contexte, presque tous les propriétaires des groupes de presse ont été condamnés pour des actes de corruption. Dan Voiculescu, l'ancien président du Parti Conservatoire et propriétaire du groupe de presse Intact Media Group – auquel la chaîne d'information « Antena 3 » appartient – est en prison depuis 2013 pour abus de pouvoir et corruption[71] ; Sorin Ovidiu Vîntu, ancien propriétaire de la chaîne d'information Realitatea TV et premier propriétaire du groupe de presse Realitatea-Catavencu, qui détenait plusieurs quotidiens, chaînes de radio et de télévision, ainsi qu'une division internet, était en prison entre 2010 et 2014 pour détournement de fonds et corruption ; Dan Adamescu, qui détenait le quotidien « Romania Libera » était en prison pour des délits de corruption. Si, pour le

70 Chirieac, Bogdan, « Afaceri de zeci de milioane de euro de la bugetul statului », dans: *Institutul pentru Cercetari Politice*, le 17 aout 2010 (http://icp.org.ro/afaceri/bogdan-chirieac-afaceri-de-zeci-de-milioane-de-euro-de-la-bugetul-statului.htm).

71 Cozmei, Victor et Dinu, Carla, « Dan Voiculescu a fost condamnat la 5 ani de inchisoare cu executare. Prejudiciul de recuperat : peste 60 milioane de euro. Sentinta nu este definitiva », dans: *Hotnews.ro*, le 26 septembre 2013 (http://anticoruptie.hotnews.ro/stiri-anticoruptie-15654066-tribunalul-bucuresti-putea-pronunta-joi-sentinta-dosarul-lui-dan-voiculescu-privind-privatizarea-ica.htm).

dernier, nombre de politiciens étaient impliqués dans son affaire pénale, un autre magnat, Sebastian Ghita, député du Parti Social-démocrate et propriétaire de la chaîne d'information RomaniaTV, également poursuivi par la justice, ainsi que Voiculescu, étaient également membres de la coalition politique au gouvernement, entre 2012 et 2014.

L'une des modalités les plus visibles servant à influencer le contenu des nouvelles par des politiciens est représenté par « l'achat du silence des médias ». Plusieurs cas publics illustrent l'intervention des politiciens sur le contenu des nouvelles à leur compte, processus qui est souvent le résultat d'une négociation, normalement avec des bénéfices pécuniaires à l'adresse des médias ou des journalistes impliqués. Dans une investigation de corruption récente, les procureurs ont constaté que deux politiciens ont payé des « frais de protection »[72] à deux chaînes télévisuelles – Romania TV et B1 TV, chaînes qui se trouvent dans le top cinq d'audience au niveau national. Un cas similaire, qui implique également « Romania TV » et un politicien poursuivi pour des délits de corruption, ainsi qu'une personne d'un service secret (le « service d'intelligence interne »), dévoile la pratique consistant à « demander » du sponsoring aux entreprises médiatiques.

Prenant en compte l'influence des institutions de l'État, il semble qu'il y ait peu de sauvegardes contre la capture des médias par les politiciens, notamment par le moyen d'achat direct. La législation relative à cet aspect se limite à stipuler « qu'aucune position dominante dans la formation de l'opinion publique » ne doit être atteinte. Suite à cette situation légale, un rapport du département d'État des États-Unis conclut que « des hommes politiques et des personnes ayant des liens étroits avec des politiciens ou des groupes politiques, ont été les propriétaires où ils ont indirectement contrôlé de nombreux médias au niveau national ou local. Les nouvelles et la tonalité éditoriale de ces entreprises médiatiques reflètent

72 Selon l'article paru à *hotnews.ro*, consulté en juillet 2015: http://www.hotnews.ro/stiri-politic-20249954-cine-este-vlad-moisescu-omul-acuzat-procurori-dosarul-chiliman.htm.

souvent les opinions des propriétaires »[73]. Les deux plus grandes chaînes de TV, en termes d'audience, « Antena 3 » et « Romania TV », appartiennent aux politiciens (Voiculescu et Ghita, tous les deux politiciens de la coalition gouvernementale). Une étude récente du Centre pour Journalisme Indépendant montre qu'environ 40% des télévisions sont affiliées politiquement, soit directement, par leurs propriétaires, soit par des directeurs éditoriaux[74].

Dans ce sous-chapitre, nous allons analyser la législation régissant le milieu journalistique, en se concentrantsur ce que stipule la structure de la propriété. Conformément à la loi de l'audiovisuel (la loi 504/2002), la structure de propriété des radios et des chaînes de télévision doit être déclarée au « Conseil National de l'Audiovisuel » (CNA). La structure de propriété des journaux doit être déclarée au « Registre National du Commerce » (RNC). Même si les demandes de déclaration de propriété, sont assez claires, la structure de propriété reste souvent opaque, notamment parce que les propriétaires sont souvent et seulement les propriétaires formels et qu'ils servent de tirelire pour les autres politiciens ou hommes d'affaires[75]. Il semble alors pertinent de se concentrer plus en détails sur la législation spécifique de la propriété des entreprises médiatiques.

Comme stipulé dans la loi 504/2002, le CNA doit être informé sur des personnes ou d'autres acteurs économiques qui acquièrent 10% ou plus des actions de la société, et / ou des droits de vote dans des entreprises auxquelles une licence audiovisuelle à été accordée. Pour les actionnaires qui détiennent plus de 20% des actions, cette information doit être à la disposition du public. En dehors des implications fiscales ou des effets sur les demandes de transparence de cette règle, elle permet également au CNA de sauvegarder le pluralisme et la diversité des médias. Par conséquent, le Conseil peut déterminer si un propriétaire pose un risque pour la pluralité dans la sphère médiatique, par la création d'un/ des

73 Conformément au rapport d'U.S. Department of State, Bureau of Democracy, « Human Rights and Labor : 2012 Human Rights Report : Romania », dans : *Country Reports on Human Rights Practices for 2012*, p. 9.

74 Selon le rapport « Starea sectorului mass-media din Romania in 2014 » (l'état du secteur des médias en Roumanie en 2014), réalisé par le Centre pour Journalisme Indépendant.

75 Selon l'étude réalisé par les analystes Preoteasa, Manuela et Schwartz, Andrei, *The men who bit the (watch) dog. Report on media ownership patterns in post-communist Romania*, Center for Media Transparency, 2015 (http://transparencycentre.org/pdf/report.pdf).

monopole(s) dans la formation de l'opinion publique, ou par l'obtention d'une position dominante dans la formation de l'opinion publique :

> « En vue de protéger le pluralisme et la diversité culturelle, la concentration de la propriété et de l'extension de l'audience dans le domaine de l'audiovisuel sont limitées à des dimensions assurant l'efficacité économique, mais sans générer de positions dominantes dans la formation de l'opinion publique ».[76]

Le seuil pour une telle « position dominante dans la formation de l'opinion publique » est placé à 30% et cette position est définie comme suit : « Une personne physique ou morale est considérée détenir une position dominante dans la formation de l'opinion publique, dans le cas où la côte moyenne des services détenus dépasse 30% du marché pertinent. »[77]. La règle prévoit également une clause de népotisme, lorsqu'il affirme que les relations de la famille seront soumises à la procédure d'évaluation. Afin d'évaluer si un acteur individuel ou économique occupe une position dominante dans la formation de l'opinion publique, le CNA effectue tous les quatre ans des études de marché, réalisées par « une institution spécialisée »[78]. Le Conseil peut également initier la procédure pour l'évaluation d'une position dominante dans la formation de l'opinion publique au cas où « il y a des raisons sérieuses de croire que la position dominante peut avoir été atteinte »[79]. Dans le cas où le CNA établit qu' « une personne physique ou morale détient une position dominante dans la formation de l'opinion publique qui a dépassé le taux accepté », ce qui signifie que la part de ses services de marché a dépassé 30% du marché relevant, le CNA convoque ces diffuseurs, comme l'affirme l'article 46/1 de la même loi[80]. Si le taux établi n'est pas atteint et qu'il continue d'être dépassé – déterminée par une nouvelle évaluation – à la fin de la période de convocation, la retrait de la licence de l'audiovisuel à la suite d'une

76 Loi 504/2002 art. 44.
77 Loi 504/2002 art. 44/5.
78 Loi 504/2002 art. 45/1.
79 Loi 504/2002 art. 44/9.
80 Loi 504/2002 art. 46/1.

violation des règles[81], peut être effectué.[82] Une deuxième instance est impliquée dans l'évaluation de conformité avec les règles, le « Conseil de la Concurrence », qui a pour principal foyer l'identification des pratiques anticoncurrentielles. Les informations sur la structure de propriété d'une entreprise, ainsi que sur ses actionnaires nominatifs sont également accessibles dans le « Bureau National du Registre Commercial ». Les documents et les informations sont publiés dans le journal officiel et ils peuvent être acquis via des demandes formelles et informelles.

La législation roumaine n'a pas de limitations spécifiques sur la propriété de la presse écrite, mais pour tous les trois secteurs de la sphère médiatique – presse écrite, télévisuel, radio – la loi générale de la concurrence[83] s'applique, ainsi que la loi des sociétés commerciales[84], qui impose un catalogue de règles concernant la transparence.

En dehors des autorités publiques, nombre d'acteurs sociétaux, comme des organisations issues de la société civile, contribuent à surveiller le respect de la législation concernant la structure de propriété (comme, par exemple le « Centre pour le Journalisme Indépendant »). Mais des études ou des rapports sur ce sujet ne sont pas réalisées régulièrement. Le « Mediaindex », réalisé par le « Centre pour le Journalisme Indépendant » est une étude d'envergure, ayant pour but de comprendre les structures de propriété, mais sa dernière version remonte à 2006.

Dans la pratique, les sanctions ne sont pas entièrement efficaces et le mécanisme de vérification est imparfait. L'enregistrement d'un prestataire de diffusion (ou de toute autre entreprise) avec le nom de quelqu'un d'autre est une pratique courante pour contourner le régime de propriété des médias. Ainsi, nombres d'entreprises médiatiques sont structurées d'une manière qui essaye d'éviter la législation. Le problème semble être plus lié à l'inefficacité de la mise en œuvre des clauses de népotisme. La question « à qui appartient effectivement » un groupe de médias est beaucoup moins claire que les dispositions mentionnées

81 Loi 504/2002 art. 57/1.
82 Loi 504/2002 art. 46/3.
83 Voir Loi 21/1996.
84 Voir Loi 31/1990.

en haut pourraient suggérer, suite à la faible qualité et fiabilité des procédures de vérification.

2.2. Les contrats de travail des journalistes

Depuis le début de la crise financière de 2008, plus de cinq milles professionnels de la presse ont perdu leur travail, et trois mille ont changé le domaine d'activité, dans un marché de travail qui comptait, en 2014, entre 22 et 25 milles personnes[85]. La détérioration des conditions objectives de travail – une situation économique, ainsi que sociale – est influencée par plusieurs facteurs qui concurrent à la précarisation : les contrats de travail défavorables, la rémunération en baisse continue, avec la plupart des journalistes obligés d'accepter des statuts d'autoentrepreneurs, ou signer des contrats de droits d'auteur, vulnérabilise les journalistes. De nombreux journalistes (environ 80% des journalistes interviewés) témoignent qu'ils sont majoritairement payés en droits d'auteur, sans aucune protection légale de la part des employeurs. Ce sous-chapitre a donc pour but d'analyser l'influence des contrats de travail sur les marges de manœuvre des journalistes dans leurs rédactions, avec pour hypothèse que ces contraintes internes constituent une limitation de la capacité des acteurs à exercer leur métier.

Une analyse plus profonde des procédures d'embauche d'un journaliste dans une rédaction roumaine nous montre le caractère arbitraire de la prise de décision. Même si le contrat collectif de travail au niveau des médias stipule que l'embauche est faite, principalement, par concours ou par examen[86], la plupart des histoires des journalistes nous suggèrent que les relations informelles et le cercle de connaissances sont des critères plus influents dans la décision d'embauche. Souvent, les journalistes déclarent qu'ils ont acquis leur poste par l'entremise des amis qui travaillaient déjà dans la rédaction respective : « je suis arrivé à

85 Selon une étude de MediaSind, basée sur les données de l'Institut National de Statistique (INS).

86 Conformément à une analyse du contrat collectif de travail pour les journalistes, faite en 2008 par l'analyste Enache, Mihaela, *Ghidul drepturilor salariatului pentru ziarişti*, ActiveWatch Romania, 2008 (http://www.activewatch.ro/Assets/Upload/files/ghidul%20drepturilor%20salariatului%20pentru%20ziaristi%20web.pdf), consulté en mai 2013.

Cotidianul grâce à un ami qui m'a recommandé » ou « quelqu'un m'a appelé et m'a dit qu'il y a un poste ouvert à *Realitatea* », sont des récits fréquemment rencontrés au cours de cette recherche. Cette procédure subjective d'embauche n'est pas limitée à un certain type de médias, mais elle est caractéristique à tous les secteurs de la presse, créant un cadre d'embauche dominé par l'existence des réseaux informels.

Une fois entrés dans le milieu de travail, les conditions contractuelles n'assurent pas la sécurité de l'embauche : la grande majorité des journalistes ont des contrats de travail sur la somme minimale acceptée par le code du travail – environ 250 euro par mois – tandis que la plus haute partie de la rémunération est payée sur la base de contrats de droits d'auteur. Même si le salaire d'un rédacteur ou d'un reporteur peuvent arriver, ainsi, à des sommes d'environ 800 euro par mois (trois fois plus que le salaire moyen en Roumanie),

Selon une étude de *Active Watch*, les contrats de droits d'auteur ont comme objet la cession des droits patrimoniaux des produits éditoriaux que le journaliste va élaborer au moment de la signature du contrat et jusqu'à sa fin – normalement, ces contrats sont faits sur une période déterminée[87]. Conformément à l'article 41 de la Loi 8/1996, la cession des droits patrimoniaux sur les futures œuvres intellectuelles est considérée nulle[88]. Dans ce contexte, la capacité de l'employeur à résilier les contrats des droits d'auteur leur permet de détenir une influence considérable dans la rédaction. Un cas exemplaire de cette situation a été constaté à l'intérieur d'une chaîne de télévision commerciale (*Realitatea TV*), quand l'organisation des reporteurs du département des nouvelles a protesté contre l'intention de l'employeur de réorganiser le département. La réaction de l'employeur était d'annuler la plupart des contrats de travail et de résilier les contrats de droits d'auteur. Après des pressions exercées par la fédération syndicale, l'employeur a accepté d'invalider la décision de licenciement, mais il n'a pas accepté d'annuler la résiliation des contrats des droits d'auteur. Dans la mesure où le salaire du contrat individuel de travail a une valeur égale au salaire

87 Idem, p. 128.
88 La loi 8/1996, article 41, deuxième paragraphe.

minimum agrée en Roumanie, les journalistes se sont trouvés en situation de recherche d'un nouveau poste. Ces tactiques des employeurs, devant lesquelles les journalistes n'ont aucun type de protection légale, sont une des mesures qui assurent le contrôle dans les rédactions, avec les employeurs toujours en position de force.

L'explication donnée par les journalistes pour l'acceptation de ces conditions d'embauche est que cela leur permet, même pour une période limitée, « d'avoir un style de vie décent, de ne pas embrasser la précarité absolue. En plus, tu n'as pas vraiment le choix. Le fait que nous sommes tous remplaçables, que les décisions d'embauche ou de licenciement sont arbitraires ne te laisse pas trop de choix, si tu veux pratiquer ce métier », affirme un journaliste d'une télévision bucarestoise.

Un autre journaliste considère que c'est aussi une situation perpétuée à cause de la vulnérabilité des journalistes devant les propriétaires, et accuse la communauté des journalistes de se contenter de ses bénéfices matériels :

> « En ce qui concerne le salaire minimum, c'est une blague. La plupart des journalistes reçoit le gros sur les droits d'auteur, ce qui n'a aucun lien avec la législation du droit de travail. Quant aux ingérences éditoriales sur la liberté d'expression des journalistes, permettez-moi de rire. Les journalistes sont profondément soumis à ceux qui leur filent de l'argent ».[89]

Une autre dimension du rapport de forces déséquilibré qu'il y a en faveur de l'employeur dans les relations de travail avec les journalistes est le conditionnement de la continuation des activités journalistiques dans la rédaction respective et ce, par l'obtention de contrats de publicité. A défaut de l'accord pour obtenir de la publicité, des attributions qui ne sont pas inclues dans le contrat individuel de travail, ou dans la fiche du poste, les journalistes sont souvent menacés d'être licenciés. Dans certains cas, l'employeur impose même l'obtention d'un contrat de publicité d'une certaine valeur, qui peut couvrir son salaire et les impôts :

89 Entretien de mars 2010.

> « Il faut toujours être conscient de qui te paye les salaires. Chez nous, c'était une pratique commune d'aller aux entretiens avec des sources, des potentiels investisseurs et de négocier des parrainages. À la fin, je le trouve même raisonnable. Je faisais ma documentation, l'entretien découlait selon les règles, je ne faisais du mal à personne si je posais une question dans ce sens », affirme un reporteur sur médias et publicité à une revue de la société de presse Realitatea-Catavencu. [90]

Le fait que les journalistes intériorisent la logique commercialiste de l'entreprise de presse constitue une autre limitation de leur autonomie et intervient dans la représentation qu'ils ont de leur travail quotidien et de leurs tâches spécifiques, qui ne correspondent plus aux définitions classiques du travail journalistique, telles qu'ils le revendiquent pour leur activité[91]. Le résultat d'une telle pratique se traduit par une superposition des impératifs économiques sur les démarches rédactionnelles.

2.3. Le rôle des syndicats et des associations professionnelles pour la protection des journalistes.

Comme indiqué en haut, le nombre estimé des journalistes compte environ 25 000 personnes. Selon l'étude menée par Alexandru Ulmanu pour le Centre Européen de Journalisme[92], la majorité des journalistes n'est pas affiliée à un syndicat ou une association professionnelle. Pourtant, le directeur du syndicat de la presse MediaSind, Cristi Godinac, indique qu'ils représentent neuf mille personnes qui travaillent dans les médias, dont environ 7 000 sont des

90 Entretien d'aout 2009.

91 Veuillez-vous diriger vers le chapitre III de la première partie, intitulé « La perception de la profession et des rôles et dans les rédactions roumaines ».

92 Ulmanu, Alexandru Bradut, « Media Landscapes : Romania », dans : *European Journalism Centre*, 2014 (http://ejc.net/media_landscapes/romania), consulté en juin 2014.

journalistes[93], même si nous avons réussi àidentifier uniquement 300 membres individuels. Selon Godinac, le syndicat a contribué, en quelque sorte, à la réglementation du milieu journalistique par la signature du contrat collectif de travail, en 2004 :

> « À partir de 2001, quand on a fondé, avec quelques journalistes courageux, le Syndicat des Journalistes Professionnels, nous avons essayé de négocier avec le patronat quelques règles et droits dont notre profession n'avait jamais bénéficié. Après, en 2004, nous avons réussi la création de l'Union Syndicale MediaSind, avec des collègues de la radio et de la télévision publique et avec ceux de la presse privée. Après des luttes féroces, nous avons négocié et signé le contrat collectif de travail des médias. Ce document contient aussi le code déontologique du journaliste, qui inclut la clause de conscience disant que « tout journaliste peut refuser d'écrire ou de participer à un article si c'est contraire à la déontologie professionnelle ou à sa propre conscience. »[94]

Contrairement à ces déclarations, uniquement 10% des journalistes interviewés font partie d'un syndicat, et leur confiance dans la capacité d'un tel organisme qui permettrait de créer de la pression au niveau du patronat est très limitée, car « la plupart des groupes de médias continue à rédiger les codes de conduite dans les rédactions, sans que les syndicats ne puissent intervenir », comme l'indique Manuela Preoteasa, la directrice de Euractiv, une organisation qui fait la surveillance des pratiques des médias en Roumanie[95].

Le coordinnateur du projet FreeEx, l'analyste des médias Razvan Martin, considère lui aussi que les associations professionnelles et les syndicats ne représentent pas les intérêts des journalistes « soit parce qu'ils sont très restreints,

93 Selon Sindicatul Român al Jurnaliştilor MediaSind (http://www.mediasind.ro/despre-noi), consulté en juin 2014.
94 Cristi Godinac, le directeur de MediaSind, dans une déclaration publiée sur le site du syndicat.
95 Entretien effectué en janvier 2010.

avec peu de membres, soit parce qu'ils ont généralement un agenda politique »[96]. Quant aux journalistes, ils associent les syndicats avec les intérêts du patronat, ou des élites de la presse, comme l'indique Sidonia Bogdan, journaliste à *Romania Libera* :

> « Une association active des journalistes serait nécessaire, pour prendre position contre les dérapages tellement fréquents de la presse. Je ne parle pas d'un syndicat, ce serait une perte de temps, du moment où les journalistes sont embauchés sans bénéficier d'aucun droit, mais au moins une association, avec un site web qui centralise les problèmes de la communauté, qui publie des communiqués, des éditoriaux, des entretiens sur ce sujet. Une association pour les journalistes, par pour les stars de la presse ».[97]

M. Coman considère que la plupart des journalistes est devenue dépendante des décisions d'un groupe de leaders sans être protégée par une législation cohérente, par des règles professionnelles, par des associations fortes ou des syndicats, ou par des traditions culturelles qui renforcent le respect des compétences professionnelles[98]. Aussi, le discours des personnes en position de force n'est pas cohérent avec la position et les stratégies qu'ils imposent ou avec les valeurs de la communauté professionnelle[99].

Un autre aspect est mis en avant par Ioana Avadani, qui voit un problème dans l'incapacité de la communauté des journalistes à établir, pour elle-même, une autorité professionnelle et morale incitant les acteurs à s'impliquer contre les abus. L'activiste explique que les démarches du Centre pour le Journalisme Indépendant permettant de convaincre les journalistes de se mobiliser se sont heurtées à un manque de volonté des personnages visibles de la presse prennant position et surtout agissant en groupe. Le manque de solidarité et de confiance entre les

96 Dans un entretien effectué en juin 2013.
97 Ibid.
98 Coman, 2009, op. cit., p. 182.
99 Ibid.

membres de la profession sont les deux problèmes de l'intérieur qui bloquent la formulation collective des revendications envers les décideurs :

> « Il m'était très clair que nous n'allions jamais réussir à trouver au moins cinq personnes sur lesquelles toute la communauté se mettrait d'accord pour qu'ils représentent une autorité morale, afin d'introduire dans les rédactions des codes déontologiques. Je me suis dit, OK, il faut peut-être insister sur l'autorité professionnelle. Ça n'a pas marché non plus. Alors j'ai essayé de construire sur les mécanismes d'autoréglementation des rédactions, où la structure hiérarchique est déjà établie et acceptée, un modèle peu fréquenté dans la presse roumaine, celui de l'autorité professionnelle externe à la hiérarchie. Mais jusqu'à maintenant, ils ne se sont mis d'accord sur rien ».[100]

Le Club Roumain de Presse (CRP), une organisation qui rassemble les patronats de la presse, n'a pas réussi non plus à réunir les journalistes autour d'un système de valeurs commun, qui puisse mener à une convergence des revendications. Un des anciens directeurs du CRP, Cristian Tudor Popescu, explique les mécanismes de fonctionnement de cette institution, qui se base sur des contributions financières des associations patronales :

> « Il n'a a plus de communauté des journalistes, elle est déstructurée. Il y en a eu, je ne sais pas si elle était consolidée, dans les années 1990 et jusqu'au moment où j'ai démissionné le Club Roumain de Presse en 2007 – en fait, à la fin de 2006, mais je suis resté encore pour une année, à la demande de mes collègues, afin d'assurer la transition. La transition vers quoi ? La transition vers le néant, parce que rien s'est passé ensuite. C'était précisément la raison pour laquelle j'ai démissionné, parce que cette organisation n'avait plus aucun sens, je ne pouvais plus rien imposer de nature déontologique, parce que le contrôle du Club était déjà détenu par les patrons – ces mecs, Voiculescu, Vîntu, Patriciu. Que peut-on dire à un tel personnage qui s'appuie sur un milliard euro ? Qu'il y a des règles, qu'il

100 Avadani, dans l'entretien avec l'auteur.

> y a une éthique du travail ? Leur réponse était du genre "laisse tomber, je paye mes employés donc la déontologie n'a plus sa place ici, tu peux te la mettre où tu veux". C'était ça le problème et alors je n'ai plus trouvé de sens d'y rester, car l'installation s'écroulait avec ou sans moi ».[101]

Un autre élément qui contribue à cette déstructuration de la communauté des journalistes est qu'ils s'assument, souvent, les animosités entre leurs patrons. Le clivage entre les institutions de presse, la conflictualité existante entre les rédactions, mènent, selon C. T. Popescu, à un environnement où les journalistes sont plutôt préoccupés par leur propre trajectoire professionnelle, ils ne communiquent et ne négocient pas entre eux, fait qui rend leur capacité de s'organiser et de se mobiliser ensemble presque impossible. Selon Popescu, plutôt qu'agir ensemble, les journalistes préfèrent se délégitimer ensemble avec l'idée de consolidation d'un groupe professionnel :

> « J'étais à la rédaction d'*Evenimentul Zilei* et j'ai parlé avec tout le monde. Je leurs ai dit « j'ai réussi de faire le CRP asses fonctionnel. Ne le détruisez pas, vous pouvez prendre le contrôle et je vais vous supporter. Mais ils n'étaient pas intéressés. Je me rappelle ce que monsieur Turturica avait dit : "Peut-être que les journalistes ne sont pas intéressés d'avoir une organisation. Peut-être qu'ils se sentent bien comme ça, chacun dans sa cour, avec son patron. Chacun fait son boulot et il prend son argent". C'était ça l'histoire, le manque d'esprit professionnel, de solidarité et de confrérie des jeunes journalistes ».[102]

En conclusion, selon ces récits, la loyauté envers la rédaction et la société de presse priment devant la solidarité entre les journalistes. La manière dont les insatisfactions des acteurs sont exprimées ne se fait pas par l'entremise ou à l'aide des syndicats et des associations professionnelles, mais dans leurs contenus rédactionnels, qui fonctionnent comme des entités séparées, souvent aux intérêts divergents. Cette perspective divisée pose obstacle à la consolidation du champ

101 Entretien avec Cristian Tudor Popescu, décembre 2009.
102 Ibid.

journalistique, car la conscience de l'agir ensemble est limitée au cadre formel d'organisation.

3. La professionnalisation des journalistes – une contrainte artificielle ?

Globalement, le journalisme est un domaine instable, fait reflété par les conditions d'emploi, souvent précaires. Parmi les journalistes interrogés, cette tension est aussi évidente, entre eux, et par rapport à leur propre expérience et à la tradition professionnelle qu'ils indiquent.

Le faible niveau de formation des acteurs – avec des journalistes qui ont majoritairement appris leur métier sur le tas et qui font partie d'une population hétérogène, avec des habitudes, des attitudes et des définitions professionnelles contrastantes – combiné avec un faible niveau de salaires et des contrats instables, mènent à une précarité des journalistes dans leurs médias, suite à l'interchangeabilité des acteurs dans un marché de travail trop ouvert.

En Roumanie, l'accès à la profession journalistique ne demande pas des conditions spécifiques d'éducation ou d'expérience professionnelle. Le seul code éthique existant, adopté en 2009 par plusieurs groupes de médias, des organisations non-gouvernementales et des organisations régulatrices, définit le journaliste roumain comme « la personne en charge de la collecte, la photographie, l'enregistrement, l'écriture, l'édition ou la publication d'informations sur les événements publics locaux, nationaux et internationaux, dans le but de diffusion publique, qui gagne sa vie, dans des proportions importantes, de cette activité »[103].

En outre, une version précédente du Code déontologique, adoptée en 2004 par le Club Roumain de Presse[104], stipule qu'« un journaliste professionnel est la personne dont la principale occupation rémunérée est l'activité dans le domaine des médias, titulaire d'une carte de presse reconnue par l'une des organisations

103 Conformément à l'Article 1, paragraphe 1 du Code d'Éthique Unique, de 2009.

104 Cette organisation, existante en Roumanie depuis 1994, est le représentant des propriétaires ou des gestionnaires des médias importants, qui a agi principalement comme un représentant des intérêts des organisations de médias plutôt que ceux des journalistes.

professionnelles » ou « tout journaliste, rédacteur, photographe, illustrateur, secrétaire de presse ou éditeur d'un département, rédacteur en chef ou directeur adjoint d'une publication, une chaîne de radio ou de télévision, actif dans la presse pour une période minimale d'un an (période représentant le stage dans cette activité) »[105].

Selon l'analyste Cristian Ghinea, auteur de l'étude « Politiques des médias et pratiques réglementaires dans un ensemble de pays européens sélectionnés, l'UE et le Conseil de l'Europe : Le cas de la Roumanie » de 2010, en Roumanie « il n'y a pas d'obstacles formels pour devenir journaliste. Une des associations connues des journalistes a discuté de la possibilité d'exiger des licences pour entrer dans la profession, mais l'idée a été abandonnée »[106]. Argument élaboré aussi par M. Coman, qui considère le groupe professionnel comme généralement hétérogène dans l'origine sociale, l'éducation, les convictions politiques et la performance professionnelle : « entre le dilettantisme et le quasi-professionnalisme exposé par les journalistes, le journalisme pratiqué est divers, pour dire le moins. Le mécanisme par lequel les journalistes sont employés, les procédures pour le licenciement ou la promotion d'un journaliste ne sont pas soumises à des réglementations transparentes ; ni les associations professionnelles des médias, ni le management n'ont fait quoi que ce soit pour institutionnaliser les mécanismes d'accès ou d'exclusion du journalisme »[107].

En ce qui concerne le niveau d'éducation des journalistes roumains, selon l'étude MediaAct, publié par FJSC[108] en 2012, la plupart des journalistes ont un diplôme universitaire (88 pour cent), ne se spécialisant pas nécessairement dans les zones du journalisme ou dans des domainex connexes; moins d'un quart ont une éducation non formelle dans le journalisme et environ 30% des participants de

105 Selon l'Article 4 du code déontologique.

106 Ghinea, Cristian et Mungiu-Pippidi, Alina, *Politiques des médias et pratiques réglementaires dans un ensemble de pays européens sélectionnés, l'UE et le Conseil de l'Europe: Le cas de la Roumanie*, mediadem, 2010, ch. Journalists' background and education, article lu le 22 octobre 2011 sur http://www.mediadem.eliamep.gr/wp-content/uploads/2010/05/Romania.pdf

107 Coman, Mihai, *Press Freedom and Media Pluralism in Romania : Facts, Myths and Paradoxes*, IntellectBooks, 2009, p. 181.

108 La Faculté de Journaliste et des Sciences de la Communication.

l'échantillon n'ont aucune formation d'éthique journalistique ou ne se souviennent pas avoir participé à de telles activités.

Dans une étude rédigée par M. Coman dans un volume édité par Peter Gross, il fait valoir que « les représentants de la profession ont été en mesure de configurer leur propre culture professionnelle parce qu'ils ont obstinément maintenu un système de sélection basé sur des complicités et des relations clientélistes qui ont conduit, à leur tour, à la fragmentation sociale, culturelle et démographique de l'organisme professionnel des journalistes. Ces nouveaux journalistes viennent de toutes les classes sociales, avec une grande variété de préparations académiques ou non académiques »[109].

Aussi, la sociologue des médias Raluca Petre stipule que « tandis que les soi-disant journalistes ont été soigneusement sélectionnés, formés et observés pendant le communisme, faisant partie de l'élite avec des liens étroits avec le Parti communiste, la chute du communisme a entraîné une nouvelle génération très inexpérimentée. Les représentants des journalistes communistes ont continué à activer dans le domaine journalistique, mais ils ont vite été dépassés en nombre par les nouveaux arrivants dans le domaine. En outre, la légitimité des anciens journalistes a été fortement ébranlée. Quand bien même, de nouveaux modèles de journalisme ne sont pas encore disponibles ou institutionnalisés »[110].

L'entrée dans le journalisme, pour la plupart des acteurs de ce domaine, était faite, en une grosse mesure, sans la conscientisation des rôles sociaux qu'implique cette profession. Tout au long de la période post-communiste, la sélection des journalistes a impliqué plutôt l'appétit de ceux-ci pour l'écriture et pour l'intégration dans ce domaine, que des critères objectifs, basés sur leur spécialisation ou sur leurs connaissances spécifiques. Peu instruits dans la compréhension du journalisme, peu entraînés dans la poursuite des informations et dans la déconstruction de la propagande, ces acteurs se sont montrés très fragiles

109 Coman, Mihai, « Postface », dans : *Mass media și democrația în țările Europei d'Est*, éd. par Peter Gross, Polirom, 2004, p. 246.

110 Petre, Raluca, *Journalism in Times of Major Changes ; Critical Perspectives*, tritonic, 2012, p. 12-13.

dans l'accomplissement de leurs tâches qui était de rechercher et de transmettre aux publics des informations impartiales.

La socialisation des journalistes s'est déroulée au fur et à mesure de l'évolution générale de l'environnement social. Selon les histoires des journalistes interviewés, posséder un capital de connaissances spécifiques n'était jamais une des conditions d'embauche. Aussi, dans de nombreux cas, les décideurs dans les rédactions préfèrent embaucher des gens qui n'ont pas fait d'études spécifiques de journalisme. Durant les premières années de journalisme commercial en Roumanie, les journalistes ont appris le métier en l'exercant, et très peu parmi eux peuvent dire qu'ils l'ont étudié en dehors de la rédaction :

> « À l'époque, seul celui qui ne voulait pas être journaliste ne l'était pas. J'ai migré de l'ingénierie au journalisme en deux jours, littéralement. Vendredi, j'ai entendu que Mediafax existait, lundi je suis allée à l'entretien et mercredi j'étais embauchée », se rappelle Ioana Avadani.[111]

La vocation apparaît, dans la majorité des cas, comme la principale motivation au moment de choisir le journalisme en tant que profession, même si leur formation professionnelle était complètement différente. Le journaliste d'investigation Liviu Avram a débuté dans la presse pendant ses études dans une faculté polytechnique, peu avant la chute du communisme. Il décrit la première période de son activité journalistique comme « son passe-temps favori » :

> « Le travail dans la presse a commencé, pour moi, en 1987, comme une modalité de passer mon temps libre autrement que dans un bar dansant. Je l'ai trouvé intéressant, surtout qu'à *Opinia Studenteasca* (L'Opinion Étudiante)[112] c'était un environnement atypique pour la presse communiste. On n'approchait pas des sujets sur Nicolae Ceausescu, mais plutôt des sujets sociaux de la zone étudiante. C'était une sorte de... je ne dirais pas une lutte contre le système, sinon ils ne nous auraient pas laissés publier... Mais c'était une

111 Entretien pour Dan, Oana, « De la ziaristul procuror, la ziaristul ingenuncheat », dans : *Romaniadela0.ro*, le 4 mars 2013 (http://www.dela0.ro/20-de-ani-de-presa-libera).
112 Hebdomadaire publié à Iasi, par l'Union des étudiants communistes, à partir de 1977.

> petite résistance intellectuelle, ou une soupape que les autorités communistes permettaient dans les centres universitaires », affime le journaliste.[113]

Un autre journaliste, absolvent de la faculté cybernétique, décrit la première phase d'entrée dans la presse roumaine postcommuniste comme une étape très chaotique, au niveau des exigences d'éducation :

> « Moi non plus, je n'ai pas suivi les cours d'une faculté de journalisme, j'ai fini la faculté cybernétique. En plus, aucun de mes collègues n'avait quelque chose à faire avec le journalisme, ou la philologie – il y en avait un qui avait fait la fac de sciences économiques, un autre avait étudié à la fac de philosophie, un autre à la fac d'histoire – donc il y avait personne avec une éducation journalistique formelle, car, tu le sais très bien, au-delà de Stefan Gheorghiu, il n'y avait pas d'universités avec des études de journalisme. La faculté de génie mécanique était aussi bien que toute autre faculté, pour entrer dans la presse », déclare Dan Turturica.[114]

Même si une description cohérente de la connaissance n'est pas toujours clairement précisée, il s'agit souvent d'un mélange entre la pratique et la théorie, qui découle habituellement des études et de l'apprentissage auprès de maîtres de la profession. Cependant, une pensée partagée par les journalistes et les entrepreneurs des médias roumains est que les études elles-mêmes ne garantissent rien, les outils du métier sont appris dans la pratique et renforcés par la pratique :

> « Je crois que le journaliste doit redevenir ce qu'il n'était jamais en Roumanie. Le journaliste doit être journaliste et il ne l'est pas, en ce moment, parce que, dans l'histoire de notre presse, il n'y a pas encore eu des professionnels du journalisme. Ce qui a existé, c'était une génération de gens auxquels le professionnalisme manquait, mais qui ont eu beaucoup de talent. Une génération de gens avec

113 Entretien réalisé en aout 2009.
114 Entretien effectué en décembre 2009.

> une personnalité, avec beaucoup d'idées créatives, avec du verbe, des gens avec une écriture poignante, mais des gens qui ne connaissaient pas le métier, parce qu'ils l'ont appris par la pratique. Aucun de mes collègues de *Catavencu* – de la première génération, je veux dire – n'était un *vrai* journaliste. Ils n'ont pas pu l'être, même s'il y avait une faculté à Stefan Gheorghiu, mais ce n'était pas une option. Ils étaient des médecins, des professeurs, des ingénieurs, des architectes, des acteurs, etc. Ils étaient les gens. Mais ils avaient un capital créatif énorme, un talent et un flair qui, d'après moi, n'ont pas pu être égalisés jusqu'au présent. La presse, à mon avis, n'est pas dans une crise, disons, des valeurs, mais une crise de créativité. Produis les choses comme il faut, et le public va te suivre », opine Doru Buscu. [115]

L'amour de l'écriture et l'aspiration vers le style de vie dans la presse, perçu comme les éléments les plus poignants de leurs débuts de la vie professionnelle – et un des mythes professionnels les plus puissants dans les motivations d'engagement dans ce milieu de travail – surpassent en importance l'engagement social, considéré nécessaire par très peu de journalistes, dans leur décision de devenir des professionnels de la presse :

> « Je suis devenue journaliste sans vouloir ce métier à tout prix. Le journalisme m'a semblé, quand même, la seule option qui me permette la liberté de vivre grâce à mon écriture », affirme la journaliste politique Gabriela Ralea.[116]

La plupart des acteurs interviewés déclare que la conscientisation des possibilités d'influencer un changement social, grâce à leur activité, est apparue dans une étape ultérieure au moment du commencement de la carrière journalistique. Point présenté par un autre interviewé, Costin Ilie déclare qu'il est entré dans ce domaine « absolument au hasard ». Il étudiait à la faculté de droit quand il a réalisé qu'une carrière dans ce domaine n'était pas ce qu'il cherchait.

115 Entretien effectué en juin 2012.
116 Entretien réalisé en juin 2013.

Dans la première étape comme journaliste, il avait aimé l'idée de « pouvoir exprimer ses idées pour les autres, de transmettre l'essence de ce qui se passe autour de nous »[117].

Lors de la discussion sur la qualité du journalisme en Roumanie, il y a une forte tendance, parmi les journalistes, à le décrire comme « manquant de professionnalisme », fait qui conduit presque inévitablement à une exigence de « professionnaliser » les pratiques journalistiques, même si un accord clair sur ce qui est pensé lorsque le professionnalisme est demandé ne peut être établi.

En théorie, il pourrait être entendu que la présence des écoles de journalisme montre l'existence de ces « connaissances spécifiques » que nécessite la profession journalistique. Aussi, les journalistes croient que l'environnement d'études spécifiques n'est pas tellement distancié des jeux politiques qui affectent la professionnalisation des journalistes. Selon une de nos interviewés, les nouveaux arrivants dans la profession sont « déjà préparés à intérioriser l'environnement politisé » :

> « Avec les jeunes journalistes c'est le plus facile de traiter. D'ailleurs, toutes les rédactions, en ce moment, sont remplies par des jeunes qui n'ont même plus ces conflits axiologiques bien-mal, éthique, etc., et c'est beaucoup plus facile de travailler avec eux dans cet environnement anomique », déclare Ioana Lupea[118]

Le fait que l'ethos de la presse roumaine était construit et transmis par et dans les institutions de presse, par l'éducation et la professionnalisation *in situ* des journalistes, a généré un manque de structure et de cohérence qui fait que la professionnalisation de journalistes n'est pas uniforme « mais elle varie selon les ententes spécifiques des rôles professionnels du journaliste dans un cadre spécifique. Les valeurs fondamentales du journalisme anglo-saxon seraient l'objectivité et l'impartialité, en contraste frappant avec les accords nationaux en ce moment » :[119]

117 Entretien avec ce journaliste politique réalisé en août 2009.
118 Entretien effectué en juin 2012.
119 Petre, 2012, op. cit., p.48.

> « Je faisais mon boulot de journaliste, dès mon début dans la presse, absolument sans l'espoir que ça va apporter quelque chose à quelqu'un. C'est ce qu'on m'avait dit pendant la fac de journalisme, que je ne vais pas pouvoir écrire sur des sujets compliqués, que je ne vais pas pouvoir faire mes reportages. On m'a dit que le journaliste est un robot, qu'il travaille sur une plantation, précisément comme ça, que le journaliste est un fonctionnaire, un corporatiste, tu travailles dans une maison de marché immense et t'es un fonctionnaire de l'information. Ton chef va te dire « tu écris cela » et tu le fais. C'est ce que le doyen nous disait sur les journalistes (oui, oui, c'est précisément Coman), c'était sa conception sur la presse, c'est comme ça qu'il définit le journaliste. Et alors j'écrivais mes reportages comme si j'écrivais des poèmes dans une cave », affirme le journaliste Vlad Ursulean.[120]

Notre approche était d'examiner comment les journalistes emploient différents modes d'interprétation des moments historiques qui ont structurés les principes professionnels de base et l'articulation de ces principes. L'interprétation des narrations des acteurs pourrait ainsi conduire à la conclusion que le découplage existant entre ce que les employeurs demandent et ce que les universités offrent favorise les groupes de presse dans l'institution des définitions des pratiques en vigueur dans ce domaine.

Conclusion – La cohabitation entre médias et politique. Les effets du primat du politique sur la structuration du champ journalistique.

L'analyse des caractéristiques de l'espace des médias, en Roumanie, et son articulation historique récente mettent en évidence l'impact du politique sur la production de l'information. Si nous avons décrit, jusqu'ici, cette tendance comme

120 Entretien réalisé en juin 2013.

primat du politique, nous pouvons avancer, à ce point, une compréhension qui met en lumière les mécanismes de contrôle dont la faiblesse du cadre organisationnel du milieu journalistique et la gravitation autour du champ politique – comme véhicule ou comme but en soi – sont les plus visibles représentations. Il nous semble convaincant qu'un tel entendement ait son fondement dans les relations de force, discursives et réelles, qui se sont établies ou maintenues, entre le champ politique et les autres champs sociaux. Nous pouvons alors comprendre le primat du politique non pas comme une domination dictée, mais plutôt comme pénétration de toute sphère sociale, ou même, comme une auto-soumission des autres champs, qui constitue, légitimement ces relations de forces. Dans sa notion de « pouvoir symbolique », Bourdieu attribue la production et la reproduction des croyances aux rapports de force, qui sont maintenus par l'acceptation et la valorisation de leur validité : « Le pouvoir symbolique comme pouvoir de constituer le donné par l'énonciation, de faire voir et de faire croire, de confirmer ou de transformer la vision du monde et, par-là, l'action sur le monde, donc le monde, pouvoir quasi-magique qui permet d'obtenir l'équivalent de ce qui est obtenu par la force (physique ou économique), grâce à l'effet spécifique de mobilisation, ne s'exerce que s'il est reconnu, c'est-à-dire méconnu comme arbitraire. Cela veut dire que le pouvoir symbolique ne réside pas dans le "système symbolique" sous la forme d'une "illocutionary force", mais qu'il se définit par et dans une relation déterminée avec ceux qui exercent le pouvoir et ceux qui le subissent, c'est-à-dire dans la structure même du champ où se produit et se reproduit la croyance. Ce qui fait le pouvoir des mots et les mots d'ordre, pouvoir de maintenir l'ordre ou de le subvertir, c'est la croyance dans la légitimité des mots et de celui qui les prononce, croyance qu'il n'appartient pas aux mots de produire »[121].

Si cela décrit les relations au niveau macro, à l'intérieur du milieu journalistique, nous pouvons observer comment ce pouvoir symbolique des créateurs du discours influe dans les rapports de force. Selon la compréhension de

121 Bourdieu, Pierre, « Le pouvoir symbolique », dans : *Annales ESC*, Vol. 32, No. 3, 1977, pp. 405-441, p. 410.

la société de presse comme un espace sociale hiérarchique, un micro-cosmos qui reflète les positions à l'intérieur du champ, il s'agit ici du pouvoir symbolique des décideurs, exercé sur et accepté par la communauté journalistique, qui établit « l'ordre des choses »[122]. Par contre, cet ordre des choses ne se traduit pas dans une cohérence structurelle, mais il est soumis à une permanente (ré) configuration.

Nous pouvons alors faire valoir, sur ce point, un parallèle existant entre l'évolution du milieu de la presse et le chemin de transition de la Roumanie des derniers vingt-cinq ans. Une première similitude à observer vient de l'imprévisibilité des décisions prises au niveau des élites – patrons de presse, leaders politiques – ainsi qu'au niveau des relations presse-politique, où les règles qui affinent le jeu peuvent se remodeler en fonction des situations qui semblent favoriser des personnages dans des situations précises, plutôt que les stratégies en long terme. Si une des caractéristiques principales attribuées par Linz et Stepan au régime pré-démocratique roumain[123] était le culte de la personnalité et l'arbitraire des décisions des leaders, le même processus reste en place dans la vie présente des médias, quand il s'agit de définir les modalités de travail journalistique dans l'entreprise d'un certain oligarque ou encore dans le « royaume » d'un « leader suprême » qui peut restructurer, à tout moment, les institutions dessous son contrôle. Sur un deuxième niveau, ce phénomène affaiblit la capacité de contestation des acteurs, par le fait que leur possibilité ou même leur volonté d'intervenir dans la création et la perpétuation des règles sont limitées par leurs positions marginales dans le processus de prise de décision.

La dynamique des rapports presse-politique est, en conséquence, marquée par le pouvoir symbolique du champ politique et l'instabilité du champ journalistique dans le (nouvel) environnement social, avec de permanents

122 Selon Bourdieu : « Du fait que nous sommes nés dans un monde social, nous acceptons un certain nombre de postulats, d'axiomes, qui vont sans dire et qui ne requièrent pas d'inculcation. C'est pourquoi l'analyse de l'acceptation doxique du monde, en raison de l'accord immédiat des structures objectives et des structures cognitives, est le véritable fondement d'une théorie réaliste de la domination et de la politique. De toutes les formes de « persuasion clandestine », la plus implacable est celle qui est exercée tout simplement par *l'ordre des choses*. », dans Bourdieu et Wacquant, 1992, op. cit., p. 143.

123 Comme indiqué dans le sous-chapitre « L'impact du changement de régime sur la transformation du milieu journalistique ».

réalignements et négociations des acteurs. En outre, dans des périodes de tension sociale élevée, les deux sont soumis à une forte pression qui menace de provoquer même un retour aux aspects pré-démocratiques qui semblaient surmontés. Les avancements faits au niveau du pluralisme formel des médias ne sont pas une condition suffisante et ne représentent pas un changement dans la qualité du journalisme, avec l'ordre du jour de la plupart des médias qui est influencé et même, parfois, déterminé par des critères qui sont, souvent, loin des intérêts du grand public. Les gestionnaires de la communication utilisent toujours leurs médias comme plate-forme idéologique pour attaquer les participants au jeu politique, en collusion avec ceux-ci et les journalistes ne sont pas arrivés à se distancier de leur environnement de travail, afin d'acquérir la capacité de s'opposer aux directives peu éthiques. Même si, au niveau discursif, le modèle néolibéral constitue l'objectif postulé, la presse n'a pas réussi à surmonter, en profondeur, les obstacles d'un état de pensée fortement influencé par le passé et reste piégée dans la polarisation et la division imposées par le champ politique.

CHAPITRE II. Les étapes de l'évolution des médias roumains entre 1990 et 2014.

Introduction

Le présent chapitre ne prétend pas à l'exhaustivité, mais son but est d'introduire le lecteur dans l'évolution des médias roumains, après la chute du communisme. Nous allons essayer de montrer qu'en Roumanie il y a une tradition du journalisme partisan, instaurée dans les années 1990, quand la plupart de la communauté des journalistes croyait nécessaire la prise de position politique et l'engagement dans la mobilisation politique. L'adhésion et la soumission au champ politique décrit un problème qui est constitutif pour la vie sociale roumaine après la disparition du communisme, quand la reconstitution des structures sociales a donné légitimité à la sphère politique comme le sommet de la réalité dans laquelle les acteurs vivent et agissent. Ce primat du politique sur les autres sphères sociales s'explique, partiellement, par le fait que, avant la chute du communisme, le champ politique était le seul qui était vraiment constitué et qui a eu une capacité de gestion sociale. Les concepts de Pierre Bourdieu – nous nous référons ici, surtout, aux notions de « champ », « habitus » et « pouvoir symbolique » – nous semblent essentielles pour l'explication de la domination structurelle et symbolique du politique sur l'ensemble de la société. Nous allons investiguer comment le champ politique a pu déployer une telle force par rapport aux autres champs, à travers les récits des acteurs journalistiques, qui ont été, à la fois, parmi les cibles principales de ce processus et les éléments de transmission et de mise en place de l'établissement des règles du jeu sociétal.

En effet, l'entrée dans un champ implique l'immersion des agents dans la logique spécifique du champ, mais cela implique, dans le même temps,

d'intérioriser les conditions qui font qu'ils agissent dans la manière dont ils agissent. Selon Bourdieu, « chaque champ appelle et active une forme spécifique d'intérêt, une illusio spécifique comme reconnaissance tacite de la valeur des enjeux engagés dans le jeu et comme maîtrise pratique des règles qui le régissent. En outre, cet intérêt spécifique qui est impliqué dans la participation au jeu se différencie selon la position occupée dans le jeu et selon la trajectoire qui conduit chaque participant à cette position.[1]

Cet investissement, ou « cette propension à agir qui naît de la rencontre entre un champ et un système de dispositions ajustées à ce champ »[2] se fait sur la base d'un « habitus », qui donne l'orientation des acteurs en fonction des expériences vécues dans l'espace social avec ses règles établies. L'habitus permet donc l'emploi de stratégies par les agents sociaux selon les schémas de perception de la société et de ses structures. Ainsi, le domaine journalistique implique une croyance accumulée, de la part de ses agents, dans la capacité de ce champ de représenter la « réalité » et, pour ce faire, il faut qu'il y ait une distanciation des autres champs sociaux. Pour qu'il existe, de manière indépendante, le champ journalistique doit se baser sur la croyance collective selon laquelle il contribue à générer une partie de la réalité à laquelle les autres se réfèrent. Ceci n'est pas le cas pour la Roumanie. Les journalistes, profondément impliqués dans le jeu politique n'arrivent pas à créer une distance entre les conditions sociales et subjectives qui affectent la production et la circulation des discours journalistiques et leurs rôles de rapporteurs de la réalité et de médiateurs entre les élites et le grand public. Les définitions de leur activité se tournent plutôt vers l'importance symbolique du politique dans leurs manières d'agir.

Nous allons distinguer, afin de confirmer notre hypothèse, six étapes qui composent les changements structurels de la presse après 1989, selon les témoignages des acteurs interviewés : la première étape coïncide avec les premières années de « démocratie » roumaine, entre 1990 et 1994, période qui trouve dans le pouvoir les forces politiques de centre-gauche, dont le leader était

1 Bourdieu, Pierre et Wacquant, Loïc, « Réponses : pour une anthropologie réflexive », Paris, Seuil, 1992, p. 93.
2 Idem, p. 94.

Ion Iliescu, le premier président de la Roumanie postrévolutionnaire et ancien membre de la nomenclature. C'est l'étape constitutive des premières publications et chaînes de radio et de télévisions privées, ainsi que celle du système politique postcommuniste. La deuxième étape, que nous allons appeler l'étape du « semi-autoritarisme » – appelée par les journalistes « l'époque Nastase », selon le nom du premier ministre social-démocrate Adrian Nastase – dure de 1994 à 1996 et de 2000 à 2004. C'est la période des grosses privatisations des anciennes structures économiques communistes, toujours sous le gouvernement social-démocrate, formé, en majorité, par des anciennes élites communistes et la période durant laquelle les premiers signes d'intervention politique sur le contenu des médias surviennent. Cette influence du politique était faite, principalement, au travers des budgets de publicité, dans un contexte où l'économie de marché n'était pas encore consolidée et, donc, les principaux revenus publicitaires des médias étaient gérés par les structures du gouvernement. La reprise du pouvoir politique par les sociale-démocrates en 2000 est associée dans le champ journalistique avec l'étape des pressions invisibles sur les médias et le début de l'alignement des groupes de presse selon des intérêts politiques et économiques. La troisième étape, intégrée entre les deux gouvernements d'Adrian Nastase, dure entre 1996 et 2000 et représente une première période de professionnalisation et d'autonomisation des médias, dans le contexte de l'apparition des sociétés de presse étrangères en Roumanie et d'une certaine consolidation du libre marché. Aussi, le changement au niveau politique, par l'arrivée au gouvernement de la Convention Démocratique – une alliance des forces de centre-droite – a été décrit par les acteurs journalistiques comme une période de décontraction des pressions sur les médias. La quatrième étape correspond à la hausse du marché médiatique, qui débutait en 2004 et qui a duré jusqu'au début de la crise financière de 2008. Cette étape est souvent décrite comme un « boom » des produits médiatiques, ainsi que du journalisme comme profession autonome.

La cinquième et la dernière étape, qui constitue la période principale de cette analyse, suit la crise financière. Les principaux éléments de cette étape sont l'aggravation et la révélation de la précarité du champ journalistique et la crise

identitaire de ses acteurs. Les propriétaires des groupes de presse ont nettement déclaré leur alignement politique ; les pressions politiques et économiques sont devenues la « normalité », la principale règle du jeu, dans la perception des acteurs, qui insistent sur la dégradation de l'acte journalistique. Aussi, une « déprofessionnalisation »[3] des journalistes est réclamée par les analystes et par les journalistes.

Dans ce qui suit, nous allons reconstruire ces étapes de développement des médias roumains, au travers des récits des journalistes, de la littérature secondaire, des lois et des rapports sur l'état du journalisme roumain.

1. L'étape militante 1990-1994 : l'établissement des règles du jeu et la socialisation des journalistes par l'attachement « sincère » aux camps politiques.

Cette période, qui constitue la première étape dans l'évolution de la presse post-1989, est décrite par les journalistes et les analystes de médias, comme la période d'invention de la « presse libre ». Les nouveaux acteurs étaient à la recherche de leur légitimité et leur identité, autant que de leur autonomie envers les structures politiques. Les journalistes qui avaient travaillé pour la presse communiste avaient ressenti les premières années après la révolution de 1989 comme la possibilité de se distancier du passé et de pratiquer un journalisme libéré de la censure. Petre Mihai Bacanu, le directeur éditorial de « Romania Libera », le premier quotidien privé de la Roumanie postcommuniste, raconte que l'éveil des journalistes s'est passé instantanément après que le régime de Ceausescu soit tombé :

> « D'où l'on avait appris [pendant le communisme, n.a.] à écrire entre les lignes, tout d'un coup on a pu écrire ce qu'on a voulu,

3 Nous avons choisi d'utiliser ce terme pour décrire les effets d'un processus où le comportement professionnel – c'est à dire un comportement en concordance avec les règles agrées par la communauté des journalistes – est remplacé (graduellement) par un état d'anomie à l'intérieur du champ, hypothèse que nous allons tester dans la deuxième partie de cette recherche.

> comme on l'a voulu et quand on l'a voulu. Il y a eu de pâles formes de censure, mais personne n'en tenait compte »[4]

Sortis d'un système oppressif, où la presse fonctionnait comme une annexe du parti communiste, les médias ne possédaient pas encore le capital spécifique et les compétences pour se distancier totalement du champ politique. Ainsi, leurs stratégies pour s'autonomiser ont été focalisées sur la définition par opposition ou par adhésion à une certaine position politique. Selon cette journaliste, entrée dans la presse en 1992, au quotidien « Cotidianul », financé par l'homme politique de centre-droite Ion Ratiu, les directions éditoriales étaient clairement et publiquement précisées, selon les partis politiques existants :

> « Au début des années 1990, on rencontrait la même précarité qui maintenant, avec la différence dattachement des journalistes était sincère. Par exemple, l'admiration pour Ion Iliescu était honnête, ce n'était pas achetée, ce n'était pas falsifiée. Une partie des journalistes croyait sincèrement que cela était le chemin à prendre et que, disons, une polarisation de la presse existait, mais elle était basée sur des valeurs et sur des affinités pour des directions politiques à suivre. Le même phénomène se passait de l'autre côté, il y a eu des groupes de journaux autour des élites anti-communistes – politiques et intellectuelles – où, de nouveau, l'affiliation était sincère, il n'y avait pas d'autres intérêts ».[5]

Dans le contexte où un vrai marché médiatique était toujours inexistant dans les premières années après 1989, et où la plupart des publications avait été créée pendant le communisme[6], le choix des modèles à suivre, pour ceux qui ont voulu entrer dans le milieu journalistique, était très limité. Avec toutes les sphères

4 Dan, Oana, « De la ziaristul procuror, la ziaristul ingenuncheat », dans : *Romaniadela0.ro*, le 4 mars 2013 (http://www.dela0.ro/20-de-ani-de-presa-libera).

5 Entretien avec Ioana Lupea, éditorialiste et ancien rédacteur en chef adjoint de « Cotidianul ».

6 Nous parlons ici, surtout, du quotidien communiste « Scanteia », le journal le plus important pendant la période d'avant 1989, renommé, ensuite, « Adevarul » ; de « Romania Libera », le journal d'opposition, fondé pendant le communisme ; et aux structures télévisuelles, dont la télévision publique était le seul représentant.

sociales en (re) structuration, les motivations des journalistes pour s'intégrer dans ce domaine étaient surtout stimulées par des convictions politiques. Mircea Toma, le directeur de l'organisation non-gouvernementale « Active Watch », organisation qui, depuis les années 1990, analyse le champ des médias en Roumanie, considère que le traumatisme provoqué par la révolution de 1989 a permis aux médias de libéraliser, mais, en même temps, a laissé faire une libéralisation « de guerre » : « la presse était polarisée, il y avait une presse de barricade, les journalistes se confondaient avec la révolution », conclut Toma[7].

Un choix était fait en fonction des valeurs et des principes politiques auxquels les journalistes adhéraient, tout en s'assommant, au même moment, de la mission d'éclairer le discours public et d'influer sur la prise de décision politique des masses.

Cette période d'expérimentation des rôles de la presse a permis un cadre où les médias ont surtout pu mettre en place leur capacité de contre-pouvoir. Aussi, l'enthousiasme généré par la possibilité saisissable d'exprimer leurs opinions « librement » est devenue synonyme d'engagement politique, une prise de position qui semblait être le choix naturel à faire dans un environnement séduit par les promesses du changement social. Autrement dit, le clivage de la presse dans des camps politiques s'est produit parallèlement à la chute du communisme, issu de la nécessité réelle des individus de trouver des motivations pour l'agir dans le nouveau contexte. Ioana Avadani considère que c'était « l'époque du journalisme messianique » en Roumanie :

> « Le journaliste était procureur et juge, et il aurait bien aimé être aussi le bourreau. C'était la période où chacun sentait le besoin d'exprimer son opinion et la vérité absolue ».[8]

La personnalité d'Ion Iliescu a nettement stimulé le plus de réactions parmi les journalistes de l'époque. L'ancien président roumain était, pour la plupart des roumains en 1990, le héros qui a rendu possible la fin de la dictature et qui a remis

7 Dans un entretien d'Oana Dan, pour dela0.ro.
8 Ibid.

la Roumanie sur la carte des pays libres[9]. Mais il représentait aussi la continuation de traditions et de pratiques communistes surannées et son arrivée au pouvoir confirmait le fait que la rupture avec les anciennes pratiques serait un processus lent et sinueux. Pour les réformateurs de la société, incluant une grande partie des journalistes, la critique et la négation d'Iliescu était essentielle pour le changement social, mais aussi pour l'apparition des médias dites « libres ». Le journaliste Ion Cristoiu, le premier rédacteur en chef du quotidien « Evenimentul Zilei », affirme que l'opposition à Iliescu, en tant de représentant d'une manière de penser et d'agir, était cruciale pour sa prise de position, au moment où il a contribué à l'apparition, en 1992, d'« Evenimentul Zilei », une des premières publications anti-gouvernementales :

> « Même si j'étais le frère d'Ion Iliescu j'aurais été contre lui. On surfait sur cette vague, mais il faut se rappeler que tous les journaux de l'époque étaient des officieux. « Romania Libera » existait, mais c'était trop théorique. Et alors nous sommes venus avec un quotidien qui s'adressait aux masses. Je ne connais pas les coulisses de la création (d'« Evenimentul Zilei »). Je suis presque sûr que, à certains moments de ma vie j'étais complètement manipulée. Mais personne ne m'a rien dit explicitement. Ils ne m'ont pas dit : on fait un journal pour l'Opposition »[10].

Le paysage de la presse était donc partagé entre les journaux favorables aux postcommunistes, les anciennes élites au pouvoir, et les réformateurs qui luttaient contre la continuité des structures, des personnes et des croyances qu'ils considéraient nocives pour la société. Cette journaliste politique, qui s'est socialisée dans la chaîne de radio « Europa Libera », raconte que l'expression du choix politique fait, au moins dans sa rédaction, était assez évidente, mais elle accentue le fait que la technique de documentation et de transmission des informations, au sujet des politiciens, respectait les « règles journalistiques » :

9 Iliescu avait gagné les premières élections, de mai 1990, avec 92% des votes, avec la plus haute participation électorale enregistrée en Roumanie, de plus de 80%.
10 Entretien paru dans le quotidien « Adevarul », en septembre 2014.

> « À Europa Libera on a considéré que le FSN et Ion Iliescu font du mal à la démocratie. Alors notre prise de position, comment dire, était très claire, mais nous avons tout fait avec des moyens journalistiques. Donc, quand on écrivait quelque chose de négatif sur Iliescu, on devait écrire la source, on devait citer quelqu'un, tout devait être fait selon les règles journalistiques »[11]

Sur ce point, rappelons les considérations de Bourdieu au sujet de la capacité des journalistes de se placer dans l'espace social. Celui-ci considère que les journalistes pourront se positionner dans une certaine mesure, mais toujours dans les structures de l'espace social qui les entoure[12]. La marge de manœuvre et les possibilités relationnelles des journalistes sont donc limitées par les structures structurant l'environnement, qui créent et consolident des préférences, qui instituent des sujets dominants etqu'ils reprennent ensuite dans leurs discours. Ici, l'outil conceptuel d'« habitus » nous donne une explication sur le contexte dans lequel les acteurs journalistiques roumains ont développé leur capital spécifique, vu que l'habitus est un produit de l'histoire et l'histoire du journalisme roumain nous montre que les acteurs ont intériorisé le supra-discours, centré sur le parcours de la vie politique.

En ce sens, la définition de l'habitus de Bourdieu comme « histoire incorporée, faite nature, et par là oubliée en tant que telle, […] est la présence agissante de tout le passé dont il est le produit : partant, il est ce qui confère aux pratiques leur indépendance relative par rapport aux déterminations extérieures du présent immédiat »[13], nous permet de contextualiser les choix que les journalistes ont fait, leurs prises de position dans un environnement à peine dévoilé dans toutes ses complexités et contraintes.

Bourdieu considère que les conduites des acteurs « prennent la forme des séquences objectivement orientées par référence à une fin, sans être nécessairement le produit, ni d'une stratégie consciente, ni d'une détermination

11 Entretien avec Andreea Pora, réalisé par l'auteur en décembre 2009.
12 Bourdieu, Pierre, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Éditions de Minuit, 1979 ; Bourdieu et Wacquant, 1992, op. cit.
13 Bourdieu, Pierre, *Le sens pratique*, Éditions de Minuit, 1980, p. 94.

mécanique. Les agents tombent en quelque sorte sur la pratique qui est la leur plutôt qu'ils ne la choisissent dans un libre projet ou qu'ils y sont poussés par une contrainte mécanique »[14].

Nos entretiens révèlent les tentatives des journalistes pour être partie prenante d'un nouvel environnement. Leur immersion dans le champ pose des questions sur la nature de leur habitus, d'un côté résistant aux transformations et de l'autre, englobant le potentiel pour changemer et adaptater, ou, dans les mots de Bourdieu, « l'habitus est ce principe générateur et unificateur qui retraduit les caractéristiques intrinsèques et relationnelles d'une position en un style de vie unitaire, c'est-à-dire un ensemble unitaire de choix de personnes, de biens, de pratiques. Comme des positions dont ils sont le produit, les habitus sont différenciés ; mais ils sont aussi différenciant. Distincts, distingués, ils sont aussi opérateurs de distinctions : ils mettent en œuvre des principes de différenciation différents ou utilisent différemment les principes de différenciation communs »[15].

Il ne faut pas ignorer, sur ce point, le bagage de connaissances des journalistes et la transmission des pratiques d'une génération à l'autre. Au début des années 1990, le corps professionnel était toujours composé par des journalistes qui avaient pratiqué le métier pendant le communisme et, au delà de leurs efforts de se réformer, les racines de leurs comportements restaient ancrées dans les traditions de l'ancien régime. Cristian Tudor Popescu – un des éditorialistes roumains les plus connus, ancien directeur du quotidien « Adevarul », fondateur du quotidien « Gandul » et ancien directeur du Club Roumain de Presse, dans les années 2000 – raconte que le transfert de « Scanteia », l'officieux communiste, qui a changé son nom en « Adevarul », en 1990, était fait sur un corps professionnel qui avait été déjà socialisé pendant la période du régime autoritaire de Ceausescu :

> « Quand on a commencé avec « Adevarul », en février 1990, il n'y avait pas la possibilité de trouver des journalistes qui n'avaient pas travaillé dans l'ancien système. Mais j'étais convaincu que les choses devent changer, même si on avait les mêmes camarades,

14 Bourdieu, Pierre, *Choses dites,* Éditions de Minuit, 1987, p. 127.
15 Bourdieu, Pierre, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Éditions du Seuil, 1994a, p. 23.

> même si les anciennes structures restaient en place. Au moment où le nouveau système gagne un peu de liberté, l'évolution est inexorable. Alors, je savais que la presse n'allait pas rester comme elle était, je savais que les anciens journalistes allaient être changés, pas tous en une fois, mais qu'il y aurait aussi de jeunes journalistes. Et c'est ce qui s'est passé. Jusqu'aux années 2000 c'était un changement continu dans la presse ».[16]

On assiste ainsi à une période de changements de générations et de valeurs, avec de nouveaux arrivants dans la presse, qui changent, pas à pas, les perspectives du jeu, sur la base de convictions politiques et d'idéalisme. Dan Turturica – le directeur éditorial de « Romania Libera » – raconte que ses débuts dans la presse, dans la rédaction d'« Evenimentul Zilei » correspondent à une période marquée par un état d'esprit très enthousiaste parmi les nouveaux journalistes :

> « L'argent, à l'époque, comptait très peu pour moi et pour beaucoup d'autres, je n'étais pas une exception. Tous mes collègues et amis vivaient comme des clochards, mais il n'y avait aucune préoccupation matérielle. Mais, je me répète, la Roumanie des années 1990 était différente, à peine sortie du communisme, on se réjouissait des choses minuscules, et, surtout, on aimait ce qu'on faisait. Ce n'était pas facile, surtout sur le camp de guerre où j'étais, je recevais très peu d'argent et je mettais ma vie en danger. Mais, en dépit de tout ça, on s'en fichait, réellement, car l'atmosphère de l'époque était très enthousiasmant. L'idéalisme n'était pas uniquement possible, mais aussi tangible, comme état d'esprit. »[17]

Au delà de cet « état d'esprit » existant parmi les acteurs journalistiques, le climat des médias n'était encore pas marqué par des tensions à l'intérieur des rédactions, sans trop de censure au niveau des rédacteurs et reporteurs. Fait qui

16 Entretien avec l'auteur en décembre 2009.
17 Entretien réalisé en décembre 2009.

résulte, dans une certaine mesure assez haute chez les journalistes qui se positionnaient en fonction de leurs affinités et qui se définissaient majoritairement par opposition aux anciens journalistes. Catalin Tolontan, rédacteur en chef au quotidien sportif « Gazeta Sporturilor » et activiste média, accorde également une grosse importance aux influences états-uniennes sur la perspective et les libertés assommées par les journalistes et les médias des années 1990 :

> « À ce moment là, dans les années 1990, la presse était divisée en camps. T'as commencé par penser que tu vas être équidistant, ou t'as pensé que tu dois te placer d'un côté ou de l'autre de la barricade ? »
>
> « Si tu vas demander à mes collègues de la même génération, très peu vont te dire « j'ai été forcé de faire ça ou ça ». Parce que les jeunes, dans leur majorité, étaient laissés dans leur boulot et comme ils le voulaient ou le comprenaient. Les principes de la presse saine, comme nous l'avons appris des filmes américains, des livres financées par George Soros ou d'autres fondations, avaient commencé à circuler. Et les gens étaient laissés dans leur métier ».[18]

Une autre contribution à la libéralisation du marché était l'apparition des télévisions commerciales. Au début des années 1990, la Télévision Roumaine Publique (TVR) a perpétué sa suprématie en ce qui concerne l'audimat à cause du fait que les gouvernements en place ont limité l'accès aux licences pour les chaînes de télévision privées. Ainsi, au moins pour la première période postcommuniste, la TVR continuait d'être une citadelle idéologique, qui servait surtout aux intérêts des partis politiques au pouvoir. L'apparition de PRO TV, la première chaîne privée de télévision, en décembre 1995, a constitué un changement symbolique surtout grâce aux contrepoids que cette télévision faisait à la chaîne publique. En pratique, PRO TV signifiait l'opposition complète à la TVR : une chaîne commerciale, sans contenu politique visiblement influencé par le pouvoir en place. PRO TV représentait, pour les publics, la sortie de l'époque des médias officieux, et le symbole de la libéralisation du marché médiatique. Le directeur et actionnaire de PRO TV, Adrian Sarbu, déclare, à l'époque, que sa

18 Entretien publié dans le quotidien « Adevarul ».

chaîne de télévision est en charge de la révolution médiatique – « Revolutia PRO » – et de la création d'une nouvelle génération de téléspectateurs – « Generatia PRO » – une génération plus exigeante, plus informée et surtout plus critique envers les contenus. Sarbu, qui avait fondé PRO TV à l'aide de la compagnie Central European Media Enterprises (CME), compagnie détenue par les magnats états-uniens Leonard Fertig et Ronald Lauder, a contribué aussi à la professionnalisation des journalistes, par l'introduction d'une école de journalisme aux influences du modèle libéral de journalisme états-unien.

2. L'étape du semi-autoritarisme ou l'« époque Nastase ». Les premiers signes d'influence politique sur le contenu des médias.

Comme indiqué en haut, cette période coïncide avec celle des grosses privatisations des anciennes structures économiques communistes. Le pouvoir politique était dominé par le parti social-démocrate d'Ion Iliescu, formé, en majorité, par des membres de l'élite politique et économique de l'ancien régime. Selon les analystes médias – dont nous citons Mihai Coman et Mircea Toma – deux types de pratiques de contrôle de la presse se sont institutionnalisés dans cette période : l'achat des journaux et l'attribution de la publicité étatique selon les affinités politiques. Coman note qu'après la phase d'euphorie générée par la découverte de la liberté d'expression, les acteurs sociaux ont commencé à réaliser ce le potentiel que leurs représentations dans les médias signifiaient. Dans le cas des hommes politiques, ceux-ci ont essayé de manœuvrer les médias pour leurs propres intérêts matériels et de pouvoir :

> « Des acteurs sociaux différents intéressés par l'accès au pouvoir, ont découvert le fait que le pouvoir de la presse signifie le contrôle des ressources (législatives, de production, de l'accès à l'information) et de l'idéologie du promoteur de « la liberté d'expression ». Atteindre tout cela donne un sens au pouvoir réel. Au début de la période démocratique, ce contrôle a eu des formes proches de l'autoritarisme. L'accent a changé, assez rapidement, vers des formes indirectes basées sur un contrôle hégémonique […]

> les hommes politiques ont essayé d'obtenir des positions favorables par l'achat des médias et leur usage afin de promouvoir leur carrières politiques (un processus connu comme la « berlusconisation » de la presse) »[19].

L'analyste et activiste média Mircea Toma indique, lui aussi, cette « berlusconisation » des médias, par le contrôle exercé par le champ politique, au travers de la distribution des fonds de publicité :

> « Le contrôle politique avait atteint son apogée à cette époque, c'était un contrôle qui venait du centre de pouvoir politique, qui était monolithique et qui, par tous les moyens possibles, a soumis presque intégralement les télévisions et partiellement la presse écrite »[20].

L'analyste média Iulian Comanescu explique cette pratique de « soumission » des médias, usuelle et usitée pendant les gouvernements d'Adrian Nastase : la publicité était attribuée par des licitations, conformément au critère du prix le plus bas, donc dirigée vers l'offre la moins chère. Même si ce principe impliquait, qu'à la fin, les compagnies annonceures bénéficiaient de moins de visibilité et de diffusion du message, le principe était que les médias partisans prenaient possession de l'argent. Les fonds de publicité attribués par le gouvernement étaient obtenus par des publications favorables aux social-démocrates[21]. Des publications de l'époque, comme « Ziua », « Gardianul » ou « Independentul » sont listées parmi les produits médiatiques financés par le Parti Social-Démocrate. Dan Tapalaga, rédacteur en chef adjoint du portail « Hotnews », raconte les pratiques rencontrées, en 1997, dans la rédaction de « Ziua », détenue par Sorin Rosca-Stanescu, connu comme une des figures

19 Coman, Mihai, « Journalistic Elites in Post-Communist Romania : From the Heroes of the Revolution to the Media Moguls », dans : *Journalism Studies*, Vol. 11, No. 4, 2010, pp. 587-595, p. 588, article consulté en ligne.

20 Mircea Toma dans un entretien pour dela0.ro, en 2013.

21 Evenimentul Zilei, « Campionii publicitatii lui Nastase - audienta confidentiala », dans: *Hotnews.ro*, le 16 mars 2005 (http://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1236722-campionii-publicitatii-lui-nastase-audienta-confidentiala.htm), consulté en octobre 2014.

journalistiques qui a contribué aux connivences entre politiques et journalisme, surtout à cause de ses relations avec les social-démocrates d'Adrian Nastase :

> « À Bucarest, je suis resté pendant quelques mois dans la rédaction de « Ziua », mais j'ai refusé de faire le journalisme qu'ils y faisaient à l'époque, en fait, c'est une sorte d'anti-journalisme, de propagande du matin au soir, alors j'ai essayé de me réfugier quelque part où les influences politiques n'étaient pas aussi insupportables »[22].

Le profile de Sorin Rosca Stanescu, ancien rédacteur en chef du quotidien « Ziua » apparaît aussi dans une enquête[23] réalisée, en 2005, par le Centre Roumain de Journalisme d'Investigation, qui liste Rosca Stanescu parmi les « dinosaures de la presse » et comme l'une des figures qui ont institutionnalisées le primat des intérêts financiers sur le contenu journalistique. Selon Stanescu :

> « Les actionnaires de la presse ont d'autres affaires aussi. Le plus important et de ne pas les mélanger trop (…) La presse est un business comme tous les autres, et les journaux qui ne marchent pas sont des instruments d'attaque ou des instruments politiques ».[24]

La situation d'instrumentalisation des médias pour des buts politiques ou économiques était assez fréquemment rencontrée pendant le gouvernement d'Adrian Nastase. Doru Buscu, directeur éditorial de l'hebdomadaire « Academia Catavencu » et, ensuite, directeur éditorial de la division de presse écrite de la société de presse « Realitatea-Catavencu », raconte un coup contre sa publication, qui avait pour but d'annihiler la voix critique de l'hebdomadaire :

> « À l'époque de Nastase, on nous a inventé un procès de blanchiment d'argent. D'ailleurs, le mec qui l'a mis en scène est maintenant en prison – Melinescu, à ce moment-là le chef des services contre le blanchiment d'argent, a pensé faire un jour une belle surprise à Nastase qui, apparemment, lui avait dit :« Trouves

22 Entretien avec Dan Tapalaga, réalisé en juin 2012.
23 Ozon, Sorin et Candea, Stefan, *Dinozaurii Presei*, dossier d'investigation du Centre Roumain de Journalisme d'Investigation, 2005, p.12.
24 Idem, p. 14.

> quelque chose contre eux, je ne les supporte plus ». Le quotidien « Adevarul » avait publié un article disant que du blanchiment d'argent était fait à « Academia Catavencu », mais personne ne les a cru. Bon, l'histoire s'est répétée, chaque année, la société pour laquelle on « travaillait », soi-disant, était ensuite en faillite, mais chaque contrôle qu'ils faisaient était un échec de leur part, ils n'ont rien trouvé. Et, quand on croyait que c'était fini, le président Iliescu a donné un ordre – je le suppose, mais il était le seul qui avait la capacité de faire ça – et, après un autre contrôle, ils ont établi qu'on a fait du blanchiment d'argent par le biais des contrats de pigistes. Ils nous ont emmerdés avec ce procès pendant des années et, à la fin, rien ne s'est passé. Mais ce procès a eu pour but de nous montrer qu'ils ont la capacité et la volonté de disposer, presque de manière discrétionnaire, des institutions de l'État contre la presse ».[25]

Les mécanismes mis en place par les membres du gouvernement, afin de mettre pression sur les rédactions, était divers, et Buscu présente un autre épisode d'attribution de fonds publicitaires pour des bénéfices d'image des hommes politiques au pouvoir, mais il ne les considère pas comme des menaces au fonctionnement de la presse :

> « Voilà une situation telle qu'elle fonctionnait dans les années 1990 dans des publications somptueuses comme le « croisé » de la presse roumaine (n.a. « Adevarul »). Les compagnies étaient la propriété de l'État et monsieur Dan Ioan Popescu (n.a. le ministre de l'économie) venait et disait : « Bon, je ne vous donne plus de la pub » et les gens de la rédaction disaient : « Mais donne-nous, et on fait ce que vous voulez ». Bon, même si ces actions sont un peu tolérantes, comme un jeu minimal, je crois que – car j'étais des deux côtés – ce n'est pas quelque chose qui détruit la presse »[26].

25 Entretien avec Doru Buscu de juin 2012.
26 Ibid.

La situation présentée par le journaliste indique aussi un autre aspect du manque de réaction de la presse envers les pressions politiques : les journalistes acceptent sans hésitation les ingérences éditoriales, et ils n'ont pas la volonté ou la capacité de mettre en cause les pratiques imposées. Mircea Marian, rédacteur en chef adjoint du quotidien « Evenimentul Zilei », ajoute une situation similaire vécue en 1997 dans la société de presse détenue par Adrian Sarbu, dans laquelle le manque de criticisme de la part des journalistes est également visible. En effet, le conformisme des acteurs devant la politisation assommante du propriétaire et exigée de ses employés est exemplaire, à son avis, pour que cet état d'esprit existe à l'époque dans la plupart des rédactions :

> « Lorsqu'il y a vraiment eu des pressions politiques, c'était en 1997, à Mediafax, juste après le gouvernement de Nastase et quand Adrian Sarbu a appelé tous les départements politiques – de ProTV, Mediafax, tout ce qu'il détenait, ProFM et je ne sais plus quelles autres entités médias – et il nous a directement dit, sans aucune honte : « Voilà la liste des personnes intouchables ». Et c'était un spectre tellement large que, quand on a fini la réunion on parlait dans les couloirs : « Eh, bon, qui reste t-il encore ». D'Ion Iliescu à Emil Constantinescu – Ion Iliescu parce qu'il avait aidé Sarbu en 2006, et je vais t'expliquer, car c'est un peu compliqué. Alors Sarbu était associé à ProTV, qui appartient, en fait, à une compagnie américaine, Lauder. Et cette compagnie, je ne sais plus par quelle formule elle s'est associée, en 1996, avec une grosse compagnie de télécommunications et ils ont gagné une des deux licences pour téléphonie mobile de la Roumanie, mises sur le marché en '96. Il y a eu plusieurs compétiteurs, et Lauder était une des deux compagnies qui ont gagné la licence. La procédure était la suivante : t'avais une compagnie qui savait quoi faire et qui s'associait avec toute sorte de petits acteurs locaux, qui t'assuraient le support politique. Dans le cas d'Adrian Sarbu, il s'est associé avec une grande compagnie, je ne sais plus laquelle, ils ont gagné la licence et ils ont fait beaucoup beaucoup d'argent grâce au support politique qu'ils avaient. C'est la raison pour laquelle Adrian Sarbu était reconnaissant à Iliescu et Nastase. Les choses marchaient bien aussi avec Constantinescu comme président, il ne nous a pas expliqué pourquoi, mais il nous a dit de

ne pas l'attaquer. Et il y avait d'autres personnes influentes sur la liste – Viorel Catarama, par exemple. On était tous dégoûtés, ensuite, mais cette épisode – et c'est la première fois que je le raconte – est exemplaire pour moi, car nous l'avons tous accepté, personne n'a rien dit contre tout ça ».[27]

D'ailleurs, du premier gouvernement de Nastase jusqu'à son deuxième mandat de premier ministre, le type de négociations entre les institutions étatiques et la presse se généralisent. Marian raconte que les mécanismes de censure à l'intérieur des rédactions étaient une pratique « professionnelle » des hommes politiques, acceptée ou même encouragée par une partie du corps journalistique :

> « Une autre chose que j'ai vécu à Adevarul, c'était quand j'avais écris un article sur la femme de Miron Mitrea – ancien ministre du transport. Il y avait un débat pour une motion de censure et la femme de Miron Mitrea, pendant le discours d'Emil Boc – qui était, à l'époque, député de l'opposition – jouait avec son portable afin d'interrompre Boc. Et j'avais écris un petit article sur cet événement, c'était une goujaterie, à mon avis. Ils l'ont publié, mais le lendemain ils m'ont dit : « Écoute, on t'a publié l'article, mais c'est la dernière fois. Nous venons de recevoir 100 mille dollars du ministère du transport, 50 en avance, et c'est ce que tu nous fais »[28].

Dans les histoires vécues des journalistes, nous remarquons deux tendances de la presse, dans ses rapports avec le champ politique : d'un côté, la dépendance des financements publics – soit en-deçà de la forme de revenus publicitaires, soit par les subventions ou encore par l'implication de quelques figures dominantes du journalisme dans des business connexes ; de l'autre côté, l'abdication d'une partie de la presse à leur rôle de chien de garde. Du côté du champ politique, nous remarquons une perspective instrumentaliste des hommes politiques dans leur relation avec les médias. Leur relation est structurée d'une manière utilitariste, c'est-à-dire au moment où la presse est financée (partiellement) par de l'argent

27 Entretien avec Mircea Marian, rédacteur en chef adjoint du quotidien « Evenimentul Zilei », réalisé en juillet 2012.
28 Ibid.

public, elle doit, en revanche, offrir une plate-forme favorable à ceux qui sont en position de décision dans l'institution de transfert. La publication, en 2004, des sténogrammes internes du Parti Social-démocrate, montre la préoccupation de Nastase et ses collègues du parti de maintenir une autorité sur la presse, par l'« achat » des institutions ou des journalistes :

> « Adrian Nastase : Nous avons besoin de dix personnes, chacun doit parler à une télévision, sept doivent parler aux journaux. [...] nous avons laissé la TVR présenter ce qu'elle a voulu, nous n'avons pas dit : « On veut ce message », nous n'avons pas dit à PRO TV : « On veut ce message » […] Mais on a besoin d'un homme à l'intérieur qui établisse le message qu'on veut ».[29]
>
> « Valer Dorneanu : À propos de l'effort des télévisions, commençant par la chaîne nationale et d'autres, et aussi de la presse écrite, je me demande pourquoi on continue de soutenir, par divers moyens, les institutions de presse avec une haute audience ayant d'anciennes facilités par le parrainage, par la publicité, et tout ce qu'on reçoit qui sont des faveurs individuelles. Nous sommes devenus des cibles pour la chaîne nationale, ainsi que pour tous les journaux qu'on appuie. […] Je ne dis pas qu'on doit revoir cette ordonnance d'urgence avec les facilités, ce serait une faute de notre part, mais au moins rappeler son existence à ces gars de temps en temps. Je répète, j'ai réfléchi, à un moment,de naïveté, que, pendant la campagne électorale, tous ces journaux qu'on aide sérieusement à exister, à faire de l'audience et à prospérer vont probablement nous aider, mais jusqu'à maintenant, ils se jouent tellement de nous que je ne sais pas si on peut revenir dans la campagne avec leur aide ».[30]

Le scandale de l'attribution de fonds publicitaires de manière discrétionnaire par le gouvernement social-démocrate a ouvert, à l'époque, un débat qui a

29 Déclaration pendant une rencontre de parti du 29 septembre 2003, publiée, en 2004, par le quotidien « Evenimentul Zilei ».

30 HotNews.ro, Stenogramele secrete ale PSD (III), dans : *Hotnews.ro*, le 25 novembre 2004 (http://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1249806-stenogramele-secrete-ale-psd-iii.htm, consulté en octobre 2013).

transcendé les frontières du pays. L'intervention du chef de la délégation de la Commission Européenne à Bucarest, Jonathan Scheele, attirait l'attention, en 2004, sur « la dépendance inquiétante envers la publicité gouvernementale » de quelques journaux, chaînes de radio et de télévision, en affirmant que « la Roumanie doit assumer la responsabilité de l'indépendance des médias ».[31]

La réplique de Nastase est exemplaire concernant la manière dont les forces politiques percevaient leur relation avec les médias. Nastase indique que l'apparition des compagnies de presse étrangères a changé les pratiques – par plus de liberté d'agir pour les journalistes et moins d'affiliation politique – que l'élite politique locale avait cultivées. Il justifie les collusions entre presse et politique par la tradition actuelle des coutumes instaurées dans l'étape de transition du champ politique et du champ journalistique, mais il admet que c'est le moment de changer les règles du jeu :

> « Il va falloir qu'on revoie avec attention la manière de se rapporter aux médias, mais, dans le même temps, il faut mieux comprendre que, parmi les médias roumains, il y a aussi des propriétaires étrangers qui laissent les équipes d'éditorialistes ou de journalistes de la Roumanie agir comme ils le veulent. Il y a, aussi, beaucoup de journaux qui se sont constitués comme des points de soutien pour des groupes d'hommes politiques ou d'affaires, c'est une période de transition, sans doute, dans la politique roumaine, aussi que dans les médias. Il faut comprendre ces changements et réagir en fonction de ces évolutions avec beaucoup d'ouverture et de transparence ».[32]

Les mécanismes qui émergent des situations décrites vont dans la direction d'un environnement médiatique loin d'être autonome et indépendant, avec l'érosion de la liberté d'expression vécue dans la première période après la chute

31 Déclaration parue dans un article publié par « Monitorul Expres », en juillet 2004, (Monitorul Express, Adrian Năstase împarte publicitatea de stat, dans : Monitorul Express, le 22 juillet 2004 (http://www.monitorulexpres.ro/index.php?mod=monitorulexpres&p=politic&s_id=4979), consulté en octobre 2013.

32 Ibid.

du communisme, avec un corps professionnel peu critique envers le champ politique et leur propre environnement de travail, et avec une disjonction entre l'intérêt journalistique et l'intérêt plus pragmatique des médias de marché – e.g. le profit et les avantages financiers des propriétaires des médias. Aussi, cette période est, peut-être, la plus fructueuse en termes de coopération négative entre médias et politique, avec des bénéfices pour les deux camps, mais avec un impact négatif important pour la pratique du journalisme.

3. L'étape « libérale » de la presse entre 1996-2000 et 2004-2008 : la professionnalisation des journalistes et le pluralisme éditorial.

Nous avons choisi d'unifier les deux étapes – toutes les deux pendant des gouvernements de centre-droite – suite aux récits des journalistes et des analystes des médias qui considèrent que les deux périodes sont les plus relâchées en termes d'intervention du politique dans le contenu éditorial. Le côté négatif de cette étape, perçu par la communauté des journalistes, est le virage vers le sensationnalisme, l'apparition des premiers tabloïds et une certaine « dégradation du contenu journalistique » en faveur du « commercialisme ». Le criticisme envers le champ politique était possible et les acteurs attribuent cette possibilité de mettre en place les rigueurs du journalisme aux élites politiques au pouvoir, la Convention Démocrate, qui fonctionnait selon les principes démocratiques américains.

Après le hiatus du gouvernement Adrian Nastase, la fin de 2004 marque l'arrivée au pouvoir de l'alliance « Justice et Vérité », une alliance formée par le Parti National Libérale et le Parti Démocrate, donc des forces politiques de centre droit. Traian Basescu, le président du Parti Démocrate, gagne son premier mandat de président et Calin Popescu Tariceanu, le leader du Parti Libérale devient le premier ministre. Gross indique, en citant Ioana Avadani, la directrice du Centre pour Journalisme Indépendant, qu'au cours de son premier mandat « le nouveau régime Basescu ne savait pas comment contrôler les médias et ne le voulait pas »

et avait éliminé tout contrôle politique centralisé de la presse »[33]. Aussi, au niveau du gouvernement, plusieurs mesures législatives concernant le champ des médias détendent l'atmosphère chargée de pression de l'ancien gouvernement. En 2005, le gouvernement supprime l'insulte et la calomnie du Code Pénal et approuve la loi de la publicité d'état, ayant pour but de prévenir des situations d'abus et de collision entre le champ politique et les médias.

L'analyste Mircea Toma décrit cette période comme « la lune de miel » de la presse, en expliquant que c'était très propice au journalisme, car le champ politique était trop préoccupé par les luttes internes[34]. La journaliste Ioana Lupea considère que cette étape marquait le retour à une certaine normalité, surtout dans la première partie du mandat de Tariceanu :

> « Même s'il y avait un conflit caché au niveau du champ politique, et ici je me réfère aux gens du pouvoir, celui-ci s'est moins reflété dans les médias. Ici, je crois qu'à la fin, la personnalité de Tariceanu a beaucoup compté, il est un individu très arrogant et il n'a pas besoin de confirmation de l'extérieur et cela, heureusement, a influencé positivement l'attitude du pouvoir après la sortie du Parti Démocrate du gouvernement, et là on a eu une période de relative normalité, jusqu'aux élections de 2008 ».[35]

La journaliste décrit aussi une atmosphère qui a déteint dans sa rédaction, concrétisée dans la préoccupation des journalistes de débattre des sujets moins pragmatiques et plus philosophiques sur l'éthique du travail. Elle explique ce phénomène par la liberté d'agir dont les journalistes bénéficiaient et qui a changé le discours des conditions précaires de travail vers la préoccupation pour les principes du journalisme :

> « Je suis arrivée de « Cotidianul » à « Evenimentul Zilei » en 2005, le Parti Social Démocrate avait perdu les élections, EVZ appartenait à Ringier, qui n'avait aucun type d'intérêt politique ou

33 Gross, Peter, « Forward to the Past : The Intractable Problems of Romania's Media System », dans : *The International Journal of Press/Politics*, Vol. 13, No. 2, 2008b, pp. 141-152, p. 144.
34 Mircea Toma dans un entretien de Oana Dan pour dela0.ro.
35 Entretien avec l'auteur.

économique en Roumanie, à l'exception de quelques amitiés personnelles de Mikael Ringier avec Ion Tiriac, avec le prince Sturza, des choses dans ce genre, en plus, Razvan Ionescu est arrivé comme rédacteur en chef et, même s'il n'était pas un journaliste très connu, il était assez apprécié et il a eu la liberté d'agir. C'était une période, à mon avis, sans aucune limite, et ce dont je me rappelle c'est qu'on discutait, très souvent, dans la rédaction, des questions qui tenaient à l'éthique professionnelle de manière polémique, c'étaient des spectacles qu ramassaient toute la rédaction ».[36]

Le quotidien « Evenimentul Zilei » n'était pas un cas isolé de manifestation de cette liberté d'action. La plupart des journalistes interviewés perçoit cette période comme favorable à la pratique du « bon journalisme », qu'ils associent à un manque d'intervention dans leur travail quotidien, un bon leadership au niveau de la rédaction et une vision commune des journalistes envers leur « mission ». Anca Negoita, ancienne journaliste au quotidien économique « Ziarul Financiar », décrit que l'attachement du corps professionnel envers la rédaction était énorme, à l'époque, grâce à une atmosphère stimulante et au professionnalisme inspiré par le rédacteur en chef de la publication :

« Je me rappelle la première fois que je suis entrée dans la rédaction de « Ziarul Financiar », à la fin de 2004. C'était comme dans les films américains. Cent personnes dans la rédaction, tout le monde devant son ordinateur, ou occupé à appeler les sources, c'était du bon journalisme qu'on faisait. On l'avait même appelé ça « le merveilleux trust », car on vivait pratiquement dans la rédaction, du matin à la nuit. L'atmosphère était très stimulante, il y a eu de vrais professionnels, surtout le rédacteur en chef, Cristi Hostiuc – tout le monde lui disait Fini (un diminutif de « Ziarul Financiar », car il se confondait avec la publication) – il avait une intuition incroyable, il nous guidait dans chaque démarche, mais on n'a jamais ressenti de contraintes de sa part. C'était, pour moi

36 Ibid.

> personnellement, la meilleure période de la presse, où on rêvait qu'on allait changer le monde en Roumanie ».[37]

D'autres journalistes sont plus pragmatiques dans l'attribution de l'apparente conquête de la liberté, par une explication financière. Car le marché de la presse était prospère durant cette période, les propriétaires investissaient dans leurs produits médiatiques, fait qui conférait aux journalistes le confort de faire leur métier au delà des intérêts personnels ou politiques. Sidonia Bogdan, ancienne journaliste au quotidien « Jurnalul National », détenu par l'homme politique Dan Voiculescu, raconte que les journalistes ne se souciaient pas des intérêts du patron, car ils étaient satisfaits financièrement. Elle indique, quand même, que les pratiques n'avaient pas essentiellement changé, mais que la pression était moins prégnante par rapport aux étapes d'avant ou d'après cette période :

> « Bon, avant, je n'arrivais pas à conscientiser très bien ce qui se passait dans la politique éditoriale d'un journal. À l'époque, c'était mieux, car le patron mettait beaucoup d'argent à disposition de la rédaction. Les intérêts étaient les mêmes, mais c'était uniquement une zone – les pages politiques et les éditoriaux – mais ces zones sensibles étaient couvertes par des articles inoffensifs, à 100% journalistiques, des articles bien documentés, mais qui ne touchaient pas la zone d'intérêt du patron. Bien sûr, si le pot était plus grand, les journalistes étaient aussi satisfaits parce qu'à la fin ils voulaient faire leur métier. Mais je ne crois pas qu'il y ait eu plus de liberté que maintenant. Il est vrai qu'au moment où la crise est arrivée et que le patron a commencé à couper le budget, il a aussi coupé le contenu des articles qui pouvaient déranger ses intérêts. À « Jurnalul National », quand on avait beaucoup d'argent, les intérêts de Voiculescu étaient les mêmes, mais on était 300 journalistes dans la rédaction, c'était énorme et toute la rédaction n'avait pas à faire avec ces petites pièces journalistiques de

37 Entretien réalisé en juin 2012.

> propagande, entre guillemets, et les journalistes faisaient honnêtement leur métier. Des centaines de journalistes »[38]

Le discours des journalistes sur la presse était, de 2005 à 2007, « très idéalisé, très joliment habillé. La presse était le chien de garde de la démocratie, elle connaissait les valeurs, elle était la conscience illuminée de la nation », affirme, presque cyniquement Ioana Avadani. La directrice du CJI considère que pour une consolidation de ce discours et, surtout, des pratiques qui auraient dû l'accompagner, la période d'idéalisme était trop limitée. Même si le corps journalistique croyait, sincèrement, qu'il pouvait appliquer le modèle du journalisme libéral dans la pratique quotidienne de leur métier, les problèmes profonds du champ des médias – au niveau micro, des provisions contractuelles précaires pour les journalistes, manque de représentation syndicale, l'inexistence des codes d'autoréglementation ; au niveau macro, des liens profonds entre hommes politiques et les médias, qui n'ont pas cessé d'exister, mais qui se sont moins manifestés dans cette période – restaient en place, mais ils étaient cachés par un marché prospère.

Avadani considère aussi que le début du *processus de concentration de la propriété des médias*, enregistré au milieu des années 2000, a eu, initialement, des effets bénéfiques pour le marché qui était peuplé par de petits acteurs et, donc, vulnérables. Mais, dans un deuxième temps, ce processus, connu dessous le nom de « moghulisation de la presse », combiné avec la crise économique déclenchée en 2008 a stoppé le processus de consolidation des médias et a mené à une atomisation des sociétés de presse établies.

4. Le déclin des médias et des journalistes après 2008 : la presse comme acteur dans les luttes politiques

La situation de la presse, déclenchée par la crise financière de 2008, montre un marché médiatique paupérisé, avec des médias encore plus vulnérables devant les

38 Entretien avec l'auteur.

pressions externes. Avec les revenus publicitaires diminués à moins de la moitié de leur valeur d'avant 2009[39], le milieu journalistique était « pauvre, affamé et extrêmement concurrentiel »[40]. Le journalisme roumain était alors confronté à un manque général de modèles d'affaires viables et adaptés aux nouvelles technologies où le modèle traditionnel perdait du terrain et de nouveaux modèles de monétisation en ligne ne semblaient pas durables. Sur ce terrain propice, marqué par des instabilités économiques, *la stratégie du champ politique*, par l'entremise de ses acteurs, était *dirigée vers l'utilisation de son influence pour consolider l'instrumentalisation politique* des médias, en essayant de mobiliser le champ journalistique vers la prise de position politique, comme perspective viable de survivance. Cette situation devient visible pendant la campagne pour les élections présidentielles de 2009. Nous pouvons alors remarquer un clivage des médias, qui se transforment en représentant des forces politiques, surtout par l'entremise des télévisions dites de « nouvelles ». Suite à la crise financière, la plupart des titres de la presse écrite cesse sa publication, ou passe en ligne, donc l'impact de celle-ci est visiblement plus restreint que celui des télévisions. La majorité des messages politiques est transmise par l'entremise des télévisions, qui deviennent de plus en plus radicalisées autour des hommes ou des partis politiques.

Un petit historique des télévisions roumaines s'impose, sur ce point. Au début dés années 2000, l'idée d'une télévision de nouvelles – le pendant de CNN en Roumanie – surgit, par l'apparition de « Realitatea TV », dont le propriétaire était l'homme d'affaires Silviu Prigoana. Ce qui suit est une avalanche de télévisions de nouvelles qui apparaissent entre 2003 et 2009, dont « Antena 3 », « B1TV » et « Romania TV » sont les exemples les plus importants. Le changement le plus visible dans le paysage télévisuel roumain se passe en 2008, coïncidant avec les débuts de la crise financière, par l'entremise de ces télévisions – il s'agit du processus de politisation des chaînes télévisuelles, un positionnement, dans la plupart des cas, publiquement assumé. À l'époque des

39 Selon Zenith Media – agence de monitorage des investissements publicitaires dans les médias, le marché de publicité tombe, en 2009, de 305 millions d'euros à 74 millions d'euros.
40 Selon Ioana Avadani, Ibid.

télévisions de nouvelles, on constate un mélange entre l'information et la propagande : « Antena 3 » – dont le propriétaire de facto, Dan Voiculescu (actuellement en prison pour corruption), est l'ancien président du Parti Conservateur, allié avec le parti social-démocrate – commence à soutenir le parti social-démocrate et le parti libérale pendant les élections ; « B1TV » se place du côté de l'ancien président de centre-droite Traian Basescu ; « Romania TV » – dont le propriétaire, Sebastian Ghita, est un député du parti social-démocrate – fonctionne officieusement vis-à-vis de celui-ci ; et « Realitatea TV » pendule entre le parti de Traian Basescu, jusqu'en 2009, et le parti social-démocrate, après 2009.

C'est l'époque des « moghuls », terme institutionnalisé, en 2007, par le président Traian Basescu, qui considère que la concentration des médias autour des magnats économiques est équivalente à la trivialisation des valeurs occidentales de la presse et que les connivences existant entre une partie du champ politique et ces groupes médiatiques détenus par des hommes d'affaires contribuent, bilatéralement, à la destruction de l'indépendance du champ politique et du champ médiatique :

> « Il y a cette influence de la zone économique et des groupes de presse appartenant aux oligarques médias et ici je le dis sans retenue : Dinu Patriciu, Sorin Ovidiu Vîntu et Monsieur Voiculescu utilisent leurs groupes de presse dans la lutte politique, mais pourquoi ? Ils veulent affaiblir ce camp qui les empêche d'obtenir des faveurs économiques de la part des hommes politiques qu'ils contrôlent et dont ils ont besoin ». [41]

La définition de « moghol » – qui, dans le dictionnaire explicatif de la langue roumaine a le sens de « personne avec un pouvoir discrétionnaire » – est, principalement, une définition politique. En 2007, les forces politiques d'opposition initient un référendum de destitution du président en fonction, Traian Basescu, à l'aide de quelques groupes de presse, qui acceptent de faire campagne contre le président. C'est le moment qui constitue le début des relations

41 Déclaration de l'ancien président Traian Basescu à la chaîne publique de radio, « Radio Romania Actualitati », en octobre 2007.

conflictuelles entre le président et les médias. Selon Avadani[42], Basescu considère que la presse lui était hostile pendant la période du référendum et commence à dénoncer les accointances entre propriétaires de médias et politiques (« les oligarques et leur clientèle ») et à accuser la presse de fabriquer une mauvaise image des hommes politiques qui ne se soumettaient pas à la volonté de ces magnats économiques. En manque d'une force d'opposition compétitive pour les élections présidentielles de 2009, Basescu base sa stratégie de campagne sur les « moghuls », son adversaire le plus fort, en transformant les médias, par association, en acteur politique. La réaction des oligarques confirme cette opposition. Des appels dans la presse faits par Sorin Ovidiu Vîntu – « Il faut isoler Basescu », était le message envoyé par Vîntu dans un entretien de 2008, pour le quotidien « Bursa » – et Dan Voiculescu – qui invite les leaders de l'opposition à « Venir et discuter quoi faire avec Traian Basescu »[43] – consolident la rupture entre une partie de la presse et le président. Pour mieux comprendre le contexte de la « moghulisation » alléguée de la presse, nous allons caractériser le profil des trois oligarques et leurs étapes discursives sur le rôle du propriétaire dans l'activité des médias.

4.1. Sorin Ovidiu Vîntu – du défenseur des libertés des journalistes au moghul le plus contesté.

Sorin Ovidiu Vîntu est, probablement, le propriétaire le plus visible des médias des années 2000. Connu pour ses business des années 1990, quand il était impliqué dans l'affaire du Fond National d'Investissements[44], Vîntu devient le propriétaire visible de « Realitatea TV » en 2006, quand il admet, publiquement, qu'il est l'actionnaire majoritaire de la télévision, dont le propriétaire connu, jusqu'alors, était l'homme d'affaires Liviu Luca. En 2007, Vîntu construit le

42 Déclaration pendant un entretien mené par l'auteur, en juin 2012.

43 Dans un éditoriale signé par Elena Vijulie, pour le quotidien « Romania Libera », en 2010 (Vijulie, Elena, « Cum îl ajută Vântu şi Voiculescu pe Traian Băsescu », dans : *Romania Libera*, le 9 août 2010 (http://www.romanialibera.ro/opinii/editorial/cum-il-ajuta-Vîntu -si-voiculescu-pe-traian-basescu-196067)), consulté en février 2011.

44 Affaire connue comme le plus grand détournement de fonds des années 1990, pour laquelle Vîntu est emprisonné en 2010.

groupe de presse « Realitatea-Catavencu », par la fusion avec le plus connu des hebdomadaires de satire politique, « Academia Catavencu ». La société était le plus grand groupe de presse roumain et détenait, à l'époque, la chaîne de télévision « Realitatea TV », l'agence de presse « NewsIn », les quotidiens « Cotidianul » et « Businnes Standard », la chaîne de radio « Radio Guerilla », l'hebdomadaire « Academia Catavencu », une division des nouveaux médias, et plusieurs revues de niche.

Le discours initial de Vîntu concernant les médias était applaudi par la plupart des journalistes de la communauté. Le magnat promettait une intervention zéro dans le contenu, une indépendance éditoriale totale et il était prêt à investir de grosses sommes d'argent dans les produits médiatiques qu'il détenait, comme il l'affirme aussi dans une interview de février 2006 :

> « Quelles réactions est-ce que vous avez de la part des journalistes de « Realitatea », après votre annonce d'hier soir ? (n.a. le moment où Vîntu a publiquement annoncé qu'il détient la majorité des actions de la télévision « Realitatea TV »)
> Aucune réaction. Ils ont fait leur boulot aussi, jusqu'à maintenant, ils ont vu que depuis presque deux ans personne n'est intervenu dans leur activité professionnelle, ils n'ont pas de raisons de croire que quelque chose va se passer à partir de maintenant, surtout car je m'assume, en ce moment, la responsabilité de facto »[45]

Questionné sur la relation qu'il va essayer de construire avec ses employés, Vîntu prend une position non-interventionniste, en plaçant sa responsabilité dans l'environnement de travail des journalistes : « Bon, le confort de ces gens est donné par le milieu professionnel qu'ils créent par eux-mêmes. Je ne leur créé pas du confort ou de l'inconfort », affirme celui-ci, dans la même interview.

45 Entretien publié dans le quotidien « Cotidianul », repris par Hotnews.ro (Avram, Liviu, « Realitatea TV va arata poporului roman ce valoare personala am », dans: *Hotnews.ro*, le 8 février 2006 (http://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1190666-realitatea-arata-poporului-roman-valoare-personala.htm), article consulté en octobre 2010.

Le discours change radicalement en 2009 quand, selon les rumeurs qui circulaient dans les médias à ce moment, Vîntu commence sa stratégie contre le président Basescu et que son parti et décide de radicaliser la ligne éditoriale de ses produits. La cause principale de cette décision était le blocage des fonds de publicité publique, par le premier ministre de centre-droite Emil Boc, pour tout le groupe de presse « Realitatea-Catavencu ».[46]

4.1.1. Le cas de « Cotidianul » : le début de la discussion publique autour de l'intrusion du patronat dans les affaires éditoriales.

En aout 2009, le quotidien « Cotidianul », un des plus anciens journaux de la presse roumaine postcommuniste, existant sur le marché depuis 1991, s'est confronté avec une série de licenciements, démissions et changements d'équipe éditoriale. La plupart des membres de la rédaction, et surtout les rédacteurs et les reporteurs politiques et d'investigation, ont quitté la rédaction, volontairement ou forcés, après la décision du propriétaire Sorin Ovidiu Vîntu de changer le directeur et la ligne éditoriale du journal. Brièvement mentionné dans l'introduction de ce travail, l'épisode de « Cotidianul » marque *le début d'une étape définitoire des médias roumains actuels*, étape qui coïncide avec la crise financière, dont les effets ont été largement ressentis dans la catégorie « presse écrite », notamment à cause de la baisse considérable des investissements publicitaires[47]. Dans ce sous-chapitre, nous allons analyser le déroulement de la situation conflictuelle au sein de la rédaction, au travers du discours généré par les acteurs impliqués, ainsi que les effets plus profonds sur l'environnement des médias et les conditions de travail des journalistes.

Peu après l'apparition du conflit, le propriétaire explique les changements effectués à Cotidianul, dans un entretien donné au site PaginadeMedia.ro, par sa

46 Selon le journaliste Dan Andronic, dans un commentaire publié sur son blog personnel http://www.danandronic.ro/monserica-am-o-veste-proasta-pentru-tine-vine-nicolae-popa.html, consulté en octobre 2010.

47 Selon MediaFactBook 2009, le marché de publicité pour la presse écrite est tombé de plus de 50% (Initiative Media Romania, *MediaFactBook*, Initiative Media Romania,2009).

décision de se détacher du marché de la presse écrite, qui devient, à son avis, obsolète dans le nouveau contexte économique des médias :

> « La version imprimée du journal va être gardée, mais je ne peux plus m'y investir. Je vais supporter Cotidianul, évidemment, mais je n'investis plus dans le développement du journal. *Comme dans chaque business, tu t'orientes vers ce qui a des chances de développement dans le futur*. Au moment où je sais que toute la génération qui vient derrière est maintenant en ligne, pourquoi verser de l'argent dans la presse écrite ? Moi, maintenant, je n'y crois plus. Imprimer un journal pour qu'il devienne un emballage pour des pickles, ce n'est pas du tout mon truc ».[48]

Même si les premières réactions des analystes tentent de créditer l'hypothèse de l'influence de la crise financière sur le destin de la presse écrite – Ioana Avadani écrivait sur son blogue, peu après que ces changements soient apparus, « […] qu'on assiste plutôt aux effets d'une décision du management de la société de presse (oui, il est difficile de capitaliser un journal, surtout pendant une période de crise financière) qu'à un phénomène ou une intervention brutale extra-managériale de nature politique ou de business, qui attaque le système de la presse écrite roumaine »[49] – l'arrivée du journaliste Cornel Nistorescu, ancien directeur éditoriale d'Evenimentul Zilei et commentateur reconnu, à la direction de Cotidianul, a généré une attitude hostile de la plupart de la rédaction du quotidien, surtout provoquée par ses premières décisions internes en tant que directeur éditorial : le licenciement d'une série de journalistes politiques et le conflit autour de la publication d'un article sur un ancien informateur des services secrets communistes, Petru Romosan, cas qui va être traité plus en détail dans les pages qui suivent.

L'éditorialiste Tiberiu Lovin, propriétaire du site ReporterVirtual.ro, énonce, pour une première fois, que la restructuration de la rédaction de Cotidianul est

48 Sorin Ovidiu Vîntu , dans une interview pour paginademedia.ro, http://www.paginademedia.ro/2009/08/exclusiv-sorin-ovidiu-Vîntu-nu-cred-in-viitorul-ca-business-al-presei-scrise.

49 Ioana Avadani, sur son blogue, le 7 août 2009.

équivalente au changement total du corps éditorial et de ligne directrice de la publication, en faisant remarquée la stratégie du comité directeur :

> « Après l'équipe de Buscu et Ursu (n.d.a. le directeur éditorial de la société de presse et le rédacteur en chef de Cotidianul) a évincé presque 30 personnes avec l'offre de 1.000 Ron par mois (l'histoire avec le salaire sur lequel en fait était écrit le licenciement), l'intronisation de Nistorescu a augmenté le nombre de victimes par 20 noms de la rédaction de Cotidianul, ensemble avec le conseil éditorial ».[50]

Les provisions contractuelles, défavorables aux journalistes – selon les informations que l'auteur avait amassées à partir des récits de journalistes, la majorité du corps rédactionnel travaillait sur des contrats à durée indéterminée plafonnés au salaire minimum, tandis que la plupart des revenus réels, qui variait entre 30 et 70% du salaire total, était attribuée sur la base d'un contrat « des droits de l'auteur », l'équivalent d'un CDD[51] – constituent un premier argument des rapports de force déséquilibrés entre le corps rédactionnel et le management de la publication. Si Balbastre attribuait la tendance de précarisation des conditions de travail, dans les entreprises de presse françaises, à l'« accroissement considérable du pourcentage de pigistes au sein de la profession »[52], les contrats existants sur le marché médiatique roumain place la plupart des journalistes dans la catégorie « défavorisés ». Dans la situation analysée ici, les types de contrats des journalistes de Cotidianul ne prévoyaient pas de barrières de la part du patronat, qui détenait un droit de résiliation immédiate. Comme Accardo l'avait décrit pour le milieu journalistique local français[53], la condition journalistique précaire vient surtout de la pression des structures objectives sur les individus. Point illustré aussi par Urteaga, qui indique que la précarité augmente avec « la faible

50 Reportervirtual.ro, « Cotidianul dupa Nistorescu: un ziar fara nume », dans: *reportervirtual.ro*, le 18 août 2009 (http://www.reportervirtual.ro/2009/08/cotidianul-dupa-nistorescu-un-ziar-fara-nume.html).

51 La situation contractuelle des journalistes roumains était décrite plus en détail dans le chapitre I de cette thèse.

52 Balbastre, Gilles, « Une information précaire », dans : *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 131, No. 1, 2000, pp. 76-85, p. 76.

53 Accardo, Alain, *Journalistes précaires*, Le Mascaret, 1998.

progression des carrières, la fragilité de statuts et la modestie des revenus. […] Plus précisément, à la promotion limitée des postes, des échelons et des fonctions, s'ajoute la fragilité des statuts avec le développement des contrats précaires, du pigisme, du temps partiel comme du chômage pouvant précipiter momentanément ou durablement les journalistes dans l'exclusion sociale. Cette précarité touche la profession dans sa totalité, malgré le fait que ses conséquences sont plus visibles et manifestes à ses lisières »[54]. Le cas roumain indique une situation généralisée, qui inclut des journalistes occupant des positions diverses dans le corps rédactionnel, sans que le statut influe sur la manière dont les pressions sont appliquées. Les journalistes de Cotidianul se sont ainsi retrouvés dans une situation où ils ne bénéficiaient pas de protection contre ce genre d'intervention du comité directeur. Un des jeunes journalistes de Cotidianul nous explique sa perspective sur les nouvelles conditions de travail dans la rédaction, à partir de sa position au sein de l'entreprise, dans un entretien qui a eu lieu peu après la nomination de Cornel Nistorescu à la tête de la publication. Il nous fait connaître sa réflexion sur le statut précaire du corps rédactionnel qui est, selon lui, sujet à différentes pressions internes liées, notamment, à l'absence de la « force du levier » dans leurs rapports au management et au patronat : la stagnation du marché de la presse écrite qui a influé sur les ventes de Cotidianul et qui a affecté la stabilité de la rédaction ; les affinités politiques des journalistes qui n'ont plus été en accord avec le nouveau positionnement du patron ; et l'interchangeabilité des « employés » des sociétés de presse, résultante de l'absence d'un monopole des journalistes sur la profession. Son récit indique, à la fois, la conscientisation de la situation, mais aussi l'incapacité des acteurs concernés à s'opposer aux décisions qui leur sont défavorables :

> « S'il s'agit de parler des pressions politiques, elles se sentent différemment, sur chaque niveau. À mon niveau de soldat indigne, je ne les ressens pas directement. Je sens, par contre, l'orientation. Précisément après la « réduction de personnel » – qui était désignée, en fait, comme une offre de renégociation des salaires et

54 Urteaga, Eguzki « La précarité des journalistes locaux », dans : *LAPURDUM. Revue d'études basques*, Vol. 6, No. VI, 2001, pp. 369-389.

> pas de réduction de la rédaction, parce que cela aurait impliqué des salaires compensatoires – ils ont renoncé au département économique […] le département société était déjà liquidé, le politique – le département coordonné par Ranghel, le seul individu équilibré et qui avait le droit de super ego, de censeur, peu de choses lui échappaient – était aussi liquidé. En même temps, ils ont annoncé l'augmentation à six pages de commentaires. Bon, si on le voit logiquement, tu détruis le département économique, où on apporte des informations qui ont une valeur de vérité, tu liquides le département société et le politique tu l'asservis complètement et tu remplaces tout avec les pages de commentaires où, comme on le sait très bien, ce n'est pas l'information qui compte, mais l'interprétation, qui peut être tronquée, tu te rends compte, en jugeant aussi les titres de la version en ligne et de la version imprimée, qu'il y a une certaine direction et que les moyens ne comptent plus, uniquement le but ».[55]

Questionné sur le fait que les journalistes n'ont pas bénéficié de protection devant la décision patronale, un autre journaliste, qui occupait une position dominante dans la rédaction, mais qui a décidé de démissionner après les changements de politique éditoriale, souligne le fait qu'il y a eu un accord visible entre le management et le patronat. Le manque d'autonomie des journalistes envers l'autorité interne est pourtant contrebalancé par l'accent que le journaliste met sur les compétences professionnelles acquises dans la rédaction de Cotidianul. Cette rhétorique de reconnaissance entre pairs et reconnaissance sociale est une modalité permettant de se démarquer, de s'écarter d'un cadre contraignant, en assurant, au niveau cognitif, la légitimité de leur travail journalistique :

> « Cela a créé un problème mais, au moment où le patronat et le comité éditorial se ont assumé la nomination de monsieur Nistorescu et lui ont donné une liberté d'action totale, ils avaient déjà choisi qu'ils n'allaient pas nous défendre. L'avantage est que, au cours des années, une équipe de journalistes professionnels était

55 Entretien réalisé par l'auteur avec le reporteur Adrian Deoanca.

> formée à Cotidianul, qui ont fait un bon journal, selon mon opinion et celle partagée par beaucoup de monde et je crois que ça va leur être facile, s'ils ne résistent pas dans le conflit actuel, de trouver une place ailleurs. À savoir que, pendant des années, le travail à Cotidianul était vraiment professionnel ».[56]

De la perspective normative, le concept d'« autonomie » journalistique est présenté comme une forme de résistance aux influences extérieures et comme une valeur à défendre contre les pressions politiques et économiques[57]. Néanmoins, la domination économique existant engendre une perte d'autonomie au niveau des acteurs journalistiques interviewés. La revendication de cette même autonomie est ainsi faite uniquement au travers des registres de valorisation employés par les acteurs enquêtés. Le respect de la déontologie professionnelle, la reconnaissance et la valorisation des pairs, ainsi que la valeur humaine des journalistes constituent les arguments de l'« autonomie morale » des journalistes, tandis que les critères plus pragmatiques d'analyse de l'exercice de la profession placent les journalistes de Cotidianul dans la zone de la précarité. Comme nous l'avons déjà explicité dans l'introduction de ce travail, nous traitons les discours des journalistes dans le contexte social de leur apparition, surtout comme composante essentielle du processus de démarcation de la profession journalistiques et de légitimation de leurs carrières professionnelles. De ce point de vue, nous remarquons des similarités entre les discours des journalistes français de la fin du XIX^{e} et début du XX^{e} siècle et la situation actuelle en Roumanie concernant la perpétuation d'un discours qui essaie d'instituer le journalisme comme une composante essentielle de la société (démocratique)[58].

56 Entretien avec le journaliste d'investigation et rédacteur en chef adjoint de Cotidianul, Liviu Avram.

57Schudson, Michael, « Autonomy from what », dans : *Bourdieu and the Journalistic Field*, dir. par Rodney Benson et Erik Neveu, Polity Press, 2005, pp. 214-233.

58 Selon Ringoot, Roselyne et Ruellan, Denis « Ordre, flou et dispersion. Le journalisme comme invention permanente et collective », dans : *Brazilian Journalism Research*, Vol. 3, No. 2, 2007, pp. 67-76.

4.1.1.1. Le conflit Mirela Corlatan – Cornel Nistorescu autour du « cas Romosan »

Le 31 juillet 2009, l'article « Petru Romoşan, le mouchard de Horia Bernea et d'Ion Negoiţescu », qui était l'article principale de la version en ligne de Cotidianul, détaillait une investigation au sujet de la collaboration de Romosan avec les services secrets communistes, « Securitate »[59]. Le même jour que Cornel Nistorescu fut nommé directeur éditorial de la publication, l'article est retiré du site cotidianul.ro. Liviu Avram, le rédacteur en chef adjoint de Cotidianul avant l'arrivée de Nistorescu, explique le choix initial de publication de l'enquête, en dépit de la relation directe et conflictuelle avec le sujet de l'article, Petru Romosan :

> « Cornel Nistorescu a assumé la décision d'effacer l'article du site, considérant que nous n'avons présenté seulement qu'une partie de l'histoire. Il nous a dit qu'il connaissait mieux le contexte, mais j'ai considéré que l'article était publiable, nous ne pouvions pas obliger monsieur Romosan à parler plus avec nous »[60].

De son côté, Petru Romosan admet, dans une déclaration pour le quotidien Evenimentul Zilei, qu'il avait signé un contrat avec Securitate, forcé par les actions de chantage pratiquées par ceux-ci, mais il indique que « la manière dont CNSAS a fabriqué ce dossier à la Cour d'Appel est un faux. Ceux de Cotidianul essayent depuis des années de me faire paraitre collaborateur de Securitate et maintenant ils ont trouvé le bon moment de le faire publiquement dans la presse »[61].

Costin Ilie, le rédacteur en chef de la version en ligne, republie l'investigation, sans lien vers la première page du site. L'article a pu être consulté uniquement en connaissant le lien et il était repris par l'hebdomadaire Academia

59 La question de la lustration des informateurs communistes était un sujet qui a bénéficié d'une forte couverture médiatique pendant la période de notre analyse et l'investigation menée par l'équipe de Cotidianul a eu une durée de plusieurs années.
60 Entretien réalisé par l'auteur en aout 2009.
61 Romosan dans un entretien publié pas le quotidien Evenimentul Zilei en août 2010.

Catavencu et par plusieurs blogues[62], parmi lesquels celui de Mihnea Maruta et celui de Cristian Grosu, deux anciens rédacteurs en chef de Cotidianul, qui indiquent aussi la possible fermeture du journal[63].

L'auteur de cet article, la rédactrice politique Mirela Corlatan, était aussi le premier journaliste licencié de la rédaction de cette publication, après avoir contesté, sur son blogue et pendant l'émission télévisuelle « 6, vine presa » de la chaîne B1TV, la décision du nouveau directeur de retirer l'article de la version en ligne et de renoncer à sa publication dans la version imprimée. Dans une lettre ouverte, écrite à Sorin Ovidiu Vîntu le 3 août 2009, Corlatan déplore la situation précaire des journalistes, en indiquant un contexte défavorable pour la pratique du métier à Cotidianul, où *« une loi commune était instituée […] celle de ne plus discuter avec les plaideurs, mais de disposer des ordres »*.

Tableau 1 - Lettre ouverte à Sorin Ovidiu Vîntu

« Lettre ouverte à Sorin Ovidiu Vîntu,

Votre Excellence,

Nous n'avons pas encore eu la chance de nous connaitre, mais je travaille depuis cinq ans pour Cotidianul, dont vous êtes devenu le patron. Normalement, je n'aurais pas appelé à votre clémence, mais je vois que, au cours des derniers jours, une loi commune était instituée dans la rédaction, celle de ne plus discuter avec les plaideurs, mais de disposer des ordres. C'est pour cela que je prends la liberté de m'adresser directement à l'instance supérieure, donc à vous. Je me réfère, premièrement, au post-scriptum de l'éditorial d'aujourd'hui, signé par le nouveau directeur, monsieur Cornel Nistorescu, dans lequel il déplore, en insinuant, le manque « du droit élémentaire à la défense », dans un article que j'avais écrit sur l'illustre Petru

62 Selon le rapport sur la liberté de la presse en Roumanie, publié par ActiveWatch Romania en mars 2010, p.36-37.

63 Comme ils l'écrivent sur le blog d'un des deux journalistes (http://mihneamaruta.ro/2009/07/31/articolul-scos-de-nistorescu-de-pe-cotidianul.ro/).

Romosan, collaborateur de Securitate, selon CNSAS. Contacté, selon des règles journalistiques, par Cotidianul, Monsieur Romosan a préféré se défendre, en 2006, en m'appelant « petite moucharde » et en me menacant qu'il va détruire ma carrière journalistique, fait prouvé par l'enregistrement de notre conversation, qui est toujours en ma possession. En 2009, avec la décision de CNSAS, il a choisi de se défendre par m'attribuer d'autres invectives, comme « moucharde crasseuse ». Pour les lecteurs d'élite de ce journal, l'expression immonde de Monsieur Romosan n'aurait pas été relevée – je l'ai décidé ensemble avec Liviu Avram, le rédacteur en chef adjoint, celui qui a avisé le texte pour publication, le vendredi dernier. Ainsi, le « droit à la défense » de Monsieur Romosan n'était pas exercé par l'entremise de ses propres mots, qui auraient gratté les oreilles de nos lecteurs habituées à un langage civilisé, mais par mes propres mots « il a nié véhément sa collaboration avec les services secrets communistes (Securitate). En échange, j'ai lutté pour mon titre, qui parlait des dénonciations faites par Romosan, en citant plusieurs documents. Monsieur Nistorescu – qui, il faut préciser, n'a pas encore réussi à nous fournir une liste avec tous ses amis et qui a décidé d'effacer le texte de la version en ligne du journal - soit il n'a pas lu le texte, soit il a eu d'autres raisons que celles invoquées dans son éditorial, pour faire ce qu'il a fait. D'ailleurs, devant toute la rédaction, il n'a pas invoqué le « manque du droit à la défense », mais le fait qu'il connaisse mieux le sujet et que l'article va être complété ultérieurement. Récemment il m'a informé que, au-delà de mon texte, il va paraitre dans l'édition de mercredi comme un « achèvement » de trois pages, qui va démontrer comment le sujet aurait dû être traité. Donc, c'est une leçon de journalisme dans la vie publique, jamais vue jusqu'à maintenant, par laquelle on argumente un geste nommé par beaucoup de monde avant moi comme de la CENSURE. « Naturellement, il est possible que vous soyez dans l'assentiment des décisions de monsieur Nistorescu. Vous pouvez aussi considérer qu'il s'agit de votre argent et que ce n'est pas aux pauvres rédacteurs de juger du management éditorial. Je garde pourtant l'espoir que l'homme qui nous considérait l'autre jour comme

la meilleure équipe de la presse roumaine (n.a. Sorin Ovidiu Vîntu) ne peut pas nous traiter (lui aussi) comme les travailleurs d'une fabrique de clous.
Employée de votre groupe de presse, Mirela Corlatan ».
Texte publié sur le blogue personnel de la journaliste, le 3 aout 2009.[64]

Plusieurs lignes d'argumentation sont à saisir dans son discours, dont nous pouvons dégager certaines des caractéristiques du travail dans la rédaction : la journaliste s'adresse au propriétaire en tant qu'instance de décision absolue (« Votre Excellence » ; « je n'aurais pas appelé à votre clémence », etc.) ; la terminologie utilisée par Corlatan dépeint aussi la situation des journalistes accablés des contraintes organisationnelles sur les pratiques rédactionnelles. Au niveau de sa perception des rapports avec le directeur éditorial de la publication, la journaliste insiste sur l'utilisation de celui-ci du nouveau pouvoir acquis selon des intérêts personnels, amitiés, abus de force dans le rapport avec ses sous-ordonnés. Le pouvoir décisionnel de la direction prime, ainsi, sur l'intérêt journalistique et le travail d'enquête, dans la description de la première action éditoriale de Nistorescu, qui est perçue comme une mise en place, de manière publique, de la censure. Ce qui est à remarquer aussi, en relation avec cette situation, est l'externalisation presque immédiate d'un conflit interne en cours et le manque de réserves concernant le potentiel lié à l'endommagement de l'image de la publication. La loyauté envers le lieu de travail est mise en arrière-plan, quand la journaliste considère que son travail individuel est en danger :

> « J'attends de recevoir la décision écrite car, à mon avis, ma présence dans une émission télévisuelle dans laquelle on parle de la liberté d'expression ne peut pas être une raison pertinente. Surtout que je n'y suis pas allée pour critiquer le journal pour lequel je travaille. J'y étais pour défendre un principe et pour me prononcer autour d'un acte nommé « censure » par ActiveWatch. Je peux

64 Corlatan, Mirela, « Scrisoare descisa pentru Sorin Ovidiu Vîntu », le 3 août 2009 (http://dilemediatice.blogspot.de/2009/08/scrisoare-deschisa-pentru-sorin-ovidiu.html).

> toujours être trouvée dans la rédaction de Cotidianul, et quand je vais recevoir la décision, je vais la contester », déclarait Mirela Corlatan pour le site Reporter Virtual.[65]

La journaliste continue de s'exprimer ouvertement – sur son blogue ou dans des publications qui ont couvert le sujet – autour du « traitement injuste » appliqué par la direction éditoriale, en indiquant aussi un manque de la part des mécanismes de protection pour les journalistes qui sont les acteurs de telles situations. Le commentaire publié le 7 août sur son blogue parle de « tentatives d'intimidation », suite à sa prise de position, tout en illustrant le rapport que la journaliste pense avoir créé avec son public, dans lequel elle voit un allié contre les structures de la rédaction :

> « Je n'ai plus écrit ici depuis quelques jours. Je n'ai pas voulu parler des tentatives désespérées de quelques-uns de me faire taire et de m'intimider, je n'ai même pas voulu annoncer la deuxième émission dédiée au cas Romosan. […] J'ai compté sur le fait que vous, mes lecteurs et (encore) les leurs, vous êtes trop intelligents pour avoir besoin des explications techniques et que vous pouvez tirer seuls vos conclusions », écrivait Corlatan sur son blogue.[66]

Le cas Corlatan reste parmi les premières tentatives de problématisation de la censure par l'interpellation et l'engagement de l'audience dans le débat. Quand la journaliste admet, publiquement, qu'elle avait subi des pressions à l'intérieur de sa rédaction, qui ont affecté la manière d'informer son public, elle assume aussi le risque du jugement de son professionnalisme devant des instances diverses – de ses supérieurs, de ses collègues et, finalement, de son public. Dans la plupart des cas, les situations vis-à-vis desquelles les journalistes considèrent que, dans leurs rapports aux supérieurs, il y a eu de la censure, ne sont pas exprimées de manière publique. Les conflits de ce genre restent dans le cadre de la rédaction et, souvent,

65 Lovin, Tiberiu, « Mireal Corlatan a fost concediata », dans: *Reportervirtual.ro*, le 5 août 2009 (http://www.reportervirtual.ro/2009/08/mirela-corlatan-a-fost-concediata.html).
66 Corlatan, Mirela, « Cazul Corlatan », le 7 août 2009 (http://dilemediatice.blogspot.ro/2009/08/cazul-corlatan.html).

les abus perçus ou sentis sont intériorisés par les journalistes dits de base. Les rapports d'ActiveWatch sont éclairants en ce sens : leurs récits enregistrent en moyenne, par an, seulement une vingtaine de cas où la censure était mentionnée, les sources restant souvent anonymes[67]. Selon Accardo, les situations d'abus professionnels dans les rédactions restent constamment sans représailles de la part des journalistes, surtout à cause de la haute composante individualiste de ceux-ci et de la perception de leur « mission » : « Il reste au journaliste « de base » le choix entre la soumission et la démission. Celle-ci, souvent proférée comme une menace, est rarement suivie d'effet. Plus exactement, on démissionne éventuellement de son entreprise pour entrer dans une autre (le plus souvent sans changer de média). Peu de gens abandonnent le journalisme »[68].

Un autre élément qui s'ajoute à l'explication de cette situation est la prise de position des leaders des rédactions, qui banalisent la censure interne par la déflection de la responsabilité sur les rédacteurs ou les journalistes. Dans le cas de Cotidianul, l'interprétation de l'événement, de la perspective de Nistorescu, met en question l'importance du sujet et l'ampleur que le conflit a pu générer parmi les journalistes, qui ont transformé une affaire interne d'une rédaction dans un débat public autour des « principes journalistiques ». Dans un éditorial, publié le 3 août 2009, le directeur de Cotidianul invoque des raisons rédactionnelles ou professionnelles et il souligne que les règles journalistiques n'ont pas été respectées, et que la réalité autour du sujet était tronquée intentionnellement :

> « Pour un conflit ridicule, quelqu'un de la rédaction de Cotidianul a transmis à ses confrères l'idée que j'ai commis un acte de censure quand j'ai retiré l'article sur le poète et l'éditeur Petre Romoşan. Le malentendu est énorme et, en dépit de l'hystérie créée, je me sens obligé de renvoyer ceux qui m'accusent vis-à-vis de la définition du mot censure. Un article ajourné ou rejeté pour des raisons rédactionnelles ou professionnelles n'entre pas dans une telle catégorie. Quant au cas Romoşan, nous allons revenir avec des informations détaillées dans les jours qui suivent et nous allons

67 ActiveWatch 2008-2014.
68 Accardo, Alain, 1995, op. cit., p. 31.

> présenter toute la réalité, même si quelques-uns préféreraient une sélection obscure. À partir de ce moment, dans la publication où je suis le directeur, personne ne va être « enterré » sans son droit élémentaire à la défense ! »[69]

De cette manière, Nistorescu utilise l'argument du professionnalisme et de la responsabilité éthique des journalistes pour donner du poids à sa décision. En faisant référence à la hiérarchie de l'information et à la ligne éditoriale. Lorsque le processus rédactionnel a lieu, Nistorescu indique, en effet, que le contrôle influe sur les différentes transitions que l'information prend, avant d'être rejetée ou ajournée :

> « La distance entre le fait d'ajourner un article et de le censurer est énorme. Parfois, on a des centaines d'articles qu'on ajourne, tous les journalistes le font. Ce qui s'est passé tient à une confusion volontaire ou à l'inculture crasse : il arrive que de telles décisions éditoriales soient jugées comme de la censure. La censure est là quand une institution étatique intervient dans le contenu d'une publication ou d'un autre canal médiatique. Ceci n'est pas de la censure, c'est une décision professionnelle. Publier quelque chose sans t'assurer, justifier et en évaluer toutes les conséquences, avec les dommages ou les malheurs que ça provoquerait, cela me semble une irresponsabilité journalistique, ce n'est pas ça la liberté d'expression ».[70]

Pour Nistorescu, la définition de la censure ne s'applique pas pour les situations internes à la rédaction, mais elle vient surtout des structures externes, des forces hostiles à la rédaction, comme l'état. Ainsi, la décision du leader de retirer ou de renoncer à la publication d'un article ne tient pas à la catégorie d'« abus professionnel ». Selon le directeur de Cotidianul, les journalistes

69 Cornel Nistorescu, dans l'éditorial « Statul fentat de el însuşi! », paru à Cotidianul, le 3 août 2009 (http://ziarero.antena3.ro/articol.php?id=1249254551).

70 Evenimentul Zilei, « Nistorescu: scandalul, condus de serviciile secrete şi de Cotroceni », dans : *Evenimentul Zilei*, le 5 août 2009 (http://www.evz.ro/nistorescu-scandalul-condus-de-serviciile-secrete-si-de-cotroceni-862294.html).

confondent la liberté d'expression avec la liberté rédactionnelle, qui a ses limites. Il essaie de placer les journalistes dans la zone grise de compréhension des règles professionnelles et des rôles dans la rédaction, ainsi que des rapports de forces qui contribuent à la prise de décision. Dans l'environnement roumain des médias, dominé par les entreprises privées, la production et les décisions rédactionnelles sont souvent organisées selon des objectifs clairs et adaptés aux plans des structures décisionnelles, qui contribuent à l'augmentation des contraintes jusqu'au point où ils se transforment dans une « censure interne ». Bien qu'il y ait eu des progrès par l'élimination de la censure préalable, la pratique journalistique dit autre chose par rapport à la couverture et les rapports de forces de ceux qui y participent. L'intervention de Vîntu – pendant une interview pour l'agence de presse Mediafax, quelques jours après que Corlatean ait publié sa lettre ouverte sur son blogue – nous donne plus d'indices concernant le traitement des actes d'intimidation ou de censure directe ou indirecte dans sa société de presse : « La censure est une blague », déclarait Sorin Ovidiu Vîntu, […] « un chef, quand il considère qu'un article doit être amélioré, il peut le rejeter » et « toutes les rédactions du groupe ont une certaine indépendance éditoriale. Il y a quelques temps, vous disiez que le patronat se mêle à l'activité éditoriale. Maintenant, voudriez-vous que je le fasse ? Je n'ai aucune idée de ce qui s'est passé, j'ai entendu qu'il y a eu un conflit, mais je ne connais pas les motivations »[71]. De son côté, Corlatan parle du droit des journalistes à s'exprimer sans crainte de représailles, fait qui implique aussi le droit fondamental de la société de recevoir des informations plurielles et diversifiées. Sa réaction face à la situation dont elle fait l'objet met le foyer sur l'arbitraire dans la gestion des relations journalistes – management : elle perçoit que son travail de journaliste est réduit à une activité insensée (« pauvres rédacteurs, travailleurs à une fabrique de clous »), en insistant sur les contradictions qu'elle a pu remarquer en tant qu'employée de Vîntu, entre le discours public et les actions réelles de celui-ci :

71 Vîntu, entretien pour Mediafax.

> « Naturellement, il est possible que vous soyez dans l'assentiment des décisions de Monsieur Nistorescu. Vous pouvez aussi *considérer qu'il s'agit de votre argent et que ce n'est pas aux pauvres rédacteurs de juger le management éditorial*. Je garde, pourtant, l'espoir que l'homme qui nous considérait l'autre jour comme la meilleure équipe de la presse roumaine (n.a. Sorin Ovidiu Vîntu) ne peut pas nous traiter (lui aussi) comme les *travailleurs d'une fabrique de clous* ».[72]

Cette relation déséquilibrée entre journaliste et entrepreneur, visible dans le cas Corlatan, a comme source principale le fait que les journalistes ne bénéficient pas de protection législative, qui leur permette d'enquêter sur des questions considérées comme cruciales pour le bien-être social. De ce fait, l'autorité des groupes d'influence à l'intérieur des rédactions a été consolidée. La limitation du travail d'enquête des journalistes, par l'entremise des directeurs éditoriaux, néglige, en quelque sorte, la double responsabilité des journalistes, ainsi que celle des entrepreneurs, de garantir un certain état d'indépendance de leurs médias.

4.1.1.2. L'attitude de la rédaction et la critique externe après l'aggravation du conflit

Les réactions suscitées par le licenciement de Corlatan, suivies par d'autres licenciements du comité éditorial – et principalement du rédacteur en chef adjoint Ciprian Ranghel, journaliste en charge du département politique, et de Cristian Patrasconiu, éditeur dans le même département, aussi que la démission de Liviu Avram, rédacteur en chef adjoint en charge du département d'investigations – se sont tournées vers l'instrumentalisation du journal par Vîntu et Nistorescu, surtout par la mise en contexte de la série d'événements, qui survenaient trois mois avant les élections présidentielles. Plusieurs interventions et articles ont mis en question

72 Corlatan, Ibid.

les intentions du propriétaire et le changement de direction politique du quotidien, qui a supprimé les journalistes n'ayant pas consenti à prendre une position politique claire contre le président de cette époque, Traian Basescu[73]. La *restructuration* de la rédaction par Nistorescu est faite sur la base de plusieurs motivations de nature rédactionnelle ou personnelle, dont nous allons présenter plusieurs exemples représentatifs. Si, dans le cas de Corlatean, Nistorescu invoque des arguments de professionnalisme, de désobéissance et de manque de loyauté, en ce qui concerne l'éditeur politique, Cristian Patrasconiu, les *raisons sont plus difficiles à saisir*. Dans une déclaration fournie par le journaliste à partir de la plate-forme de nouvelles en ligne Hotnews.ro, Patrasconiu blâme l'absence de fondement professionnel qui justifie son licenciement :

> « On m'a raconté que, questionné sur la base des arguments qui lui ont permis de prendre une telle décision, Monsieur Nistorescu n'a pu apporter aucun argument qui indique un dérapage professionnel de ma part. […] *c'était un pur acte de volonté et d'autorité* ».[74]

Après cette deuxième décision de Nistorescu, l'ampleur du discours sur les nouvelles conditions de travail et les relations de pouvoir instituées à Cotidianul prend une forme plus dénonciatrice. Dans un commentaire sur son blogue, intitulé « Quand la vie est de la merde et que quelques-uns aiment l'odeur », le journaliste politique de Cotidianul, Cristian Sutu déplore le statut instable et les décisions arbitraires, avec la faible capacité de négociation des journalistes :

73 Les articles ci-joints traitent de manière chronologique et critique le cours des événements qui ont eu lieu dans la rédaction de Cotidianul : Moga, Camelia, « Cornel Nistorescu l-a concediat pe Cristian Patrasconiu de la Cotidianul », dans: *Hotnews.ro*, le 3 août 2009 (http://economie.hotnews.ro/stiri-media_publicitate-6020771-cornel-nistorescu-concediat-cristian-patrasconiu-cotidianul.htm); Ene Dogioiu, Ioana, « Cristian Patrasconiu, o executie profesionala », dans: *Ziare.com*, le 4 août 2009 (http://www.ziare.com/cornel-nistorescu/cotidianul/cristian-patrasconiu-o-executie-profesionala-842004); Lovin, Tiberiu, « Demisii noi la Cotidianul », dans: *ReporterVirtual.ro*, le 31 août 2009 (http://www.reportervirtual.ro/2009/08/demisii-noi-la-cotidianul.html).

74 Moga, Camelia, « Cornel Nistorescu l-a concediat pe Cristian Patrasconiu de la Cotidianul », dans: Hotnews.ro, le 3 août 2009 (http://economie.hotnews.ro/stiri-media_publicitate-6020771-cornel-nistorescu-concediat-cristian-patrasconiu-cotidianul.htm).

> « Je vous annonce avec tristesse que mon ami Cristian Pătrăşconiu, qui est en vacances, ne va plus écrire à Cotidianul à partir d'aujourd'hui, conséquence d'une décision éditoriale que ni moi, ni mes collègues n'ont comprise. Nous vivons des temps difficiles, très difficiles. Toutes sortes de crises : financières, d'idées, de nerves. Au lieu de se réjouir de cette vie*, nous sommes forcés de baisser nos têtes*. »[75]

Une certaine solidarité interne se fait remarquée à travers les déclarations des autres membres de la rédaction qui, pourtant, n'apporte pas de résultats concrets. Même si un des journalistes proposait, sur son blogue, l'organisation d'une protestation devant le bâtiment où Cotidianul avait sa rédaction, justifiée par le fait qu'« on parle ici de garder l'indépendance et l'objectivité de la presse »[76], son initiative est restée uniquement au niveau discursif, sans avoir le support de ses collègues. Le dernier ressort pris par les journalistes, en absence d'une solidarité factuelle, a été la décision individuelle, pourtant multiple, de quitter la rédaction. C'est le cas de Liviu Avram, qui parle d'une « séparation décente et civilisée »[77] en dépit de l'incompatibilité entre sa compréhension de sa mission à Cotidianul et les buts de la nouvelle direction, en indiquant que « si le patronat décide de nommer la direction du journal, les changements de la ligne éditoriale ont été assumés » […] Oui, c'est frustrant, mais quoi faire, c'est ça la situation. Nous n'avons pas un anticorps de la presse, du métier, des syndicats ou une association crédible qui peut contrer de tels mouvements abrupts du patronat et, alors, les solutions restent, dans une bonne mesure, individuelles »[78].

Même si la situation des journalistes de la rédaction n'a pas fondamentalement changé après que les informations de cette affaire ont été propagées auprès du public, sur divers canaux et par les différents acteurs

75 Palatul Şuţu, « Cînd viaţa e de căcat, iar unora le place mirosul », dans: *Vechiul.sutu.ro*, le 3 août 2009 (http://vechiul.sutu.ro/2009/08/03/cind-viata-e-de-cacat-iar-unora-le-place-mirosul/).

76 Le journaliste de Cotidianul, Alin Fumurescu, dans un commentaire publié le 7 août sur son blogue personnel.

77 Starea Presei, « Liviu Avram pleaca de la 'Cotidianul' », dans : *Stareapresei.ro*, le 11 août 2009 (http://www.stareapresei.ro/starea-presei-liviu-avram-pleaca-de-la-cotidianul/).

78 Liviu Avram, dans un entretien avec l'auteur en aout 2009.

impliqués, elle a contribué à une radicalisation des positions discursives des opposants de Nistorescu, par le déploiement des attaques personnelles dirigées vers lui. C'est le cas d'Ioan T. Morar, éditorialiste politique et l'un des signataires de la fusion entre le groupe Catavencu et la société de presse Realitatea, qui remet en cause la capacité de dirigeant de Nistorescu, en dénonçantant la « faiblesse morale » de celui-ci face à la « réputation de professionnalisme » que la publication avait sur le marché avant son arrivée :

> « Je ne vais pas écrire à Cotidianul, sous la direction de Nistorescu. Il est un personnage avec lequel je n'ai aucun dialogue, j'ai exprimé mon opinion sur lui à plusieurs moments. Je le considère, toujours, comme un écervelé avare, sans caractère. Je crois que sa nomination à la barre du journal est une faute du patronat. Nistorescu ne peut rien construire. Et nous n'allons pas avoir besoin de trop de temps pour le prouver. J'ai été à Cotidianul dès le premier jour de sa relance. J'ai contribué à la construction d'un projet dans lequel j'ai fortement cru. J'ai investi de la confiance, de l'énergie, du temps pour imposer cette marque au sein du public, une publication qui, à mon avis, trouve sa place dans l'histoire de la presse roumaine. La marque reste, mais le journal est sous la direction de Nistorescu. N'oublions pas les temps où, avant sa relance en partenariat avec Catavencu, Ion Cristoiu et Dan Diaconescu en ont été les directeurs. Uniquement avec cette énumération le nom de Nistorescu est en phase ».[79]

Alors même que les journalistes comprennent que l'acceptation du statuquo pourrait leur apporter des bénéfices, les pratiques professionnelles proposées par Nistorescu contredisent les rapports sociaux déjà établis et consolidés dans la rédaction. Cet ajustement violent a rendu les journalistes désireux de quitter l'établissement ou d'entraver son activité normale, en faisant l'étalage public de leur rébellion afin de réclamer la légitimité de leurs positions et d'exposer le changement radical de vision. À ce titre, à part les contrecoups des journalistes

79 Ioan T. Morar dans un commentaire sur la page personnelle de Cotidianul.ro.

internes, une partie signifiante des journalistes externes a concouru à la construction d'un jugement publique du conflit. L'éditorial de la rédactrice en chef adjointe de la publication en ligne ziare.com, Ioana Ene Dogioiu, conteste la « bonne foi » et la « distanciation politique » de la nouvelle direction :

> « Cristian Patrasconiu a subi une exécution professionnelle. […] Il a été licencié car il ne correspondait plus à la ligne éditoriale du journal, une ligne éditoriale qui n'est pas encore définie. Je me demande comment l'un des journalistes les plus professionnels et équilibrés du moment peut ne pas correspondre à une ligne éditoriale professionnelle. […] Quelle serait donc l'incompatibilité de la nouvelle ligne éditoriale avec une telle attitude professionnelle ? »[80]

L'éditorialiste met en avant les critères de l'équilibre et du professionnalisme (éléments qui renvoient au mythe de l'objectivité), contrebalancés par l'arbitraire des initiatives de la direction, et surtout de Nistorescu, qui néglige les mécanismes internes de résolution des conflits. Mais, surtout, la mise en perspective d'un cas précis semble être symptomatique vis-à-vis de l'état fragmenté et dérégulé de la presse, qui se mêle à l'absence d'empathie au niveau des membres de la profession :

> « Ce qui m'effraie le plus est, pourtant, le silence de la communauté. Quelques collègues de Cristian Patrasconiu ont réagi avec véhémence, de par leurs démissions (tout mon respect pour Alin Fumurescu et Robert Turcescu), beaucoup d'entre eux avec le même pistolet sur la tempe. Il y a eu des solidarités individuelles, sur plusieurs blogues, y compris dans le cadre du groupe (tout mon respect pour Catalin Striblea). Mais Doru Buscu et Adrian Ursu, des personnes importantes, anciens collègues de Cristian et les chefs actuels de Cornel Nistorescu, qui crachent hâtivement de l'encre et des paroles face à toute lésion publique de la liberté de la

80 Dans un éditorial sur ziare.com, publié en aout 2009 : Ene Dogioiu, Ioana, « Cristian Patrasconiu, o executie profesionala », dans: *Ziare.co*m, le 4 aout 2009 (http://www.ziare.com/cornel-nistorescu/cotidianul/cristian-patrasconiu-o-executie-profesionala-842004).

> presse, se sont tu. La communauté, dans son ensemble, le Club Roumain de Presse, ceux qui réagissent à chaque parole âpre, mais sans effets concrets – proférée par le président, par exemple – à l'adresse des journalistes, ont été silencieux quand un journaliste a été professionnellement exécuté, sans raison concrète, pour un délit d'opinion, non pas par un homme politique, mais par un autre journaliste. Ce mutisme assourdissant est encore plus effrayant que le geste de Cornel Nistorescu, un homme qui, à la fin, l'a complètement perdu et qui aurait pu être stoppé dans ses actions. Mais il n'était pas stoppé. Le mutisme de la communauté prouve que les journalistes sont à la merci de tout abus, vulnérables jusqu'à l'annihilation devant toute pression et leur vulnérabilité est, en effet, la vulnérabilité de toute la presse roumaine. »

Cette logique dénonciatrice peut être retrouvée dans la plupart des articles autour du sujet. Dans notre recherche de la couverture médiatique des événements, nous n'avons pas pu identifier des prises de position en faveur du patronat. Souvent, les journalistes font usage de l'antagonisme « vrai journaliste »/« morale de la presse » *versus* « mercenaire »/« résidu de la profession » afin de décrire la volatilité croissante des repères et la fragilité des statuts des journalistes, dont la citation ci-dessus, d'un ancien collègue de Nistorescu, est représentative du discours global :

> « Le scandale dans lequel il est impliqué montre que le rôle principal de l'actuel directeur de Cotidianul est de jeter des balles au filet des télévisions des moghuls. C'est aussi la raison pour laquelle il a nettoyé la rédaction, premièrement, de vrais journalistes et il les a remplacés par des mercenaires ou par des gens qui, pour du pain, sont prêts à écrire tout ce qu'on leur demande. Parce que je connais très bien Nistorescu – j'ai travaillé avec lui pendant dix ans (cinq à Expres et cinq à Evenimentul Zilei), je peux affirmer avec certitude que le mec a perdu tout repère moral ou professionnel. Il est un résidu de la profession et

> c'est précisément la raison pour laquelle il est apprécié par les moghuls ».[81]

La personnalisation du conflit mobilise la communauté journalistique à problématiser le statut des journalistes et les relations de pouvoir déséquilibrées au sein des institutions de presse, en exposant l'incompatibilité des visions composant l'environnement médiatique roumain. D'un côté, il y a l'inflexibilité dans les négociations des rapports de force, à noter dans le discours du propriétaire et du directeur éditorial, qui réfutent toute déviation de leur position de départ. De l'autre côté, il y a l'entêtement des journalistes dans un paradigme de la presse discordant avec les réalités du champ.

4.1.1.3. Conclusion

Selon la vision romantique du travail journalistique, les conditions de relative autonomie permettent virtuellement aux acteurs d'avoir un certain contrôle dans le processus de production de l'information. Mais une fois que le cadre symbolique qui explique la relation entre les journalistes et les structures matérielles sous lesquelles ils travaillent n'est pas satisfaisant, une fois que l'institution contribue à la construction d'un écart remarquable entre les principes conducteurs de la profession et les buts personnels des décideurs, la forme institutionnelle de la rédaction se révèle être plutôt un cadre contraignant, qui empêche la préservation de la position sociale que les journalistes croyaient posséder. Les journalistes de Cotidianul voient leur monde personnel – car la vision de la profession est étroitement liée à leurs personnalités – entrer en collision presque totale avec le nouvel ordre des choses proposé par le management de la rédaction. Acceptant que la réalité de la culture rédactionnelle implique de recevoir des ordres et de

81 Dans le texte publié sur son blogue : Badea, Dan, « Interlopul Cornel Nistorescu, între Mititelu, Vîntu şi Măgaru », dans: *Danbadea.net*, le 1 septembre 2009 (http://www.danbadea.net/2009/09/01/interlopul-cornel-nistorescu-intre-mititelu-Vîntu-si-magaru/).

suivre des directions établies par les supérieurs, les journalistes de Cotidianul se sentent, pourtant, sans défense morale contre leur institution. La plupart des journalistes décrit la situation comme « traumatisante », mettant en question toute connaissance préalable de la profession, fait qui leur apparaît comme incompréhensible.

L'affrontement des visions et des représentations de la profession semble radical, faute d'une négociation des objectifs de la structure rédactionnelle. Les actes de résistance discursive contre l'institution qui les contrôle et la révolte contre les « normes institutionnelles » – en désaccord avec les valeurs exprimées par les journalistes de Cotidianul – montre leur refus de jouer les rôles qui leurs ont été assignés dans la nouvelle configuration. Le comportement antagoniste des deux fronts semble être orienté vers le conflit ouvert et non pas vers l'agir communicatif.

Ainsi, les nouvelles commandes viennent à augmenter le degré d'incertitude et de confusion, situation rencontrée dans la plupart des récits, résumés dans cette déclaration d'un journaliste :

> « L'intérêt politique spécifique je ne le vois pas, honnêtement, parce que je pense que les moghuls se nourrissent exactement de cet état conflictuel qu'ils créent avec Basescu. Pourquoi ils voudraient se débarrasser de lui, c'est difficile à comprendre, parce que je ne vois pas chez les chers Messieurs Vîntu, Voiculescu et Patriciu, une coalition contre le régime de plus en plus autoritaire créée par monsieur Basescu ».[82]

Toutefois, l'orientation éditoriale de Cotidianul, assumée par la nouvelle direction, devient visible peu après la fin du conflit. Le sujet « Traian Basescu » était traité dans 114 articles au cours des trois mois qui précédent les élections présidentielles – une couverture principalement négative, qui indique la place critique (et souvent biaisé) de la publication envers le président. Parmi les éditorialistes de Cotidianul, nous retrouvons Petru Romosan, la cible du conflit, qui fait son début dans la publication avec des articles titrés « Qui a peur des

82 Ionut Dulamita, reporteur de Cotidianul, dans un entretien avec l'auteur.

joueurs ? (n.a. référence à Traian Basescu, autoproclamé « le président-joueur »), « Un président destructif » et « Le président inutile ». Selon un rapport élaboré par OSCE, après les élections présidentielles de novembre-décembre 2009, Cotidianul avait accordé à Traian Basescu, pendant le premier tour de scrutin, 74 pour cent du total de l'espace dédié aux candidats, dont 83 pour cent ont eu un ton clairement négatif. Une tendance similaire a été observée pour la campagne du second tour, quand Jurnalul Naţional et Cotidianul ont de nouveau été biaisés contre le titulaire du poste, tandis qu'Evenimentul Zilei et România Liberă étaient plus équilibrés. Gândul avait aussi une approche plus équilibrée de la campagne au cours de la deuxième ronde, donnant au président Basescu 34 pour cent de la couverture (33 pour cent négative et 32 pour cent positive).[83]

En décembre 2009, quelques jours après la fin des élections présidentielles, Emil Hurezeanu, le président du groupe Realitatea-Catavencu, annonce que Cotidianul va cesser son apparition en version imprimée. Questionné sur le fait que les résultats des élections ont pu affecter la décision, Hurezeanu répond qu'elle a uniquement constitué « le déclic ». « Je ne crois pas que la situation financière de notre groupe soit influencée par les élections, car c'est la même situation depuis des mois, comme dans toute la presse […] les élections ont probablement été un déclic »[84].

Le site cotidianul.ro a été acheté par la compagnie Casa Serafim, propriété de Nistorescu et il existe en ligne jusqu'au présent[85].

83 Données fournies par le rapport OSCE, qui a surveillé les élections présidentielles de novembre-décembre 2009, p.16.

84 Emil Hurezeanu, dans un entretien pour Evenimentul Zilei, de décembre 2009 (http://www.evz.ro/Vîntu-renunta-la-print-si-tine-in-suspans-realitatea879064.html?cHash=440495693132e598bdae3e5cfbd38f10&ref=newswire.ro).

85 Selon le rapport d'ActiveWatch, publié en avril 2010.

4.1.2. L'histoire des sténogrammes entre Vîntu et ses employés. Le spectacle public des intérêts cachés.

En octobre 2010, le quotidien « Evenimentul Zilei » et le portail « Hotnews.ro » publient des sténogrammes enregistrés par le Service Secret Roumain, entre Sorin Ovidiu Vîntu et les directeurs de son groupe de presse. Nous n'allons pas analyser ici la démarche des deux médias, qui transgresse les règles du droit à la vie privée, par la publication des conversations personnelles, ni se questionner sur l'accès à ce type d'information. Ce sont deux aspects que nous allons détailler dans la deuxième partie de cette recherche, qui se concentre sur la polarisation des médias et l'étiquetage entre de diverses publications et télévisions. Nous allons nous focaliser sur la pertinence de ces sténogrammes, afin de mieux comprendre les conceptions de Vîntu envers les médias.

La transcription des conversations montre la modalité par laquelle Vîntu instrumentalise ses produits médiatiques afin d'achever ses projets. Une première conversation, qui a lieu entre Vîntu et le directeur éditorial de « Realitatea TV », Sergiu Toader, montre la censure quotidienne et les ingérences éditoriales qui transforment la presse dans une organisation de lutte politique. Aussi, le servilisme des managers – anciens journalistes – de son groupe de presse rappelle des habitudes humbles existantes dans l'ancien régime :

> « Sorin Ovidiu Vîntu (SOV) : C'est ça le jeu, nous n'avons pas besoin d'hystérie, nous n'avons pas besoin de dérapages. J'ai uniquement besoin d'un cerveau, je travaille strictement avec le cerveau, je ne suis pas pas animé par la passion. Si, pendant la guerre avec Basescu, je me suis impliqué émotionnellement, c'est parce que c'est une question personnelle, mais maintenant ce n'est plus le cas, c'est strictement un problème d'affaires. Je dois faire de l'audience pour prendre l'argent du marché. C'est simple.
> Sergiu Toader (ST) : C'est ça !
> SOV : Je dois nourrir une armée de quelques milliers de personnes, simple comme bonjour, rien de personnel.

> ST : Nous allons la faire... ton armée... nous allons rester, comment dire, dans des camps. Nous allons être des bandes et des camps.
> SOV : Non, on va être une structure plus petite, mais extrêmement bien organisée et efficace. À quoi ça a servi que Geoana ait eu presque toute la Roumanie sous son cul ? Basescu a eu une petite organisation, mais sacrément bien organisée. Non, maintenant je vais me construire une organisation qui réponde à mes intérêts de business, et mon business sont les médias. Alors, ça répond de façon pratique à leurs besoins aussi. Que les médias ne voient pas le chemin, c'est leur problème. Je vois le mien et c'est le plus important.
> ST : Juste. Pour moi le plus important est ce que j'ai construit sous ta commande ».

Une deuxième conversation avec le directeur éditorial du groupe, Doru Buscu, reprend et renforce les sujets de la première discussion. Le phénomène décrit par ce dialogue va pourtant un peu plus loin en profondeur dans la société roumaine. La sollicitude pour l'état morale de la presse et de la société dans son ensemble, est remplacée par la préoccupation pour des intérêts personnels, règle qui est transmise des élites vers les masses, qui sont disponibles pour adhérer aux compromis et aux complicités :

> « SOV : Bon et Doru, encore un truc mon fils, pour ne pas avoir de discussions : Academia Caţavencu est devenue, à partir du moment où je l'ai achetée – et je l'ai laissée tranquille, même contre mes intérêts – une organisation patronale. Elle doit répondre aux intérêts du patron. À ses intérêts de business. Cette chose doit être transmise aux gens. Patience, c'est un moment délicat : je veux embaucher un troupeau d'enfants de 19, 20, 21 ans, qui n'ont aucun préjugé ou de la merde dans le cerveau. Des gens qui comprennent exactement les temps qu'on traverse.
> Doru Buscu : Ces gens doivent être formés pendant des années, Sorin.

> SOV : Je suis d'accord avec toi, mais je ne conçois plus aucun dissident à Academia Catavencu. Comme toute institution de presse de mon groupe, elle répond aux intérêts du patron. Point. Cette fois-ci, j'ai parlé avec Sergiu, on va le communiquer à tout le monde. Qui veut rester, reste, les autres peuvent partir. C'est fini avec les blagues de l'indépendance éditoriale, je dois pouvoir faire mes escroqueries (en roumain « smen », affaire malhonnête, douteuse)
>
> DB : Tu veux t'encadrer dans la stature de moghul, dans la définition de moghul.
>
> SOV : Non, mon fils ! Mais est-ce que c'est possible que mes employés, que je nourris, travaillent contre mes intérêts ? C'est la folie ! […] Ils prennent des pots de vin ou ils s'arrangent des boulots pour le prochain gouvernement. Ce n'est pas admissible. Et si je les ai dorlotés jusqu'à maintenant, c'est le moment de s'arrêter. Et c'est la norme partout au monde. »[86]

Dans un entretien que nous avons mené, en juillet 2011, avec Doru Buscu, le journaliste essaye d'expliquer et de justifier ses rapports avec Vîntu, en insistant sur le côté pragmatique de leur relation. Selon Buscu, « les conséquences de ses paroles sont presque nulles, au moins dans la zone de la presse où nous nous sommes activés »[87]. Il accuse le patron de mégalomanie, de délire, de complexes d'infériorité envers Basescu, mais il met l'accent sur le fait que Vîntu agissait uniquement au niveau déclaratif et que ses accès despotiques n'étaient pas transmis au niveau des journalistes :

> « Je parlais souvent au téléphone avec Vîntu, car j'étais le directeur éditorial du groupe, je coordonnais toutes les revues, les journaux et, théoriquement même une partie du contenu de Realitatea TV, mais là c'est une autre histoire, j'étais toujours ignoré. […] Vîntu avait toute sorte d'accès, et il sentait le besoin de délirer par téléphone. Lui, dans sa mégalomanie, annonçait explicitement qu'il

86 Ibid.
87 Entretien avec l'auteur.

> parlait pour que Basescu l'écoute. (…) il croyait que c'était une lutte entre lui et Basescu, et il appelait Toader, moi, Popa et nous disait : « Ah, ce misérable, je vais le détruire, c'est moi qui dirige le groupe, c'est moi qui fait les choses ici ». D'habitude, les conversations se passaient de cette manière : le portable était sur haut-parleur, je faisais mes trucs, je me rasais, peu importe, et je lui répondais : « Oui Sorin, on le fait comme tu le veux » mais, ensuite, rien se passait. Le bénéfice de cette formule était le suivant : le plan de financement qu'il agréait fonctionnait impeccablement. Mon intérêt, comme manager du projet de croissance du groupe Realitatea-Catavencu, était qu'il s'assume et qu'il respecte le financement. Parce nous avons fait un contrat très détaillé qui a très bien fonctionné jusqu'au moment où, vers la fin de 2008, le mec s'est rendu fou et qu'il a abandonné le projet ».[88]

Les réactions de la presse du moment sont variées, avec une partie des journalistes considérant que l'apparition des conversations montre la vulnérabilité de tout personnage public envers les Services Secrets (qui agissent sous les ordres du président Basescu), avec des médias qui acceptent de publier des documents sans se questionner sur le fait que cette démarche empiète les règles professionnelles. Ce point est évoqué par l'éditorialiste Vasile Ernu, qui considère que la gravité de l'apparition des sténogrammes n'est pas la nouveauté des informations offertes, mais la destruction du cadre de la négociation politique, par le fait que la « couverture » rhétorique, avec ses normes et ses codes, est dénudée :

> « Il y a quoi de grave dans toute cette histoire de sténogrammes, à la fin ? (…) Le fait que l'animal politique Basescu est en conflit avec l'animal média-économique Vîntu ? Non, cette chose était connue et cadre avec une logique du type de politique pratiquée depuis un bon moment, et pas seulement chez nous. […] Ce serait grave le comportement de Vîntu envers les journalistes ? Pas vraiment, c'est quelque chose qui se passe dans toute compagnie de type capitaliste qui se respecte, même si le degré de « raffinement »

88 Ibid.

> est différent. Que les journalistes traînent avec diverses complicités manquant d'un minimum de déontologie ? Mais même ce fait n'est plus choquant, surtout après l'expérience communiste où nous avons dépassé toute limite de lâcheté. […] C'est grave que les services de l'État manipulent l'information comme ils le veulent et que la justice reste de côté ? »[89]

L'apparition des sténogrammes démythifie en quelque sorte l'espace public, elle annule le politique en faveur de la confrontation brute dans laquelle les conflits sociaux ne se négocient plus. Et, sur ce point, le rôle de la presse dans la gestion de ces négociations, dans le fait de garder le discours dans ses cadres formels, est aussi annulé, par sa capture – d'un côté, par ses propriétaires, de l'autre, par les élites politiques. Le journaliste Cristian Grosu attribue l'incapacité de la presse à s'autonomiser au manque de croyances politiques enracinées dans la société roumaine :

> « Les sténogrammes montrent pourquoi les journaux, les radios, les télévisions et les groupes de presse ne peuvent pas se détacher de l'hypocrisie et assumer une ligne idéologique claire, que le public peut anticiper. La politique éditoriale ne peut pas être, dans de tels cas, de droite ou de gauche, mais, comme Vîntu le dit, « comme la pisse de bœuf », ça veut dire selon des intérêts de conjoncture ».[90]

Le trajet discursif de Vîntu, à partir du moment où il est entré dans le business médiatique et jusqu'au moment des sténogrammes montre les discrépances entre le discours public et le discours privé, entre la désirabilité sociale (construire sa stratégie discursive selon les attentes de l'opinion publique) – et le cynisme de l'agenda réel (où aucun barrage éthique n'est plus mobilisé). Cela montre la volatilité et la permissivité de l'environnement des médias, où tout changement de stratégie est possible et donne lieu à une transformation

89 Dans un éditorial de Vasile Ernu, publié sur Criticatac.ro, (Ernu, Vasile, « De la Gulag la stenograme sau cum am devenit radical », dans: *CriticAtac.ro*, le 26 octobre 2010 (http://www.criticatac.ro/2376/de-la-gulag-la-stenograme-sau-cum-am-devenit-radical/), consulté en janvier 2011.

90 Entretien avec l'auteur.

permanente des règles et des repères vis-à-vis desquels les acteurs se positionnent dans l'espace.

4.1.3. Épilogue

En 2011, après deux ans passés en prison pour évasion fiscale, Sorin Ovidiu Vîntu revient sur la scène publique en dévoilant l'intentionnalité des démarches anti-Basescu. Dans une interview donnée au quotidien Adevarul, Vîntu déclare que le conflit avec le président était « une *lutte que j'avais assumée*. Le décompte de cette lutte je le paie aujourd'hui. J'ai perdu une bataille. La guerre pourtant, mademoiselle, est longue. Ça dure jusqu'au moment où chacun de nous va mettre ses mains sur la poitrine […] »[91].

L'utilisation des médias pour tenter d'influencer les préférences politiques du public, ou d'influer sur les décisions politiques a eu des implications importantes pour la nature de la délibération publique autour du sujet Basescu-médias et, par l'élargissement des cadres, sur la nature des rapports presse-politique en générale. L'approche cynique du propriétaire souligne le degré de conscientisation des intentions et l'agir contraire aux principes professionnels réclamés par Vîntu, auparavant, qui indiquait que la situation turbulente de la rédaction de Cotidianul était la conséquence de la non-obéissance du corps rédactionnels aux règles de fonctionnement de la société de presse. À une lecture plus critique, la tactique utilisée par le comité directeur, mise en perspective par le discours ultérieur du propriétaire, signale des actions systématiques de cooptation des journalistes pour des buts politiques précis.

Bien entendu, la capacité des médias à créer des courants d'opinion et à adhérer à certaines directions politiques n'est pas interprétée dans une relation de causalité directe avec l'intervention biaisée sur le contenu. Surtout dans le

91 Adevarul, « Sorin Ovidiu Vîntu: 'Ziariştii de la Realitatea îl urăsc pe Băsescu mai rău decât îl urăsc eu' », dans: *Adevarul.ro*, le 12 octobre 2011 (http://adevarul.ro/news/societate/video-exclusiv-sorin-ovidiu-Vîntu-ziaristii-realitatea-urasc-basescu-mai-rau-decat-urasc-eu-1_50ad99a87c42d5a66397f3ca/index.html).

contexte où les médias faisant partie de la société de presse Realitatea-Catavencu étaient, vu leur placement dans l'environnement médiatique – selon les critères de l'audience, leur étendue temporelle et leur réputation préalable dans le champ – parmi les disséminateurs clés de l'information politique. Mais, une fois que les ingérences éditoriales ont violé le consensus de la transmission du contenu politique équilibré, cela a détruit aussi les relations de négociation entre journalistes et décideurs.

Souvent, l'intervention du patronat dans la direction éditoriale est considérée comme une exagération de la part des journalistes, basée surtout sur leur besoin essentiel d'autonomie pratique et de pensée dans leur travail rédactionnel. Dans le cas de Cotidianul, Vîntu considère que son intervention sur le contenu était basée sur un accord avec les acteurs journalistiques qui se sont investis, eux-aussi, dans le militantisme contre le président :

> « Maintenant je peux le dire ouvertement. Les journalistes de Realitatea [n.d.a. dont Cotidianul faisait partie] haïssent Basescu autant que moi. C'est simple. Evidemment que cela m'a convenu. Evidemment que j'étais d'accord avec eux, que je ne suis pas intervenu. Ce n'était pas nécessaire que je les pousse dans cette lutte. Ils ont choisi de faire une presse militante, comme ceux d'Antena 3. Comme ceux qui font une presse « cotroceniste »[92], qui semble avoir touché aussi votre rédaction, celle d'« Adevarul », grâce à votre patron, une presse qui milite en faveur de Basescu. Vous [n.d.a. les journalistes] avez choisi d'être une presse militante, avec beaucoup de misère et beaucoup d'ordures. Vous êtes des militants. Quelques-uns de vous, vous y croyez vraiment. C'est aussi le cas des gens de Realitatea »[93].

Toutefois, au niveau discursif, Vîntu se place *à l'extérieur* de la situation, en projetant ses propres comportements par l'attribution des responsabilités aux journalistes. Par ce faire, il présente l'apparition d'un phénomène généralisé au sein de la presse – basé sur des choix conscients des acteurs – qui se révèlent par

92 Cotroceni est le nom du palais présidentiel.
93 Entretien avec Sorin Ovidiu Vîntu, Ibid.

la normalisation des pratiques « militante(s), avec beaucoup de misère et beaucoup d'ordures », acceptées à l'intérieur du champ et manifestes dans tous les échelons de la profession.

En 1997, plus de quinze ans avant l'arrivée de Cornel Nistorescu à la direction de Cotidianul, période dans laquelle celui-ci était considéré parmi les journalistes les plus radicaux en termes de déontologie professionnelle et « l'un des repères pour les jeunes générations de journalistes »[94], Nistorescu publiait un éditorial intitulé « La couleur de l'argent » [95], dans lequel il avance une analyse des caractéristiques psychologiques et comportementales de Sorin Ovidiu Vîntu. Selon le portrait esquissé par Nistorescu, Vîntu apparait comme ayant « l'air bizarre d'un pingre moderne », […] « une personne avec un sens de l'argent presque paranormale. Il renifle l'argent comme un prédateur »[96]. Nistorescu procède ensuite en racontant l'histoire de sa première tentative de collaboration avec Vîntu, par lequel il a été contacté afin de planifier la stratégie de « domination du marché médiatique ». Dans les lignes qui suivent, nous allons reproduire le texte en intégralité, afin de souligner le double discours dont les deux acteurs ont fait usage pendant la crise de la rédaction de Cotidianul :

> « Monsieur Sorin Ovidiu Vîntu voulait l'argent de la presse. Il a acheté le cadavre de « Tineretul Liber » et il voulait de nouvelles publications. Il voulait un plan intelligent d'achat de « Rodipet », de la fabrique de papier Letea et, ensuite, des pour cent dans les principaux journaux. Je le regardais comme un extraterrestre en béquille et j'essayais de le comprendre : « la presse signifie de la crédibilité ! Avez-vous un fil ou une sangle pour être accroché ? » Il a commencé à rire. » Je ne laisse aucune trace, il m'a dit. Tout dans la valise ! » Monsieur Vîntu voulait deux journaux. Un journal sérieux, qui s'adresse aux élites de la société, et un autre

94 Ene Dogioiu, Ioana, « Cristian Patrasconiu, o executie profesionala », dans*: Ziare.com*, le 4 août 2009 (http://www.ziare.com/cornel-nistorescu/cotidianul/cristian-patrasconiu-o-executie-profesionala-842004).

95 Texte récupéré du blogue https://lacoltulstrazii.files.wordpress.com/2009/08/nistorescu-sov.jpg, qui reprend l'éditorial « Culoarea Banilor » (la couleur de l'argent) publié par Cornel Nistorescu à Evenimentul Zilei, le 13 juin 1997.

96 Ibid.

pour le scandale. Et il voulait que personne ne sache qui est derrière. « Monsieur », je lui ai dit, en Roumanie tout va être dévoilé ! « Peut-être pour les stupides », il me répond, avec le même cynisme. « Nous embaucherons un rédacteur en chef et il va exécuter les ordres par téléphone. Eventuellement, on lui met une caméra vidéo pour qu'il ait le sentiment qu'il parle avec quelqu'un. Vous allez voir comme il transpirera quand on lui donnera des ordres. Et on va briser le marché ! »

« Il est difficile de briser un marché dont les professionnels sont aussi limités », lui ai-je répondu.

« Bon, on va faire deux rédactions basées sur un réseau solide de professionnels, on contrôle la diffusion et la production de papier, on achète des pourcentages de quelques journaux et, ensuite, on va les vendre à une société de presse. Je suis uniquement intéressé par l'argent. »[97]

4.2. Dinu Patriciu et l'histoire du « pixel bleu »

Juste après la révolution de 1989, Dinu Patriciu, architecte à l'origine, est entré dans la vie politique parmi les membres fondateurs du Parti Nationale Libérale (PNL). Un an plus tard, Patriciu devient le ministre des Travaux Publics, pour une courte période. Il était député du PNL pendant plusieurs législatures, entre 1990 et 2003, quand il démissionne du Parlement à cause d'incompatibilités, se retire de la vie politique et se dédie à ses affaires. En 1998, Dinu Patriciu achète en l'état la compagnie Rompetrol, un des plus importants joueurs du marché énergétique roumain, et en 2001 il devient le PDG de la compagnie. En 2007, il vend 75% des actions de Rompetrol à la compagnie KazMunaiGaz de Kazakhstan pour 2,7 milliards dollars. En 2008, la fortune de Patriciu était estimée à 2,5 milliards dollars, par la revue « Forbes », fait qui le plaçait sur la première place dans le top des plus riches roumains.

97 Idem.

L'histoire de Patriciu et des médias commence en juillet 2006, quand il achète l'ensemble majoritaire des actions de la société de presse « Adevarul ». L'intention de Patriciu était de créer le plus puissant des groupes de presse de la Roumanie autour de la réputation du quotidien « Adevarul », un des plus anciens et plus connus des journaux roumains. Patriciu parle du potentiel de croissance des médias en ligne et imagine son groupe de presse comme une « fabrique de contenu »[98]. Sur un marché de la presse écrite dominé, à l'époque par « Evenimentul Zilei » (détenu par Ringier), « Jurnalul National » (détenu par Intact Group) et « Romania Libera » (détenu par l'homme d'affaires Dan Adamescu), Dinu Patriciu relançait « Adevarul » comme partie de la nouvelle vague des journaux généralistes. Entre 2006 et 2012 l'homme d'affaires a investi environ 100 millions de dollars, selon les analystes[99], pour imposer sa société de presse sur le marché. Selon le journaliste Adrian Halpert, « la décision de lancer une société de médias (n.a. Patriciu) l'a prise au printemps de 2006, quand les procureurs anti-corruption l'ont mis sous le coup d'une arrestation pour une nuit, dans le dossier de Rompetrol »[100].

La crise financière a été interrompue, mais l'ascension du quotidien et du groupe de presse, est pourtant marquée par le départ de l'équipe managériale dirigée par les journalistes Razvan Corneteanu et Adrian Halpert, remplacés par Peter Imre, l'ancien directeur de Phillip Morris Romania. Celui-ci était le directeur éditoriale de la société de presse de Patriciu jusqu'à 2012, quand l'homme d'affaires Cristian Burci achète tous les titres d'« Adevarul Holding ». Patriciu considère Imre comme partiellement responsable de la chute de son groupe de presse, et il affirme, dans un entretien : « J'ai fait un mauvais choix, qui a mené à la situation dans laquelle « Adevarul » se trouve maintenant. Malheureusement, ce n'était pas un choix rationnel ». Après le licenciement de Peter Imre, celui-ci critique ouvertement les stratégies existant dans sa compagnie, en insistant sur la

98 Le groupe de presse Adevarul Holding détenait, parmi ses plus connus titres, les quotidiens « Adevărul » et « Click », et les revues « Historia », « Foreign Policy », « Forbes », « Dilema veche » et « Dilemateca ».

99 Voir, par exemple, l'article de Catalin Tolontan de 2010 sur ce sujet.

100 Halpert, Adrian, « Unde se duc mogulii când se duc?… », dans: *Reportervirtual.ro*, le 4 decembre 2012 (http://www.reportervirtual.ro/2012/12/unde-se-duc-mogulii-cand-se-duc-Vîntu-patriciu-voiculescu-marire-si-decadere.html).

prise de décision unilatérale de Patriciu, avec des directions qui concernaient moins la vie de la presse et plus ses intérêts politiques :

> « Il y a une vérité et ici on peut compliquer un peu les choses et arriver aux médias et au groupes de médias de la Roumanie d'il y a quelques mois ou un an ou deux, quand le moghul disait :« je fais ce que je veux avec mon argent ». Il est très difficile de combattre cette stratégie. Tous ceux que j'ai vu s'activer dans la zone de presse - Vântu, Voiculescu, Patriciu – ont tous eu une mégalomanie hors du commun d'un investisseur »[101] [...] « Je crois que ces gens, appelés moghuls, ou moghuls en carton ou moghuls décadents n'ont pas voulu contrôler seulement la presse. Ils ont voulu tout contrôler. Vous pouvez la considérer comme une plaisanterie, mais je crois vraiment qu'à Jilava (n.a. le plus connu prison de la Roumanie) il faudrait faire exister une partie spéciale, une sorte d'asile pour les anciens moghuls de presse, et là ils peuvent discuter entre eux comment ils ont voulu contrôler le pays »[102]

Même si au cours des années, Dinu Patriciu a essayé de distancier sa société de presse de toute tension provoquée par son parcours politique, tout cela change en 2009, quelques semaines avant les élections présidentielles qui confrontaient Traian Basescu avec le candidat de l'alliance entre les social-démocrates et les libéraux, Mircea Geoana. C'est le moment où Dinu Patriciu déclare, à une chaîne de télévision, que pendant un meeting électoral des présidentielles de 2004, il avait vu Basescu claquer un enfant. Peu après, un enregistrement de l'incident est publié dans le quotidien « Gardianul » et repris par la chaîne de télévision « Realitatea TV » et d'autres chaînes hostiles au président Basescu, histoire qui est resté dans la mémoire collective comme le « scandale du pixel bleu ». Quelques jours avant les élections, Basescu présente une expertise de l'Institut National de Criminalistique, qui confirmait que la scène était manipulée et modifiée : « l'enregistrement contient des éléments d'édition électronique, au sens de

101 Entretien avec le directeur éditorial d'« Adevarul Holding », Peter Imre dans le quotidien « Evenimentul Zilei », d'octobre 2013, réalisé par Simona Ionescu et Dan Andronic : « Peter Imre face dezvăluiri despre viaţa lui Dinu Patriciu între medici, instanţe şi avocaţi ».

102 Ibid.

l'altération de l'intégrité. Il n'est pas authentique et il ne représente pas une copie conforme à l'enregistrement originel »[103]. La « guerre » médiatique entre Basescu et Patriciu commence par une déclaration publique de Basescu, pendant une conférence de presse : « Quelques-uns veulent gagner les élections par des contrefaçons et de mensonges. Honte à toi, Dinu Patriciu »[104], en dénonçant aussi les connivences entre Patriciu et Vîntu, qui avaient comploté contre le président.

Comme dans le cas de Vîntu, nous pouvons aussi constater le pouvoir de décision absolu du propriétaire. Apparemment, les décisions d'embauche, au moins au niveau supérieur de la hiérarchie, sont prises unilatéralement par Patriciu, sur les bases de ses relations d'amitié, et non pas sur des critères de connaissances spécifiques ou de performance dans le domaine. De son côté, Imre signale aussi une manière entrepreneuriale où l'intérêt personnel du patron a un primat sur l'intérêt de la compagnie. L'argument principal mis en avant par Imre est l'impossibilité de négociation avec un personnage qui se comprend comme l'instance absolue, grâce au capital financier dont il dispose. Par contre, l'absence de contestation de son pouvoir réel et symbolique altère sa perception sur les limites de son influence. L'implication personnelle de Patriciu dans l'affaire du « pixel bleu » est exemplaire pour ce fait, le magnat étant prêt à assumer publiquement une manipulation contre le président de l'État.

4.3. Dan Voiculescu – homme politique, magnat économique, « moghul de presse »

Le fondateur du groupe de presse « Intact Media Group », le propriétaire des chaînes de télévision « Antena 1 » et « Antena 3 » et le président-fondateur du Parti Conservateur, Dan Voiculescu, fait partie des anciennes élites communistes,

103 Conformément au communiqué de presse de l'Institut de Criminalistique, de novembre 2009.

104 Selon StirileProTV, (Stirileprotv.ro, « 'Sa-ti fie rusine, Dinu Patriciu'. Istoria unei expresii care a devenit celebra in Romania. VIDEO », dans: *Stirileprotv.ro*, le 19 aout 2014 (http://stirileprotv.ro/stiri/actualitate/sa-ti-fie-rusine-dinu-patriciu-istoria-unei-expresii-care-a-devenit-celebra-in-romania-video.html)), consulté en novembre 2009.

connu comme informateur de la police politique de l'ancien régime[105]. Dans les années 1990, Voiculescu a fondé le groupe Grivco, actif dans le domaine du commerce extérieur. Jusqu'aux années 2000, la fortune de Voiculescu atteigne 1,5 milliards d'euros, et il est placé par la revue « Forbes » parmi les roumains les plus riches. Actuellement, Voiculescu est emprisonné pour une période de dix ans, suite à son implication dans plusieurs affaires de corruption[106]. Connu comme adversaire politique du président Basescu, dans sa position de sénateur, Voiculescu établit une commission spéciale pour l'investigation des actions du président et il sponsorise, en 2007, la législation qui a mené à la suspension temporaire de Basescu et à un référendum national contre celui-ci.[107]

Ce sont les débuts du conflit ouvert entre Dan Voiculescu et le président Basescu, qui accuse le magnat de travailler contre les institutions de la démocratie roumaine, et dénonce « la coalition de Grivco » et son leader Voiculescu qui ont pour but de « saper » le pouvoir du président :

> « Un conflit fondamental, cette fois-ci entre moi et tous les partis politiques arrivera et il va se propager dans les conditions où l'effort majeur de tous les partis et de tous les moghuls de presse, dans leurs connivences, est d'avoir un président qui représente une statue bien aimée par la mafia, aux yeux fermés, oreilles couvertes, bouche fermée ».[108]

De sa part, Voiculescu ne cache pas son aversion envers le président, qu'il qualifie de « dictateur » et il annonce publiquement qu'il va faire usage de son empire médiatique, afin de s'opposer au régime de Basescu : « Je sais, monsieur le président, que, pour votre régime politique, comme pour les autres qui vous ont

105 Selon les rapports du Conseil National pour l'Investigation des Archives de Securitate, de 2007, Voiculescu avait collaboré avec la police politique communiste sous le nom de code « Felix ».

106 L'information de l'arrestation de Dan Voiculescu avait fait la une des médias les plus visibles. Ici, dans la version en ligne de la télévision d'information Digi24 : http://www.digi24.ro/Stiri/Digi24/Actualitate/Justitie/Dan+Voiculescu+sentinta+definitiva+Dosarul+ICA+ani+inchisoare.

107 Selon la page https://en.wikipedia.org/wiki/Dan_Voiculescu , consultée en janvier 2013.

108 Déclaration du président datée février 2007, à la chaîne nationale de radio.

précédés, j'ai un grand défaut : vous ne pouvez pas me contrôler, m'effrayer ou m'intimider »[109].

La confrontation entre les deux blocs, celui représenté par le président qui se voit comme la dernière ligne de défense de la « démocratie roumaine » et celui représenté par les médias hostiles, qui voient comme leur devoir le fait de s'opposer à l'autoritarisme institutionnalisé par le président, produit un environnement où les deux camps s'assument des rôles apparemment antagonistes, mais congruents dans leur essence.

Dans ce contexte de combat politique, la presse laisse l'impression d'être prise entre deux feux. Le journaliste Stelian Negrea, ancien chef du département d'investigations journalistiques de la télévision « Antena 3 », raconte que les pratiques de sa rédaction, et de la société de presse de Voiculescu étaient entièrement contrôlées par le propriétaire et sa famille, avec le but d'instrumentaliser le contenu contre les adversaires économiques ou politiques. Il s'agit, selon le journaliste, d'une « intervention totale » :

> « La rédaction du département d'investigations (n.a. de la télévision « Antena 3 ») était pratiquement subordonnée à la main droite de Voiculescu, Codrut Seres – ancien ministre de l'industrie dans le gouvernement Tariceanu […]. Celui-ci participait aux rencontres avec les membres de la famille Voiculescu, il était appelé par ceux-ci quand j'étais aussi présent et ils lui communiquaient les tâches éditoriales. L'intervention dans le contenu était totale, dans le sens où ils nous indiquaient des personnes et des compagnies à investiguer. Par contre, nos initiatives étaient rejetées ou ignorées ».[110]

Ces facteurs internes de coercition[111] indiquent qu'au niveau de l'éthique professionnelle les marges de manœuvre dans la société de presse de Voiculescu

109 Article publié en août 2011 sur http://www.danvoiculescu.ro/?p=892, consulté en avril 2012.
110 Le journaliste Stelian Negrea, dans un entretien réalisé par l'auteur en juillet 2013.
111 Mircea Marian, journaliste à « Evenimentul Zilei », affirme que « dans la compagnie de Dan Voiculescu le problème est que les journalistes travaillent à 100% selon l'agenda de Dan Voiculescu et personne n'ose le moindre signe de dissidence, à mon avis. Personne,

sont encore plus limitées et l'influence patronale est plus visible que dans les autres situations présentées :

> « Je sais avec précision que Dan Voiculescu censure, au groupe de presse Intact, toutes les nouvelles qui le visent. Ceux d'Intact sont tombés dans une hystérie contre Basescu et dans une adulation pour Voiculescu », souligne l'analyste politique Cozmin Gusa.[112]

Selon Coman, une telle perspective de direction des activités des médias vient de la compréhension que le propriétaire de presse a acquis assez de pouvoir et de stabilité pour négocier ses objectifs dans la même position de force que les dirigeants politiques[113]. Le cas de Voiculescu, dans sa triple posture d'homme politique, magnat économique et propriétaire de presse, est représentatif pour l'association collusoire entre politique et médias, facilitée par le capital économique. Si les autres deux oligarques de la presse utilisent le double discours – un discours publique, afin de confirmer les attentes que la presse reste le défenseur du pluralisme des opinions ; et un discours privé (le cas de Vîntu), qui comprime les conceptions autoritaires du patron et les visions utilitaristes dans le traitement avec leurs médias – Voiculescu ne se soucie plus de garder ses apparences. Ses objectifs sont clairement exprimés et ses stratégies ne subissent pas d'opposition formelle ou symbolique dans son institution de presse. Il considère, sincèrement, que sa légitimité d'agir comme acteur politique doit et peut être habilitée par les médias sous son influence :

> « Voiculescu est un mec sans charisme, loin du modèle d'un leader qui mobilise les masses, par contre il est un conspirateur agile, un maître des jeux de coulisses, et il a toujours su jouer sa carte politique. Il a utilisé, dans toute alliance politique, l'artillerie

---

personne...Ni Mircea Badea, ni Mihai Gadea [n.a. deux journalistes de haute visibilité d'Antena 3] (...) Et ici c'est le problème du journaliste qui fait tout ce que son patron lui dicte »

112 B1.ro, « Odă patronului iubit la Antena 3: 'Apologie a prostului gust', 'Pupincurism pro Voiculescu' », dans: *B1.ro*, le 28 juin 2011 (http://www.b1.ro/stiri/eveniment/oda-patronului-iubit-la-antena-3-apologie-a-prostului-gust-pupincurism-pro-voiculescu-7175.html).

113 Coman, 2009, op. cit., p. 3.

> lourde : la force médiatique de son groupe de presse. Et ça a fonctionné », conclut le journaliste Adrian Halpert.[114]

4.4. La « moghulisation » et la spirale conspiratrice des rapports presse-politique

Au regard de la perspective vis-à-vis de l'intérêt de la presse, la triade de magnats « Sorin Ovidiu Vîntu -Dinu Patriciu-Dan Voiculescu » représente la « mort de l'idée de la presse comme entité indépendante »[115], qui travaille dans l'intérêt des publics et pour les satisfaire. Le propriétaire de presse est suspecté, a priori, des intérêts politiques et les médias qu'il détient sont attirés dans cette spirale conspiratrice.

La cohabitation entre politique et médias, la désolidarisation des journalistes et leur radicalisation n'est quand même pas comprise par les acteurs journalistiques comme un phénomène qu'ils peuvent contrôler. La responsabilité de la dégradation de la presse est placée ailleurs, dans les mains des magnats économiques et des hommes politiques corrompus, et les journalistes considèrent cela, majoritairement, comme un « dommage collatérale » :

> « Comme journaliste, je ne regrette, à aucun moment, le gouvernement Nastase. Mais j'ai compris que les escrocs de ce gouvernement avaient la conscience claire de l'illégitimité de leurs rapports économiques avec la presse. Quant aux politiciens de PDL ou de PSD de maintenant, ils considèrent qu'ils font quelque chose de normal. Je m'explique, ainsi, la différence des effets entre les deux périodes : si les pressions économiques du gouvernement Nastase ont solidarisé la presse et ont offert à la profession de journaliste la conscience de valeurs différentes de celles détenues par les hommes politiques, aujourd'hui on a le sentiment que les hommes politiques, les gens de ministères, les magnats, les

114 Reporter Virtual, Ibid.
115 Selon le journaliste Costi Rogozanu, dans un éditorial de VoxPublica, d'octobre 2010.

> managers et les rédactions évoluent ensemble, sous le même drapeau. À un moment, on luttait, maintenant on cohabite. Et je trouve incroyable qu'une génération entière de professionnels TV, dont beaucoup ont été éduqués par des organismes occidentaux aux débuts des années 1990, précisément pour transférer les règles du métier, ont abdiqué, en se transformant en spécialistes implicites des relations publiques, pour des personnes ou des compagnies »[116].

Le journaliste Costi Rogozanu considère que le phénomène de « moghulisation » de la presse est naturellement apparu, en Roumanie, sur les bases d'un marché complètement déréglementé, où les leaders des journalistes n'ont pas été capables de soutenir les employés contre la précarisation de leur métier. Il s'agit, selon Rogozanu d'un type « d'opportunisme périmé. Bien sûr qu'ils [n.a. les moghuls] ont été impliqués dans des actes de corruption, bien entendu qu'il y a de gros problèmes dans les luttes entre les groupes d'intérêts post-crise, mais ce type de scénario inconditionnel des moghuls contre la bonne presse pro-européenne a certainement donné naissance à un énorme discours ségrégationniste et à un évitement continu du vrai journalisme critique. Les débats sur la crise bancaire, sur les employés des compagnies privées, sur l'argent public drainé dans la zone privée ont été traités dans la presse comme de simples blagues ou des heureux accidents »[117].

116 Tolontan, Catalin, « Nastase a solidarizat Presa, Actuala Putere o Delegitimeaza. Doua articole grave despre media au aparut ieri si azi. In spatele lor e mult mai mult », dans : *Tolo.ro*, le 22 avril 2009 (http://www.tolo.ro/2009/04/22/nastase-a-solidarizat-presa-actualul-guvern-o-degradeaza/).

117 Selon Rogozanu, Costi, « Al şaselea mogul rău din media: rapoartele despre presă şi ce uită ele să spună », dans: *CriticAtac.ro*, le 28 aout 2015 (http://www.criticatac.ro/28201/al-aselea-mogul-ru-din-media-rapoartele-despre-pres-ce-uit-ele-spun/).

CHAPITRE III. La perception de la profession et des rôles dans les rédactions roumaines.

Introduction

Celui qui tente d'investiguer le journalisme roumain, dans ses tâches et ses applications actuelles, se heurte à une multitude de sphères à analyser, qui ne s'incluent pas, *stricto sensu*, dans sa « personnalité », mais qui structurent son cheminement. Comprendre la « culture journalistique » roumaine implique ainsi la compréhension des valeurs et des pratiques internes et leur intersection avec des valeurs et des pratiques issues des influences externes sur l'espace social roumain. Dans le cas des journalistes, nous nous intéressons à cette appropriation des valeurs autochtones et allogènes et leur influence non uniquement sur les processus de production et de transmission de sens, mais aussi sur le propre positionnement des acteurs journalistiques dans le monde social roumain.

La vision libérale a dominé, dès le début des années 1990, les rapports entre journalistes et hommes politiques, entre médias et institutions étatiques, qui existent en dépendance mutuelle. Cette interdépendance perpétuelle a créé une relation dont le but affirmé était le contrôle réciproque autant qu'un environnement conflictuel, qui s'est développé autour de valeurs fondamentales proposées par les démocraties occidentales. Cette conception libérale des rôles journalistiques qui était importée des États-Unis, où la production scientifique, autant empirique que théorique, était nettement dominante sur l'environnement global, a rencontré une adhésion sans contestation dans les nouveaux environnements sociaux de l'Europe de l'Est. Deux raisons entremêlées sont à la base de cette affinité et de cette acceptation formelle instantanée des valeurs proposées par le modèle néolibéral. En premier lieu, en Roumanie, après des décennies d'absence de recherches appliquées sur le journalisme, un domaine

quasi-inexistant de manière indépendant pendant le régime communiste, le vide scientifique a dû être rempli avec des sources viables, pour la mise en place de mécanismes qui permettent, à la fois, l'apparition des compétences scientifiques et pratiques. Deuxièmement, le processus de professionnalisation des journalistes, *conditio sine qua non* pour l'établissement d'un champ médiatique autonome, n'a pas pu être envisagé sans une base théorique qui peut être reproduite et accessible par/pour les acteurs. La socialisation des journalistes roumains, après 1990 a été ainsi fortement influencée par le choix pragmatique fait par les élites de fournir le modèle existant le plus plus accessible et visible.

Placé dans l'étude des perceptions, ce chapitre examine comment les journalistes contemplent leurs rôles dans la société, comment et pourquoi ils ont décidé de devenir journalistes, quel type de censure et d'autocensure ils appliquent, et comment ils voient l'environnement journalistique en général. Dans la littérature sur les attitudes professionnelles des journalistes, il y a de nombreuses références à différentes typologies qui balancent entre l'« être » et le « devrait être », et où, souvent, il y a des relations entre le discours scientifique sur ces modèles et le discours des pratiques de travail.

Dans une société en reconstruction, de plus en plus complexe et globalisée, mais marquée par l'atmosphère locale dans laquelle les groupes de médias ont des relations de plus en plus complexes avec d'autres acteurs sociaux ou des entités économiques, politiques et culturelles, les questions qui se posent sont : quels sont les rôles à jouer par les journalistes et selon quels critères appliquent-ils les valeurs dans le comportement rédactionnel quotidien ?

La recherche présentée dans ce chapitre vise à identifier, à décrire et à analyser les influences des conditions matérielles du travail des journalistes et l'impact de ces conditions spécifiques dans leur environnement sur les perceptions des rôles et sur l'exercice du métier, vu la dimension dynamique du concept de « rôle », qui permet la reconstruction de l'identité professionnelle. Selon Nicolas Kaciaf, les rôles « peuvent être envisagés à la fois en tant que *positions* occupées par les journalistes dans les processus de communication publique et en tant que *postures* que matérialisent les registres et les genres privilégiés. Une autre vertu de

la notion est de ne pas figer les discours journalistiques dans une quelconque essence anhistorique: conditionnés par des structures sociales elles-mêmes évolutives, les rôles se transforment au gré de l'ajustement des acteurs à ces structures et aux situations qu'elles génèrent »[1].Notre stratégie était ainsi d'étudier les enjeux d'identité et de représentations, les orientations de rôles qui se réfèrent aux valeurs, aux attitudes et aux croyances concernant la position du journalisme et des journalistes dans la société. L'approche qualitative prédominante et l'analyse des discours des journalistes se sont tournées vers les perceptions des rôles, auxquelles on attribue un pouvoir explicatif important en ce qui concerne la façon dont ils mettent en œuvre des stratégies de travail dans les rédactions.

1. Le concept de « culture journalistique » comme cadre d'analyse des rôles

Les études sur les rôles, les comportements et les attitudes professionnelles des journalistes ont essayé de déterminer quels sont les processus internes de structuration de la profession et quels sont les différents rôles remplis par les acteurs de ce milieu professionnel, comment ils développent et maintiennent une certaine culture propre de leur profession et quels sont les facteurs qui contribuent à l'établissement de cette culture.

En faisant une radiographie des études sur les rôles de journalistes, l'observateur est confronté, dans les années 2000, à une hausse des productions scientifiques qui reviennent sur des conceptions plutôt normatives. Le sociologue américain John Nerone soutient, en 2009, que le journalisme est un *système* de croyances, qui influent sur l'établissement des pratiques et des valeurs professionnelles, ainsi que sur le cheminement des médias et des systèmes de médias[2]. Ainsi, les associations professionnelles, autant que les organisations de plaidoyer, énoncent nombre de pratiques/d'approches dans le travail quotidien des professionnels des médias. Les catalogues des points abordés se répètent

1 Kaciaf, Nicolas, « Les discours journalistiques saisis par la sociologie des rôles. Enjeux conceptuels et méthodologiques », dans : *Figures sociales des discours. Le Discours social en perspectives*, dir. par : Aurélie Tavernier, Jacques Noyer, Jean-Baptiste Legavre et Bernard Delforce, Presses Universitaires de Lille, 2010, pp. 169-183, p. 169 suiv.

2 Selon Nerone, John « The historical roots of the normative model of journalism », dans : *Journalism* Vol. 14, No. 4, 2012 pp. 446-458, p. 447.

régulièrement, et souvent avec l'addenda qu'il s'agit des buts concrets que les journalistes devraient poursuivre[3].

Dans le domaine scientifique, ces nouvelles tentatives pour construire des normes professionnelles trouvent leur pendant dans une préoccupation élevée avec ces standards, normes et, finalement, rôles journalistiques, à une époque où les médias se trouventsous une forte pression du côté économique, ainsi que du côté morale[4]. Selon Thomas Hanitsch, le processus continuel de globalisation contribue à l'harmonisation des orientations des rôles et des pratiques journalistiques avec des idéaux traditionnels comme l'objectivité et l'impartialité, qui dominent les discours dans les rédactions autour du globe[5]. Cet alignement au niveau des principes établis n'entrave toutefois pas le développement des cultures journalistiques autochtones et différentes, qui se forment à partir des images sur les rôles et sur les fonctions sociales[6] que les acteurs journalistiques développent dans leur environnement social spécifique.

Le sociologue allemand Wolfgang Donsbach s'interroge, lui aussi, sur « l'influence des conceptions [ou des perceptions] des rôles des journalistes sur leur comportement professionnel » et sur l'apparition des cultures journalistiques différentes[7]. Ces perceptions peuvent être définies comme « des attentes généralisées, que les journalistes croient exister dans la société et entre les différents acteurs, qu'ils considèrent comme acceptables du point de vue normatif, et qui a sur leur comportement au travail »[8]. La manière dont les journalistes perçoivent leurs rôles agit, par la suite, sur « la manière dont les journalistes

3 Voir, par exemple : World Journalism Education Council, *WJEC-3 Syndicate Report*, 2013, Mechelen, Belgium, 6 (b). Role Perceptions and Professional Values Worldwide.

4 Voir Plasser, Fritz « From Hard to Soft News Standards ? How Political Journalists in Different Media Systems Evaluate the Shifting Quality of News », dans : *The Harvard International Journal of Press/Politics*, Vol. 10, 2005, pp. 47-68.

5 Hanitzsch, Thomas, « Deconstructing Journalism Culture : Toward a Universal Theory », dans : *Communication Theory*, Vol. 17, No. 4, 2007, pp. 367-385, p. 367.

6 Hanitzsch, Thomas, « Populist disseminators, detached watchdogs, critical change agents and opportunist facilitators : Professional milieus, the journalistic field and autonomy in 18 countries », dans : *The International Communication Gazette*, Vol. 73, No. 6, 2011, pp. 477–494, p. 480.

7 Donsbach, 2008, selon van Dalen, Arjen « Different roles, different content ? A four-country comparison of the rôle conceptions and reporting style of political journalists », dans : *Journalism*, Vol. 13, No. 7, 2012, pp. 903–922, p. 904.

8 Donsbach, Wolfgang, « Journalists' Role Perception », dans : *The International Encyclopedia of Communication*, ed. par Wolfgang Donsbach, Wiley, 2005.

interagissent avec leurs sources, ainsi que sur la sélection et la présentation des informations »[9]. Similairement, Balaban/ Meyen affirment – en suivant Donsbach – que la perception des rôles est l'ensemble des attentes que d'autres personnes ont envers les détenteurs d'une position sociale, et par conséquent, la perception de soi est liée aux attentes que les journalistes ont de leur vie professionnelle[10]. Ces perceptions de rôle ont, en revanche, un pouvoir explicatif élevé sur la nature du traitement avec les normes par les journalistes.[11]. En utilisant l'approche de paradigme de Kuhn (comme « une constellation de croyances, valeurs et techniques […] partagées par les membres d'une communauté[12]), Zhongdang/ Man Chan définissent les rôles dans le paradigme journalistique comme des cartes cognitives qui guident la sélection, ainsi que l'interprétation des faits sociaux présentés dans les médias[13].

Même si les travaux de chercheurs dédiés aux rôles des journalistes – surtout ceux qui suivent la perspective anglo-américaine – parlent du paradigme journalistique ou des perceptions de soi, dans leur analyses comparatives ils affirment « une *variance des fonctions* journalistiques dans tous les pays »[14]. Sur ce point, c'est Hanitsch qui atteste que, en suivant la perspective de Bourdieu[15], l'apparition des milieux professionnels distincts – c'est-à-dire des milieux qui se cristallisent autour des journalistes qui partagent les mêmes perspectives sur l'importance du journalisme dans la société – est liée à la question de l'autonomie

9 Ibid.

10 Balaban, Delia-Cristina et Meyen, Michael, « The Role Perception of Eastern European Journalists. A Qualitative Analysis », dans : *Revista Română de Comunicare şi Relaţii Publice*, No. 4, 2011, pp. 97-98, p. 89.

11 Voir : Skovsgaard, Morten, Albæk, Erik, Bro, Peter et de Vreese, Claes, « A reality check : How journalists' role perceptions impact their implementation of the objectivity norm », 2012, dans : *Journalism*, Vol. 14, No. 122, 2013, pp. 22-42.

12 Kuhn, Thomas S., *The structure of scientific revolutions*, University of Chicago Press, 1970, p. 175.

13 Pan, Zhongdang et Chan, Joseph Man, « Shifting Journalistic Paradigms How China's Journalists Assess 'Media Exemplars' », dans : *Communication Research*, Vol. 30, No. 4, 2003, pp. 649-682, p. 651.

14 Voir : Hanitzsch, Thomas et Lauk , Epp: The Worlds of Journalism Study (WJS) (http://www.worldsofjournalism.org/pilot.htm).

15 Bourdieu, Pierre, « The political field, the social science field, and the journalistic field », dans : *Bourdieu and the Journalistic Field*, ed. par Richard Benson et Erik Neveu, Polity Press, 2005 pp. 29–47, p. 42.

journalistique et des contraintes externes exercées sur les médias[16]. Il continue, en citant Bourdieu, sur le fait que le champ journalistique a perdu, de plus en plus, son autonomie, à cause de la préoccupation accrue sur la question de l'audience et à cause des contraintes économiques[17].

Nombre d'analyses affirment, à cet égard, que les conditions locales/ nationales configurent souvent des cultures journalistiques différentes[18]. Zhongdang/ Man Chan ajoutent que les perspectives varient non seulement en fonction de leurs localisations géographiques, mais aussi à travers le temps[19]. Concernant la localisation temporelle, il convient d'ajouter que les valeurs et les prémisses que les chercheurs, ainsi que les professionnelles des médias, accordent à la profession journalistique, sont apparues dans les sociétés anglo-américaines au cours du XIX^{e} siècle[20]. Donc, leur validité dans des contextes concrets des sociétés contemporaines n'est, sur ce point, pas évidente à saisir. À cet égard, Hanitzsch/ Lauk observent des écarts entre les pays de l'Ouest et des pays non-occidentaux, notamment en ce qui concerne la flexibilité concernant les standards éthique..[21] Volmert/ Wasserman expliquent les variations entre les milieux journalistiques/ les mondes du journalisme, par l'influence des traditions culturelles, des expériences historiques et des valeurs politiques dans les contextes concernés[22]. En partant de cultures journalistiques distinctes, les travaux de recherche dédiés à ce sujet (notamment Hanitsch et ses collègues), arrivent à

16 Hanitzsch, 2011, op. cit., p. 478.

17 Ibid.

18 Voir, parmi d'autres : Donsbach, Wolfgang et Patterson, Thomas E., « Political News Journalists : Partisanship, Professionalism, and Political Roles in Five Countries », dans : *Comparing Political Communication. Theories, Cases, and Challenges*, ed. par Frank Esser et Barbara Pfetsch Cambridge University Press, 2004, pp. 251-70 ; Hallin, Daniel C. et Mancini, Paolo, *Comparing media systems: Three models of media and politics*, Cambridge University Press, 2004 ; Hanitzsch, Thomas, « Deconstructing Journalism Culture: Toward a Universal Theory », dans : *Communication Theory*, Vol. 17, No. 4, 2007, pp. 367-385.

19 Pan, Chan, 2003m op. cit., p. 673.

20 Voir : Silva, Fernanda Mauricio, « Journalism as a cultural practice : a brief historical analysis of the journalism values of the Globo and BBC networks », dans : *MATRIZes*, Vol. 4, No. 2, 2011, pp. 239-251, p. 239.

21 Hanitzsch et Lauk, op. cit.

22 Voltmer, Katrin et Wasserman, Herman, « Journalistic norms between universality and domestication : Journalists' interpretations of press freedom in six new democracies », dans : *Global Media and Communication*, Vol. 10, No. 2, 2014, pp. 177–192, p. 178.

tracer une carte mondiale des perceptions de rôles et des milieux journalistiques[23]. Ils identifient à la fois deux, trois, quatre, voire même plus, systèmes de croyances différentes, des modèles distincts ou des modes de travail antinomiques[24]. Sur un trajet global, ils soulignent, une fois de plus, les différences entre les pays de l'Ouest et ceux de l'Est, avec une prépondérance des journalistes qui font de la surveillance indépendante (detached watchdogs) dans les sociétés occidentales, et du facilitateur opportuniste notamment dans des pays en développement/ transition[25]**.** Skovsgaard et al. mettent aussi le point sur la concordance entre le développement politique et les pratiques journalistiques quand ils affirment que les différences de conception sur la démocratie mènent, par des attentes normatives, aux perceptions différentes des rôles[26]. En partant d'une perspective normative, les approches sur les cultures journalistiques arrivent alors à insister sur le pluralisme des pratiques journalistiques et des systèmes de valeurs[27]. Weaver et Wilhoit affirment que les perceptions des rôles journalistiques sont influencées par la culture journalistique majoritaire du pays en question[28] ; Silva montre, par référence à Raymond Williams, que le journalisme est une pratique culturelle et qu'il existe alors une interaction permanente entre la société et les valeurs journalistiques[29]. Balaban/ Meyen argumentent également – concernant les perceptions de rôles des journalistes en Europe de l'Est – que la « culture

23 Hanitsch parle de quatre milieux journalistiques au monde : « le diffuseur populiste » (populist disseminator), « la surveillance indépendante » (detached watchdog), « l'agent de changement critique » (critical change agent), et « le facilitateur opportuniste » (opportunist facilitator). (Hanitsch, 2011, op. cit.).

24 Pour une histoire plus détaillée, mais quand même assez courte, de l'évolution des études sur la perception de rôles journalistiques veuillez vous diriger vers : Thomas Hanitzsch : Role perceptions and professional values worldwide, http://wjec.be/wp/wp-content/uploads/6B-Professional-roles-of-journalists.pdf

25 Cf. World Journalism Education Council, *WJEC-3 Syndicate Report*, 2013, Mechelen, Belgium, ch. 6 (b). Role Perceptions and Professional Values Worldwide.

26 Skovsgaard, Morten, Albæk, Erik, Bro, Peter et de Vreese, Claes, « A reality check : How journalists' role perceptions impact their implementation of the objectivity norm », 2012, dans : *Journalism*, Vol. 14, No. 122, 2013, pp. 22-42, p. 6. Ils suivent ici la perspective ouverte par Strömbäck (notamment : Strömbäck, Jesper, « In search of a Standard : four models of democracy and their normative implications for journalism », dans : *Journalism Studies*, Vol. 6, No. 3, 2005, pp. 331-345.).

27 Voir : Balaban, Meyen, 2011, op. cit. p. 89.

28 Weaver, David Hugh et Wilhoit G. Cleveland, *The American Journalist in the 1990s : U.S. News People at the End of an Era*, Psychology Press, 1996, p. 138.

29 Silva, 2011, op.cit., p. 239 suiv.

journalistique » est issue de modèles culturels spécifiques, les modèles cognitifs et évaluatifs, qui, par conséquent, façonnent la perception des journalistes sur la réalité[30]. Mihai Coman parle, en ce sens, de l'ensemble de représentations auxquelles les journalistes adhèrent, « à l'activité spécifique, [aux] représentations qui légitiment le social et à l'attribution d'une mission particulière ainsi qu'à un ensemble de règles sur les normes professionnelles et éthiques »[31].

Même en adhérant au modèle des cultures/ milieux journalistiques, nombre d'auteurs soulignent en parallèle l'existence de similitudes entres les journalistes et ce, mondialement : pour le cas des pays de l'Europe de l'Est, Balaban et Meyen mettent l'accent sur des motivations et des habitus similaires, ainsi que sur l'adhésion des journalistes à l'idéal de « la diffusion de l'information neutre » ou à l'engagement de l'auditoire (commitment to the audience)[32].

Dans le même temps, la discussion ne se limite pas à la perception de rôles, mais l'intérêt est, évidement, qu'il y ait une relation entre les perceptions et la production journalistique : Scholl/ Weischenberg ont trouvé une corrélation entre la perception de rôles par des journalistes individuels et leur contenu délivré ; Culbertson a montré une relation entre les conceptions que les journalistes ont de leur profession et de leur pratiques concrètes ; enfin, basé sur une analyse de pratiques journalistiques en quatre pays, van Dalen conclut que les conceptions/ perceptions de rôles se reflètent dans le style de la production de nouvelles politiques[33].

La question qui s'impose est, ainsi, comment les normes journalistiques sont établies. Au delà du courant insistant sur l'impact des régions/ sphères culturelles, nombre d'auteurs soulignent l'importance de l'influence de l'environnement professionnel. Même si ces auteurs prennent également en compte l'influence culturelle, notamment en ce qui concerne le développement du corpus de valeurs, davantage de poids est placé sur les interactions (quotidiennes) des journalistes.

30 Balaban, Meyen, op.cit, pp. 87-98.
31 Coman, Mihai, 2004, op. cit., p. 73.
32 Balaban, Meyen, 2012, op. cit., p. 92ff.
33 Cf. van Dalen, Arjen, « Different roles, different content ? A four-country comparison of the role conceptions and reporting style of political journalists », dans : *Journalism*, Vol. 13, No. 7, 2012, pp. 903–922, p. 904ff.

Dans ce qui suit, nous allons faire le point sur les résultats majeurs de la recherche consacrée aux normes journalistiques ou aux valeurs professionnelles des journalistes. Plaisance/ Skewes expliquent les préférences journalistiques par la socialisation professionnelle, même si l'environnement culturel, la religion ou la famille influent également sur les valeurs plus générales[34]. Donsbach affirme que l'interaction entre les journalistes, notamment entre les collègues, c'est-à-dire entre journalistes de la même rédaction, ou entre les compétiteurs, mène au développement des perspectives partagées[35]. Wu/ Weaver/ Johnson, par contre, réfutent cette perspective qui serait que le comportement des journalistes soit influencé par des arrangements dans la rédaction. Ils le font en argumentant le fait que l'influence des supérieurs ou des pairs ne soit pas un indicateur pour les perceptions de rôles des journalistes[36]. Dans son étude, Hearns-Branaman arrive à prouver que les journalistes adhèrent aux idéaux, identifient des instances quand l'idéal n'a pas pu être achevé ou maintenu et raisonnent sur le cheminement possible pour arriver à cet idéal. Platter confirme également la viabilité des standards professionnels, au moins entre des journalistes d'élite[37].

Un autre courant majeur d'auteurs met en doute toute réflexion sur les modèles stables du journalisme. Janowitz affirme que plus les gens travaillent dans le domaine, plus ils changent leur perceptions sur les rôles du journalisme dans la société (« over time, people working in journalism changed their perceptions of the role of journalism in society »)[38]. Wu/ Weaver/ Johnson confirment, dans leur étude, qu'il n y a pas de modèle fixe du journalisme professionnel[39]. La pure quantité de classifications développées les chercheurs se dédiant au sujet, allant *des typologies* diverses de Patterson/ Donsbach, Weaver etc., aux tiroirs décrivant plutôt les modes de travail de journalistes – notamment

34 Plaisance, Patrick Lee et Skewes, Elizabeth A., « Personal and Professional Dimensions of News Work : Exploring the Link Between Journalis' Values and Roles », dans : *Journalism & Mass Communication Quarterly*, Vol. 80, No. 4, 2003, pp. 813-848, p. 844.

35 Donsbach, 2004, op. cit., p. 142

36 Wu, Wei, Weaver, David et Johnson, Owen V., « Professional Roles of Russian and Us Journalists : A Compartive Study », dans : *Journalism & Mass Communication Quarterly*, Vol. 73, No. 3, 1996, pp. 534-548, p. 544.

37 Plasser, op.cit., p. 64.

38 Selon Plaisance, Skewes, 2003, op. cit., p. 835.

39 Wu, Weaver, Johnson, 1996, op. cit., p. 544.

Janowitz (1975), Wu et al., Patterson (1993), Weaver et al. 1991 – montre qu'il y a une volonté des chercheurs d'observer des standards et les rôles communs, qui nécessite, apparemment des dénominations différentes à cause de leurs particularités.[40]

1.1. Traditions culturelles, héritage historique et l'influence des valeurs politiques sur le travail journalistique roumain.

Bien qu'il existe de nombreuses caractéristiques communes qui transcendent les frontières nationales, elles sont interprétées et mises en œuvre de multiples façons, en fonction des contextes politiques et culturels, de la mentalité et des traditions locales. Selon Pan/ Chan, le développement, ou encore, l'expansion de la démocratie de marché a rendu possible le début du professionnalisme universel comme l'idéologie dominante de *toute* profession basée sur la connaissance. Par conséquent, nombre d'auteurs, y compris Reese, ont attendu que le professionnalisme journalistique soit le modèle normatif dominant pour les sociétés en transition[41]. Et, même si une prépondérance de la littérature consacrée aux transformations médiatiques dans les pays postcommunistes, basée sur des aspects structurels, est remarquable, plusieurs études ont démontré qu'il a des différences entre les journalistes de l'Ouest et ceux de l'Est, notamment en ce qui concerne des valeurs, des buts et des normes professionnels[41]. La raison des différences de perception des rôles est à trouver, selon Balaban/ Meyen, dans le fait que les normes occidentales ont été importées dans des pays caractérisés par une compréhension toute à fait différente du journalisme, notamment quand certains des journalistes ont été éduqués avant la chute du communisme[42]. Par conséquent, les pratiques médiatiques diffèrent également entre les démocraties établies de l'Ouest et les pays de l'Est, où les pratiques et les normes sont

40 Balaban, Meyen, 2012, op.cit.

41 Cf. Pan, Zhongdang et Chan, Joseph Man, « Shifting Journalistic Paradigms How China's Journalists Assess 'Media Exemplars' », dans : *Communication Research*, Vol. 30, No. 4, 2003, pp. 649-682, p. 650.

42 Balaban, Meyen, 2012, op. cit., p. 88.

apparues, soit par des révolutions imitatives[43], c'est-à-dire par une interprétation exogène, soit par une réinterprétation (basée sur des origines endogènes) qui prend en compte les traditions philosophiques, les pratiques culturelles et les formes d'organisation sociale nationale[44].

Pour les évaluations de l'état de la presse en Europe de l'Est, Balaban/ Meyen nous dirigent vers le fait que les standards d'évaluation, c'est-à-dire les normes occidentales, se sont/ ont été établies à une époque où les configurations de la presse, notamment en ce qui concerne la commercialisation et la digitalisation, ont été bien différentes de ce que nous évaluons aujourd'hui dans l'Est.

En outre, le journalisme est souvent l'objet des conflits qui accompagnent les réformes politiques et économiques. Il convient de rappeler, sur ce point, si on veut suivre la ligne de McQuail, c'est-à-dire se placer dans une perspective plutôt critique, que les journalistes ne définissent pas la réalité par eux même, mais qu'ils s'appuient sur les définitions données par l'autorité[45]. Ce qui nous amène à une perspective qui met en question le débat sur des valeurs/ rôles journalistiques, en accentuant l'aspect de la transmission des valeurs. Les normes professionnelles servent, selon nombre d'auteurs, à masquer ou à cacher les relations de pouvoir derrière les scènes[46]. Ce constat est fait également par Shoemaker/ Reese, qui mettent la focale sur le « contrôle indirect des propriétaires »[47], ou sur l'influence des rôles sur le contenu de nouvelles[48]. Hearns-Branaman suggère alors que les normes professionnelles des journalistes sont un moyen efficace de contrôler[49].

Pour notre cas, il faut signaler l'apparition, au cours des dernières années, d'un journalisme ou de journalistes « indépendants », qui se définissent par opposition au « journalisme hégémonique politisé » offert par les grandes sociétés

43 Splichal, Slavko, *Principles of Publicity and Press Freedom*, Rowman & Littlefield, 2001, p. 52.
44 Voltmer, Wasserman, 2014, op.cit. p. 178-181.
45 McQuail, Dennis, *Mass Communication Theory*, 4th ed. Sage Publication Ltd., 2000, p. 97f.
46 Voir : Hearns-Branaman, Jesse Owen, « Journalistic professionalism as indirect control and fetishistic disavowal », dans : *Journalism*, Vol 15, No. 1, 2014, pp. 21–36, p. 26.
47 Shoemaker, Pamela J. et Reese, Stephen D., *Mediating the message : Theories of influences on mass media content,* (2nd ed.), Longman, 1996, p. 173.
48 Idem, p. 103.
49 Hearns-Branaman, 2014, op. cit. p. 28.

de médias roumaines. Les études effectuées sur le travail journalistique roumain confirment, quand même, la conclusion de Hallin et Mancini qui est que l'opposition professionnelle au journalisme « dirigé », au niveau politique ou économique, ne représente pas une opposition qui se produit dans toutes les circonstances et de la même manière. Les dimensions de la professionnalisation ne sont pas exclusives dans la mesure où certaines normes qui maintiennent la distinction professionnelle, en termes bourdieusiens, peuvent être appliquées[50]. Une première observation dans ce sens vient des définitions données par les journalistes dans les entretiens et les articles analysés par l'auteur, qui remarque un décalage entre les idéaux journalistiques qu'ils se proposent pour eux-mêmes et les réalités pratiques de leur travail – de l'observateur neutre du monde social, à l'acteur engagé dans des luttes politiques. Placés souvent dans des camps adverses, les journalistes roumains proposent une définition *ex-négative* de leurs rôles journalistiques, dont les caractéristiques seraient l'abdication de sa responsabilité sociale et le manque de neutralité dans la représentation de la réalité.

Selon Raluca Petre, auteur de l'ouvrage « Journalism in Times of Major Crisis », centré sur la situation du journalisme roumain des dernières années, ces caractéristiques du double discours – à la fois légitimant le modèle dominant néolibéral et délégitimant les pratiques dans les rédactions où ils travaillent – prennent leur source dans l'héritage communiste qui a « normalisé et [...] a naturalisé la double instance de discours par rapport à l'action. En Roumanie, l'inertie de la pratique de ne pas parler la vérité est notable, aussi que le manque de mécanismes d'autoréflexivité authentiques, étant donné l'héritage des combats contre un système oppressif qui ne permettait pas de discussions ouvertes et critiques »[51].

L'argument de cet héritage communiste et de son influence, un argument souvent utilisé par les chercheurs analysant l'environnement médiatique est-européen, pose, à notre avis, plusieurs problèmes conceptuels. En premier lieu,

50 Hallin, Mancini, 2004, op. cit., p. 37.
51 Petre, Raluca, *Journalism in Times of Major Changes ; Critical Perspectives*, tritonic, 2012, p. 32.

cette idée part de l'assomption que la professionnalisation des journalistes après 1990 était faite majoritairement par le transfert de connaissances et de pratiques des journalistes qui ont été actifs pendant le communisme, et que les nouveaux arrivants dans l'environnement ont, sans hésitation, repris les manières d'agir de l'ancienne génération. Vu que le journalisme roumain s'est réinventé sur des règles et des modèles états-uniens, pourquoi les anciennes élites auraient-elles intérêt à préserver des pratiques et des coutumes qui ne sont pas en concordance avec les idéaux auxquels ils aspirent ? Et, ensuite, pourquoi la nouvelle génération devrait accepter et assimiler des manières d'agir des anciens « communistes » ? Donc, la socialisation et la transmission de la culture, pour valider cette argumentation, nécessiteraient une continuité personnelle et des héritiers des pratiques. Cela suppose que les journalistes ayant une socialisation professionnelle durant le communisme aient été les acteurs les plus influents dans le développement du discours professionnel après 1990. En deuxième lieu, nous considérons que la temporalité et la perpétuation des pratiques héritées sont limitées, dans le contexte où nos entretiens portent sur les actions récentes des journalistes, dont seulement une petite partie a exercé une activité au début de la période postcommuniste. Même si nous pouvons attribuer une transmission de valeurs, ainsi que des manières d'agir similaires ou des pratiques communes, nous trouvons que la causalité est faible est que les dynamiques du journalisme actuel sont influencés par d'autres schémas et cadres conceptuels qui nous semblent plus importants. Comme décrit et exemplifié dans le premier chapitre de cette recherche, la plupart des interviewés actifs dans la période immédiate après la révolution de 1989 la considère comme une « étape du militantisme », d'invention de la presse « libre » en Roumanie, en traçant une claire ligne de délimitation avec les pratiques communistes. Aussi, ces journalistes insistent sur le rôle de contre-pouvoir de la presse, en marchant vers une autonomie pratique de la presse envers le politique et une autonomie morale de l'acteur. Au niveau discursif, les journalistes interviewés ne parlent également plus des pratiques héritées et ils semblent marqués par le besoin de se distancier de toute association avec celles-ci[52]. Sur ce point, il faut

52 Voir Chapitre I, « Un « champ » journalistique instable. Dynamiques et constructions d'un

mettre en avant que les journalistes ne possèdent pas une vision vers le futur, et ils semblent plutôt résignés à l'idée que leur autonomie aurait pu être achevée juste après 1990.

Certes, nous ne pouvons pas négliger ou ignorer les influences du passé sur le comportement et sur l'appréciation des rôles par les journalistes, mais nous voyons plutôt l'apparition d'une culture journalistique hybride, d'un modèle hybride qui se nourrit des influences conflictuelles, d'où l'ambiguïté des discours et des pratiques. La prépondérance des études sur le journalisme roumain, marquée par un discours scientifique normatif et critique, amplifie, une fois de plus, les problèmes d'orientation avec lesquels les acteurs se confrontent. Ces efforts de positionnement peuvent se constituer à la fois dans un refus envers les critiques ou dans une résignation envers les pratiques, loin de se plier aux aspirations exprimées et désirées.

1.2. Délimiter le cadre et les thématiques dans l'analyse des rôles et de la carrière journalistique

Nous avons choisi d'interroger des journalistes considérés comme des acteurs clés dans l'analyse des deux sujets d'intérêt, celui des rôles et celui de carrière et, donc, d'expertise professionnelle, nous permettant de raisonner sur la mise en avant de leurs perceptions. Nous avons essayé de condenser les sujets que nous cherchions à résoudre, matérialisés dans ses discours. Les informateurs clés sont une source importante de connaissances pour comprendre l'expérience vécue qui est à l'étude. Il convient de mentionner, sur ce point, les pièges de cette méthode quand il s'agit des analyses sur les journalistes : Alvesson et Hearns-Branaman avertissent que la situation d'entretien devient encore plus importante quand il s'agit des interviews avec des acteurs qui sont normalement ceux qui

espace « autonome » des médias en Roumanie ».

posent les questions. Notamment les questions sur les influences externes sur les journalistes posent un problème majeur, car ils ne sont pas habitués à admettre leurs faiblesses, c'est-à-dire admettre qu'ils doivent se plier aux pressions[53]. Dans la recherche qualitative, ces informateurs fournissent des descriptions, des données et des connaissances qui contribuent à la compréhension et à la construction du réseau de significations et de sens qui composent l'univers symbolique étudié. Pour déterminer ces informateurs clés, nous avons construit un échantillon conçu selon les critères suivants :

- Une première catégorie d'interviewés était composée par des rédacteurs en chef et des éditeurs. Nous nous sommes concentrés sur l'expérience que ceux-ci possèdent dans le milieu de travail journalistique et aussi sur leur capacité d'aller un pas plus loin dans l'histoire assez courte, mais substantielle et troublée, du journalisme roumain. Cette catégorie, les preneurs de décision, est en charge, à notre avis, de préserver l'équilibre rédactionnel. L'un de ses rôles serait aussi d'assurer la cohérence en ce qui concerne le fil rouge des visions sur la profession, à l'intérieur de la rédaction. Aussi, étant des acteurs qui possèdent une position privilégiée dans la hiérarchie professionnelle, nous avons estimé qu'ils vont avancer, pendant les entretiens, une perspective « officielle », quant aux rôles et à la notion de carrière journalistique. Une deuxième catégorie d'entretiens était menée auprès des rédacteurs et des réporteurs politiques, les acteurs journalistiques qui exercent, effectivement, le travail quotidien de couverture des nouvelles. Ils sont le premier maillon de la chaîne de production de nouvelles, autant que ceux qui sont directement liés aux sources d'informations. Nous nous sommes concentrée sur leurs expériences vécues et sur leurs témoignages des situations spécifiques qui ont renforcés ou contredits leurs perceptions primaires.

53 Hearns-Branaman, 2014, op. cit., p. 23ff.

- La dernière catégorie était composée par des pigistes travaillant pour les médias traditionnels, ou par des « journalistes indépendants », qui ont volontairement décidé de quitter l'environnement de ces médias. Dans ce cas, nous avons voulu évaluer le degré de compatibilité des visions et des perceptions entre les journalistes qui se placent à l'extérieur de l'environnement traditionnel et nous avons pu confronter, par le croisement des perspectives, la cohérence des récits.

L'enquête a porté sur les points suivants :

- Les rôles du journaliste et du journalisme et l'influence du climat politique et économique sur l'exercice du travail ;
- La relation entre la réalité pratique et les aspirations professionnelles des acteurs ;
- La perception de la profession et de la carrière personnelle dans le champ ;
- La notion de solidarité entre les pairs.

Concernant les méthodes de recherche, Volmert/ Wasserman trouvent que la prépondérance des méthodes standardisées/ quantitatives crée des vacuums de compréhension qui peuvent être uniquement remplis par des approches qualitatives[54]. Les deux auteurs soulignent, en effet, que les entretiens semi-structurés sont, à leur avis, la méthode idéale pour comprendre l'interprétation des conceptions centrales du journalisme par les journalistes[55].

Peu d'études tendent à remplir ce vacuum et à offrir une explication du lien entre le niveau micro et le niveau macro. Pour pouvoir expliquer les connections entre des facteurs personnels, organisationnels, sociétaux et les conceptions du rôle des journalistes, van Dalen combine le sondage des journalistes avec une analyse de leurs contenus publiés[56]. La recherche présentée ici utilise des citations des entretiens comme exemples représentatifs du discours qui sont, ensuite,

54 Volmert et Wasserman, 2014, op. cit., p. 178.
55 Idem, p. 184.
56 Van Dalen, 2012, op. cit.

croisés avec les discours publics des journalistes interviewés, dans des éditoriaux ou dans leurs publications sur des blogs personnels – pour ajouter un plus de neutralité à la démarche, car ces orientations de rôle sont essentiellement des perceptions ou des interprétations subjectives, liées à des facultés cognitives des journalistes.

1.3. Adhésion des acteurs aux modèles et aux valeurs journalistiques

Sur un premier niveau, celui des perceptions qui ne sont pas destinées à contraster avec ce qui se passe réellement à l'intérieur des salles de rédaction, ou avec le contenu qu'éditent ou diffusent ces professionnels, l'analyse de plus de soixante entretiens auprès des journalistes, nous montre que presque tous les interviewés pensent que les principaux rôles des journalistes sont *d'informer le public avec rigueur, d'être objectifs et neutres*.

Puis, les rôles les plus appréciés par les journalistes sont presque identiques : fournir une analyse des problèmes complexes, donner aux publics une chance de revoir les affaires publiques, fournir de l'information qui rend la vie quotidienne plus facile et divertir le public, sont des fonctions qui attirent un journaliste concerné au sujet de l'audience, prêt à l'aider à comprendre, examiner et prendre des décisions sur ces deux questions capitales. Il est également intéressant que la majorité souscrit à concilier deux rôles difficiles : divertir le public en même temps que fournir une analyse des problèmes complexes, qui est parmi le plus grand défi de leur profession.

Le rôle primaire du journaliste neutre est introduit par la première typologie appliquée sur les journalistes états-uniens de Johnstone et alii, qui classifient les rôles des journalistes entre la « neutralité » et la « participation »[57]. Weaver et Wilhoit arrivent à la conclusion qu'une troisième catégorie doit être ajoutée à cette

57 Dans la typologie fournie par Johnstone et al. : « le journaliste peut être neutre - si limité à informer uniquement ce qu'il voit – ou participant – quand il comprend les nuances et les caractéristiques qui vont au-delà de ce qu'il voit ; dans Johnstone, John W. C., Slawski, Edward J. et Bowman, William W., *The news people*, University of Illinois Press, 1976, qui reprend Cohen, Bernard, *The press and Foreign Policy*, Princeton University Press, 1963.

typologie de Johnstone, proposant la classification suivante : le *journaliste adversaire* est celui qui croit que sa fonction est de contrôler le pouvoir politique, en prenant une distanciation sceptique des sources officielles, et particulièrement du pouvoir politique et économique, tout en investiguant ce sujet; *le journaliste diffuseur d'information* est celui qui considère que son rôle est de diffuser de l'information rapidement et au plus grand nombre possible de personnes. Enfin, *le journaliste interprète* est celui qui croit que sa mission et d'analyser et d'interpréter l'information donnée, en particulier quand il se réfère aux sujets d'intérêt publique[58].

Les journalistes roumains semblent avoir atteint un consensus, au moins au niveau discursif, en ce qui concerne la définition des principes éthiques et des valeurs professionnelles, comme une exigence consubstantielle au journalisme, principes qu'ils associent souvent avec le modèle occidental. Tapalaga, rédacteur en chef adjoint d'une publication en ligne, et animateur de télévision, met en avant ces perspectives sur le « bon travail » journalistique :

> « Je m'imaginais être un progressiste, *un journaliste occidental*, faire un journalisme guidé selon des standards éthiques, pas comme je le voyais à Ziua ou à RRA […] le plus important pour moi est de faire mon métier avec de l'honnêteté, en toute bonne foi et conformément aux standards professionnels d'impartialité ».

Le journaliste raconte que son parcours professionnel et sa perception du travail journalistique étaient fortement influencés par les cours suivis à l'école de BBC en Roumanie[59], une école de trois mois, « qui condensait de manière intensive, la pratique du terrain avec les théories du journalisme ». Selon les appréciations de ce journaliste, l'impact de cette école était énorme au niveau de l'intériorisation des valeurs et du comportement éthique : « Cette école de BBC m'a appris plus en trois mois que tout ce que j'avais appris en quatre ans à la fac.

58 Weaver, David Hugh et Wilhoit, Cleveland G., *The American journalist : A portrait of US news people and their work,* Indiana University Press, 1991, p. 120 suiv..

59 École de professionnalisation des journalistes qui a été fondée à Bucarest en 1994, par Mike Ormsby, journaliste britannique de BBC.

En fait, à la fac je n'avais pas appris grande chose, parce que c'était une institution juste fondée, nous étions la deuxième génération d'étudiants et le corpus des professeurs était formé par des anciens professeurs de socialisme scientifique, des marxistes, des ratés, toute sorte de personnages sinistres, qui n'avaient rien à faire avec le journalisme ou, en tout cas, ils n'avaient aucune connaissance utile à transmettre »[60].

Une bonne partie des journalistes qui sont entrés dans la profession au cours des années 1990 ont suivi les cours de cette école, qui a gagné, parmi ces acteurs, une réputation incontestable, selon leurs récits, et qui était un des piliers et des repères de morale pour la plupart des journalistes y formés.

D'autres institutions de presse de tradition occidentale sont citées parmi les formateurs de valeurs, parmi lesquelles la rédaction de la chaîne radio Europa Libera. Andreea Pora, journaliste et éditorialiste à un hebdomadaire d'analyse politique, souligne son appréciation pour les connaissances acquises dans cette période à Europa Libera :

> « Alors moi, j'ai atterri à Evenimentul Zilei de la rédaction de Europa Libera et le choc était immense, car je venais d'une rédaction qui avait des règles très très strictes, déontologiques et de pure pratique journalistique, de type occidental, commençant par la citation et la vérification de trois sources, jusqu'à un certain type de langage distancié – toute déviation biaisée était exclue. Nous devions toujours faire des analyses impartiales, comment dire, équidistantes... Europa Libera s'est toujours placée du côté de ce qu'on comprenait par la démocratie, oui. C'était une rédaction qui fonctionnait sur la base des principes, et ces normes marchaient de l'écriture en soi, jusqu'aux règles extrêmement strictes en ce qui concerne la relation avec les politiciens, les officiels ». [61]

Dans ce sens, le politiste roumain Antonio Momoc souligne l'importance que les journalistes roumains accordent à leur contribution au processus de

60 Entretien avec l'auteur
61 Entretien qui a eu lieu en décembre 2009.

démocratisation de la Roumanie, fait mis en évidence dans son article « Perception of Romanian Journalists on Mass-Media and Democracy »[62], où le chercheur insiste sur la perception dominante parmi les journalistes des médias traditionnels, comme gardiens de la démocratie.

La responsabilité, l'honnêteté, l'indépendance, la recherche sincère de la vérité, autant que la qualité de l'information et l'équilibre dans la présentation des faits sont immédiatement perçus par ces journalistes comme les valeurs fondamentales de toute pratique et les principes d'action dans le domaine, qui vont de soi avec le modèle et les rôles établis en Occident, et, plus précisément, en Grande Bretagne et aux États-Unis. La plupart affirme que le journaliste « doit » influencer et créer des opinions, servir de porte-parole pour un courant d'opinion ou groupe de pression et fonctionnant comme un mécanisme de transmission du pouvoir.

La socialisation éthique des journalistes roumains se fait, alors, avec l'épée de Damoclès de la presse occidentale, la vigilance symbolique de la mise en forme des valeurs et de la constitution des mythes professionnels[63]. Une fois de plus, cette aspiration vers l'extériorité est opposée aux conditions d'éducation journalistique et aux pratiques de travail roumaines. Ce journaliste, éduqué aux États-Unis, où il a suivi les cours d'un master professionnel en journalisme, fait le point sur le décalage de professionnalisation et d'importance accordée aux valeurs éthiques entre les deux environnements :

> « En 2003, je suis parti pour un master aux États-Unis et, après l'avoir fini, j'y suis resté pendant deux ans, pour travailler comme journaliste. J'ai appris, dans ces deux ans, tout ce que je n'avais pas appris pendant la fac, quel type de journalisme je veux faire, comment le faire bien et de façon intéressante et, le plus important dans mon cas, comment le faire selon les règles et les standards idéaux. J'ai même un décalogue en ce sens, et j'y crois

62 Momoc, Antonio, « Perception of Romanian Journalists on Mass-media and Democracy », dans : *Revista Romana de Jurnalism si Comunicare*, Vol. 7, No. 2, 2012, pp. 12-19.

63 Terme utiliséé par le sociologue français Jacques Le Bohec, dans son ouvrage sur les mythes professionnels des journalistes, paru en 2000 (Le Bohec, Jacques, *Les mythes professionnels des journalistes*, L'Harmattan, 2000).

> fermement.[64]. Récemment, j'ai bu un coup avec quelque collègues journalistes de la Roumanie, des gens importants, et ils m'ont dit que mon entêtement éthique est naïf et ridicule ».[65]

L'expérience aux États-Unis a marqué la perception d'un nombre considérable de journalistes roumains et a façonné la manière dont ils comprennent leurs rôles et leurs missions, dans l'idée que les standards éthiques ne peuvent pas être traités avec indifférence, ou être méprisés :

> « Je n'étais jamais vraiment connecté aux valeurs de la société patriarcale roumaine, et encore moins après quatre ans aux États-Unis […] alors j'avais été complètement exposé aux valeurs journalistiques américaines et à tout ce que multiculturalisme signifie ».[66]

64 Mon interviewé me fait une liste des principes qui guident son travail, en commençant par « la principale obligation du journaliste devrait être la préoccupation pour la vérité » et « sa première loyauté, devant le citoyen ». Il parle de la « discipline de la vérification de l'information », qui assure l'indépendance devant les sources et le pouvoir institutionnel. Il continue, « pour moi, indifféremment à ce qui se passe à cette profession, à cause de la crise économique, des orientations éditoriales, des partis-pris politiques, de l'internet, ces repères vont rester toujours valides ».

65 Entretien mené avec Cristian Lupsa, journaliste independent.

66 Entretien avec Dan Turturica.

Tableau 2 - Les représentations de rôles et les valeurs professionnelles exprimées par les journalistes

Les représentations de rôles et les valeurs professionnelles exprimées par les journalistes
« Le journaliste doit être en *permanente poursuite de la vérité* et, pour compléter, *il doit avoir de l'honnêteté* et de la grammaire » **C.P. Éditorialiste politique.**
« J'ai appris que *le journaliste a l'obligation d'être honnête*, chose qui est restée avec moi jusqu'à présent ». **C.P., rédacteur en chef d'une publication en ligne.**
« J'ai toujours cru que, pour bien faire ce métier, la meilleure qualité que je dois posséder est de savoir *faire face aux pressions. De résister. De m'opposer quand les choses me semblaient injustes ou incorrectes* ». **M.M., rédacteur en chef adjoint d'un quotidien national.**
« Je ne crois pas qu'un journaliste soit forcément un employé d'une institution médiatique. C'est une fausse définition liée au désir d'établir une qualité juridique à ceux qui font du journalisme. *Il est beaucoup plus important*, à mon avis, *de montrer que t'as la capacité individuelle d'obtenir et de livrer de l'information* à ton public ». **C.L., journaliste indépendant.**
« Le journaliste est un scrutateur, il doit fouiller et explorer » **R.T.**, **animateur de télévision.**
« Le journaliste doit être un observateur des événements au milieu desquels il se trouve » **C.D., Ancien directeur éditoriale et animateur de télévision.**

« Le journaliste n'a pas le droit d'avoir un autre maître que sa propre conscience ».

D.T. Directeur éditoriale.

« Pour moi, *le rôle du journaliste est beaucoup plus important que les définitions du journalisme. À la fin, comme tout autre métier,* ***le journalisme est apparu comme la conséquence d'un besoin d'informer et d'être informé****.* C'est ce qu'un journaliste va faire, dans toutes les formes et avec tous les moyens disponibles ».

T. T. reporteur à une radio nationale.

Nous avons pu remarquer que les valeurs agréées par les journalistes tournent autour de l'idée de la vérité et de l'équilibre dans leur tâche afin de présenter la « réalité » au public. Ce qui apparaît comme les plus claires perceptions des répondants correspondent à au moins deux types de rôles :

- Les journalistes se considèrent comme la principale instance qui délivre la « réalité » à l'altérité ;
- Les journalistes croient qu'ils font partie des élites qui possèdent une capacité supérieure pour maîtriser l'information sans l'altérer.

L'accent mis sur la transmission de l'information en tant que telle, sans intervention ou interprétation, se situe, selon le sociologue français Jacques Le Bohec, dans « le mythe professionnel de l'information pure et brute »[67]. Le Bohec insiste sur le fait que les informations auxquelles les journalistes ont accès et qu'ils transmettent ensuite « n'existent pas en-soi, mais seulement en fonction de l'état

67 Le Bohec, 2000, op. cit., p. 141.

du rapport de forces entre journaliste et sources, qui permet ou non de les divulguer »[68].

Le journaliste possède, inévitablement, ses propres opinions autour de tout sujet qu'il approche et sur lequel il écrit/parle. Sur ce thème, Le Bohec trouve plusieurs aspects qui entravent, naturellement, la capacité du journaliste à rester fidèle à cet idéal : une première raison serait « le risque de biaiser le compte-rendu par l'idéologie politique et les préjugés personnels » et, une deuxième, « la gêne du lecteur qui n'aime pas qu'on lui prenne la main pour ce qui concerne l'interprétation des faits »[69]. Subséquemment, le parcours de l'information de la source jusqu'au lecteur subit plusieurs contraintes et la version de la réalité qui se retrouve dans le produit journalistique publié ou diffusé ne peut contenir qu'une quantité de vérité définie par toutes ces limites.

Le sociologue français voit une proximité évidente entre ce mythe professionnel et celui de l'objectivité, qu'il apprécie comme « le mythe phare de la profession journalistique »[70]. Qu'elle soit analysée en tant que mythe ou comme « la norme définissant le journalisme moderne »[71], ou même comme « la clé de légitimation de l'éthique professionnelle du journalisme libérale »[72], l'objectivité est au cœur de la plupart des débats sur le journalisme.

Dans leur recherche sur les valeurs du journalisme danois, Skovsgaard et al.[73] accordent un espace considérable à la description et à l'analyse de l'objectivité journalistique. Selon les chercheurs danois, cette norme est utilisée par les journalistes afin de convaincre les publics qu'ils produisent des descriptions valides et pertinentes de la réalité. Quant à la possibilité de mise en pratique de l'objectivité, la position agréée par la communauté scientifique est que c'est un desideratum utopique. Skovsgaard et al. résument les recherches qui se

68 Idem, p. 140.
69 Idem, p.141.
70 Idem, p. 230.
71 Patterson, 1998, op. cit., p. 28., cité par Skovsgaard, Morten, Albaek, Erik, Bro, Peter et de Vreese, Claes, « Media Professionals or Organizational Marionettes. Professional Values and Constraints of Danish Journalists », dans : *The Global Journalist in the 21th century*, ed. par David Hugh Weaver et Lars Willnat, Routledge, 2012, pp. 155-170.
72 McNair, 1998, p. 65, dans Skovskaard et al., 2013, op. cit.
73 Skovskaard et al., 2013, op. cit, p. 162.

sont occupées du sujet, par la mise en avant des lignes d'argumentation qui expliquent l'incertitude inhérente créée par ce concept.

Une première limite serait « l'échec des journalistes à répondre à ses exigences ». À notre avis, la notion « d'échec » ajoute une pression supplémentaire sur l'activité des journalistes qui tentent d'agir selon cette norme impossible à atteindre. Ne devrions-nous pas parler, plutôt, d'un décalage naturel entre les caractéristiques idéal-typiques (ou, encore, mythiques) de la profession et les résultats de l'agir social en tant qu'éléments qui créent le discours autour du journalisme comme profession ? Ce discours perpétuel sur les « échecs », sur les « mythes » et sur les « aspirations » est à la base de la compréhension d'appartenance à la profession. Or, dans le cas de l'absence du discours, majoritairement critique, sur la profession, ceux qui se comprennent comme y appartenant auraient du mal à se distinguer et à se distancier des autres.

Ce journaliste insiste sur le pouvoir symbolique des mythes professionnels, comme le filet de sécurité qui permet aux acteurs journalistiques de préserver leur statuquo et, finalement, leur autonomie et leur personnalité. L'absence de tels principes directeurs, même contestables et obsolètes, serait un indicateur de la fragilité de la profession face à l'extérieurité ou même devant les nihilistes du journalisme :

> « Moi, je crois que, dans tout ce qu'on fait, c'est important si les standards nous semblent intouchables, c'est une manière de se détacher de la médiocrité du « ça marche comme ça », un style de journalisme qu'on voit dans presque toute la presse roumaine ».[74]

Le deuxième aspect introduit par les chercheurs danois, « le défi et le rejet de la notion positiviste de la capacité à décrire la réalité telle qu'elle est », plus générique et moins critique que le premier, se place dans la relativisation des circonstances sociales dans lesquelles les acteurs journalistiques agissent. L'imaginaire collectif des journalistes se développe, ainsi, sur la base de leur intersubjectivité, une construction cohérente et cohérsitive à laquelle ils adhérent,

74 Entretien avec l'auteur.

des significations partagées construites par ceux-ci dans leurs interactions. L'objectivité est alors intériorisée par les acteurs journalistiques dans leur « socialisation primaire » dans la profession, et constitue un des liens centraux dans le processus de référence sur la profession. Par conséquent, l'absence de ce « positivisme » qui ajuste, même à un niveau inaccessible, les attentes des journalistes eux-mêmes, comme diffuseurs de la « réalité », créerait des dérapages beaucoup plus nocifs pour la profession.

Que les faits, dans le monde quotidien, soient toujours des faits interprétés, qui se réfèrent aux relations de sens, ainsi qu'aux schémas d'interprétation, c'est la grande contribution apportée par Schütz/Luchmann, dans leur œuvre influente « Les structures du monde vécu »[75]. Dans le contexte d'une analyse sur les journalistes, la contribution à la phénoménologie de Berger/Luchmann nous semble encore plus pertinente pour l'argumentation : nous avons soutenu, en haut, que l'acquisition d'un capital spécifique pendant la socialisation professionnelle primaire des journalistes est un élément clé pour la cohérence du milieu professionnel, or, la socialisation secondaire, dans des sous-champs, transmet des connaissances de rôles spécifiques, ainsi que des valeurs, des normes et la manière de les exprimer[76].

Pour le cas de la Roumanie, Mihai Coman considère que les journalistes locaux montrent posséder une vision simpliste de la connaissance, par cette assomption que la réalité et la vérité existent en soi, et que cette vérité se dévoile s'ils appliquent correctement les canons de la profession[77].

Le troisième et le dernier point – qui suit les critiques de Glasser et Stoker – voit la norme d'objectivité comme « indésirable quand elle conduit à des journalistes détachés et désintéressés, qui ne prennent aucune position morale

75 Luckmann, Thomas et Schütz, Alfred, *The Structures of the Life-World*, Northwestern University Press, 1973.

76 Berger, Peter L. et Luckmann, Thomas, *The social construction of reality : a treatise in the sociology of knowledge*, Anchor Books, 1966.

77 Coman, Mihai, *Introducere in sistemul mass-media (Editia a III-a revazuta si adaugita)*, Polirom, 2007, p. 334.

pour améliorer la société qu'ils sont censés servir »[78]. Après l'investigation que nous avons menée auprès des journalistes, croisée avec une analyse de l'environnement et les risques des dérapages politiques – comme montré dans le premier chapitre de cette recherche – les résultats suggèrent plutôt l'opposé de cette critique : en Roumanie ce n'est pas le mythe de l'objectivité qui mène aux *journalistes détachés de la société*, mais c'est l'implication personnelle – y compris l'alignement politique d'une partie des acteurs – qui créé des *journalistes détachés du principe de l'objectivité*.

2. Les valeurs professionnelles entre illusion et démythification.

La notion de « valeur professionnelle » est inextricablement liée, pour tous les journalistes interrogés, à la nature de la profession. Cependant, dans le processus de production et de diffusion des nouvelles, les valeurs liées à cette responsabilité se heurtent à ce que les journalistes considèrent comme la limite de leurs capacités à agir. Le quasi unanimité d'appartenance au *mythe professionnel du journaliste neutre*, diffusé à partir des élites et perpétué dans l'imaginaire collectif des journalistes existe, par contre, purement au niveau discursif. L'image idéalisée du journaliste impartial est complètement diluée lorsque nous les interrogeons sur le journalisme réel qu'ils pratiquent. Déçus par un environnement précaire et par des conditions de travail défavorables face au développement d'un champ autonome, les journalistes prennent une position assez radicale, quand il s'agit de décrire la « réalité » sur place.

Les narrations – souvent généralisantes – sont centrées, dans leur majorité, sur *la mise en cause des pratiques*. Même si les journalistes déclarent qu'ils veulent respecter les « règles établies » de la profession, ils avouent qu'ils sont souvent forcés aux compromis et que leur statut, même en tant que « leaders

78 Glasser, Theodore L., « Objectivity Precludes Responsibility », dans : *The Quill*, 1984, pp. 13-16 ; Stoker, Kevin, « Existential objectivity : Freeing Journalists to be ethical », dans : Journal of Mass Media Ethics, 1995, Vol. 10, No. 1, pp. 5-22.

d'opinion », est susceptible de varier, en permanence, face aux envies des patrons de presse ou d'autres personnages en position de force : *« Il n'y a pas trop de solutions, le choix est assez simple: ou tu te laisses acheté, ou tu disparais »* affirme un des journalistes, ancien rédacteur en chef du quotidien Cotidianul. Parmi ceux qui ont dit que le climat politico-économique actuel a en effet changé la façon dont ils travaillent, le plus grand groupe des journalistes interviewés dit que les dérapages surviennent à cause des menaces et de la peur des conséquences sur leurs carrières. Un des résultats de cette atmosphère dans les rédactions est souvent l'autocensure, et la plupart des journalistes qui admettent qu'ils s'autocensurent indique que la raison principale est de s'accorder avec la ligne éditoriale de la société de presse ou d'éviter les potentiels problèmes qui pourraient apparaître s'ils ne se conforment pas. Cette sur-conscientisation de leur socialisation ne signifie pas toutefois que les acteurs se séparent de l'extériorité. Les journalistes pensent que l'idiosyncrasie de l'environnement socioculturel rend difficile le travail selon les règles, par la « primauté du politique » dans un climat de tension, conflictuel et chargé de pressions. En traitant les rapports des journalistes avec l'autorité politique, Donsbach suggère quelques modifications à la notion de compétence professionnelle. Plus qu'inspiré par un système politique stable, affirme l'auteur, le journaliste devrait inspirer à acquérir la compréhension sur les processus de communication entre les différents groupes sociaux[79].

Aussi, sur ce point, le sens donné aux valeurs professionnelles est contourné par le soin des acteurs d'« éviter de blesser les sensibilités » des décideurs, donc l'un des piliers de base du modèle du journaliste comme un observateur neutre ne peut pas être mis en place à cause du biais interne que demande la subjectivité pragmatique. Le public est donc canaliséé aux institutions et organismes publiques et aux investisseurs dans les médias. Ce processus fait que les journalistes ressemblent à des serviteurs de la société en tant que représentants des institutions

79 Donsbach, Wolfgang, « Legitimacy through competence rather than value judgements : the concepts of journalistic professionalization reconsidered », dans : *International Communication Gazette*, Vol. 27, No. 1, 1981, pp 47-67.

de la presse privée, qui pourraient servir seulement les intérêts des dirigeants – soit des hommes et des institutions politiques, soit des propriétaires de médias.

En bref, les problèmes de professionnels de l'information tournent autour de ce conflit vis-à-vis de la *responsabilité journalistique envers le grand public*, qui ne peut pas être respectée à cause de la *responsabilité envers l'employeur*.

Si on comprend la domination comme accord entre le dominant et le dominé, dans le sens de Max Weber, nous devons ajouter une analyse des explications que les acteurs se donnent pour leur conformisme ou le conformisme de leurs collègues. Les professionnels du journalisme roumain se voient contraints d'agir en fonction des décisions prises au niveau du leadership et, donc, la notion de « discipline de travail », comme code de règles qui gouvernent la conduite des individus dans la pratique de leur profession, est sujette à plusieurs niveaux de censure. La perte de l'équilibre dans la couverture des nouvelles est associée, majoritairement, aux contraintes internes, un des indicateurs les plus forts de la socialisation dans les salles de rédaction.

Les journalistes roumains sont, dans leur majorité, des acteurs « dominés », qui agissent comme les instruments d'« acteurs » dominants – hommes politiques, magnats économiques ou leurs propriétaires de médias – avec un degré de tolérance qui permet aux « dominants » d'imposer leur ordre du jour et de transmettre leur valeurs, faisant en sorte que les journalistes adoptent leur discours sans se rendre compte de la rupture entre l'éthique journalistique et l'activité quotidienne dans les salles de rédaction. Suite aux récentes études sur l'identité professionnelle[80], je vais évaluer quels sont les facteurs qui ont contribué à ces mutations. Aussi, nous pouvons considérer que le contexte social créé par la crise économique définit le changement de paradigme ou bien intensifie les vieilles habitudes cachées par un marché journalistique prospère. Néanmoins, cette manifestation de contrôle social est la cause déterminante du comportement des journalistes.

80 Brin, Colette, Charron, Jean et de Bonville, Jean, *Nature et transformations du journalisme. Théories et recherches empiriques*, Les Presses de l'Université Laval, 2004 ; Deuze, Mark, « What is Journalism ? Professional Identity and Ideology of Journalists Reconsidered », dans : *Journalism*, Vol. 6, No. 4, pp. 442-464.

Dans le cas des journalistes avec plus d'expérience, la censure, sous toutes ses formes, est plus souvent conscientisée que dans le cas des nouveaux arrivants, mais ceux-ci se confrontent à un autre dilemme dans la pratique de la profession : l'impact que leur résistance aux pressions aurait sur leurs « carrières » :

> « Je veux dire, finalement, tu peux recommencer, mais cela semble inconcevable, surtout pour ceux qui ont des carrières à défendre [...] d'un autre coté, il y a un phénomène au niveau de chaque journaliste, qui tient à la psychanalyse, à mon avis: pour protéger l'image de soi et pour résoudre les conflits internes – liés, premièrement, aux valeurs, disons, pour ma génération de journalistes – ils ont intériorisé, majoritairement, les commandements, ils se sont identifiés avec l'agresseur – le patron, le manager oppressif », affirme ce journaliste.[81]

Le sociologue interactionniste Everett Hughes définit les carrières « comme une série de statuts et des tâches clairement établies »[82]. Dans les mots de Hughes, les carrières professionnelles ne se réfèrent pas, uniquement, à l'acquisition d'un travail. Elles pourraient décrire « d'autres points auxquels la vie de quelqu'un touche l'ordre social... [il est] possible d'avoir une carrière comme un métier, mais aussi comme une vocation »[83]. Le sociologue n'ignore pas le côté subjectif des carrières, qui constitue « la perspective changeante dans laquelle l'individu voit sa vie comme un tout et interprète le sens de ses divers attributs, actions, et les choses qui se passent à lui »[84]. Le rôle des institutions, comme des « établissements de permanence relative d'une espèce sociale distincte »[85], est d'inclure « un set de mœurs ou coutumes ou des règles formelles accomplies par des personnes agissant collectivement dans des capacités ou des positions

81 Entretien réalisé par l'auteur en juillet 2012.
82 Hughes, Everett C., « Institutional office and the person », dans : *American Journal of Sociology*, Vol. 43, No. 3, 1937, pp. 404-413, p.413.
83 Idem, p. 413.
84 Ibid.
85 Hughes, Everett C., « The ecological aspect of institutions », dans : *American Sociological Review*, Vol. 1, No. 2, 1936, pp. 180-189, p. 180.

complémentaires[86]. Cela attire l'attention sur les influences mutuelles entre les institutions et les acteurs agissant en leur sein, et Hughes considère que les carrières et les institutions sont intimement connectées et renforcées mutuellement.

Aussi, la potentialité des conflits entre les membres d'une profession est augmentée, selon Anselm Strauss, par l'intérêt individuel à accéder à une position d'influence dans une institution[87]. La notion de « carrière » joue, ainsi, un rôle central dans la relation que les acteurs ont avec les institutions et leurs confrères, dans le sens où les individus ne planifient pas des carrières linéaires. Le calcul pragmatique est fait dans la direction permanente d'avancer sur l'échelle professionnelle, fait accentué par la journaliste Corina Dragotescu, ancien rédacteur en chef d'un quotidien national et modérateur télé, pendant un entretien avec l'auteur :

> « Le journaliste roumain n'arrive pas à se distancier, il vit avec l'impression qu'il doit être le héros de ses histoires, il a des aspirations politiques, de carrière et, parfois, la tentation est trop grande pour ne pas être perverti ».

Robert Merton insistait sur le fait que « les concepts définissent nos perceptions et, par dérivation, nos pensées et nos comportements »[88], d'où l'idée que la menace ressentie par les journalistes, en ce qui concerne leurs possibilités d'avancer dans la profession ou d'avoir plus de bénéfices financiers, déclenche l'autocensure, la conformité aux compromis et l'esprit négatif de compétition :

> « Il faut être réaliste, les journalistes transgressent les règles en fonction du pot mis sur la table. On parle des êtres humains et pas d'autres espèces. Si on accepte que chacun a son prix, alors, évidement chaque décision éthique dépend du prix que chacun met sur sa conscience ».[89]

86 Hughes, Everett C., « Institutions », dans : *An outline of the principles of sociology*, ed. par Robert E. Park et Edward B. Reuter, Bames & Nobles, 1939, pp. 281-330, p.297.
87 Strauss, Anselm, *Les trames de la négociation*, Paris, L'Harmattan, 1992, p.77.
88 Merton, Robert, *Social Theory and Social Structure*, Free Press 1968, p.145.
89 Entretien avec Turturica.

Dans les histoires des journalistes, même s'ils identifient les institutions de presse pour lesquelles ils travaillent comme « les agresseurs », le processus de blâme est souvent dirigé vers l'activité de leurs pairs. Pour ce faire, les journalistes assument la création d'un cercle de culpabilité agresseur-victime-agresseur-victime, qui dégénère dans un discrédit et une délégitimation de leurs capacités àagir en tant que communauté professionnelle. Strauss postulait que la confraternité existante entre les membres d'une communauté professionnelle « souligne l'unité du métier »[90], mais il indiquait, pourtant, que « quand le groupe auquel il appartient développe une mission particulière, il risque de ne plus en partager une autre avec les autres membres de la profession. [91].

Au moment où les liens de confrérie sont rompus et que les journalistes se perçoivent mutuellement comme des adversaires dans leurs tentatives de préserver leurs avantages dans et entre les rédactions, la solidité du champ professionnel est minée de l'intérieur :

> « Ces valeurs de nature morale ont cessé d'exister. Les journalistes restent maintenant dans des tranchées et leur seul but est de lancer des projectiles contre leurs adversaires. Ils ne s'intéressent plus à l'équité »[92].

Cette accentuation de la conflictualité existante entre les journalistes, par l'institutionnalisation des « valeurs » – intangibles – comme point focal de leurs préoccupations exprimées, est utilisée comme arme et principal argument dans la déconstruction de l'ancienne réalité « éthique ». Les journalistes mettent en avant leurs affectes et leurs frustrations pour l'état de crise morale dans laquelle ils se trouvent, mais, par ce faire, ils induisent un état psychotique généralisé.

Quel serait donc l'intérêt d'une telle démarche, principalement discursive, des journalistes roumains ? Et quels seraient les potentiels bénéfices pour la profession, mise sous la coupe d'un examen minutieux de la part des acteurs ? Notre principale explication serait que, vu qu'ils sentent qu'ils ont perdu le

90 Strauss, 1992, op. cit., p.77.
91 Idem, p.78.
92 Entretien avec Cristian Tudor Popescu.

contrôle sur la représentation de la réalité, surtout la réalité politique, ils tournent le discours vers eux-mêmes pour préserver l'importance de leurs positions dans la société. Pour ce faire, ils deviennent les créateurs d'un pseudo-cadre d'interprétation de la vie des médias, qui détourne la perspective de l'analyse des routines et coutumes de travail, un fait mis en avant par Lupea :

> « À mon avis, le journalisme ne se fait pas sur la perception de soi des journalistes, on assiste à un faux débat sur ce thème, le journalisme est sur ce qu'on écrit, comment on l'écrit, comment on respecte son interlocuteur et son lecteur. La manière dont les journalistes mettent en pratiques les valeurs de cette profession est révélatrice sur la normalité de la société. » [93]

Conclusion – Le désenchantement des journalistes roumains envers leur profession

Alors que dans un monde globalisé, le journalisme est relié par de multiples réseaux professionnels et d'information, ni les règles déontologiques régissant le travail journalistique quotidien, ni les aspirations individuelles et collectives des journalistes ne sont identiques[94].

L'intérêt au sujet de l'appropriation des valeurs par les journalistes roumains vient de la compréhension de la multitude des influences externes intersectées à la manière de vie locale. Sans avoir, à la base, une propre culture journalistique, les journalistes, ainsi que le champ journalistique, sont plus enclins à accepter des valeurs et des modèles allogènes. Ce changement progressif de l'activité journalistique, avec toutes ces influences, combiné avec l'industrialisation de plus en plus rapide et radicale de la production du contenu, mais aussi avec la déréglementation du milieu universitaire en journalisme, influe aussi sur la perception des rôles et des valeurs professionnelles. Souvent rencontré parmi les journalistes interviewés, le sentiment d'incapacité à agir selon les critères agréés

93 Ibid.
94 Ces conclusions sont surtout mises en avant par Donsbach, Paterson et Hanitzsch.

ne génère pas des frustrations ou des drames professionnels ou individuels. Cet état de choses est traité, plutôt, comme *un constat détaché lié au décalage entre valeurs et actions, qui s'inscrivent dans une logique déterministe de l'incapacité de l'acteur à changer l'ordre en place*. Les normes et l'éthique professionnelle deviennent ainsi une valeur ajoutée au processus de production du contenu, et non pas une ligne directrice du comportement rédactionnel quotidien. Faire son métier se réfère plutôt aux capacités des journalistes de faire face au monde social sur place, sans inquiétude sur la qualité d'appréciation des processus plus subtiles qui interviennent dans leur activité.

La notion de « mission » journalistique s'éloigne, de plus en plus, des préoccupations des acteurs, qui visent plutôt la satisfaction personnelle – en transformant leur activité dans un « loisir », manifestation de leur passion pour l'écriture, pas pour l'information – ou le pragmatisme – l'exercice du métier est, pour une partie des interviewés, une possibilité d'avancer sur l'échelle sociale, de faire carrière.

Les symptômes du désenchantement des journalistes vis-à-vis de leur profession ont surpassé l'étape d'indignation, les acteurs sont rarement surpris ou choqués par des événements peu éthiques dans lesquels eux ou leurs collègues ont été impliqués. L'attitude qui est de hausser les épaules et de continuer sans hésitation est, peut être, une des plus représentatives manifestations de la vie interne du journalisme roumain. Nous avons utilisé un schéma d'interprétation interactionniste en essayant de composer, à partir des réalités subjectives des acteurs, le profil du journaliste roumain et les caractéristiques de son environnement de travail. Nous avons remarqué que les journalistes se sont montrés disposés à parler et à exprimer leurs avis sur le sujet proposé, mais, vu qu'il s'agit d'un thème sensible, ils ont, en majorité, insisté sur les « mauvaises expériences » rencontrées chez leurs pairs. L'explication que nous nous sommes donnée est qu'ils sentent le besoin d'exprimer leurs frustrations par opposition à leurs collègues, comme manière d'autojustification, surtout parce que nous avons remarqué une circularité des exemples donnés. Pour préciser, au vu de la mobilité accrue des journalistes roumains entre les rédactions et le fait que la plupart des

interlocuteurs a une expérience de dix à vingt ans dans la presse, ils se sont croisés, au cours de leur carrière, avec un ou plusieurs des autres interviewés. Aussi, ils expriment tous l'attachement à leur rédaction actuelle, tandis qu'ils décrivent leurs expériences passées comme n'étant *« pas le journalisme que j'aurais voulu faire »*.

Selon la typologie d'Erving Gofmann[95], nous avons distingué deux types d'acteurs représentatifs pour la typologie des journalistes roumains actuels. Nous avons rencontré, dans nos entretiens, *des acteurs cyniques ou des acteurs arbitres*, qui adoptent une attitude détachée, distanciée, qui se présentent comme des médiateurs objectifs. Ces journalistes se placent sur des positions de force, souvent conflictuelles, fait qui mène à une contradiction entre leurs buts exprimés – ceux de contribuer à un environnement journalistique plus éthique et plus structuré – et leurs discours accusateurs envers leurs collègues – avec le double but de dénoncer les autres et améliorer l'image d'eux-mêmes, où cette discrépance entre la perception de soi et la perception des pairs. Une deuxième catégorie est composée par *des acteurs sincères ou des acteurs joueurs (« fully taken »)*, impliqués, engagés, subjectifs. Cette catégorie pense sincèrement que la réalité qu'elle décrit est « la vraie réalité », et adopte une position plutôt résignée en ce qui concerne le statut des journalistes et leur capacité à changer un environnement qu'ils perçoivent comme précaire. Ces acteurs sont plus préoccupés par la situation globale que par leur propre position dans le champ et seraient prêts à négocier avec les acteurs de l'autre catégorie, mais il leur manque la confiance dans le pouvoir de consolidation d'une communauté et des pratiques professionnelles désirées.

Dans le sens où « on tiendra les individus pour plus ou moins responsables d'être ce qu'ils sont et de faire ce qu'ils font »[96], nous pouvons conclure que les journalistes roumains : ne fraternisent pas et n'ont pas le sentiment d'appartenance à une communauté ; ils font preuve d'un fort carriérisme et sont poussés par des intérêts personnels de réussite ; ils n'agissent plus sous l'image mythique de la

95 Goffman, Erving, *The presentation of self in everyday life*, Penguin Books, 1990 [1956].
96 Accardo, Alain, *Journalistes au quotidien. Outils pour une socioanalyse des pratiques journalistiques*, Le Mascaret, 1995, p. 23.

presse et ne veulent plus contribuer à la maintenance des représentations illusoires du métier, même s'ils insistent sur leur propre moralité, souvent idéalisée.

DEUXIÈME PARTIE : Les dynamiques de dénonciation de l'activité des médias, après les débuts de la crise économique de 2008.

Introduction

> « Il n'y a plus aucun doute sur le fait que la couverture continue d'un environnement invisible est faisable. Souvent, elle est mal faite, mais le fait qu'elle est faite quand même nous montre que cela peut être fait, et le fait que nous commençons à comprendre à quel point elle est mal faite, montre qu'elle peut être améliorée. Avec des degrés variables de capacité et d'honnêteté, des complexités distantes sont couvertes chaque jour […] par quelques journalistes, pour quelques lecteurs ».[1]
>
> Walter Lippman, 1921.

Dans ce milieu journalistique, *symboliquement et idéologiquement dominé par le modèle (néo)libéral normatif états-unien*, la tendance vers l'étiquetage des pratiques journalistiques, en général, et des comportements personnels des acteurs, en particulier, semble avoir un espace de développement plutôt favorable. Le processus de blâmage instauré dans le discours journalistique roumain a ses racines dans le besoin d'attribuer la responsabilité aux événements négatifs autour de la profession, une attribution à la fois interne et externe. Ayant leur fibre professionnelle érodée de vulnérabilité et de complicité, le mécontentement des acteurs autour des « buts fondamentaux » du journalisme inachevé s'est transformé dans un débat public de dénonciation des pratiques. Ce type de jugement critique et moralisateur se base sur les « bonnes définitions » du journalisme que ces journalistes s'approprient – sur une adhésion aux valeurs qui est majoritairement exprimée par la plupart de la communauté[2] – mais qui ne sont, néanmoins, intériorisées et consolidées qu'au sein de cette communauté.

Les éléments qui nous permettent d'approcher la question de l'attribution des « déviances » dans le journalisme roumain sont, principalement, *le manque de*

1 Lippman, Walter, *Public Opinion*, Harcourt, Brace and Company, 1921, p. 139.
2 Veuillez vous tourner vers le troisième chapitre de ce travail de recherche, dédié aux perceptions de rôles et aux définitions de la profession journalistique en Roumanie.

confiance généralisée dans le bon fonctionnement des médias, *l'identité professionnelle ambiguë* et *l'absence de cohésion* à l'intérieur du champ, dimensions sur lesquelles un « désordre normatif » est superposé et qui déclenchent une réaction de rejet de la profession, sur la base de ces facteurs situationnels négatifs. L'utilisation du terme « hors normes » se limite à une perspective déterministe et elle tente de décrire des types de comportements, des mentalités et des attitudes intégrés et majoritairement acceptés dans la vie quotidienne de la société et des rédactions. Il s'agit d'une « normalité anormale » par laquelle ou dans laquelle la flexibilité des critères permet, de manière cynique, la mise en forme du relativisme morale. La société, disait Durkheim, exerce un pouvoir moral sur l'individu et elle possède l'habileté de réguler les besoins et les désirs des individus. Mais en temps de crise – ce qui est aussi la situation de notre étude, vu les changements abrupts par lesquels le journalisme roumain est passé constamment, dans les derniers vingt cinq ans – la société devient incapable d'imposer des règles, car ces changements brusques ou brutaux impliquent aussi des changements de valeurs et des besoins. Ce phénomène, appelé par Durkheim « anomie »[3], implique aussi une certaine étape de reconstruction et de réflexion vis-à-vis des besoins que les différents groupes sociaux ont. Ce processus par lequel les contraintes deviennent des obligations morales afin d'obéir aux règles sociales, représente et garantit une certaine protection à l'individu, contexte dans lequel celui-ci devient plus attaché aux repères moraux établis par la société.

Pour expliquer l'attitude des médias envers le discours de Băsescu et les rapports presse-politique, en général, nous allons appliquer le schéma interprétatif du sociologue américain Robert K. Merton, selon lequel « chaque groupe social couple, invariablement, son échelle de buts souhaités avec la régulation morale ou institutionnelle des procédures autorisées et nécessaires pour atteindre ces objectifs »[4]. L'explication que le sociologue américain donne est que « les activités initialement conçues comme instrumentales sont transmuée en une fin en soi. Les objectifs initiaux sont oubliés et l'adhésion rituelle à la conduite

3 Durkheim, Émile, *Le Suicide : Étude de sociologie,* Presses Universitaires de France, 1960.
4 Merton, Robert K., « Social Structure and Anomie », dans : *American Sociological Review*, Vol. 3, No. 5, 1938, p. 672-682.

institutionnellement prescrite devient presque obsessionnelle »[5]. Si on accorde aux médias une capacité à produire « des effets de réalité » par la création d'« une vision médiatique de la réalité qui contribue à créer la réalité qu'elle prétend décrire »[6], est-ce que les médias sous analyse s'attribuent des « étiquettes » et est-ce qu'ils contribuent, dans une logique de prophétie auto réalisatrice, à la décrédibilisation de la profession et, par conséquent, à un affaiblissement de leur capacité à se distancier du champ politique?

Dans ce contexte, l'aspect fondamental sur lequel notre recherche est basée est que les faits sociaux – définis comme des modèles de comportements, comme des guides de conduite, externes à l'individu dans la forme de normes ou des mœurs, ou, d'après les dires de Durkheim, « un fait social est identifiable par le pouvoir de coercition externe qu'il exerce ou est capable d'exercer sur les individus »[7] – ne sont pourtant pas intériorisés dans la conscience des individus, vu la situation de crise perpétuelle, pas uniquement du journalisme, mais vis-à-vis de l'évolution de la société roumaine en général. Dans « De la division du travail social », *Durkheim décrivait l'anomie par l'affaiblissement du sens d'identification des individus avec la communauté* plus large, à cause de la tendance croissante de division des professions qui affaiblit aussi les contraintes sur le comportement humain. Ces conditions conduisent à une *désintégration sociale*, qui implique des comportements égocentriques, un individualisme accru, des violations des normes et une délégitimation et une méfiance constante de ceux que les individus perçoivent comme une autorité.

Ce phénomène décrivant et critiquant un état de choses considéré comme indésirable, demande de se questionner sur les nuances particulières du discours moral existant dans la presse qui, même s'il est instrumentalisé, semble mettre en perspective la viabilité du modèle médiatique établit en Roumanie, tout autant que les positions des acteurs autour de ce sujet. Cette « croisade morale » n'essaie donc pas de produire des changements ou des reformes dans le journalisme, mais

5 Idem., p. 674.

6 Champagne, Patrick, « La vision médiatique », dans :*La misère du monde*, dir. par Pierre Bourdieu, Seuil, 1993, pp. 72-74, p. 74.

7 Durkheim, Emile, *Les règles de la méthode sociologique*, Flammarion, 1982, p. 56.

c'est plutôt une externalisation discursive qui souligne les maux qui affligent la communauté.

On se pose donc la question des facteurs déclencheurs de ce processus d'étiquetage (I)[8] de la profession journalistique, par les tentatives de désigner des journalistes « outsiders » et des pratiques « hors normes ». Si on accorde aux médias une capacité à produire « des effets de réalité » par la création d'« une vision médiatique de la réalité qui contribue à créer la réalité qu'elle prétend décrire »[9], nous nous intéressons aux types d' « étiquettes » que les médias s'attribuent (II) et à leur contribution, dans une logique de prophétie auto réalisatrice[10], à leur décrédibilisation et, en conséquence, à l'affaiblissement de leur capacité d'exercer un contre-pouvoir (III).

Nous allons nous concentrer, dans un premier temps, sur l'apparition de telles thématiques, introduites dans le discours public par l'ancien président roumain Traian Băsescu, que nous considérons commeun « entrepreneur de morale »[11] vis-à-vis du processus de délégitimation des pratiques perpétuées dans le champ des médias. Comme stratégie d'analyse, nous nous situons dans l'approche de l'analyse critique de discours (CDA)[12], en mettant la focale, dans le premier chapitre de cette partie, sur l'exercice discursif du pouvoir symbolique. Nous avons identifié trois niveaux de cet étiquetage des médias, initié par Băsescu, qui vont constituer les étapes de l'analyse dans le deuxième chapitre. *Au niveau macro*, le président procède à la création d'une image démonisée de la presse, comme « ennemi de l'État » et « danger pour la sécurité nationale ». *Au niveau méso* – Băsescu considère que les médias sont instrumentalisés par les

8 Becker, Howard S., *Outsiders : Studies in the Sociology of Deviance,* The Free Press, 1963.
9 Champagne, 1993, op. cit., p.74.
10 Le sociologue américain Robert K. Merton est le premier à forger le terme de prophétie auto-réalisatrice. Dans son article, « The self-fullfilling prophecy » de 1948, l'auteur définit le concept comme « une fausse définition de la situation qui évoque un nouveau comportement qui fait que la fausse conception initiale devienne vraie. Cette validité illusoire de la prophétie auto-réalisatrice perpétue un règne de l'erreur. Car le prophète va citer le cours actuel des événements comme la preuve qu'il avait raison depuis le début ». Voir Merton, Robert K, « The self-fullfilling prophecy », dans The Antioch Review Vol. 8, No. 2, 1948, pp. 193-210.
11 Concept proposé et élaboré par le sociologue interactionniste Howard Becker, dans son travail de référence « Outsiders », de 1963.
12 Comme décrit dans la partie méthodologique de ce travail.

oligarques/propriétaires des sociétés de presse, qui les utilisent comme arme politique et il introduit la thématique de l'influence des groupes de presse sur les décisions politiques. Troisièmement, *au niveau micro*, le président voit les acteurs journalistiques comme manquant d'indépendance et censés suivre les ordres des dominants, fait qui mène à des comportements qui ne sont plus conformes aux normes éthiques établies comme ligne directrice de la profession, en introduisant la thématique des journalistes soumis, avec ses formes sous-jacentes de journalistes corrompus/journalistes mercenaires.

Le troisième chapitre de cette partie va être dédié à la consolidation de ce discours dénonciateur dans la sphère publique, par la reprise dans les médias des thématiques proposées par Băsescu et par l'appropriation de ce discours de manière antagonique par les représentants de la presse. Nous argumentons que le clivage, la polarisation et l'étiquetage à l'intérieur du champ journalistique légitiment cette attitude du président et contribuent à l'institutionnalisation de la perception et au renforcement des étiquettes dans le champ journalistique. Nous allons nous concentrer sur les discours des « sous-entrepreneurs de morale » – des acteurs journalistiques, politiques et intellectuels dominants, qui maintiennent et consolident cette perspective. La dernière partie de ce chapitre est constituée par une analyse qualitative du contenu des médias qui se placent sur des positions divergentes et qui se décrédibilisent mutuellement.

CHAPITRE I. Mise en perspective de l'étiquetage par l'entremise du concept d'entrepreneur de morale.

Introduction

Afin d'expliquer la situation des médias roumains, nous nous sommes tournée vers les théories de l'apprentissage social d'Edwin Sutherland[1] et d'Albert Bandura[2] et la théorie de l'étiquetage social de Howard Becker[3].

Les théories de l'apprentissage social considèrent que les explications du comportement humain ne devraient pas se situer dans la personnalité des individus, mais dans le processus d'apprentissage que les humains font à travers leurs vies. Le comportement est modelé dans un processus qui traverse les biographies des acteurs sociaux, par l'expérience accumulée pendant l'enculturation. L'accumulation et l'assimilation des valeurs sociales, dans une société plurielle et diverse, passent par l'apprentissage concomitant des individus, qui se définissent par la conformité ou par la distinction des autres. Le psychologue et philosophe de l'action Albert Bandura, affirme dans sa théorie de l'apprentissage social que le comportement est appris à travers le processus d'apprentissage et ce, par l'observation de l'environnement dans lesquels les individus sont placés. Les notions d'attention, de mémoire, le comportement reproductif et la récompense subséquente sont essentielles, selon Bandura, dans la création des valeurs :

1 Sutherland, Edwin, *Principles of Criminology*, University of Chicago Press, 1924 ; et Sutherland, Edwin, *White Collar Crime*, Holt, Rinehart & Winston, 1949.
2 Bandura, Albert, *Social Learning Theory*, Prentice Hall, 1977.
3 Becker, 1963, op. cit.

> « La nature humaine est en partie gouvernée par le choix que l'on fait des valeurs et des normes d'évaluation personnelle. C'est cette ressource interne d'évaluation et de guidage qui donne aux individus un sens à leur vie et c'est de là également que découle la satisfaction de ce qu'ils font »[4]

Le comportement humain était souvent expliqué à travers une perspective déterministe. Dans un tel modèle, il est décrit comme étant façonné ou contrôlé par des dispositions internes. La théorie de l'apprentissage social de Bandura met en évidence le fait que le comportement humain, le raisonnement individuel et l'environnement social interagissent et s'influencent mutuellement.

Une autre contribution significative dans ce domaine était formulée par Edwin Sutherland, avec sa théorie des associations différenciées, une application de la théorie de l'apprentissage social. Le sociologue et criminologue interactionniste voit la criminalité comme un phénomène à facteurs multiples, dans lequel les rapports et les contacts sociaux d'un individu sont influencés par la forme d'organisation sociale qui facilite un certain type de comportement hors règle. Pour Edwin Sutherland, dans « Les principes de la criminologie »[5] et « White collar crime »[6], l'individu devient « déviant » en imitant des comportements socialement répréhensibles, il apprend, ainsi, les comportements transgressifs. Dans sa recherche du crime en col blanc, le sociologue conclut que l'apprentissage effectif des valeurs « criminelles » concerne toutes les catégories sociales. Sa vision initiale était purement sociologique, car Sutherland a sous-estimé l'intérêt des traits personnels de l'analyse individuelle des relations sociales (fréquence, intensité et signifiance de l'association). L'importance de la théorie de l'apprentissage différencié est donnée par l'idée d'organisation sociale différenciée qui, en revanche, va être connectée avec le concept de conflit social. Cela veut dire que Sutherland voit la société comme un espace de conflit, et non pas

4 Bandura, Albert, *Social foundations of thought and action : A social cognitive theory*, Prentice Hall, 1986.
5 Sutherland, 1924, op. cit.
6 Sutherland, 1949, op. cit.

d'harmonie, une découverte pour la sociologie états-unienne, au moment de l'écriture de l'ouvrage. Une organisation sociale différenciée veut dire qu'il y a différentes « associations » structurées autour de différents intérêts et buts, dans toute société. Le lien qui intègre les individus dans de tels groupes est le substrat psychologique réel qui leur permet de partager des intérêts et des projets, par la libre communication d'une génération à l'autre. Étant donnée cette divergence dans l'organisation sociale, il est inévitable qu'il existe des groupes qui adhèrent et supportent des modèles « déviants », tandis que d'autres adoptent une position plutôt neutre ; la majorité des individus va pourtant se comporter en concordance avec les règles établies de la société. L'« association différenciée » va être, de cette manière, la conséquence logique du processus d'apprentissage d'une société plurielle et conflictuelle. Ainsi, Sutherland s'inscrit dans la logique interactionniste de Mead, en rejetant le behaviorisme hégémonique et en proposant la perspective de l'apprentissage dans un processus interactif.

1. Le concept d'étiquetage et son appiication pour le cadre de l'analyse.

Si l'on veut comprendre les effets de l'étiquetage de et dans la presse roumaine, il faut procéder, en premier lieu, à la description de ce concept, de manière nuancée et l'appliquer, ensuite, dans une perspective compréhensive, au noyau dur des acteurs en charge de la mise en forme et de la perpétuation du discours étiquetant.

Inventée dans les années 1960, la théorie de l'étiquetage, qui s'inscrit dans l'approche de l'interactionnisme symbolique, change la perspective sur la déviance de par l'accent mis sur la manière dont les étiquettes sont appliquées dans la société et sur les conséquences qu'elles ont concernant les acteurs mis en cause. Vu que, dans la perspective interactionniste, la construction de sens est faite au travers des interactions des acteurs, l'étiquetage est, ainsi, la *résultante des processus communicationnels* et de la *dynamique des rapports* entre les individus. Selon le sociologue états-unien Howard Becker, il existe à partir du moment où elle il reconnu en tant que tel au sein de la société, instauré par des groupes

sociaux dont le sens de la moralité devient le repère dans l'attribution des étiquettes.[7]

D'après Becker, l'étiquetage est donc le résultat des interactions et des réactions aux actions perçues comme transgressant les règles établies. Les facteurs clés dans l'institutionnalisation de l'étiquetage se situent dans *le pouvoir détenu par certains individus ou groupes sociaux* qui leur permet d'établir et d'interpréter des règles et d'imposer des sanctions pour les autres. Par conséquent, les comportements déviants ne découlent pas de facteurs biologiques, psychologiques ou sociaux qui caractérisent certaines personnes. Ne sont-elles attribuables ni à des caractéristiques particulières de la personne ni à celles du groupe étiqueté ? De cette façon, l'imposition des étiquettes est faite par ceux qui ont *le pouvoir d'établir de telles définitions*. Comme nous l'avons vu, Becker se détache d'une perspective déterministe des rapports sociaux et, dans la tradition de l'interactionnisme symbolique de Blumer, il accorde le pouvoir de décision et d'action aux membres de la société, société qui compose le cadre de l'agir social. Ce cadre est, ensuite, établi et maintenu à partir des relations interpersonnelles sur les deux niveaux, méso et micro.

Quant aux questions d'intérêt public, le travail d'attribution est fait par une variété d'acteurs, que Becker appelle des « entrepreneurs de morale »[8]. Selon Becker, l'effet de l'entrepreneuriat moral est la formation d'une nouvelle classe d'« outsiders », dont le comportement viole ces règlements nouvellement créés, et est donc soumise à l'étiquette infamante de «déviants ». Dans son étude classique sur le comportement déviant, Becker a défini deux types d'« entrepreneurs » : *le créateur de normes* (« moral crusader ») et *le défenseur des normes* :

> « Le prototype du créateur de normes, c'est l'individu qui entreprend une croisade pour la réforme des mœurs. Il se

7 Becker, 1963, op. cit., pp. 32-33.

8 « Dans les chapitres précédents, nous avons étudié certaines caractéristiques générales des déviants ainsi que le processus par lequel ils sont désignés comme étrangers à la société et en viennent eux-mêmes à se considérer comme tels (…). Il est temps maintenant d'envisager l'autre terme de la relation, c'est à dire les gens qui élaborent et font appliquer les normes auxquelles ces déviants ne se conforment pas », Ibid., p. 145.

> préoccupe du contenu des lois » (dans la version anglaise : *he is interested in the content of rules*).[9]

Selon De Young, l'entrepreneur de morale est un individu ou un groupe formel qui prend la responsabilité de convaincre la société de développer ou d'imposer des règles qui sont en concordance avec ses propres croyances morales. Les entrepreneurs de morale peuvent agir comme des créateurs de règles, partir faire croisade contre des comportements qu'ils considèrent immoraux, ou comme des exécuteurs de règles[10]. Becker décrit ces derniers comme « des idéologues pharisaïques qui ont souvent la disposition à utiliser tout moyen possible afin d'accomplir leur mission manifeste »[11]. Le sociologue accorde alors aux entrepreneurs de morale l'initiation et l'exécution de l'étiquetage des « déviants », et ils opèrent selon une éthique intransigeante :

> « Ce qu'il découvre lui paraît mauvais sans réserve ni nuances, et tous les moyens lui semblent justifiés pour l'éliminer ».[12] Aussi, un autre point fait par Becker, important pour notre analyse, est que l'entrepreneur de morale appartient à la classe dominante[13] et qu'il « s'intéresse moins aux moyens qu'aux fins »[14].

Dans ce qui suit, nous voulons examiner les nuances particulières du phénomène social engendré par le discours moralisateur du président Băsescu, en tant qu'entrepreneur de morale, qui cherche à jeter la lumière sur l'état des mœurs de la presse roumaine, qu'il considère être précaire. Notre hypothèse est que, une fois ce contexte défini par Băsescu, le nouveau rôle de « déviant » – accepté ou pas par le groupe journalistique sous surveillance – s'installe et le groupe est sujet

9 Idem, p. 171.
10 De Young, Mary, « Moral Entrepreneur », dans : *Blackwell Encyclopedia of Sociology*, ed. par George Ritzer, Blackwell Publishing, 2007 (http://www.blackwellreference.com/subscriber/tocnode.html?id=g9781405124331_chunk_g978140512433119_ss1-_122) consulté en juillet 2014.
11 Ibid.
12 Becker, 1963, op. cit., p. 172.
13 Idem, p. 173.
14 Ibid.

à modifier sa perception de soi et à réagir aux étiquettes, en fonction du cadre discursif créé par le président. Nous avons conçu ainsi notre étude sur l'analyse de la perspective du créateur du discours, autant que sur les réactions discursives du groupe étiqueté, en suivant les consignes de Becker :

> « Lorsque nous étudions les processus correspondant à la déviance, nous devons prendre le point de vue d'au moins un des groupes impliqués, soit de ceux qui sont considérés comme déviants, soit de ceux qui étiquettent les autres comme tels. On peut, bien sûr, chercher à voir la situation par ses deux côtés. Mais ceci ne peut être accompli simultanément : il est en effet impossible de construire une description d'une situation ou d'un processus qui, en quelque manière, amalgame les perceptions et interprétations adoptées par les deux parties impliquées dans un processus de déviance. Nous ne pouvons décrire une « réalité transcendante » qui intègre les deux points de vue. Nous pouvons décrire le point de vue d'un groupe et voir comment il s'accorde, ou non, avec les points de vue de l'autre groupe (…) Mais nous ne pouvons comprendre les situations et les processus sans donner leur pleine importance aux différences entre les points de vue des deux groupes impliqués ».[15]

15 Idem, p. 195.

2. Traian Băsescu, entrepreneur de morale. La stratégie de persuasion de l'opinion publique autour des dérapages de la presse

Au cours des dernières années, l'ancien président de la Roumanie, Traian Băsescu, a exprimé dans un certain nombre d'apparitions publiques son désaveu sur la capacité des médias roumains à agir en tant qu'intermédiaire honnête de l'information. Les conceptions de Băsescu au sujet des médias se concentrent sur l'existence d'une presse instrumentalisée, polarisée autour des objectifs précis de la lutte politique, qui s'éloigne des « normes » et des « principes démocratiques ».

Concernant l'attitude de Băsescu – le quatrième président de la Roumanie postcommuniste – envers la presse, ainsi que celle concernant les rapports presse-politique, nous avons pu remarquer un changement de positionnement et de stratégie de sa part. Si Gross indique, en citant Ioana Avadani, la directrice du Centre pour Journalisme Indépendant, qu'au cours de son premier mandat « le nouveau régime Băsescu « ne savait pas comment contrôler les médias et ne le voulait pas » et avait éliminé tout contrôle politique centralisé de la presse »[16], le moment du référendum de destitution de Băsescu, d'avril 2007, constitue le début des relations conflictuelles entre le président et les médias. Un premier exemple est l'interview accordé par Băsescu à la chaîne nationale de radio (Radio Romania Actualitati), daté février 2007, dans lequel il décrit la disqualification morale des médias et nomme, pour une première fois, les « oligarques » :

> « Je n'ai pas de relation avec la presse parce qu'elle est devenue trop conditionnée par sa relation avec les oligarques de presse. Vous devez savoir qu'il y a des organismes privés que je n'ai jamais privilégiés et qui ne renoncent pas à être objectifs dans leur relation avec moi et je crois que c'est l'aspect que j'apprécie le plus. Quand c'était le moment de me critiquer, ils l'ont fait, quand c'était le moment de me supporter, ils l'ont fait ».[17]

16 Gross, Peter, « Forward to the Past : The Intractable Problems of Romania's Media System », dans : *The International Journal of Press/Politics*, Vol. 13, No. 2, 2008b, pp. 141-152, p. 144.

17 Déclaration faite pendant un entretien à la radio publique, Radio Romania Actualitati, en février 2007.

Selon Avadani[18], Băsescu considère que la presse lui était hostile pendant la période du référendum et commence à dénoncer les accointances entre propriétaires de médias et politiques (« les oligarques et leur clientèle ») en accusant la presse de fabriquer une mauvaise image des hommes politiques qui ne se soumettaient pas à la volonté des magnats économiques, propriétaires de médias :

> « À ce moment là, des alliances se sont fondées, dénouées et reformées à l'intérieur de la presse, sur la ligne pro-/anti-Băsescu. Cette situation était habilement utilisée par un homme politique de la taille de Băsescu, qui était le principal promoteur du discours anti-presse en Roumanie, à partir de 2007. […] Au moment où la presse est devenue une thématique du discours politique, la fracturation des médias était totale. Ils n'ont pas pu agir différemment, c'est de leur devoir de présenter au publics le discours du président », indique Avadani.

La tactique de Băsescu, dans ses rapports avec la presse est ce que Smith[19] appelle « la stratégie commune des hommes politiques de s'attaquer à la source ». Selon Smith, les attaques des politiques sur les médias d'information augmentent la perception de partialité des médias[20]. En utilisant la fonction d'information de la presse, le président arrive à créer un effet d'agenda et à imposer son discours contre la presse comme thématique récurrente dans les contenus éditoriaux.

Ce tour de force rhétorique de Băsescu conteste l'agir du journalisme comme catalyseur social entre les élites et les citoyens. Quelle tactique est ainsi employée par Băsescu dans ses rapports avec la presse ? Et quels sont les finalités attendues par le président ? Les médias ont-ils la possibilité de ne pas diffuser aux publics les thématiques proposées par le principal acteur politique de l'État, même

18 Déclaration pendant un entretien mené par l'auteur, en juin 2012.

19 Smith, Glen S., « Politicians and the News Media : How Elite Attacks Influence Perceptions of Media Bias », dans : The International Journal of Press/ Politics*, Vol. 15, No. 3, 2010, pp.* 319-343, *p. 320.*

20 Idem, p. 324.

si cela mine leur autorité[21] ? Dans ce qui suit, nous allons procéder à une analyse critique du discours du président Băsescu, sur les trois niveaux indiqués dans l'introduction de cette partie.

2.1. La trajectoire politique de Traian Băsescu. Les démarches rhétoriques populistes qui constituent la base de son succès politique.

Le populisme, longtemps perçu comme un phénomène qui touche les nations de l'Amérique latine ou les systèmes politiques des pays de périphérie, est devenu une norme, plutôt qu'une exception, aussi dans les démocraties européennes : en Europe Occidentale, l'approche populiste est entrée dans le centre d'intérêts des analystes par l'apparition du FPÖ de Hayder, en Autriche. Plus récemment, l'UKFirst de Farage contribue à une intensification de ce discours. En Europe de l'Est, la Pologne des frères Kaczynski et surtout l'arrivée au pouvoir de Victor Orban et de Fidesz en Hongrie, ont mené à une plus forte occupation scientifique et une inquiétude élevée au niveau des élites de l'Union Européenne. S'il s'agit, dans le cas de l'Amérique Latine d'un populisme plutôt de gauche, les populistes de l'Europe s'alignent, dans leur majorité, du côté droit du spectre politique, souvent avec des discours anti-immigration ou anti-intégration. Le populisme ne se définit alors pas par un programme politique spécifique, mais par la technique de mobilisation de l'électorat contre « ceux qui sont en haut », comme le dit le politiste autrichien Anton Pelinka[22]. Mais il répond à un sentiment de mécontentement avec la manière dont les décisions publiques sont prises, ou à la perte d'estime des preneurs de décisions, souvent discrédités par des journalistes ou par le système judiciaire, fait qui contribue à la perception que les élites ne sont

21 La démarche de Jacques Le Bohec, dans son analyse des relations entre les journalistes et Jean-Marie Le Pen, constitue le fil conducteur de notre analyse, par les explications données au sujet de la conflictualité de ces rapports et des dénonciations morales réciproques (Le Bohec, Jacques, *Sociologie du phénomène Le Pen,* La Découverte, 2005).

22 Pelinka, Anton, « The rise of Populism », dans : *Democracy, Populism and Minority Rights. Socialist Group in the European Parliament,* ed. par Hannes Swoboda et Jan Marinus Wiersma, 1998, pp. 39-48, p. 39.

pas dignes de confiance[23]. Dans ce sens, ce sont surtout les cas de corruption qui contribuent à la dynamique de délégitimation des élites, pour laquelle le slogan « Tous pourris » est devenu emblématique et souvent exploité par les populistes[24]. Nous comprenons, ainsi, le populisme comme une technique d'argumentation politique, qui propose des solutions simplistes aux problèmes sociaux et politiques complexes et qui engage l'électorat sur la base des insatisfactions générées par la classe politique au pouvoir. Les populistes deviennent encore plus attractifs pour l'électorat dans un contexte où une forte pénétration de la société par les médias de masse est existante. En suivant les théories de la société de masse, le comparatiste américain Hawkings, souligne, à cet égard que les médias modernes électroniques – tels que la radio et la télévision – augmentent la capacité des leaders populistes à créer une relation avec les citoyens[25]. Souvent, les populistes essaient de s'approprier des moyens de persuasion, c'est-à-dire qu'ils essayent de prendre le contrôle des médias, fait qui les permet d'agir en étant moins dépendants des tendances médiatiques, comme les cas de Berlusconi et Milosevic le montrent[26].

Le populisme peut se développer dans un cadre qui ne nécessite pas des médias indépendants, mais il prospère, surtout, dans un contexte où l'accès aux médias est élevé et l'éducation politique de la population limitée[27]. Même si Philippe Schmitter avance l'idée que les populistes ont une influence positive sur la démocratie en Europe de l'Est[28], le politiste et homme politique roumain Adrian

23 Voir : Haywar, Jack, « The Populist Challenge to Elitist Democracy in Europe », dans : *Elitism, Populism and European Politics*, ed. par Jack Hayward, Clarendon Press, 1996, pp. 10-32, p. 10.
24 Ibid., p. 22.
25 Hawkings, Kirk A., *Venezuela's Chavismo and Populism*, Cambridge University Press, pp. 131-166.
26 Ibid.
27 Ibid.
28 Schmitter, Philippe, « A Balance Sheet of the Vices and Virtues of Populisms », travail préparé pour la conférence « The Challenge of the New Populism » du 10 et 11 Mai 2006 à Sofia, Bulgarie, selon : Krastev, Ivan, « The Strange Death of the Liberal Consensus », dans : *Journal of Democracy*, Vol. 18, No. 4, 2007, pp. 56-63, p. 59 suiv.

Severin considère que le populisme se base les règles du système qu'il nie ; la victime est alors toujours le système[29].

Dans le cas de la Roumanie, Treptow voit une tradition du populisme à travers l'histoire politique du pays – avec la période communiste comme un exemple fort de la mise en forme de cette stratégie discursive[30] :

> « Après la chute du régime communiste et l'établissement d'un système politique démocratique en 1990, le populisme a ré-émergé comme un facteur influent de la politique roumaine. Dans la période entre les deux guerres, le populisme était un outil d'opposition contre un régime élitiste ; en revanche, le populisme des années 1990 est devenu un moyen de gagner du pouvoir politique ».[31]

Selon le politiste belge Jean-Michel de Waele, le populisme roumain s'est préoccupé de contrecarrer les questions institutionnelles, qui occupent, de facto, tout l'agenda politique : « Il est impossible de trouver des différences concernant l'idéologie ou la politique entre les principaux partis politiques en Roumanie, qui défendent des intérêts privés, plutôt que d'avancer leurs visions sur le futur du pays »[32].

Dans ce contexte, l'apparition sur la scène politique de Traian Băsescu est considérée par la plupart des analystes du cadre politique roumain comme l'exemple par excellence d'un tacticien populiste. Traian Băsescu, le quatrième président de la Roumanie après 1989 et ancien maire de Bucarest, la capitale du pays, est né le 4 novembre 1951, dans la petite ville Basarabi, située à côté de la Mer Noire. Après avoir étudié à l'Institut de Marine de Constanta, Traian Băsescu devient commandant de navire dans la flotte commerciale de la République

29 Severin, Andrei, « Romania. The Transition from Democracy to Populism », dans : *Democracy, Populism and Minority Rights*, ed. par Hannes Swoboda et Jan Marinus Wiersma, Socialist Group in the European Parliament, 1998, pp. 101-110, p. 108.

30 Treptow, Kurt W., « Populism and Twentieth century romanian politics », dans : *Populism in Eastern Europe : Racism, Nationalism, and Society*, ed. par Joseph Held, Eastern European Monographs, pp. 197-219.

31Idem, p.216.

32 De Waele, Jean-Michel, « Faces of Populism in Central and Eastern Europe » dans : *Democracy, Populism and Minority Rights*, ed. par Hannes Swoboda et Jan Marinus Wiersma, Socialist Group in the European Parliament, 1998, pp.49-56, p. 52.

Socialiste Roumaine, entre 1981 et 1987. En 1989, Băsescu devient le directeur général de l'Inspectorat de Navigation Civile du Ministère du Transport. Dans le premier gouvernement postrévolutionnaire, celui du Front du Salut National (FSN), dont le premier ministre était Petre Roman, Traian Băsescu devient le ministre du transport, position qu'il va occuper dans trois autres gouvernements, jusqu'en juin 2000, quand il gagne les élections pour la mairie de Bucarest.

La carrière politique de Băsescu a eu une ascension constante tout au long des années 1990. Il était vice-président de la fraction majoritaire FSN, dont le leader était Ion Iliescu, le premier président après la chute de Nicolae Ceausescu. En 1995 il quitte le parti, avec d'autres leaders de la « jeune génération » de politiciens, parmi lesquels Petre Roman. Ensemble, ils ont fondé le Parti Démocrate, dont Băsescu sera vice-président. En 2001, Băsescu gagne les élections internes du parti, contre Petre Roman, et en deviendra le président.

C'est le moment où Băsescu commence à construire son image publique de leader « démocrate et occidentaliste », plusieurs analystes déclarant que le charme et l'impact qu'il a sur le public de masse satisfont plusieurs critères du populisme[33]. La culmination de cette stratégie d'image se laisse identifiée dans la campagne électorale de décembre 2004, quand Băsescu réussit à gagner les élections présidentielles contre le candidat du Parti Sociale Démocrate et premier ministre Adrian Nastase, après le deuxième tour de scrutin. Băsescu emploie une stratégie basée sur son unicité et son charisme, mais aussi sur le fait qu'il est le représentant du peuple qu'il veut servir :

> « À mon avis, je crois qu'il serait difficile de m'assimiler au modèle de tout autre politicien. Je suis Traian Băsescu, est c'est comme ça qu'une nation entière me connaît depuis presque 12 ans. Je ne peux pas être inclus aux canons d'image d'autres politiciens. Et le vote d'aucun roumain ne me dérangerait, au contraire, je le demande aujourd'hui et je considère qu'il est de forte importance qu'un politicien ait le courage de demander le vote au peuple dont il veut être le président. Je n'ai aucune réserve à catégoriser les citoyens.

33 Voir, parmi d'autres, De Waele, Fairclough ou Miscoiu, sur la question du populisme de Băsescu.

> Pour moi, ils ne sont pas les citoyens de l'alliance, du PSD, des roumains, des hongrois ou des tziganes. Ils sont les citoyens de ce pays et, en qualité de président, je vais être le président de tous les roumains. Tout vote pour moi va être un vote pour la démocratie ».[34]

Comme indiqué par le journaliste Doru Buscu, pendant notre entretien, la personnalité de Băsescu a accaparé le spectre politique entre 2004 et 2012 :

> « Je considère Băsescu comme le plus doué des hommes politiques que la politique roumaine a jamais eu dans son histoire. Malheureusement, il est un homme manquant de culture et de caractère. Bon, il est un oiseau rare, rarement l'armoire de qualités politiques ne s'écroule sur un individu comme Băsescu. En ce sens, parti de presque nulle-part, au moins dans la perception publique – il est, quand même, un homme du système – il est arrivé à être idolâtré, il est arrivé à fonder un parti politique de rien du tout, d'inventer d'autres partis et de toujours gagner tous ses combats politiques. Il n'existe pas un autre cas en Roumanie d'une évolution aussi rapide et efficace.

Son individualité est ainsi construite autour de la synonymie entre sa personnalité, ce qu'il représente au niveau politique et le processus de démocratisation. La linguiste de l'école d'analyse critique de discours, Isabela Fairclough, considère que la consolidation de la « marque Băsescu » est faite au travers des manœuvres stratégiques réussies grâce à ses choix discursifs, dans un contexte où « les messages électoraux populistes, souvent douteux, ont été perçus comme raisonnables et acceptables, comme des ajustements de montage à la situation, et même comme des moyens d'optimiser la délibération situationnelle de

34 Déclaration pendant le débat électoral de décembre 2004, à la chaîne nationale de télévision. Collecte de données faite par l'auteur pendant un stage de documentation à la TVR, en juin-août 2012.

l'électorat »[35]. Le succès de Băsescu était assuré partiellement par la manière dont il parle, par son comportement et par le fait qu'il semble d'incorporer les valeurs politiques et morales de la marque qu'il avait créée pour lui même, indique Fairclough. Il s'agit, premièrement, de son esprit justicier, de son honnêteté, de son antiélitisme et de son radicalisme dirigé vers toute la classe politique roumaine, ainsi que de sa solidarité envers la population, selon une ligne de division très clairement définie du « nous » contre « eux »[36]. Nous pouvons retrouver la somme des caractéristiques énumérées par Fairclough dans presque chaque débat électoral où Băsescu était acteur. Le fort appel au peuple roumain, comme instance souveraine des choix politiques, confronté à une politique faite par et pour les élites, par la construction de l'antagonisme progrès-stagnation ou encore futur-passé (un futur qui ne peut pas être détaché d'une certaine perspective colonialiste occidentale), peuvent être identifiés de manière synthétique dans l'extrait qui suit, énoncé par Băsescu à l'occasion des élections présidentielles de novembre-décembre 2009, qui l'opposait au candidat de PSD, Mircea Geoană :

> « Nous avons deux options, en ce moment. L'option d'un chemin vers une société moderne ou l'option du retour dans le passé, par le retour à Cotroceni du PSD. L'option des roumains est essentielle pour les voies futures du pays. Les roumains doivent décider s'ils veulent une Roumanie qui entre dans un processus accéléré de modernisation ou s'ils veulent une Roumanie du passé, dans laquelle les politiciens gouvernent pour eux-mêmes et leurs groupes d'intérêts ». [37]

Mais ce recours perpétuel, même obsessif, à la dichotomie modernité/clientélisme du passé *oblige, en quelque sorte, le public et potentiel*

35 Ieţcu-Fairclough, Isabela, « Branding and strategic maneuvering in the Romanian presidential election of 2004. A critical discourse-analytical and pragma-dialectical perspective », dans : *Journal of Language and Politics*, Vol. 7, No. 3, pp. 372-390.

36 Ibid.

37 Déclaration pendant la campagne électorale pour les élections présidentielles de 2009, à Realitatea TV. Collecte de données faite par l'auteur pendant un stage de documentation à la TVR, en juin-août 2012.

électorat à se placer dans des camps conflictuels. Le discours politique de Basescu devient ainsi un rituel d'accentuation continue de la conflictualité, processus dans lequel la négociation des croyances et des actions deviennent impossibles et l'alignement de l'électorat fait sur la base d'affinités affectives.

Le foyer de cette partie de notre analyse implique, de cette manière, la tentative de percer les mécanismes qui génèrent les débats politiques actuels en Roumanie, dont la contribution de Băsescu à l'établissement publique des règles du jeu politique et médiatique est essentielle, surtout par l'utilisation harmonieuse de son charisme prophétique et de son charisme de fonction[38]. Une fois sa légitimité du pouvoir en tant que chef d'état établie, Băsescu décide de singulariser sa personnalité politique et de rendre transparentes ses intentions de leader. Un premier exemple serait sa décision de se détacher de la formule « président-médiateur », existant dans la Constitution roumaine. Băsescu s'auto-définit comme un « président-joueur », donc un personnage fortement impliqué et conscient du capital d'image parmi le public large, qui peut « jouer » autour de son charisme.

Le terme de charisme, utilisé pour définir les attributs cruciaux de certaines élites politiques, trouve ses origines dans les travaux théoriques de Max Weber, qui était le premier à clarifier ce concept et à l'analyser en profondeur, en essayant de souligner l'importance des actions des individus au travers l'histoire des sociétés modernes, surtout concentré sur la question du changement sociétal. La définition donnée par Weber au charisme prophétique, comme « la qualité extraordinaire d'un personnage pour ainsi dire doué de forces ou de caractères surnaturels ou surhumains en dehors de la vie quotidienne, inaccessibles au commun des mortels »[39], implique à la fois des caractéristiques personnelles inhabituelles qui permettent à ces personnages d'utiliser leur pouvoir, mais aussi une dimension très ancrée dans la réalité conflictuelle dans laquelle les sociétés modernes se placent. Même si ce type de charisme est essentiellement irrationnel, on y retrouve des éléments logiques, dans le sens où il faut qu'il existe un accord

[38] Selon les définitions du charisme de Max Weber à « Economie et Société » (Weber, Max, *Economie et société, tome 1 : Les Catégories de la sociologie*, Pocket, 2003).
[39] Idem, p. 249.

entre les suiveurs ou les partisans des leaders afin qu'ils puissent imposer leur vision du monde. La recherche sur Băsescu en tant que leader charismatique et/ou entrepreneur de morale ne peut pas négliger la relation établie entre le président et les masses, dans laquelle les médias jouent un rôle définitif. La reconnaissance sociale de Băsescu par ses suiveurs réside dans l'attribution par le public d'une capacité à démasquer les aspects qui font partie de l'invisibilité de la vie politique, d'être éminemment critique, de susciter un débat et de ne pas être emporté par de « fausses réalités ». L'analyse du journaliste Dan Tăpălagă, subsume les caractéristiques qui font de Băsescu un leader charismatique, qui a su bien manœuvrer son message autour des conflits et de capturer le public/l'électorat :

> « Il a projeté à son tour, en public, chaque fois qu'il en a eu la chance, l'image de commandant de navire capable de traverser le pays par la tempête et le porter à sa destination. Il restera dans la mémoire collective avec l'image d'un homme politique seul contre tous : la guerre contre les moghuls, contre le PSD, contre son propre parti, contre les journalistes, les magistrats, contre tout le monde ».

Le pouvoir symbolique qui était attribué à Băsescu – non uniquement au travers de son rôle de président du pays, mais aussi basé sur sa personnalité – a mené à une quasi-domination discursive de l'espace public.

2.2. L'approche de l'analyse critique du discours de Traian Băsescu.

Une de nos préoccupations particulières dans l'analyse du discours de Traian Băsescu sur le fonctionnement des médias en Roumanie est *l'imminent rapport de force que tout type de discours politique engage*, considérant qu'il est, consubstantiellement, *un acte d'établissement de sens* par lequel les acteurs impliqués expriment la structure sociale, en affirmant leurs propres statuts et rôles et en établissant et transmettant leur système commun de valeurs et de

connaissances[40]. Tout en traçant la trajectoire stratégique du discours politique, nous suivons la perspective de Foucault, selon laquelle « dans le cas où on pourrait décrire, entre un certain nombre d'énoncés, un pareil système de dispersion, dans le cas où entre les objets, les types d'énonciations, les concepts, les choix thématiques, on pourrait définir une régularité (un ordre, des corrélations, des positions et des fonctionnements, des transformations) on dira, par convention, qu'on a affaire à une formation discursive [...] »[41]. D'après Foucault, le « pouvoir » n'est pas exercé par des personnes ou des groupes par le biais d'actes « épisodiques » ou « souverain » de la domination ou des contraintes, le voyant plutôt comme dispersé et omniprésent dans tout discours. Il faut ainsi comprendre le discours comme « à la fois instrument et effet de pouvoir, mais aussi obstacle, butée, point de résistance et départ pour une stratégie opposée. Le discours transmet et produit du pouvoir, peut le renforcer mais aussi le saper et l'exposer, le rendre fragile et créer les possibilités de le contrecarrer »[42].

Le langage joue un rôle central dans les questions culturelles et d'identité. Ainsi, dans la quête d'explications et de solutions, le discours est souvent signalé comme producteur et reproducteurs de préjugés, stéréotypes et représentations négatives. Le courant postmarxiste, dont Ernesto Laclau et Chantal Mouffe font partie, postule que la dimension discursive est cruciale dans la création des relations sociales[43]. Dans la même direction, les représentants de CDA comprennent et définissent le discours comme une pratique sociale et partent du postulat que les convictions sont à la base de la création sociale du discours.

Avant élaborer les approches de l'analyse de discours qui s'inscrivent dans une logique dite « critique », nous allons investiguer le contexte dans lequel une telle analyse semble nécessaire, ainsi que répondre à la question du pourquoi ces

40 « […] by their everyday acts of meaning, people act out the social structure, affirming their own statuses and roles and establishing and transmitting the shared system of value and of knowledge » (Halliday, Michael A. K., *Language as social semiotic : The social interpretation of language and meaning*, University Park Press, 1978, p. 2.

41 Foucault, Michel*, L'Archéologie du savoir,* Gallimard, 1969, p. 53.

42 Foucault, Michel, *L'histoire de la sexualité vol 1 : La volonté de savoir*, Gallimard, 1976, p. 133.

43 Laclau, Ernesto et Mouffe, Chantal, *Hegemony and Socialist Strategy* : *Towards a Radical Democratic Politics*, Verso, 2001.

approches sont apparues dans des domaines respectifs. Pour remplir cet objectif, nous allons faire le point non pas sur les principaux représentants de ce courant, mais sur les études englobant l'apparition de l'analyse de discours.

Concernant la Roumanie, l'observateur intéressé peut remarquer une description prépondérante d'un discours politique populiste de la part du Président Traian Băsescu, pour mettre l'accent, ensuite, sur son discours populiste concernant le champ médiatique en Roumanie. Une analyse de discours de Băsescu, réalisée par Miscoiu, soutient que le Président joue clairement la carte du populisme : il fait usage de la distinction discursive entre « nous et eux », il crée un clivage discursif entre le « peuple » et les « élites », ainsi qu'entre politiciens corrompus et politiciens honnêtes[44]. Vu que son opposant a été soutenu par une grande partie des médias privés, Băsescu arrive à attaquer les « oligarques des médias »[45]. Cette analyse s'inscrit dans une situation générale vis-à-vis de l'utilisation des discours populistes, comme montré par Chivu. Dans une étude longitudinale, cet auteur affirme que les discours politiques dans la Roumanie postcommuniste incluent, régulièrement, des stratégies discursives classifiées de « populistes » : l'utilisation des mythes, notamment pour la construction de l'identité nationale, l'utilisation des arguments conspirationnistes, ainsi que le jeu avec l'altérite[46]. Dans la partie dédiée spécifiquement à Băsescu, l'auteur mentionne plusieurs aspects de populisme retrouvés dans le discours du président, comme l'utilisation des verbes à la première personne du singulier et la référence à sa propre personnalité en tant de partie essentielle de son programme politique[47]. Car si le discours que nous allons analyser se développe dans plusieurs situations de campagne électorale, nous voulons brièvement rappeler ici les aspects cruciaux des campagnes électorales qui président le discours. En analysant celle de Lionel Jospin en 2002, Maarek affirme qu'il y avait « deux règles 'de base' qui président normalement à toute campagne de communication : la première étant le principe

44 Miscoiu, Sergiu, *Au pouvoir par le « peuple ». Le populisme saisi par la théorie du discours*, L'Harmattan, 2012, p. 79.
45 Ibid.
46 Chivu, Petru Alexandru, *Mythical construction of political discourse in post-communist Romania. A longitudinal analysis of presidential discourse*, Thèse de Doctorat, 2013, p. 5.
47 Ibid.

de cohérence, c'est-à-dire que tout élément de la campagne, prévu ou pas, peut s'inscrire dans la ligne plus large, et le principe de « démarquage minimal », c'est-à-dire faire un choix de campagne d'une manière qui lui permette d'avoir au moins un avantage sur son adversaire[48]. Stéphane Olivési souligne aussi ce dernier point, en argumentant le fait que la stratégie politique peut prendre la forme par laquelle un sujet permet de se différencier des autres : « des stratégies distinctives qui consistent pour un sujet, individuel ou collectif, à marquer sa position en se différenciant, en faisant valoir à propos d'un référentiel la prééminence de son point de vue. [49]. Olivési confirme également la possibilité des stratégies démarcatives, subversives (parmi d'autres, le contournement des règles de jeu et l'introduction de « nouveaux référentiels comme enjeux ») ou des stratégies de condescendance, « qui sont en quelque sorte des stratégies distinctives euphémisées en raison de la configuration du champ et de la position occupée qui restreint toute possibilité de distinction nette »[50].

Tout cela souligne l'importance de la langue dans tout processus de formulation des objectifs des politiques proposées, comme l'expliquent O'Barr et O'Barr en 1976, qui affirment que le langage est essentiel dans la formulation des stratégies politiques[51]. Avant de pouvoir analyser le discours de Băsescu, il convient d'introduire les termes, les sujets et thématiques principaux qui interviennent dans une telle analyse. Nous allons donc essayer de répondre ici à plusieurs questions : Qu'est-ce qu'un discours politique ? Comment peut-il exercer une influence sur le social ? En quoi consiste son pouvoir symbolique ? Comment peut-on définir un discours hégémonique ?

La dernière question nous semble centrale dans notre analyse de discours, car dans le cas de la discussion autour de la « mogholisation » des médias en Roumanie, cadre proposé par Băsescu, il s'agit d'un discours qui tente de définir sa

48 Maarek, Philippe J., « Les mauvais choix de communication de Lionel Jospin », 2002, dans : *Quaderni*. No. 48, pp. 5-12, p. 6.

49 Olivési, Stéphane, « De la politique du discours : éléments pour une analyse critique du discours politique », 1994, dans : Quaderni. No. 24, pp. 9-25, p. 20.

50 Idem, p. 20 suiv.

51 O'Barr, William et O'Barr, Jean F., *Language and Politics*, Mouton, selon : Bhatia, Aditi, « Critical discourse analysis of political press conferences », dans : *Discourse Society*, Vol. 17, No. 2, 2006, pp. 173-203.

perception personnelle – en tant qu'intérêts de la société en général – et ses idées comme la normalité, en excluant des options qui ne sont pas inclues dans la définition proposée. Il arrive davantage à générer un avis dominant qui est transmis et repris notamment par les médias traditionnels.

Mais d'abord, il faut répondre à la question de l'utilité de l'analyse de discours. Selon Le Bart, dans son ouvrage introductif de la série « Que sais-je », le discours politique « propose un angle d'attaque pour observer n'importe quel objet politique »[52]. Une telle analyse permet à l'observateur de mettre la focale sur les logiques de production, l'économie interne et les effets du discours politique[53].

Quant au discours politique, nous voulons notamment prendre en compte, dans notre démarche, des aspects, aussi identifiés par Olivési[54], qui concernent les effets sociaux que le discours produit. Vu que le discours est axé, comme énoncé en haut, sur des objectifs (sociaux), les actions discursives suivent une stratégie de communication. Ce que l'émetteur de discours doit prendre en compte sont les perceptions du même discours par les récepteurs. Pour nous, la question qui s'impose est alors : « Quels types d'interprétations le discours suscite t-il pour les journalistes ? ». Sur ce point, le même auteur souligne qu'il y a une « contradiction inhérente à l'intentionnalité pratique qui l'anime »[55] dans le discours politique,même s'il est alors construit d'une façon compréhensible pour tous les récepteurs.

Dans notre cas, l'intérêt se focalise sur le discours en soi (contenu, thématiques etc.), le contexte dans lequel ce discours se développe, et sur ses résultats (réactions de la part du groupe cible (non pas le grand public, mais le champ journalistique) parmi lesquels nous voulons compter aussi la situation que le discours de Băsescu sur les médias a crée, ainsi que les interprétations par les récepteurs.

52 Le Bart, Christian, *Le discours politique*. *Que sais-je ?*, Presses Universitaires de France, 1998, p. 7.
53 Idem, p. 7f.
54 Olivesi, 1994, op. cit.
55 Idem, p. 9.

2.2.1. L'importance du contexte théorique qui dirige l'analyse critique

Dans un premier temps, il convient de souligner le fait que la subjectivité discursive est indissociable de son énonciateur, c'est-à-dire qu'il faut comprendre le discours dans la trajectoire stratégique de l'auteur et non pas le réduire aux énoncés, stratégie qui correspond à la position structuraliste. Dans les mots d'Olivési : « sa mise en rapport avec non seulement la réalité à laquelle il est supposé se référer, mais surtout le contexte dans lequel il s'inscrit et les enjeux inhérents à ce dernier »[56].

En faisant référence à nombre d'études dédiées à la relation entre la presse/ les médias et les politiciens (et non pas le champ politique) – notamment l'interaction entre médias et politiciens autour des conférences de presse et les campagnes politiques médiatisées – Bhatia argumente, également, que l'aspect essentiel du discours est, en fait, son contexte ; contexte qui permet la construction et l'articulation des objectifs sociaux[57].

Dans une analyse concentrée sur les médias, l'analyse de discours s'impose d'autant plus que les médias dépendent fortement des sources d'élite. En suivant Hall, nous considérons que les médias traditionnels s'appuient, majoritairement, sur des sources d'élites, notamment quand il s'agit des objectifs politiques ; les acteurs au pouvoir, par conséquent, deviennent principalement ceux qui définissent des situations ou, au moins, vis-à-vis de ce que le problème signifie[58].

Pour pouvoir approcher la question du sujet principal dans les discours de Băsescu, ou encore des topiques, nous allons faire usage de l'analyse critique du discours (Critical Discours Analysis), qui essaye de trouver des motifs latents et récurrents du discours, qui structurent (plus ou moins) la discussion sociétale, en mettant les topiques approchées en lien avec le contexte social. Non seulement dans l'analyse du discours politique, mais aussi dans l'analyse du discours des

56 Olivesi, 1994, op. cit., p. 11.
57 Bhatia, 2006, op. cit., p. 177.
58 Hall, Stuart, Critcher, Chas, Jefferson, Tony, Clarke, John et Roberts, Brian, *Policing the Crisis : Mugging, the State, and Law and Order*, Holmes & Meier, 1978, selon : Abalo, Ernesto, « First hegemony, then democracy : On ideology and the media discourse on the coup against Hugo Chávez », dans : *Observatorio (OBS*) Journal*, Vol. 6, No. 3, 2012, pp. 105-128, p. 108.

médias, le CDA est devenu un enjeu majeur de l'enquête : Bell et Garret voient l'analyse critique de discours comme la méthode standard pour l'analyse des médias, au moins en Europe, et Wodak/ Busch affirment que l'analyse des nouvelles écrites est l'analyse la plus reconnue des médias dans le cadre de CDA[59]. Abalo souligne également que le CDA a démontré son utilité dans l'analyse qualitative des textes médiatiques[60].

Les considérations sur le discours politique sont fortement liées à toute discussion sur la communication politique. Nous allons commencer nos considérations à partir des perspectives faisant le lien entre discours et communication politique. Pour remplir cet objectif, il convient de s'appuyer sur Wolton, qui présente la perception – dite classique – à partir de la relation entre discours et communication : « Aujourd'hui, la communication politique englobe l'étude du rôle de la communication dans la vie politique au sens large, en intégrant aussi bien les médias que les sondages, le marketing politique et la publicité avec un intérêt particulier pour les périodes électorales. […] Cette définition large insiste sur le processus d'échange des discours politiques, entre un nombre de plus en plus grand d'acteurs politiques, avec l'idée implicite que l'essentiel de la politique moderne s'organise progressivement autour de la communication politique et au travers du rôle des médias et des sondages »[61]. D'après ces dires, cette définition (classique) n'est pas à la hauteur et inappropriée pour pouvoir expliquer les spécificités modernes, car elle paraît trop large[62] et Wolton propose sa propre définition de la communication politique moderne : «l'espace où s'échangent les discours contradictoires des trois acteurs qui ont la légitimité pour s'exprimer publiquement sur la politique et qui sont les hommes politiques, les journalistes et l'opinion publique au travers des sondages »[63]. Les

59 Voir : Carpentier, Nico et De Cleen, Benjamin, « Bringing discourse theory into Media Studies. The applicability of Discourse Theoretical Analysis (DTA) for the Study of media practices and discourses », dans : *Journal of Language and Politics*, Vol. 6, No. 2, 2007 pp. 265–293, p. 274.

60 Abalo, 2012, op. cit.

61 Wolton, Dominique, « La communication politique : construction d'un modèle », dans : *Hermés. Une revue de l'Institut des sciences de la communication du CNRS*, No. 4, 1989, pp. 27-42, p. 28.

62 Idem., p. 29.

63 Idem, p. 30.

aspects centraux restent les mêmes : l'interaction entre les politiciens, le public (ou l'électorat) et les médias. Il faut également souligner que l'origine de sa nature est la Politique. Dans ce sens, Patrick Charaudeau décrit l'importance de la communication politique au niveau du façonnage des identités au travers des stratégies des acteurs et leurs activités symboliques. Par conséquent, il définit le discours politique comme « un jeu de masques auquel nous participons tous, élites et peuples, et qui nous lie par un contrat de solidarité réciproque »[64]. Trois ans plus tôt, cet auteur développait sa conception sur le discours à partir de considérations plus générales, quand il affirme que « chaque situation communicative » doit prendre en compte les conditions qui définissent le cadre général de la communication[65]. Les acteurs impliqués développent par la suite des stratégies (regroupées en trois catégories) qui sont en concordances avec leurs enjeux et ce, pour faire avancer leur discours et, donc, leur agenda[66]. Cette question autour de l'identité des acteurs, ou encore de l'interaction entre les structures sociales, les positions sociales et les rôles pour la transmission et la mise en place des systèmes de valeurs et de connaissances, dans des situations de communication (en général, non seulement concernant la communication politique) a été décrite par Halliday en 1987[67] (connu dessous l'étiquette de « grammaire fonctionnelle systémique »), aspect de base pour les considérations de l'analyse critique de discours de Fairclough[68].

Et c'est ici que l'analyse de discours commence : dans l'interaction entre la stratégie de communication, le contexte social et la réception. Sans vouloir se lancer dans une discussion autour des grands philosophes du discours comme Foucault, Gramsci etc., il importe de faire le point sur le caractère systémique du discours « le poids accordé aux différents types de discours politiques exprime un

64 Charaudeau, Patrick, *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Ed. Vuibert, 2005, p. 246.
65 Charaudeau, Patrick, « A communicative conception of discourse », dans : *Discourse Studies*, Vol. 4, No. 3, 2002, pp. 301-318, p. 309.
66 Idem, p. 314.
67 Halliday, 1978, op. cit., p. 2.
68 Voir : Busse, Beatrix, *Vocative Constructions in the Language of Shakespeare*, John Benjamins B. V., 2006, p. 60.

rapport de force et résulte d'une lutte autour de la définition dominante de la parole politique légitime »[69].

2.2.2. Approches conceptuelles de l'analyse critique de discours

L'école d'analyse critique du discours (CDA), dont Foucault est un des « parrains » théoriques, s'est révélée être particulièrement pertinente pour l'analyse des textes de la presse écrite et des émissions télévisuelles, qui constituent la base méthodologique de cette partie de notre recherche. Le choix s'explique dans les objectifs précisés par ses fondateurs – Norman Fairclough, Ruth Wodak et Teun A. van Dijk – qui définissent la CDA comme une méthode pour l'analyse de textes dans des contextes sociaux, qui reflète les structures de pouvoir cachées dans les discours. Selon Fairclough, la CDA traite les interactions verbales comme directement liées aux structures sociales[70]. Ainsi, le discours nous permet de performer des actes sociaux, mais il créé, aussi, la réalité sociale ; par contre, l'interprétation des processus discursifs ne doit pas être faite sans la compréhension de l'opacité de ceux-ci. Fairclough voit la CDA comme un cadre et un moyen d'explorer les imbrications entre la langue et les pratiques socio-institutionnelles, comme une méthode non seulement descriptive, mais aussi compréhensive des liens entre la langue, en tant que discours, et les structures politiques et sociales plus larges[71].

Comme dans tout processus d'investigation, la définition correcte et appropriée du problème de recherche est essentielle dans l'obtention des résultats. Il est en quelque sorte nécessaire de fixer les marges et les limites dans lesquelles le chercheur se place. Cette question peut sembler évidente, mais elle n'en est pas moins essentielle : si notre problème n'est pas une représentation discursive, la CDA ne fonctionne pas. Il n'est pas non plus pertinent et nécessaire de chercher le

69 Le Bart, 1998, op. cit., p.4.
70 Fairclough, 1995, op. cit., p. 9.
71 Idem, p. 45.

soutien d'autres outils méthodologiques. Deuxièmement, il est toujours conseillé de commencer par une question de recherche, pour pointer vers l'objet de notre étude, qui devrait être la nature discursive.

La perspective du discours comme une forme de « pratique sociale », implique, selon Wodak et Fairclough, une relation dialectique entre un événement discursif particulier et la situation (s), l'institution (s) et la structure (s) sociale, qui l'encadrent :

> « L'événement discursif est façonné par eux, mais il les façonne aussi. Cela veut dire que le discours est socialement constitutif, ainsi que socialement conditionné – il constitue des situations, des objets de connaissance, des identités sociales et des relations entre des personnes et des groupes de personnes. Il est constitutif, à la fois, dans le sens où il contribue à maintenir et à reproduire le statu quo social, et dans la mesure où il contribue à la transformer. Car le discours est aussi socialement conditionné, il donne lieu à d'importantes questions de pouvoir. Les pratiques discursives peuvent avoir des effets idéologiques – ce qui signifie qu'ils peuvent aider à produire et à reproduire les relations de pouvoir inégales (…) ».[72]

L'analyse critique de discours se propose l'éclaircissement des possibles raisons et buts des participants engagés dans l'échange, selon Bhatia[73], par l'accentuation de l'impact de l'« idéologie » et du « pouvoir » sur les relations et les structures sociales[74]. Ainsi, la CDA se dirige vers l'étude des phénomènes sociaux transmis par des discours, fait qui demande une approche « pluridisciplinaire et pluri-méthode »[75]. En termes de méthodologie, les théoriciens de la CDA plaident pour une perspective inductive, qui est axée sur des situations problématiques et qui implique l'interdisciplinarité et l'éclectisme, « mettant l'accent sur les dynamiques (socio)-cognitives ou sur les coups et les

72 Fairclogh, Norman et Wodak, Ruth, « Critical Discourse Analysis », dans : *Discourse as Social Interaction* ed. par Teun A. Van Dijk, Sage, 1997, pp. 258-284, p. 258.
73 Bhatia, 2006, op. cit., p. 177.
74 Idem, p. 178.
75 Wodak, Ruth et Meyer, Michael, *Methods of Critical Discourse Analysis*, Sage, 2009, p. 3.

stratégies interactionnels »[76]. Il s'agit d'un processus herméneutique d'établissement de sens[77], qui implique trois étapes majeures : la description des propriétés formelles du contenu, l'interprétation de la relation entre texte et interaction et l'explication de la relation entre l'interaction et le contexte social[78].

L'analyse critique du discours pose, par conséquent, son attention sur les relations entre texte et contexte. Dans la tradition de Halliday (dans le sens large), la CDA perçoit le langage comme pratique sociale, en analysant les mécanismes internes, notamment en considérant que le discours sert l'idéologie de l'émetteur (incluant spécifiquement des mécanismes de manipulation, dans le sens de Van Dijk), et les mécanismes externes, notamment la réception et ses fonctionnes. Selon van Dijk l'analyse critique du discours est concernée avec l'analyse des textes afin de montrer *les sources discursives de pouvoir, la domination, l'inégalité et les préjugés*[79].

Fairclough définit la CDA d'une façon similaire : pour lui, une « analyse du discours […] vise à *explorer systématiquement les relations* – souvent opaques – [...] *entre (a) les pratiques discursives, des événements et des textes, et (b) des structures plus larges, les relations et les processus sociaux et culturels* ; afin d'étudier comment de telles pratiques, événements et textes découlent de l'idéologie et comment ils sont façonnés par les relations de pouvoir et les luttes pour le pouvoir; et d'explorer comment l'opacité de ces relations entre le discours et la société est elle-même un facteur de puissance et l'hégémonie de fixation. »[80]. Batstone voit le but de la CDA comme permettant de « révéler comment des textes sont construits pour que des perspectives particulières (et avec le potentiel d'endoctrinement) puissent être exprimées d'une façon délicate et secrète ; parce

76 Idem, p. 9.
77 Idem, p. 22.
78 Horvath, Juraj, *Critical Discours Analysis of Obama's Political Discours. Language, Literature and Culture in a Changing Transatlantic World*, 2009, citant Fairclough, Norman, Language and Power, Longman, 1989.
79 Voir, parmi d'autres : Van Dijk, Teun, « Critical Discourse Analysis », dans : *Handbook of Discourse Analysis*, ed. par Deborah Tannen, Deborah Schiffrin et Heidi E Hamilton, Blackwell, 2001, pp. 352-371, p. 352.
80 Fairclough, 1995, op. cit., p. 132.

qu'elles sont secrètes, elles sont insaisissables par des défis directs »[81]. Par conséquent, *le traitement du « pouvoir » par les détenteurs de pouvoir*, ainsi que *la maniére dont ce pouvoir se manifeste* est un des éléments clefs dans la CDA :

> « Le pouvoir est un autre concept central pour la CDA, car elle analyse souvent l'usage du langage par ceux qui sont au pouvoir, ceux qui sont responsables de l'existence des inégalités. Typiquement, les chercheurs de la CDA sont intéressés par la façon dont le discours (ré-) produit la domination sociale, cela veut dire l'abus de pouvoir d'un groupe sur les autres et la façon dont les groupes dominés peuvent discursivement résister à de tels abus. »[82]

Les origines (conceptuelles) sont diverses et les chercheurs s'appuient sur un bouquet théorique riche qui n'est pas limité à une certaine direction épistémologique. Les caractéristiques principales sont, subséquemment, que les analyses sont orientées sur le problème (« problem-oriented ») et, par conséquent, interdisciplinaires et éclectiques. Les analyses de la CDA n'ont pas pour but de « contribuer à une discipline spécifique, à un paradigme, à une école ou une théorie de discours », mais les conceptions à suivre, les méthodes choisies et la manière dont le travail de terrain est effectué sont en concordance avec le sujet à traiter, ou « en fonction de leur pertinence »[83]. La notion « critique », par contre, indique la direction principale de l'horizon de découverte. Un fort stimulus dans le développement de la CDA vient[84] d'abord de la théorie critique de l'École de Francfort, quand il s'agit de ne pas se limiter à l'explication/à la compréhension de la société, mais d'avancer une critique de la société dans son ensemble. Également

81 Batstone, Rob, « Grammar in Discourse : Attitude and Deniability », dans : *Principle & Practice in Applied Linguistics*, ed. par Guy Cook et Barbara Seidlhofer, Oxford University Press, 1995, pp. 197-213, p. 198 suiv. : « Critical Discourse Analysts seek to reveal how texts are constructed so that particular (and Potentially indoctrinating) perspectives can be expressed delicately and covertly; because they are covert, they are elusive of direct challenge, facilitating what Kress calls the "retreat into mystification and impersonality ».

82 Wodak, Ruth et Meyer, Michael, « Critical Discourse Analysis : History, Agenda, Theory, and Methodology », dans : *Methods for Critical Discourse Analysis*, ed. par Ruth Wodak et Michael Meyer, Second Edition, SAGE, 2009, pp. 1-34, p. 9.

83 van Dijk, Teun A., « Principles of critical discourse analysis », dans : *Discourse and Society*, Vol. 4, No. 2, 1993, pp. 249-283, p. 252.

84 Voir : Wodak, Meyer, 2009, op. cit., p. 6.

importante semble *la critique envers le domaine de science en soi, qui fonctionne selon les structures sociétales qu'elle tente à critiquer*, dans le sens de Bourdieu. Même si Foucault (notamment ses réflexions/ analyses dédiées à la relation entre langage et pouvoir) peut être considéré comme une source influente pour le développement de la CDA, une absence d'éléments poststructuralistes et postmarxistes est remarquable, ce qui distingue la CDA de l'approche de la DTA (« Discourse Theoretical Analysis »), développé notamment par Ernest Laclau et Chantal Mouffe[85]. La haute diversité des sources d'inspiration, ainsi que l'hétérogénéité des approches a mené à une différenciation des « écoles de la CDA »[86]. Il convient, alors, de faire le point sur la discussion interne à la CDA, sur les approches principales et leur cadre de références théoriques/ conceptuelles majeurs. Bhatia identifie trois perspectives divergentes dans le tiroir de la CDA : *la méthode historique du discours* (« discourse historical method »), développée surtout par Wodak, qui met l'accent sur la relation entre le discours et la manière dont des événements historiques se sont produit/ se produisent; l'approche de Fairclough et Fairclough, qui a pour but de *dévoiler les relations idéologiques opaques entre les discours et des pratiques socioculturelles* ; et l'approche de van Dijk, qui s'interroge sur *les structures de pouvoir caché que les discours idéologiques représentent*[87].

L'approche de Wodak, qui trouve ses inspirations dans la théorie critique de l'École de Francfort, ainsi que dans l'interactionnisme symbolique, est considérée comme une approche inductive, qui travaille avec des analyses de cas détaillées[88]. Fairclough et Fairclough ont une approche plus délibérative dans leur façon de traiter du « pouvoir » comme raison d'agir, souvent critiqué comme trop encré dans une compréhension purement délibérative et argumentative du discours[89]. Ce « tournant argumentatif » s'ajoute à l'ensemble des approches de la CDA de façon

85 Voir : Carpentier, De Cleen, 2007, op. cit., p. 276.
86 Figure 1, reprise de Wodak, Meyer, 2009, op. cit., p. 20, offre une illustration résumant des approches et des sources d'inspiration de la CDA.
87 Bhatia, 2006, op. cit., p. 178.
88 Voir : Wodak, Meyer, 2009, op. cit., p. 20.
89 Fairclough, Isabela et Fairclough, Norman, « Argument, deliberation, dialectic and the nature of the political. A CDA perspective », dans : *Political Studies Review,* Vol. 11, No. 3, 2013, pp. 336-344, p. 339 suiv.

à ce qu'on puisse comprendre des discours politiques comme une argumentation pratique qui offre une motivation pour des actions ou des décisions[90]. La base pour cette valeur accordée aux représentations est une compréhension de la Politique, ou de « faire de la politique » comme réponse à telle ou telle situation ou défi en fonction des objectifs et des valeurs à atteindre[91]. Le discours est, ensuite, perçu comme modalité pour se « représenter le monde »[92]. Ils optent, par conséquent, pour un traitement extensif de ces représentations, au travers des éléments de formes d'actions ou de genres, que ce soit argumentatif, explicatif ou narratif[93].

Si l'élément clef de la CDA chez Fairclough/ Fairclough est la connexion entre événement et discours, au travers de l'analyse de ses représentations, Teun van Dijk s'interroge sur la relation entre les structures discursives et les structures de « pouvoir », même si la CDA ne traite pas explicitement avec les structures discursives[94]. À partir de ce questionnement, van Dijk veut dévoiler la manipulation comme forme de contrôle social, où le « manipulateur arrive à faire d'autres croire à/ou faire ce qui est dans l'intérêt du manipulateur » par l'utilisation des moyens discursifs, ce qui sert à la reproduction du pouvoir dans les mains de ceux qui sont au pouvoir et qui manipulent par le discours[95]. De cette manière, la CDA traite alors « spécialement avec la représentation du pouvoir politique, l'abus de ce pouvoir ou la domination par le discours politique »[96], élément fortement inspiré de l'approche des représentations sociales de Moscovici. Par conséquent les cibles principales de la CDA sont « les élites au pouvoir qui adoptent, soutiennent, légitiment, négligent ou ignorent les inégalités sociales et

90 Herman, Thierry, « Fairclough, Isabela & Norman Fairclough. 2012. Political Discourse Analysis. A Method for Advanced Students (London : Routledge) », dans : *Argumentation et Analyse du Discours*, No. 9, 2012, consulté le 11 octobre 2013 (http://aad.revues.org/1373).

91 Voir : Fairclough, Fairclough, 2013, op. cit., p. 11.

92 Ibid.

93 Idem, p. 8.

94 Voir : van Dijk, Teun A., « Principles of critical discourse analysis », dans : *Discourse and Society*, Vol. 4, No. 2, 1993, pp. 249-283, p. 251 suiv. ; van Dijk, Teun A., « What is Political Discourse Analysis ? », dans : *Political linguistics*, ed. par Jan Blommaert et Chris Bulcaen, Benjamins, 1997, pp. 11-52, cité selon la version électronique: http://www.discourses.org/OldArticles/What%20is%20Political%20Discourse%20Analysis.pdf , p. 24.

95 Van Dijk, 1993, op. cit., p. 360 suiv.

96 Van Dijk, 1995, op. cit., p. 11.

l'injustice »[97]. Mais, en même temps, il faut identifier les pratiques discursives de tout participant au jeu politique[98], et pas seulement aux élites, ce qui ouvre les voies pour l'analyse du contexte, ainsi que des (ré-)actions des récepteurs. Presque tout sujet et tout problème semble ainsi avoir une dimension discursive[99].

2.2.3. Considérations méthodologiques de l'analyse critique de discours

Après avoir explicité les approches conceptuelles, ainsi que leurs sources d'inspiration théoriques, nous pouvons avancer vers les considérations méthodologiques. Comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, les études de l'analyse critique de discours ne suivent pas des méthodologies fixes, mais elles se dirigent, notamment en raison de leurs bases théoriques diverses, vers des données et des méthodologies différentes[100]. Il s'agit plutôt d'un processus herméneutique, avec pour but de saisir et de produire des relations de sens, à partir d'une documentation riche et détaillée[101]. Pour l'analyse des représentations, conceptualisée par van Dijk, l'analyse cible des cadres collectifs de perception, et notamment des groupes sociaux spécifiques[102]. En général, il convient de mentionner qu'il ne s'agit pas d'une méthodologie clairement structurée, avec des phases clairement délimitées : « similaire à la théorie encrée (Glaser et Strauss, 1967), la collecte de données n'est pas considérée comme une phase spécifique qui doit être achevée avant le début de l'analyse : après le premier exercice de collecte, il s'agit d'effectuer les premières analyses, trouver des indicateurs pour des concepts particuliers, transformer les concepts en catégories et, sur la base de ces résultats, continuer à collecter des données »[103]. En suivant Fairclough, Horvath identifie trois étapes principales dans la CDA : *la description du texte*,

97Van Dijk, 1993, op. cit., p. 252.
98 Voir : van Dijk, 1995, op. cit., p. 13.
99 Voir : Idem, p. 43.
100 Voir : Wodak, Meyer, 2009, op. cit., p. 5.
101 Voir : Idem., p. 22.
102 Voir : Idem., p. 23f.
103 Idem., p. 27.

l'interprétation du texte, y incluant l'interprétation du texte comme résultat d'un processus de production, *et l'explication*, qui vise à analyser la relation entre le texte et le contexte social[104]. Il faut souligner, une fois de plus, qu'il ne s'agit pas d'une analyse linguistique[105], ou d'une analyse purement sociale, mais d'une analyse qui cible l'interaction entre le jeu politique, à travers le discours politique, le contexte social et le résultat.

104 Horváth, 2009, op. cit.

105 Nombre d'études se veulent CDA, mais n'arrivent pas à se détacher d'une analyse purement concentrée sur le texte. Wang (Wang, Junling, « A Critical Discourse Analysis of Barack Obama's Speeches », dans : *Journal of Language Teaching and Research*, Vol. 1, No. 3, 2010, pp. 254-261), par exemple, prétend à une analyse de type CDA, mais il n'analyse même pas le discours mais seulement des « interventions discursives » d'un politicien, et il ne parvient pas à prendre en compte le contexte. En bref, dans ce cas, comme dans le cas de beaucoup de travaux, qui se auto-libellent « CDA », il ne s'agit pas des analyses CDA, car il manque souvent la critique, ainsi que, souvent, ils ne cherchent pas à trouver des relations entre les pratiques sociales et le discours, ni entre des structures de pouvoir ou des idéologies cachées et les structures de discours.

CHAPITRE II. L'établissement des thématiques « anti-presse » du président Traian Băsescu.

Introduction

L'initiative du président Băsescu de s'attaquer à la presse n'est ni unique, ni innovante. Son discours n'est pas créé ex nihilo, mais dans un contexte où les médias roumains avaient commencé à perdre leur crédibilité devant le grand public[1]. Les poids symboliques de ce discours, issu d'un acteur d'élite du champ politique – le président de la République – sont alors plus élevés dans un cadre où les médias souffrent d'une crise d'autorité, avec des publics qui perdent, de plus en plus, la confiance en la capacité du journalisme à générer du contenu équilibré. Par son discours critique envers les médias, Băsescu introduit dans le débat public le sujet de la presse comme enjeu politique, en mettant la focale sur la notion d'« intérêt politique et économique personnel » dans la production du contenu journalistique. L'argument principale du président est que les médias, en tant que « quatrième pouvoir » incontrôlé, avantagent ou défavorisent encore des hommes politiques ou des partis et n'en diffusent pas pour autant une information « objective ». La référence au système normatif traditionnel – la presse comme un des « responsables » du maintien de l'ordre social, le « chien de garde de la démocratie », etc. – renvoie à la question même des rôles de la presse dans une société en transition vers la démocratie. Comment est-ce que ces institutions sociales que sont les médias contribuent, alors, au « bon fonctionnement » de la société ?

1 Selon le Rapport FreeEx sur la liberté de la presse, réalisée par ActiveWatch Romania, en 2008, les médias sont placés parmi les institutions les plus corrompues (5ème place). L'étude indique un sentiment généralisé de perte de confiance dans la presse de la part du public, 65% de la population adulte de la Roumanie considérant que les télévisions manipulent.

La stratégie politique de Băsescu – qui était élu principalement pour changer le statuquo et augmenter l'équité sociale – était caractérisée par la relation directe et paternaliste avec l'électorat. Il propose ainsi, au nom de l'électorat, des thématiques « anti-établissement », des méthodes pour se débarrasser de l'échange clientéliste, dominé par les anciennes élites communistes (rassemblées autour de PSD) qui possèderaient, selon Băsescu, des attitudes rétrogrades empêchant le « processus de modernisation » de la Roumanie :

> « Beaucoup, la plupart de vous, habite à l'étranger et vous vous informez des médias qui, souvent, en manque de professionnalisme, représentent mal ce qui se passe en Roumanie, ou ils ne le comprennent pas du tout. L'État ne peut pas être une notion abstraite définie par des analystes politiques, par des spécialistes en politique. […] Mon objectif, pendant les derniers deux ans était la tentative de moderniser l'État. […] Nous devons tous comprendre que ça ne marche plus comme dans le passé. Ou on comprend que la Roumanie doit se moderniser, ou on s'auto-condamne. Personne nous condamne, on se condamne seuls, si on n'est pas d'accord avec la modernisation de l'État ».[2]

Nous pouvons retrouver, au cours de l'histoire contemporaine de ce pays, plusieurs moments cruciaux qui pointent vers le fait que la Roumanie est un sujet de l'histoire, qui réagit aux influences externes, plutôt qu'elle ne maitrise sa propre identité : le passage, au début du XX^{e} siècle, d'un système féodale à une société démocratique, qui a basé sa première constitution sur un modèle allogène, celui de la Belgique, en 1923, peut être considéré équivalent au passage d'un système oppressif communiste à la « démocratie libérale », importée des États-Unis, en 1990. Ces décisions, prises au niveau des élites, sans la consultation ou la participation active des citoyens, ont préparé un état de choses dans lequel la normalité du jeu politique n'est pas basée sur la représentation de leurs intérêts et/ou valeurs. Dans ce contexte, « la récupération du pays » devient le principal

2 Le discours de Traian Băsescu à la Gala de la Ligue des Etudiants Roumains à l'Etranger, en janvier 2012. Article consulté sur le quotidien « Evenimentul Zilei ».

message auquel Băsescu fait appel dans son approche du public/électorat – dont il se considère le représentant légitime et l'allié le plus proche. L'opposition entre les « intérêts de la communauté » et « les intérêts mesquins des élites » constitue le cadre politique commun de traitement de cette étape, dans la vision de Băsescu, qui considère que la Roumanie se trouve dans une crise politique et identitaire, surtout à cause des « élites rétrogrades ». L'analyse de Mocanu et al., sur le positionnement de Traian Băsescu, pendant les élections présidentielles de 2009, indique qu'il a voulu se présenter dans la mentalité collective comme un lutteur, optimiste et confiant du futur : « L'image du candidat avec le slogan de campagne 'Ils ne peuvent pas éviter ce dont ils ont peur' a créé l'impressions d'un héros qui lutte contre ce qu'il a appelé 'l'élite politique corrompue' »[3].

Vu que le discours critique de Băsescu s'oriente vers des personnalités politiques et économiques, nous pouvons le classifier de néo-populisme, à plusieurs niveaux. Dans un premier temps, il convient de se concentrer sur la description du néo-populisme fournie par Shafir, qui met l'accent sur la dichotomie entre personnalités politiques « morales » – catégorie dans laquelle Băsescu s'inscrit – et les personnalités politiques « amorales » – que le président dévoile :

> « Contrairement à leurs prédécesseurs, ils ne dénoncent plus les « maux » du capitalisme, mais uniquement la « rapacité » de certains capitalistes qui auraient oublié d'où ils viennent (le peuple). Dans le néo-populisme, il y a des capitalistes « vertueux » et « corrompus », et les premiers se livrent à l'autosacrifice en entrant dans la politique prétendument contre leurs propres intérêts personnels ».[4]

Cette logique, que l'on retrouve dans la littérature dédiée au phénomène du néo-populisme, indique que les stratégies discursives des leaders néo-populistes –

3 Mocanu, Maria, Aldea, Alina et Rawal, Rajash « Why fix it when it's not broken ? Continuity and adaptation in Romanian e-campaigning », dans : *Politics and the Internet in Comparative Context : Views from the cloud*, ed. par Paul Nixon, Rajash Racal et Dan Mercea, Rutledge Research in Political Communication, 2013, pp. 95-118, p. 104.

4 Shafir, Michael, « Neo-populism in the post-communist zodiac », dans *Contemporary Populism : A Controversial Concept and Its Diverse Forms*, Ed. Sergiu Gherghina, Sergiu Mişcoiu, Sorina Soare, Cambridge Scholar Publishing, 2013, p. 323 suiv.

surtout dans des cadres politiques où le discours englobant et affectif est favorisé par l'absence d'un discours programmatique, comme dans le cas de la Roumanie – est souvent « le résultat de l'héritage de l'idéologie et/ou de la pratique du communisme »[5]. En faisant l'analyse de l'irruption des leaders charismatiques, le politiste Alexandre Dorna considère qu'un lien causal peut être établi « entre une situation de crise, avec un certain type de régime où le pouvoir démocratique est fragilisé, les mécanismes de participation grippés et la présence croissante des attitudes machiavéliques »[6]. Il faut souligner, sur ce point, que le populisme présidentiel se distingue des formes du populisme incarnées dans et représentées par les partis et les mouvements populistes classiques, particulièrement quand il s'agit de sa portée : le choix des sujets à remettre en cause (de manière critique) est, dans ce cas, très sélectif. Sans attaquer le régime politique en soi et ses institutions, Băsescu se tourne vers le choix des éléments qu'il considère comme la base des structures factuelles de transgression de ce même régime. En outre, les solutions avancées par le président sont encadrées par un spectre institutionnel – car Băsescu fait toujours appel à la participation politique institutionnalisée, au travers les élections, référendum, etc.

En faisant référence à Mudde, Shafir souligne les différences d'approche des néo-populistes, notamment le fait qu'ils utilisent le cadre de la politique institutionnalisée, afin de « sauvegarder la démocratie véritable » et ils ne se dirigent plus vers la décrédibilisation des mécanismes de fonctionnement du système démocratique[7].

Dans ce contexte, l'analyse du discours de Băsescu nous offre, à partir de l'investigation des liens entre discours et sa représentation sociale[8], la possibilité de rendre visible des structures de pouvoir, comme indiqué par van Dijk[9]. Plus

5 Veuillez-vous tourner vers Greskovits, Béla, *The Political Economy of Protest and Patience. Eastern European and Latin American Transformations Compared*, Central European University Press, 1998, p. 106.

6 Dorna, Alexandre, « Personnalité machiavélique et personnalité démocratique », dans : *HERMES*, No. 19, 1996, pp. 149-163, p. 152.

7 Shafir, idem.

8 Selon les directions de Fairclough, traitées de manière détaillée, dans le sous-chapitre dédié à la pratique de l'analyse critique du discours.

9 Van Dijk prend une position plus radicale de l'analyse du discours, en mettant l'accent sur les discours hégémoniques.

concrètement, les principales structures de pouvoir que Băsescu met en avant à travers son discours sont *l'existence des divisions profondes dans le spectre des partis postcommunistes, ainsi que des clivages au sein de l'électorat*, qui sont des conséquences de l'expérience spécifique du communisme et surtout du fait que les élites ne veulent ou ne savent pas comment se délimiter de l'histoire et accepter la modernisation et le progrès social sur une grande échelle, fait qui résulte d'une capture de la Roumanie par des intérêts de groupe. Une des manifestations de cette capture – qui représente une *structure de pouvoir opaque* – devient visible par le *conflit discursif* déclenché par Băsescu, à *remarquer dans la représentation des relations collusoires entre presse et politique, que celui-ci croit démasquer*.

Dans cette logique, Traian Băsescu a souvent accusé ses opposants politiques, durant la période 2007-2012, de servir des intérêts de groupe et de répondre aux commandes des oligarques des médias qui veulent influencer les décisions politiques de la Roumanie au détriment de l'intérêt général de la population. L'introduction dans l'espace publique de la topique des oligarques comme « prédateurs de la richesse nationale » lui appartient, *son discours politique incorporant les médias parmi les acteurs/adversaires politiques, dans ses thématiques récurrentes de campagne*.

Les arguments concrets qui ont permis l'apparition et le développement d'un tel discours tournent autour de la couverture médiatique négative du « sujet Băsescu » à travers plusieurs publications de la presse écrite et des chaines télévisuelles.

Nous avons retrouvé, dans la période d'analyse, 187 interventions publiques du président Băsescu au sujet de la presse, dont 149 ont été négatives (79%) et 38 ont été neutres (14%) ? Nous n'allons pas les présenter en intégralité, mais selon des thématiques. Ainsi, la thématique de l'indépendance éditoriale est reproduite par Băsescu dans la syntagme « presse conditionnée par la relation avec les oligarques » (thème présent dans 67% de ses déclarations) ; la thématique des ingérences patronales peut être trouvée dans la syntagme « influence de la zone économique et des groupes de presse appartenant aux oligarques médias » (thème présent dans 72% des déclarations) et la thématique des transgressions éthiques

par des journalistes peut être retrouvée dans les syntagmes « journalistes juke-box en euro »/« journalistes mercenaires » (thème présent dans 43% des déclarations). Le discours du président à l'adresse des médias culmine par l'introduction de la thématique de la « presse comme vulnérabilité pour la stabilité politique ».

Comme indiqué dans l'introduction de cette partie, nous allons analyser le discours et les effets de ce discours de « dénonciation des pratiques de la presse » sur trois niveaux, selon la *structure méso-macro-micro*, considérant que le niveau méso – « l'instrumentalisation des médias par les oligarques » – est à la base de la pyramide causale, avec le niveau macro – « la presse comme vulnérabilité pour la stabilité politique » – et le niveau micro – « la transgression des principes éthiques par les journalistes » – composant le cadre englobant de l'étiquetage de la presse.

1. Préambule : la mise en contexte du discours de Băsescu par le retour à sa genèse.

Les indices de la préoccupation de Băsescu pour la vie des médias apparaissent au moment de son élection pour le premier mandat de président, en décembre 2004. Dans son premier discours officiel, Băsescu créé, déjà, les lignes de démarcation entre « l'institution présidentielle » et les médias au service de la « clientèle de parti ». Il définit davantageet il encadre l'environnement médiatique au travers « [des] contraintes et [des] pressions politiques », qu'il considère être une constante dans la pratique du journalisme en Roumanie. Il accorde donc, d'emblée, des poids symboliques importants aux médias, aussi qu'à son rôle de préserver l'autonomie de ceux-ci :

> « Un président élu [n'est] pas une masse qui manœuvre à l'intérêt de la clientèle de parti. Je serai un défenseur dévoué de la liberté de la presse qui, au cours des dernières années, a enregistré une régression à cause de contraintes et de pressions politiques sans précédent ».[10]

10 Discours devant les membres du Parlement Roumain, en décembre 2004.

Băsescu établit, déjà, deux types de délimitations entre son activité et ses rapports souhaités avec la presse et les interventions de ses prédécesseurs. La référence au passé « des dernières années », période néfaste et instable pour les médias, selon sa compréhension, renvoie à l'« époque Năstase », que nous avons décrite, dans le deuxième chapitre de cette thèse, comme la période du « semi-autoritarisme ». La délimitation passé-futur et le transfert de pouvoir politique de PSD (via Adrian Năstase) au « régime Băsescu », viennent ensemble avec une démarcation radicale, au moins au niveau discursif, de la manière dont une élite politique comprend ses rapports avec les médias : du contrôle et de l'instrumentalisation vers l'autonomie et le support institutionnel que Băsescu affirme vouloir offrir à ce champ « essentiel pour la consolidation de la démocratie » :

> « La confiscation des libertés de la presse est un premier pas envers la confiscation des droits des citoyens. Les victoires de la démocratie ne peuvent pas avoir lieu sans l'existence d'une presse libre, du droit à la parole et de la liberté d'expression », affirme Băsescu, dans une deuxième intervention publique, le 20 décembre 2004.

Cette réaffirmation de ses croyances a pour but de créer un lien entre ce qu'il considère comme les lignes conductrices de l'avancement de la société – la liberté et la responsabilité – et les réalités sociales qui empêchent ce processus de modernisation. La presse est donc, pour Băsescu, l'endroit où les crispations sociales deviennent visibles et la manière dont les médias agissent est la preuve la plus palpable des décalages entre aspirations et réalisations sociales.

Pendant la campagne présidentielle de 2009, Băsescu revient sur les thématiques proposées en 2004, cette fois-ci par l'adoption d'une position cynique envers les démarches de la presse. Même si nous pouvons remarquer une congruence et une continuité de l'argumentation – les médias restent, dans une perspective moralisante, un élément crucial de la démocratie libérale qu'il veut avancer – Băsescu procède à un contournement des dynamiques qui structurent les rapports presse-politique. Si, en 2004, il construisait une image de la *presse*

comme victime des abus et des interventions politiques, ayant comme allié et plaideur le Président du pays, en 2009 il renverse les rapports de force, considérant *les médias instrumentalisés à l'origine des attaques contre le principale acteur légitime de la sphère politique*. Dans une interview que Băsescu donne au journaliste Andrei Gheorghe, dans la période entre les deux scrutins des élections présidentielles, nous pouvons retracer un nouvel élément qui s'inscrit dans l'argumentation primaire, celui de la *responsabilité morale et/ou journalistique*. Ainsi, Băsescu admet que la perspective de départ – dans laquelle il idéalisait le poids de la liberté de la presse pour imposer sa compréhension des pas en avant nécessaires pour le fonctionnement de la société roumaine actuelle – ne prenait pas en compte les possibilités que le concept générique de « liberté de la presse » puisse avoir des contre-effets :

> « Traian Băsescu (TB) : Voilà, je suis ici et je te parle librement et j'ai la liberté de te parler de Vîntu, Patriciu et Voiculescu, de Hrebenciuc et d'Iliescu. Je suis aussi libre. Mais le grand problème c'est lorsquei la liberté d'expression est accompagnée par la responsabilité.
>
> Andrei Gheorghe : Ce serait désirable, mais ce n'est pas une condition obligatoire...
>
> TB : Ce n'est pas obligatoire, définitivement. Mais, pour lever la démocratie sur la plus haute côte, ce qui s'exprime, à mon avis, que ce soit des gens ordinaires ou des gens qui font partie des sociétés de presse, ils doivent bénéficier de la liberté de le faire, mais le saut on le fait quand la liberté est doublée par la responsabilité auto-imposée. Moi, par exemple, je parle d'une manière très responsable quand je dis que ces sociétés de presse – de Voiculescu et de Vîntu – sont des armes politiques contre le président ».[11]

Comme nous pouvons le remarquer dans cette interview, l'évolution du discours de Băsescu est concomitante avec celle de l'évolution des relations entre politique et médias, sous le même paradigme de *capture de la presse*. Dans le

11 Traian Băsescu pendant un entretien avec le journaliste Andrei Gheorghe, le 21 novembre 2009. L'interview était réalisée entre les deux tours de scrutin des élections présidentielles.

nouveau contexte, le président se prend pour la victime de sa propre initiative, celle de devoir supporter cette liberté de presse qui devient l'arme principale des groupes d'intérêts contre l'institution présidentielle.

Il délimite, ainsi, le « champ politique légitime » – dont il est le principal représentant, de la « clientèle de parti » – jugée illégitime et nocive. Dans cette configuration, le champ politique devient le jouet d'intérêts divergents des médias, tandis que, selon sa position de départ, il avait considéré les médias sous la domination des représentants du champ politique.

Dans la période qui fait l'objet de notre analyse, Băsescu change radicalement sa position de défenseur de la presse et il commence à exploiter discursivement les faiblesses structurelles des médias, en conditions de campagne électorale. Il essaie, donc, de mobiliser l'électorat contre les médias traditionnels, en générant des réactions face à son discours de dénonciation des pratiques de la part de ces mêmes médias. Cette position est expliquée méthodiquement à partir de la perception idéale des relations entre hommes politiques et presse – « un homme politique doit faire tout ce qu'il peut afin de ne pas avoir une presse hostile », relation considérée impraticable, dans la configuration réelle des médias instrumentalisés par les moghols :

> « Andrei Gheorghe (AG) : Je reviens à la question antérieure : est-ce une faute, ce harcèlement de la presse ? Cette guerre ouverte, l'infinie fusillade entre « moi » et « eux » ?
>
> Traian Băsescu (TB) : Je ne tire pas, je reçois uniquement et j'essaie de riposter. Si cela est une faute ou pas, nous pourrions en débattre sur tout principe : un homme politique doit faire tout ce qu'il peut afin de ne pas avoir une presse hostile.
>
> AG : Je n'ai vu personne qui gagne une guerre contre la presse.
>
> TB : Moi non plus, jusqu'à moi ! Hé hé hé (rire cynique et conspirateur) ! C'est une blague, je ne peux ni confirmer, ni infirmer ce que tu me dis, car mon objectif est de créer l'exception.
>
> AG : Traian Băsescu est-il une exception ?
>
> TB : Oui, et je vais gagner aussi contre la presse ! Mais, maintenant, il faut être honnête, ce n'est pas toute la presse qui

> appartient à Vîntu et Voiculescu, pas tous les journalistess et les réalisateurs qui sont au service de Vîntu et Voiculescu, il y a d'autres médias qui sont libres ou même positifs envers moi. »

Les populistes ont été souvent décrits comme des agents de division de la société, par la création d'un fossé infranchissable entre deux pôles opposés de la communauté politique *(« guerre ouverte, l'infinie fusillade entre 'moi' et 'eux' »*) et Băsescu applique cette stratégie, en obligeant les médias à prendre position et à se transformer en participant actif au jeu politique qu'il institue, en assumant une position conflictuelle. Lors du débat électoral qui confrontait Băsescu avec le candidat du Parti Social-Démocrate, Mircea Geoană, trois jours avant le deuxième tour de scrutin, le président en fonction réussit à établir le lien collusoire entre le candidat de PSD et Sorin Ovidiu Vîntu, situation qui lui permet d'occuper l'espace légitime du seul acteur politique indépendant des intérêts cachés, qui dominent les rapports presse-politique :

> « Traian Băsescu : Monsieur Geoană, lors de notre dernière rencontre, une de mes questions était liée au fait que j'ai essayé de vous contacter et que je n'ai pas réussi à vous joindre. J'avais appris, ensuite, que vous aviez visité monsieur Vîntu et vous n'avez pas pu me répondre.
>
> Mircea Geoană : Vous l'avez appris comment ?
>
> TB : Votre réponse était que vous n'étiez jamais chez monsieur Vîntu, etc. Quelques jours ensuite, monsieur Vîntu est apparu à sa chaine de télévision (Realitatea TV) et il a déclaré qu'il vous a appelé plusieurs fois chez lui, au Delta du Danube. Je crois que – et ici je n'attends pas une réponse, mais vos excuses – je crois que, dans un débat électoral, vous avez menti. Vos excuses ne devraient pas être adressées à moi, mais aux roumains.
>
> MG : Je n'aime pas non plus monsieur Vîntu comme, paraît-il, vous ne l'aimez plus non plus.
>
> TB : Hier soir vous ne l'avez pas aimé non plus ?
>
> MG : Et dans les conditions où …

TB : Monsieur Geoană, vous n'avez pas aimé votre rencontre avec monsieur Vîntu non plus ? Hier soir, quand il avait appris que monsieur Popa Nicolae, celui impliqué dans l'affaire de FNI, était arrêté, quand il vous a appelé en urgence, vous ne l'avez pas aimé ? Est-ce qu'il vous a appelé en urgence ? Attention, s'il vous plait !

[…] Alors, hier soir, avez-vous aimé le rendez-vous avec monsieur Vîntu ?

MG : J'ai eu, hier soir, un rendez-vous avec monsieur Vîntu …

TB : Je l'ai lu sur Hotnews.

MG : Aussi comme vous avez eu plusieurs rencontres avec ce monsieur pendant les années où vous étiez proches.

TB : Monsieur Geoană, s'il vous plait, soyez raisonnable.

MG : Et je crois que c'était une chose décente, car il m'a appelé après que j'ai accordé une interview dans une publication sportive, en disant qu'il est une personne maléfique et, en quelque sorte, turbulente.

TB : Et vous êtes allé chez lui à la maison, pendant la nuit, pour lui expliquer que vous vous êtes trompé.

MG : Nous avons eu une discussion sur ce qu'une relation correcte entre deux personnes signifie.

TB : Et c'est pour cela que vous êtes allé chez lui, à la maison, pendant la nuit.

MG : Combien de fois avez-vous bu de whisky chez lui, ou chez vous, dans les années précédentes ?

TB : Jamais.

MG : Voulez-vous qu'on appelle monsieur Vîntu pour demander combien de fois vous vous êtes rencontrés ?

TB : S'il vous plait.

MG : Laissez-nous l'appeler…Bon, je n'ai aucune relation avec aucune personne de ce pays – moghol ou pas – qui soit en dehors des principes de l'honnêteté.[12]

12 Débat électoral entre Traian Băsescu et le candidat de PSD, Mircea Geoană, le 3 décembre 2009. Source : https://www.youtube.com/watch?v=vIQlsZr_AKA, consultée le 4 décembre 2009.

En utilisant une rhétorique de réitération hypertrophiée – Băsescu répète la question de la visite de son candidat rival chez Sorin Ovidiu Vîntu pas moins de onze fois en trois minutes de débat – il arrive à transmettre et à imposer l'image de Geoană au service des moghols de presse et à saper la confiance que l'électorat devrait lui accorder. Subséquemment, il reprend sa position de défenseur des « roumains », par le dévoilage des connivences et par la caractérisation de son rival comme un personnage dissimulé – « je crois que, dans un débat électoral, vous avez menti. Vos excuses ne devraient pas être adressées à moi, mais aux roumains ».

La « guerre » contre les médias comme principal adversaire, qu'il avait annoncée dans l'entretien que nous avons analysé en haut, trouve sa résolution au moment où Băsescu gagne les élections, le 6 décembre 2009. Dans son premier message public, il réitère que sa victoire électorale a pu être achevée grâce à la souveraineté des choix démocratiques de son électorat, qui « ne se sont pas laissés manœuvrer » par les médias hostiles. Ce discours fait visiblement preuve, une fois de plus, du fait que sa stratégie de campagne est basée sur la dénonciation d'une conspiration médiatique-politique contre lui :

> « Je veux résumer les résultats de ces élections. Nous avons vaincu ! Nous avons vaincu comme en 2004. Gagner ces élections est dû, principalement, aux roumains. Plus de cinq millions de roumains ont eu l'option claire pour le chemin vers la modernisation de la Roumanie. Un chemin nécessaire pour que les roumains arrivent, après un certain temps, à la prospérité. […] Mes chers, vous allez voir, dans les moments qui suivent, de diverses manipulations sur les chaines de télévision qui, depuis trois ans, essayent de vous manœuvrer. Je vous assure qu'aussi cette fois, comme en 2004, vous pouvez me faire confiance : j'ai gagné ! Ma demande envers vous est que, jusqu'à la fin de la tabulation des votes, mon électorat reste tranquille. Les élections ne vont pas faire l'objet d'une fraude. Ce n'est pas possible, car, au Bureau électoral central il y a une équipe de gens qui doivent fournir un résultat honnête et qui ne sont pas impliqués dans des processus de

> manipulation, comme la société de presse de monsieur Vîntu ou celle de monsieur Voiculescu »[13].

Pour conclure, par le jugement public négatif de ses rivaux – pas uniquement les partis politiques adverses, mais aussi les sociétés de presse hostiles – Băsescu fait usage d'offenses intentionnelles pour la remise en cause de la moralité des relations presse-politique. Dans la partie qui suit, nous allons analyser en détail les étiquettes qui lui ont permis d'imposer sa perspective devant l'électorat, pour ce but politique.

2. La dénonciation au niveau méso - « l'instrumentalisation des médias par les oligarques ».

La quintessence du discours de Băsescu contre les médias est particulièrement remarquable dans une de ses déclarations, de mars 2008 :

> « La dictature de la presse, la dictature des juke-boxes et des moghuls de presse est inadmissible dans une démocratie et leurs pratiques doivent être critiquées ».[14]

Selon les consignes de Fairclough, qui inclue dans l'analyse critique de discours la catégorie « contexte intertextuel », afin d'expliquer comment les producteurs d'un discours se connectent avec d'autres individus, nous pouvons retracer les conditions qui ont permis au président de déclencher et d'imposer un discours dominant et légitime de décrédibilisation des médias. D'après Fairclough les producteurs des discours « opèrent sur la base des présupposés selon lesquels un groupe d'émissions discursives se connectent aux autres »[15].

Dans notre cas, Băsescu exploite le désir des citoyens de faire partie d'un état démocratique, sur la base du rejet généralisé de la dictature communiste,

13 Discours de Traian Băsescu le 6 décembre 2009. Source: https://www.youtube.com/watch?v=hH2DpFjNSF0, consultée le 7 décembre 2009.
14 Dans une conférence de presse du président Băsescu, de mars 2008.
15 Fairclough, Norman, *Language and Power*, 2eme édition, Longman, 2001, p. 121.

sentiment influant de la mémoire collective de la population. Il contraste, de cette manière, avec les deux concepts de « dictature » et « démocratie » – concepts antipodiques, qui ne laissent pas d'espace à la négociation de l'interprétation – en prenant une position messianique de responsable de l'élaboration et de l'observation des règles, position congruente avec sa fonction de chef d'état.

Les « visages du mal », dans la nouvelle constellation sociétale, sont les moghols de presse et les hommes politiques corrompus, qui exploitent les défauts structurels d'une démocratie encore en cours de consolidation. Secondairement, Băsescu associe au concept de « dictature » un de ses mécanismes de manifestation les plus visibles, « la propagande »[16]. Ces deux termes délimités, l'association des médias traditionnels actuels avec les médias au service du parti communiste devient manifeste :

> « La propagande qui est faite et la tentative de montrer que dans la famille présidentielle il y a de l'illégalité ne montre rien d'autre que le fait que beaucoup de ceux qui ont les moyens de faire une pression publique envers le président, un chantage au président, n'hésitent pas à le faire, en utilisant leurs groupes de médias.[…] Cette chose ne montre rien d'autre qu'une pression énorme faite par des gens qui se sentent en difficulté devant la justice, soit lorsqu'on parle du groupe de monsieur Vîntu – pour l'instant il n'a pas trouvé ni chez moi, ni chez ma fille, l'argent de FNI –, soit qu'on parle du groupe de monsieur Voiculescu – il n'y a pas l'argent de Crescent chez moi, à la maison. Les compromis sur les dossiers que les institutions de l'état ont en leur possession, concernant une personne ou une autre, un propriétaire de groupe de presse ou un autre, un grand journaliste de presse ou un autre, ne sont pas à négocier avec le président de la Roumanie ».[17]

Les conséquences de cette « propagande » que Băsescu attribue à la manière dont les médias interagissent avec le champ politique – notamment par la

16 Selon le catalogue des caractéristiques des régimes autocratiques de Friedrich, Carl Joachim et Brzezinski, Zbigniew, *Totalitarian dictatorship and autocracy*, Harvard University Press, 1965.
17 Dans une conférence de presse d'avril 2009.

« pression publique envers le président » et le « chantage au président » – préparent sa justification vis-à-vis du refus de négociation avec certains acteurs politiques et économiques agissant contre les principes qu'il affirme vouloir imposer. Plus précisément, il définit les relations collusoires entre propriétaires des sociétés de presse et hommes politiques dans le cadre d'un accord gagnant-gagnant – les premiers accordent leur espace médiatique aux acteurs politiques, tandis que ceux-ci confèrent de la protection légale à ces élites économiques. Il nominalise, ainsi, devant l'électorat et le « peuple roumain », des personnages à haïr et des concepts à contester.

Dans une interview que Băsescu accorde à la chaine de télévision B1TV, en juillet 2012, il offre l'explication de cette configuration de jeu, dans une situation précise de crise politique, quand la majorité parlementaire de PSD a procédé à la destitution provisoire du président :

> « Robert Turcescu : Mais d'où est-ce qu'ils ont acquis ce pouvoir ? On parle uniquement du pouvoir de l'argent ?
>
> Traian Băsescu : C'est le pouvoir de l'argent et le pouvoir médiatique.
>
> […]
>
> TB : Chacun achète ce dont il a besoin. Voiculescu a besoin d'acheter sa liberté, et alors il doit acheter les gens placés en haut de l'échelle étatique, pour le protéger de la justice. Je lui dis déjà maintenant : même si je ne suis plus là, il ne peut pas échapper à la justice, parce que la justice, à mon avis, est entrée sur un chemin irréversible. (…) Alors des gens comme Voiculescu achètent la liberté avec de l'argent, après ils se régalent sans scrupule de l'argent de l'État, et des hommes politiques comme Ponta et Antonescu achètent le support des médias et redonnent à Voiculescu la garantie de sa liberté. L'équation est très simple.
>
> RT : Oui, oui, elle est simple, mais désolante.

> TB : Voiculescu doit regarder très attentivement. Les mêmes croyances, Vîntu les a eus aussi. Maintenant il est 'garé au repos' (n.d.a., en prison). »[18]

3. L'image démonisée de la presse : « ennemi de l'État » et « danger pour la sécurité nationale ».

En juin 2010, six mois après les élections, le président Băsescu signe une nouvelle loi concernant la stratégie nationale de défense, devant le Conseil Suprême de Défense du Pays (CSAT), par laquelle la liberté d'expression des sociétés de presse est limitée. La presse a été, ainsi, introduite dans la catégorie des éléments qui empiètent sur la sécurité de l'État, au travers des arguments sur l'existence des campagnes de presse commandées dans le but de diminuer la capacité des institutions à appliquer les lois. Dans le communiqué de presse officiel de l'institution présidentielle, il a été déclaré que […] « le phénomène des campagnes de presse commandées, dans le but de dénigrer les institutions du pays, par la distribution des informations fausses sur leur activité, est considéré une vulnérabilité pour la sécurité du pays »[19]. Le communiqué continue :

> « Dans la zone de la Défense et de la Sécurité Nationale, le risque est défini comme la probabilité de produire des dommages significatifs à l'adresse des intérêts, des valeurs ou des objectifs nationaux de sécurité. Dans le contexte d'une telle stratégie, les menaces sont des facteurs d'origine externe, par lesquels les intérêts, les valeurs et les objectifs nationaux de sécurité sont grièvement affectés. Les facteurs de l'intérieur de la société qui potentialisent l'action des menaces sont dénommés des vulnérabilités. […] « Les pressions exercées par les groupes de presse sur les décisions politiques en vue d'obtenir des avantages

18 Interview donnée par Băsescu au journaliste Robert Turcescu, à la chaine de télévision B1TV, le 10 juillet 2012.

19 Document de CSAT du 23 juin 2010 sur la Stratégie Nationale de Défense de la Roumanie, http://media.realitatea.net/multimedia/other/201006/snap_49526200.pdf, consulté en mars 2014.

> de nature économique ou en relation avec les institutions de l'État ».[20]

Par l'encadrement des médias dans la catégorie des problèmes les plus pressants du régime politique, jusqu'au point où ils constituaient « une menace à la sécurité nationale », Băsescu utilise ses prérogatives et ne met pas uniquement en avant un criticisme explicite, imposé en public en essayant de rallier le public à son côté, mais il transforme sa critique personnelle, réitérée au cours des années précédentes, en forme légale, qui a le potentiel de faciliter des actions de censure contre la presse :

> « Quand les groupes de presse attaquent les magistrats du matin au soir, les choses sont déjà graves. Peut-être allons-nous trouver une solution de protection de la justice vis-à-vis de ces attaques. Aucun groupe de type mafia ne veut une justice forte ou crédible », a déclaré Traian Băsescu, dans une conférence de presse, du 22 juin 2010.

Il justifie ainsi ses démarches, une fois de plus, par la perpétuation des attaques de certaines entreprises médiatiques contre des institutions étatiques, en se focalisant sur le domaine de la justice[21].

Les réactions autour de la décision d'inclure des médias dans la catégorie des vulnérabilités pour la sécurité nationale nous permettent de faire valoir des positions antipodiques, caractéristiques pour la polarisation du champ médiatique. Si certains journalistes accordent une légitimité aux actions de Băsescu, en soulignant l'existence des pratiques non conformes aux principes éthiques du

20 Ibid.

21 Une spécification supplémentaire concerne l'augmentation des actions directes – investigations et arrestations – de la Direction Nationale Anti-Corruption (DNA) contre des hommes politiques et magnats économiques, parmi lesquels nous avons mentionné déjà les cas de Sorin Ovidiu Vîntu, Dan Voiculescu et Sebastian Ghiță, pendant le dernier mandat de Băsescu. La structure de DNA, ainsi que son personnel, ont été décrits par les principaux médias traditionnels défavorables au président – parmi lesquels Antena 3, Realitatea TV, Romania TV, Jurnalul National et Cotidianul – comme instrumentalisés par Băsescu, en contribuant à une image défavorable des institutions en charge de l'application des mesures anti-corruption.

fonctionnement du journalisme, tolérées et intériorisées par les journalistes qui manifestent « une solidarité mal entendue, […] une « *omerta* » surtout des employés des télévisions, qui savent bien qu'ils ne peuvent pas faire plus que changer le maître et, alors, les intérêts, car la presse libre n'existe presque plus. Il est vrai que ces campagnes de presse, menées surtout par les télévisions de nouvelles se manifestent par des manipulations grossières, par des mensonges flagrants, par des invités choisis en fonction de ce qu'on sait sur ce qu'ils vont dire et qui ont des effets graves sur la mentalité de l'électorat ».[22]. Pourtant, même les journalistes qui partagent cette position critique considèrent que les sanctions sur le champ des médias ne constituent pas la tâche de l'institution présidentielle, mais des institutions régulatrices :

> « La stratégie CSAT parle des patrons, des moghols que Băsescu blâme depuis un bon moment. Mais pourquoi, jusqu'à aujourd'hui, une loi anti-monopole n'existe pas, qui interdise la concentration dangereuse de la presse, dans les mains de quelques gens, situation dans laquelle on se trouve maintenant ? ».[23]

Une position plus critique, venant de la part d'un acteur d'élite du champ journalistique – l'éditorialiste Cristian Tudor Popescu – reconstitue l'attitude commune des hommes politiques envers les médias, en Roumanie, celle d'attribuer un rôle de porte-voix à la presse, d'intermédiaire de la communication entre les acteurs politiques. Popescu argumente que la position de force de Băsescu, par la légalisation d'une démarche discursive qui est de combattre les 'dérapages médiatiques' limite la capacité des médias à développer une voix propre, à contribuer au débat politique. De plus, la situation décrite renforce la perception de la distribution déséquilibrée de pouvoir, par l'attribution d'un comportement cynique au président, dans ses relations avec la presse, qui indique des effets négatifs durables sur les rapports entre politique et journalisme :

[22] Selon le journaliste Constantin Răcaru, de ziare.com, dans un éditorial autour du sujet, consulté sur : http://www.ziare.com/media/presa/practicile-presei-si-siguranta-nationala-1023828.

23 Ibid.

> « Un article peut être plus dangereux qu'une balle ! » C'est la seule référence présidentielle à laquelle je peux penser, en essayant de justifier la présence de la presse comme un facteur de « vulnérabilité » de la Roumanie, dans un document de CSAT, concernant la sécurité nationale. La déclaration militaire appartient à l'ancien président Ion Iliescu, faite il y a dix ans, sur un ton pas du tout convivial. Elle exprime une attitude commune envers tous les pouvoirs qui ont été en charge de la Roumanie, dans les derniers vingt ans : le rôle idéal de la presse pour un homme politique est de transmettre, le plus précisément possible, ses messages envers la population, amplifié médiatiquement. Un porte-voix. Dès qu'elle sort de sa condition de porte-voix, cela veut dire que quand elle produit « des articles », quand elle a une voix propre, intervenant dans la communication entre hommes politiques et la population, la presse devient un danger. Pour qui ? Pour l'homme politique ? Oh non, pas du tout. Il s'agit, bien sûr, du pays, toujours du pays, dit le monsieur en cause. J'ai entendu, alors, Ion Iliescu, Emil Constantinescu et Adrian Năstase faisant de mémorables déclarations d'amour à la presse […] je les ai entendus jeter au dos de la presse tous les maux du pays et tous les échecs des gouvernements. Mais jamais de telles blâmes n'ont pris une forme officielle, elles ne sont pas arrivées dans un document d'État. Le paragraphe par lequel la presse, comme institution, est identifiée comme vulnérabilité nationale […] est une première absolue du régime Băsescu ».[24]

Les rapports presse-politique que nous avons décrit plus haut sont confirmés, dans une logique inverse, par les adversaires politiques du président. Dans ce contexte, nombre de politiciens critiquent sa démarche, surtout par l'accentuation des conséquences de la presse comme vulnérable pour les médias qui ne lui sont pas favorables. Ainsi, l'antagonisme « démocratie » – « régime

24 L'éditorialiste Cristian Tudor Popescu, dans un éditorial publié sur le site de gandul.info, intitulé « Une balle pour la presse » http://www.gandul.info/puterea-gandului/un-glont-pentru-presa-6442074, consulté en mars 2012.

totalitaire » ou encore homme politique « démocratique » – homme politique « autoritaire » est exploité discursivement par les deux pôles. L'intervention publique de Crin Antonescu, un des leaders de l'opposition et le président en fonction du Parti National Libéral peut servir d'exemple pour cette prise de position :

> « Je peux vous dire ce que je crois […] que ce qui ne convient pas à Băsescu est une presse libre. Une presse qui, avec ses fautes, ses exagérations et ses injustices – car cela se passe – se permet de critiquer le Pouvoir, sans protéger l'Opposition […] Juger les gens de presse comme une menace à la sécurité nationale est une question qui se pose uniquement dans les régimes totalitaires », a déclaré Crin Antonescu, dans une intervention sur Realitatea TV. [25]

Si Băsescu s'est présenté comme défenseur de la démocratie et s'il a dressé le profil de ses adversaires comme obstacle au processus de démocratisation, ceux-ci, à leur tour, tournent le blâme envers lui, en attribuant une tendance à l'autocratisation aux actions du président.

25 L'ancien président du Parti Nationale-Libérale, Crin Antonescu, dans un article publié le 23 juin 2010, http://www.ziare.com/crin-antonescu/traian-basescu/antonescu-ceea-ce-ii-sta-in-gat-lui-basescu-e-presa-libera-1023871, consulté en mars 2012.

4. La thématique des transgressions éthiques par des journalistes.

Une troisième dimension que Băsescu élabore dans son discours « anti-presse » est le manque de professionnalisme des acteurs journalistiques « soumis » et les dérapages éthiques subséquents à cette soumission. Selon sa conception, une partie des journalistes acceptent, ou bien intériorisent, l'approche des « moghols ». Le président suggère que les journalistes sont bien conscients d'être instrumentalisés, et que par leur acceptation tacite des pratiques non-éthiques ils contribuent, de l'intérieur, à la perpétuation d'un état de choses non conforme à ses conceptions sur les rôles de la presse dans un pays démocratique. Ce faisant, il fait appel à l'idéal contemporain de l'autonomie personnelle, qui encourage le développement des vertus telles que l'intégrité et l'indépendance, dont les contrepoids peuvent être saisis dans les attitudes des journalistes dénoncés. Une fois de plus, il généralise ses dénonciations, en plaçant le doute sur la partialité des médias aussi dans le camp de ses acteurs :

> « Je connais la rage du système mafia secoué, je sais que le groupe de Felix a des journalistes et des analystes juke-box en euro […] Je ne vais jamais faire de compromis avec les oligarques de la presse, aussi longtemps que la manière dont ils utilisent leurs groupes de presse manquera de déontologie professionnelle et ne respectera qu'un seul azimut, celui de l'intérêt d'occulter leur passé ».[26]

Băsescu utilise de manière récurrente le nom de code Felix – donné par les anciens services secrets communistes à Dan Voiculescu, le propriétaire de la société de presse Intact – afin de porter atteinte à son autorité et de décrédibiliser ses médias et ses journalistes, dont il atteste alors le fait d'avoir travaillé au service d'un ancien cadre de la nomenklatura communiste. Băsescu essaie d'imposer une image des journalistes mercenaires qui confondent – volontairement ou par l'autocensure – la liberté de la presse avec la responsabilité journalistique. Plusieurs épisodes des rencontres entre le président et le journaliste

26 Traian Băsescu, B1TV, avril 2009.

de la chaine de télévision « Antena 3 » rendent visible la tentative de Băsescu qui est de souligner le profil des journalistes qui ignorent les principes éthiques et les remplacent par un faux sentiment de justice.

Tableau 3 - L'épisode Băsescu – Ionut Cristache, reporteur politique « Antena 3 »

L'épisode Băsescu – Ionut Cristache, reporteur politique « Antena 3 »

Lors de plusieurs conférences de presse au palais présidentiel, Băsescu attaque, de manière directe, le reporteur politique Ionut Cristache, et il refuse de répondre aux questions de celui-ci. Le discours généralisé anti-médias, se transforme dans un discours personnalisé avec le journaliste, pendant des dialogues qui lui permettent le transposer les étiquettes par leur attribution à un cas précis.

Une *première confrontation*[27], de janvier 2014, reproduit les thématiques évoquées tout au long de ce chapitre :

> « Ionut Cristache (IC) : Bon soir, Monsieur le président, Ionut Cristache, Antena 3. Je voudrais vous...
> Traian Băsescu (TB) : Attendez, attendez, attendez...Vous parlez de la chaîne de propagande, de désinformation, de tromperie des roumains, Antena 3, oui ? S'il vous plait...
> IC : J'ai voulu vous demander...
> TB : La chaine financée par monsieur Voiculescu, qui était condamné à cinq ans de prison...
> IC : Monsieur le président, permettez-moi de vous adresser la question...
> TB : Bon, vous voulez seulement me convaincre qu'on parle de cette Antena 3.

27 La conversation peut être retrouvée en intégralité sur le site de la chaine de télévision Digi24 (http://www.digi24.ro/stiri/actualitate/evenimente/video-discutie-intre-traian-basescu-si-un-jurnalist-de-la-antena-3-mintiti-ca-si-patronul-dumneavoastra-condamnat-la-5-ani-185727).

IC : Ce n'est pas un match entre vous et moi, j'ai une question, permettez-moi de vous la poser.

TB : Oui, mais vous êtes ici en qualité de journaliste de la chaine de désinformation Antena 3, ok ? […] Pour l'argent de Voiculescu, vous acceptez de mentir. […] Monsieur le journaliste, vous mentez comme votre patron le fait aussi, votre patron condamné à cinq ans de prison, vous mentez comme votre chaîne de propagande. Je vous en remercie. »

Un mois plus tard, au cours d'une deuxième rencontre Băsescu réitère ses attaques, insistant sur le statut obéissant des journalistes :

« IC : Moi, je suis journaliste, monsieur le Président, puis-je vous poser une question ?

TB : Oui, monsieur, chez Voiculescu il n'y a pas de journalistes, il y a des salariés qui obéissent. Vous êtes un salarié, vous n'êtes pas un journaliste.

IC : Je suis journaliste.

TB : C'est comme ça que vous vous appelez ?

IC : Non, c'est ce que je suis.

Pourtant, les mécanismes de pression sur la presse ne se limitent pas au niveau discursif et Băsescu procède à plusieurs actions en justice vis-à-vis des journalistes qui lui sont défavorables, réclamant d'eux qu'ils disent avoir l'intention de créer une image négative de lui devant l'opinion publique. En 2008, le président porte plainte pénalement pour diffamation contre une journaliste du quotidien « Gândul » et contre un journaliste de « Cotidianul » qui auraient blessé son droit à l'honneur et à la réputation[28]. Pourtant, même si les réactions de la part des institutions de plaidoyer font preuve d'un criticisme modéré, elles indiquent que ces actions du président contre des journalistes sont politiquement motivées,

28 Dans un article signé par Anca Simina, reporteur politique du quotidien « Evenimentul Zilei », intitulé « Băsescu vrea despagubiri morale de la Vîntu » (Băsescu clame des dommages moraux de la part de Vîntu), de septembre 2008.

afin de bloquer la couverture médiatique négative de sa personne, pendant une année électorale, comme Avădani le fait valoir :

> « Un homme politique, un chef d'état, doit montrer beaucoup de réserves dans la relation avec la presse. Je trouve bizarre qu'un homme politique accuse en justice une publication qui critique son activité politique » appréciait Ioana Avădani.[29]

Mircea Toma, le directeur d'Active Watch, considère que les effets à long terme du discours de dénigrement des journalistes l'emportent sur les effets immédiats des actions légales. Aussi, il souligne le potentiel danger d'abus de pouvoir de la part du président :

> « Dans le contexte politique que nous vivons, le geste du président est exagéré, mais moins dangereux que les insultes contre les journalistes. Mais s'il agit en misant sur la stature de sa fonction devant l'instance, c'est grave. Il faut lui dire qu'il aurait pu garder ses efforts pour une vraie cause ».[30]

5. Conclusion : la contribution de Băsescu à la décrédibilisation du champ de la presse

29 Idem, déclaration Avadani.
30 Idem, déclaration du directeur de Active Watch Romania, Mircea Toma.

Les démarches de ce chapitre ont eu pour but d'établir, de manière diachronique, la dynamique des relations entre le président Băsescu et les médias qui lui ont été hostiles, dynamique qui a déclenché, selon notre compréhension du phénomène, un processus d'étiquetage plus large des médias traditionnels. L'étendue temporelle, ainsi que les effets sur l'électorat, nous permettent de conclure que cette situation conflictuelle n'est pas un épiphénomène, mais qu'elle décrit, établit et met en lumière l'état de manque d'autonomie du champ journalistique envers le champ politique (et, secondairement, la sphère économique).

Les arguments de la stratégie de Băsescu de s'attaquer à la source – conséquence de la couverture médiatique défavorable que le président clame – peuvent être trouvés, dans un premier temps, dans les analyses sur la perception de la partialité des médias du politiste états-unien Glen Smith. Celui-ci indique que, généralement, « les attaques des élites [envers les médias] vont de soi – indépendamment de toute inclinaison réelle dans les nouvelles – par le fait de fournir des indices au public favorable à ces élites politiques »[31]. Subséquemment, l'analyse de Vallone et al., sur le phénomène des médias hostiles, postule que, lorsqu'un sujet est controversé, les individus qui perçoivent un biais dans le contenu médiatique sont plus susceptibles de croire que le biais est contre leur *propre idéologie*[32]. Ainsi, Băsescu procède au renforcement de son « discours idéologique » et il tente de transformer la perception de l'hostilité des médias en cadre dominant d'interprétation, qui rend visible les effets de cette hostilité des médias (selon le politiste états-unien Perloff, qui ajoute à l'analyse initiale de Vallone la dimension de 'hostile media effects')[33]. Perloff élabore l'idée que le sujet biaisé ou l'intention de partialité ont moins de pertinence pour l'interprétation donnée par les lecteurs « partisans », qui trouvent d'emblée que le

31 Smith, Glen R., « Politicians and the News Media : How Elite Attacks Influence Perceptions of Media Bias », dans : *The International Journal of Press/Politics*, Vol. 15, No. 3, 2010, pp. 319-343, p. 322.

32 Vallone, Robert P., Ross, Lee et Lepper, Mark R., « The hostile media phenomenon : Biased perception and perceptions of media bias in coverage of the Beirut massacre », dans : *Journal of Personality and Social Psychology*, Vol 49, No. 3, 1985, pp. 577-585.

33 Perloff, Richard M., « A Three-Decade Retrospective on the Hostile Media Effect », dans : *Mass Communication and Society*, Vol. 18, No. 6, 2015, pp.701-729.

contenu est hostile selon leur point de vue et selon les indications de la source d'élite qui a fourni les bases d'une telle interprétation.

La théorie de l'agenda prédit, selon Tresch, que les hommes politiques « autoritaires », dans des positions dominantes, bénéficient de plus de couverture médiatique[34]. Băsescu établit ainsi un agenda[35] autour du sujet des médias instrumentalisés, par son double rôle de source proprement dite, en tant qu'émetteur du discours, et acteur mis en scène[36] dans le contenu des médias qu'il dénonce, qui, à leur tour, sont le moyen de transmission, la cible des attaques et le public primaire du discours émis par le président.

David-Blais et Brunet estiment, dans ce sens, que « les critères invariants pour retenir les sujets qui 'méritent' d'être une nouvelle »[37] – parmi lesquels l'« intérêt public » et la « crédibilité dans le champ » que la source possède – influencent la présence du contenu émis dans la couverture médiatique[38]. Ils expliquent, sur ce point, la dimension du conformisme des rédactions, qui vont avoir tendance à reproduire ce contenu si celui-ci engendre des réactions parmi une partie des médias. Dans ce cas précis, le discours du président occupe l'espace de ces médias, qui rendent ainsi possible le « néo-populisme d'en haut »[39]. Dans une perspective qui s'inscrit dans la logique de l'analyse critique du discours, Bednarek et Caple envisagent le fait que « la valeur des nouvelles peut être considérée comme construite de manière discursive et l'intérêt médiatique devient

34 Tresch, Anke « Politicians in the Media : Determinants of Legislators' Presence and Prominence in Swiss Newspapers », dans : *The International Journal of Press/Politics*, 2009, Vol. 14, No. 1, p. 67-90.

35 McCombs, Maxwell et Shaw, Donald, « The agenda-setting function of mass media », *Public Opinion Quarterly*, 1972, Vol. 36, No. 2., p. 176-187.

36 Selon Charron, cette mesure de l'importance relative des acteurs mis en scène dans les nouvelles – ce qu'il appelle « l'agenda des qui », postulant que les acteurs les plus visibles sont ceux qui ont le plus d'influence sur l'agenda des médias – est une mesure indirecte et partielle de l'influence, qui dépend des actions mutuelles, autant des médias, que des acteurs d'élite. (Charron, Jean, « Les médias et les sources. Les limites du modèle de l'agenda-setting », Hermès, La Revue, 1995, Vol. 3, No. 17-18, pp.73-93, p. 75).

37 David-Blais, Martin et Brunet, Patrick J., *Valeurs et éthique dans les médias : approches internationales*, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p. 94 suiv.

38 Idem.

39 Par « néo-populisme d'en haut », nous comprenons, dans le sens de Shafir, les politiques populistes employées par les politiciens en place dans le but de préserver le pouvoir et l'élargissement de soutien. Shafir, Michael, « From Historical to "Dialectical" Populism : The Case of Post-Communist Romania », dans : *Canadian Slavonic Papers*, Vol. 50, No. 3-4, 2008, pp. 425-470. Consulté en ligne : http://www.tandfonline.com/toc/rcsp20/50/3-4.

une qualité des textes »[40]. Les deux chercheuses reprennent la théorie de la sélection des nouvelles ou de l'intérêt médiatique (« newsworthiness theory ») de Galton et Ruge[41], par laquelle les actions des élites (discursives ou directes) sont, au moins en général et à court terme, plus conséquentes que les activités des autres[42]. Selon Galton et Ruge, ce qui rend problématique le processus d'établissement de l'intérêt médiatique est la question de la *personnification*. Ils attestent ainsi aux médias une préférence dans le fait de présenter des événements comme des phrases où il y a un sujet, une personne nommée[43]. Ceci est une extension « de la nécessité de l'établissement de sens et, par conséquent de l'identification : les personnes peuvent servir plus facilement comme des objets d'identification positive et négative par une combinaison de projection et d'empathie »[44]. Nous revenons, ici, à la position de départ exprimée et renforcée par Băsescu au travers de son discours : il construit son image autour de son « exceptionnalisme », de son individualité, de sa capacité à mobiliser le public et à générer du changement social. Selon Becker, l'entrepreneur de morale doit bénéficier d'une position de pouvoir, du soutien du public et, surtout, il doit être en mesure de proposer une solution claire et acceptable pour le problème exposé. Mais quelle est la manière dont le président problématise le sujet des médias « hors normes » ? Nous soutenons – en suivant Galtung et Ruge, qui estiment qu'un « contenu négatif va générer plus facilement de consensus et il va créer moins d'ambiguïtés, dans le sens où il y aura un accord de l'interprétation de l'évènement discursif comme négatif »[45] – que le président adopte cette approche plus en lien à l'image collective de la réalité sociale et que la solution proposée est, ainsi, dirigée vers la mobilisation de l'électorat en sa faveur. L'effet

40 Bednarek, Monika et Caple, Helen, « Why do news values matter ? Towards a new methodological framework for analyzing news discourse in Critical Discourse Analysis and beyond » dans : *Discourse & Society*, 2014, Vol. 25, No. 2, pp. 135–158, p. 137.
41 Galtung, Johan et Holmboe Ruge, Mari, « The Structure of Foreign News », dans : *Journal of Peace Research*, Sage Publications, Vol. 2, No. 1, 1965, pp. 64-91.
42 Idem, p. 68.
43 Ibid.
44 Idem, p. 69.
45 Ibid.

secondaire de cette « croisade » est, à notre avis, l'établissement, de manière généralisatrice, d'une « catégorie d'outsiders à la collectivité »[46] – les médias.

46 Selon Becker, op.cit., p. 178.

CHAPITRE III. L'attitude des médias par rapports aux pratiques journalistiques non-éthiques.

Introduction

Comme nous l'avons argumenté dans les chapitres précédents, nous considérons que les divisions existant à l'intérieur du champ journalistique, associées auparavant à l'apparition du discours anti-presse, sont amplifiées par ce discours et, par cela, la polarisation des médias devient manifeste. Ainsi, selon notre lecture, le discours initié par Băsescu rend visible la flexibilité des critères qui guident la pratique de la profession et le traitement de l'information.

Dans un entretien avec l'auteur, Avădani décrit les étapes de cette attitude assumée de la part des médias et d'une partie des journalistes qui s'inscrivent, volontairement ou par inertie, dans les marges indiquées par le discours du président :

> « Si en 2007, les médias ont été les observateurs du discours, en 2008 ils sont devenus thématique de campagne, pour qu'en 2009 ils se transforment en acteur participant aux luttes politiques, clairement établis dans de camps adverses. L'indicateur objectif de cette situation est le Conseil National de l'Audiovisuel, qui a donné les plus grosses amendes jamais enregistrées par la presse roumaine, et qui a sanctionné, de manière récurrente, les mêmes dérapages. Dans ma lecture, cette chose signifie une politique éditoriale assumée : « peu importe que je le paye car mon objectif est de tuer mes opposants ou supporter mes alliées politiques, et les pertes je vais les couvrir, suite à mes services ».[1]

1 Ioana Avadani, dans un entretien avec l'auteur.

Le politiste Sorin Bocancea décrit la situation fréquente des relations tendues entre le « pouvoir politique » et la presse, en Roumanie, par les changements d'attitude rencontrés pendant les périodes qui précèdent les élections, situations caractérisées par les campagnes de presse contre les forces au pouvoir et par le transfert de sympathie de la majorité des médias pour les futurs gagnants des élections. Bocancea considère ce phénomène « spécifique à toutes les démocraties, qui tient, en une certaine mesure, à leur normalité »[2]. Mais, selon lui, ce qui créé la singularité de la situation problématique entre le président Băsescu et « les médias » est, à la fois, « la temporalité prolongée du conflit et le fait qu'il n'y ait qu'« une certaine partie de la presse » (selon l'expression connue d'Ion Iliescu) et une certaine composante du pouvoir politique qui y soient entrainées :

> « La polarisation des médias n'a pas disparue après 2009, et nous pouvons parler, au présent, d'une presse pro et d'une presse anti-Băsescu. […] Je considère que le phénomène auquel on assiste depuis au minimum quatre ans est marqué par l'anormalité et pour cette raison : les groupes de presse se sont comportés comme des partis politiques, par leur désir de bénéficier des avantages du pouvoir sans avoir la responsabilité politique qu'ont les organisations politiques ».[3]

Plusieurs manifestations de ce phénomène sont énumérées par Bocancea, qui indique « un engagement de quelques groupes de presse dans des actions quotidiennes de lynchage médiatique et de manipulation » :

- La partialité des modérateurs politiques, qui se comportent comme des acteurs politiques, dont le but n'est plus de médier la communication de leurs invités mais d'imposer la direction politique à laquelle leur entreprise de presse adhère ;

2 Bocancea, Sorin, « Ipostaze ale anormalității în relația dintre mass media şi puterea politică în România postcomunistă », dans : *Sfera Politicii*, Vol. 19, No.1, 2011, p. 9-13.
3 Idem, p. 9.

- Les journalistes se comportent plutôt comme des agitateurs politiques ;
- Le processus de transformation de la couverture médiatique, par lequel l'information politique est remplacée par des pamphlets ;
- Et, surtout, le fait que les médias croient devenir « un superpouvoir qui dispose, selon ses propres intérêts des autres pouvoirs »[4].

1. La légitimation du conflit « Băsescu – Médias » par le discours des « sous-entrepreneurs de morale ».

Dans ce sous-chapitre, nous allons analyser le rôle que des journalistes visibles, autant que des membres du champ politique – que nous appellerons, ici, des « sous-entrepreneurs » de morale – ont eu dans la dispersion du discours de Băsescu et dans l'établissement d'une problématisation de la polarisation de la presse autour de ce discours. Dans la logique de Le Bohec, nous pouvons attester de l'existence des modes d'agir des journalistes qui favorisent, volontairement ou inconsciemment, la pénétration du discours selon les lignes argumentatives fournies par le président. On assiste, ainsi, à la délimitation identitaire par négation et par une conflictualité manifeste[5].

Afin de démontrer l'ampleur que le discours prend, nous allons reproduire les réactions de ces acteurs influents, qui confirment l'externalisation de la dénonciation. Nous soutenons ainsi que le discours transcende la source initiale et se transfère dans les médias, par la reconnaissance et l'attention immédiate

4 Ibid.

5 Similaire aux découvertes de Le Bohec, concernant le succès du Front National : « Chacun se dispute et accuse l'autre d'avoir une attitude inopportune moralement ou inefficace politiquement tout en s'exonérant de toute implication personnelle. Il faudrait que les protagonistes se rendent compte qu'ils participent à une construction symbolique qui place le FN au centre de l'attention publique et lui accorde une importance qui s'est avérée surfaite bien des fois. S'accuser mutuellement de favoriser le FN fait partie de la dynamique sociopolitique qui sert les intérêts de ce parti ». (Tertrais, Marine, « Les médias partie intégrante du phénomène Le Pen/FN ? Entretien de Jacques Le Bohec », dans : *JolPress*, octobre 2013 (http://www.jolpress.com/fn-medias-phenomene-le-pen-front-national-jacques-le-bohec-article-822328.html)).

accordée par cette deuxième couche d'interprétation, qui le transforme, par perpétuation, dans un phénomène social généralement reconnu comme problèmatique.

Les affirmations critiques de l'ancien président de la Roumanie, Ion Iliescu, pendant un entretien donné au quotidien « Jurnalul National » en février 2012, reprennent et résument la question de la stratégie populiste et ses effets sur le champ politique et journalistique :

> « Monsieur Traian Băsescu n'a plus quoi que ce soit à dire aux roumains et, faute d'un message clair, d'un projet – car la « modernisation de la Roumanie » est une pétarde populiste, ce n'est pas un projet – et alors il invente des « ennemis du peuple ».[6]

Iliescu considère que l'« invention des ennemis du peuple » – parmi lesquels les moghols de presse – a eu des effets nocifs pour la mise en forme du débat politique et qu'elle constitue une manipulation, conséquence de la « pensée totalitaire » manifestée par Băsescu. Une fois de plus, comme nous avons pu le remarquer dans le chapitre antérieur, les positions prises par les adversaires politiques de Băsescu tournent autour de son autoritarisme, renforçant, pourtant, la perception d'une position de force que le président détient autant dans la configuration des jeux politiques, que dans le débat public :

> « Une bien pénible tentative de manipulation de la réalité, d'étiquetage des adversaires de PDL comme des 'communistes'. Tout le monde est libre de penser ce qu'il veut, mais la pensée totalitaire a le plus digne représentant en Roumanie dans la figure de Traian Băsescu. De sa série avec les 'moghols', et avec d'autres conneries, il reste uniquement cette séquelle pathétique qui ne fait pas honneur à un haut dignitaire d'un état européen. Il a baissé trop bas le combat politique, il l'a banalisé ».[7]

6 Ion Iliescu, dans un entretien pour « Jurnalul National », Antoniu, Gabriela, « Ion Iliescu, despre Băsescu: Din serialul lui cu "mogulii", şi alte bazaconii, a rămas doar această sechelă jalnică - "comunişti" », dans: *Jurnalul.ro*, le 5 février 2012 (http://jurnalul.ro/special-jurnalul/interviuri/ion-iliescu-despre-basescu-din-serialul-lui-cu-mogulii-si-alte-bazaconii-a-ramas-doar-aceasta-sechela-jalnica-comunisti-603409.html), consulté en mars 2012.

7 Iliescu, Idem.

Cette prise de position d'Iliescu – qui était le leader de la révolution de 1989, le premier président de la Roumanie postcommuniste pendant la période structurante des configurations politiques et économiques et le représentant de l'ancienne élite politique communiste – met en avant les changements survenus dans la mise en place des stratégies politiques. Les différences de compréhension sur comment faire de la politique sont amplifiées par l'attribution de « la banalisation du combat » à Băsescu, référence à la manière dont Iliescu comprend le comportement d'une élite politique envers son électorat : de haut en bas (stratégie élitiste classique, à laquelle Iliescu adhère) ou le nivelage que propose Băsescu (stratégie populiste et même « messianique » d'identification du président avec « son peuple »). Pour Iliescu, la potentielle instrumentalisation de la presse par des groupes d'intérêts paraît manquée de substance (« les moghols et d'autres conneries »). Pourtant, la reprise des récits des journalistes sur la période Năstase (période dans laquelle Iliescu était le président du pays), nous permet d'affirmer l'existence d'un consensus sur les mécanismes invisibles de pression sur les médias, au travers de ces groupes d'intérêts, qui étaient inclus dans la stratégie commune qui façonnait les rapports presse-politique[8]. Le changement de stratégie introduit par Băsescu est ce que nous appellerons « l'instrumentalisation de l'instrumentalisation », c'est à dire, l'utilisation de l'histoire postcommuniste des jeux politiques afin de modifier les règles de ce jeu et de mobiliser l'électorat vers l'éloignement d'anciennes habitudes.

Les clivages propres à la société roumaine, descriptives pour un régime valorisant la pluralité d'opinions et de perspectives, ont été atténués par la direction sacrosainte de l'opposition contre un régime répressif, récemment surpassé. Le consensus des premières années postcommunistes, issu du discours hégémonique pro-ouest des élites internes, est avancé dans les affirmations de Tia Serbănescu. Cette journaliste dominante, ancienne rédactrice en chef de Cotidianul et du quotidien Cuvântul, décrit le *façonnage de la réalité sociale par*

8 Veuillez-vous tourner vers le sous-chapitre « L'étape du semi-autoritarisme ou l'« époque Năstase ». Les premiers signes d'influence politique sur le contenu des médias ».

les valeurs occidentales qui transcendent les camps politiques, ainsi que le milieu journalistique :

> « La presse, à l'exception de la presse favorable au FSN, au début des années 1990, ne pouvait être que du côté des partis historiques qui ont fondé la Convention Démocratique et qui, ensemble, supportaient ce qui était nécessaire pour la Roumanie : la démocratisation du pays, l'occidentalisation, l'économie de marché, la restitution de la propriété, la dénonciation de Securitate, la condamnation du communisme et la liberté d'expression […] Le problème est que ceux qui sont restés fidèles à ces options sont incriminés et accusés, comme s'ils supportaient quelque chose d'immoral, uniquement car la distribution politique a changé. Ils sont accusés et, en quelque sorte, stigmatisés comme « les intellectuels de Băsescu », une formule devenue célèbre et, en même temps péjorative et fausse. Car ces intellectuels ont supporté ces idées bien avant que monsieur Băsescu n'arrive à ces opinions, celles qu'il a maintenant. Monsieur Băsescu est venu graduellement dans cette direction ».[9]

Cette citation témoigne d'un changement progressif des configurations de l'arène politique, qui n'est plus caractérisée par la suprématie de l'argumentation anticommuniste, constituant l'élément centrale de cohésion nationale. L'explication donnée par la journaliste renforce le discours de Băsescu et crédibilise l'association du président avec le courant de pensée pro-occidentale. Ensuite, elle indique une *polarisation de la presse autour de ces deux perspectives de traitement de la société*.

Une autre approche du discours d'étiquetage de Băsescu était manifeste dans un entretien que nous avons mené avec la journaliste Ioana Lupea. Selon elle, la campagne « contre les moghols et les groupes d'intérêts politiques et économiques a eu un seul objectif, de créer une table rase pour ses partenaires. Et

9 La journaliste Tia Serbănescu, dans un entretien pour l'hebdomadaire politique « Revista22 », paru en septembre 2009, avec le titre « Dacă nu e caracter, nici credibilitate nu e » ('Si le caractère manque, il manque aussi la crédibilité' ; Şerbănescu, Tia, « Dacă nu e caracter, nici credibilitate nu e », dans : *Revista22*, le 1 septembre 2009 (http://revista22.ro/6498/.html).

c'est un processus continuel, car ses gens changent en permanence »[10]. Même si la « subordination » est confirmée par la journaliste, elle considère que le président a profité du contexte de la crise financière – qui a précarisé les médias et qui a rendu visible la pénétration entre les structures de pouvoir politique et les groupes de presse – afin de récupérer l'espace des médias. Comme dans le cas de Serbănescu, Lupea délimite la configuration du champ des médias au travers de leurs affiliations politiques, faisant le lien du cadre idéologique au calcul pragmatique du « partage de pouvoir et de ressources » :

> « Disons que les médias ont été, pour une large part, subordonnés aux buts de l'opposition politique et économique afin d'éliminer Traian Băsescu et de réduire les chances de PDL d'arriver au pouvoir et aux ressources. Mais, en ce moment, nous avons deux mafias politiques et économiques, qui se partagent entre les deux groupes conflictuels. Autrement dit, le pouvoir a réussi, spécialement sur le fond de la crise économique, à acheter des entités média et des journalistes individuels ».[11]

L'accord sur la congruence et la véracité du discours présidentiel de dénonciation des pratiques prévalent dans la plupart des interventions des journalistes autour du sujet. Dans une interview avec l'auteur, Doru Buscu estime, en effet, que les effets de ce discours ont mené à une situation extrême de « destruction de la presse par étiquetage », mais il accorde des poids importants dans la dispersion de ce discours vis-à-vis de la contribution des acteurs journalistiques :

> « Si l'on veut compter ou hiérarchiser ses réalisations, je trouve que la plus importante est la destruction de la presse. Le fait qu'il a su faire vibrer les masses à son discours épointé et très articulé, l'a mis dans la situation de jouer avec les thèmes publics. Et un des thèmes publics qu'il a trouvé particulièrement intéressants ou, plutôt, comme une bonne cible à anéantir, c'était la presse. Et c'est ce qu'il a fait, méthodiquement et stratégiquement – rappelles-toi

10 Ioana Lupea, journaliste politique, pendant un entretien avec l'auteur.
11 Idem.

> ce qu'il a construit autour des moghols et malheureusement, ceux-ci correspondaient, partiellement, mais dans une petite mesure, aux définitions et aux descriptions que Băsescu faisait d'eux. Mais la manière dont il a su jeter des étiquettes, reprises avec beaucoup de légèreté pas uniquement par la population, mais aussi par les représentants de la profession journalistique – les juke-boxes, les esclaves des oligarques, ainsi de suite – c'est quelque chose d'énorme. Son projet est maintenant en phase finale, on signe l'acte de décès de la presse. La presse traditionnelle est morte à cause de l'intervention de Băsescu ».[12]

Les affirmations des journalistes influents montrent alors quelle ampleur peut gagner un discours (populiste) si celui vient d'un homme politique dont la fonction principale dans la configuration politique est d'établir les lignes conductrices du pays, ou encore, de formuler un catalogue – assez vague et chargé de mots clefs – d'objectifs nationaux. Dans le cas de Basescu, qui transforme son discours populiste, mais à la fois méthodique et stratégique – selon Buscu, « il a su faire vibrer les masses avec son discours épointé et très articulé » – dans un acte politique, Comanescu constate que le président utilise les médias par le biais de son groupe d'influence. Pourtant, il fait preuve d'un certain cynisme car il les expose :

> « La politique se fait à la télé et, si on donne crédit au président Băsescu, les ennemis de la réforme sont les divers moghols et les différents groupes de médias, identifiés et blâmés par le camp présidentiel, en fonction du moment et du contexte. Il y a une certaine dose de vérité dans toute l'histoire, surtout car le président connaît la situation, non seulement parce qu'il dispose des chaînes de télévisions contrôlées par les parlementaires de PDL ou des consultants politiques affiliés. Mais, surtout, car la plus importante des prérogatives du président est le mot, qui peut (ou pas) initier

12 Entretien avec Doru Buscu.

> des actes politiques par le discours, défaut de prérogatives exécutives ».[13]

Constantin Răcaru, éditorialiste à ziare.com, souligne, comme d'autres, les effets à long terme de la « guerre contre la presse » (par exemple, l'intervention de Corina Drăgotescu, ancienne rédactrice en chef du quotidien « Adevărul », et modératrice d'un talk-show politique à « Realitatea TV » qui affirmait, dans un entretien avec l'auteur que « son excellence s'est habituée à attaquer la presse. La guerre contre la presse ne date pas d'aujourd'hui ou d'hier »[14]) tout en soulignant les achèvements personnels de Basescu, qui a réussi à gagner les élections, malgré (ou grâce à, selon notre compréhension) l'hostilité d'une grande partie des médias :

> « Autrement, la guerre contre la presse, indifféremment du type de presse, est une guerre extrêmement coûteuse et, sur le long terme, destinée à l'échec. Il est vrai que Traian Băsescu a gagné les dernières élections présidentielles contre la plus grande coalition médiatique et politique jamais vue en Roumanie. Il les a pourtant gagnées à la limite, à la Pirus, et maintenant il se trouve à un niveau de popularité qu'il n'avait pas anticipé même dans ses pires cauchemars. Il est arrivé ici aussi à cause de la guerre suicidaire avec les télévisions ».[15]

L'élément de succès à court terme du discours de Basescu, celui de gagner les élections en blâmant la presse et les intérêts qui « contrôlent les médias » peut être retrouvé dans la plupart des interventions sur ce sujet. D'ailleurs, ce succès vient avec un prix sur le long terme que les acteurs du champ journalistique et politique critique surtout envers Basescu, qui souligne celui de la destruction de la presse ou la banalisation de la politique. Dans ce sens, ils se mettent tous d'accord

13 Iulian Comănescu, dans un entretien avec l'auteur.
14 Entretien avec la journaliste de Realitatea TV, Corina Drăgotescu, en juin 2012.
15 Constantin Răcaru dans un éditorial de mars 2011, sur le site de la publication Ziare.com (Racaru, Constantin, Traian Basescu la RTV, un strop de normalitate (Opinii), dans : *Ziare.com*, le 24 mars 2011 (http://www.ziare.com/basescu/stiri-traian-basescu/traian-basescu-la-rtv-un-strop-de-normalitate-1083800)).

sur le caractère novateur de l'agir du président, celui de changer (profondément) les règles de jeu politique et les règles qui structurent les rapports presse-politique.

2. « Evenimentul Zilei » versus « Jurnalul National ». Une analyse comparative du traitement du sujet « Băsescu - Médias » dans deux publications « adversaires ».

Un large processus de décrédibilisation est subsumé à ces tendances et comportements de la presse roumaine. L'étude « National Integrity System », publiée en 2010 par Transparency International Romania, place les médias parmi les institutions les plus corrompues (5ème place)[16], tandis que le rapport FreeEx, réalisé par l'Agence de Monitorage de la Presse en 2012, indique un sentiment généralisé de perte de confiance dans la presse de la part du public, deux tiers des gens participant au sondage considérant que les journalistes ne sont pas indépendants face aux pressions politiques et 60% qu'ils ne sont pas indépendants aux pressions financières[17]. Plusieurs recherches quantitatives menées pendant les élections présidentielles de 2009 indiquent une couverture médiatique biaisée autour du sujet Traian Băsescu. Ainsi, le rapport d'OSCE[18], qui a fait la surveillance des élections présidentielles de novembre-décembre, note que « Jurnalul National » (JN) a pris position contre le président, tandis qu'« Evenimentul Zilei » (EVZ) a eu une couverture plutôt propice à la dispersion du discours de Băsescu. L'analyse de Mucundorfeanu, sur l'image des candidats aux élections présidentielles[19], souligne le fait que JN a accordé plus d'espace éditorial au président Băsescu, même si on parle, majoritairement, d'une

16 Selon « National Integrity System Study », coordonné par Victor Alistar et Henry Rammelt, Transparency International Romania, 2010, p. 162 suiv.
17 Selon le rapport FreeEx sur la liberté de la presse, de 2012.
18 Selon le rapport OSCE de 2009, p.16.
19 Mucundorfeanu, Meda, « Imaginea candidatilor la alegerile prezidentiale in presa scrisa din Romania », dans : *Revista Transilvană de Ştiinţe ale Comunicării*, Vol. 12, No. 1, 2011, pp. 39-60.

couverture négative (environ 50, d'un total de 83 articles). Concernant EVZ, la publication a dédié 67 articles, desquels 24 favorables, 9 négatifs et 34 neutres[20].

Dans ce contexte, nous avons décidé d'analyser ces deux publications avec distribution nationale – « Evenimentul Zilei » et « Jurnalul National » – comprises comme ayant des positionnements politiques adverses (EVZ, plutôt favorable au président Băsescu et JN, plutôt défavorable), dans la période 2008-2009 (période entre le premier référendum de destitution de Băsescu et les élections présidentielles de novembre-décembre 2009).

L'échantillon a été déterminé à la fois par la circulation et le trafic des publications[21], ainsi que par la politique éditoriale – nous avons choisi les médias offrant un espace éditorial significatif sur les questions relatives aux médias. Nous nous sommes intéressés aux articles qui contenaient des références au sujet « Băsescu - Médias ». Le but de notre analyse était d'obtenir des données sur la quantité des articles sur les médias, le nombre d'apparitions des sujets sur les médias, l'ampleur des thèmes – des brèves, des analyses, des éditoriaux, etc. Pour codifier les thèmes, nous avons pris en compte les définitions suivantes du travail : pratiques journalistiques, propriété et management des médias, autonomie de la presse – ingérences politiques ou patronales, corruption dans la presse.

Nous avons trouvé un total de 449 articles qui ont traité le sujet « Băsescu - médias » dans les deux publications analysées, au cours de la période déterminée. « Jurnalul National » a publié 241 articles (54%) et « Evenimentul Zilei » a publié 208 articles (46%). Sur Jurnalul National nous avons retrouvé 143 articles d'opinion et 88 articles informatifs. Les articles d'opinion sont en majorité (92%) contre le discours du président Băsescu. Quant à Evenimentul Zilei, nous avons retrouvé 136 articles d'opinion et 72 articles informatifs. La position d'« Evenimentul Zilei » est plus équilibrée sur le sujet « Băsescu-Médias » (47% des articles sont plutôt positifs envers Băsescu et sa conception de la presse ; 26% des articles sont négatifs ; et 27% des articles sont plutôt neutres).

20 Idem, p. 46.

21 Dans la période d'analyse, les deux publications occupaient les deux premières positions au niveau des tirages, selon BRAT (Le Bureau Roumain d'Audit Transmedia).

Nous nous sommes intéressés, dans un second temps, à l'inscription du discours présidentiel dans le contenu éditorial des deux quotidiens. Ainsi, nous avons procédé à une analyse qualitative, afin d'analyser *les tendances* et *les thématiques* retrouvées dans les deux publications – le discours sur des sujets concernant la responsabilisation du processus journalistique, sur la déontologie et sur le degré d'indépendance éditoriale de la presse. La sélection était faite par un processus d'inclusion des thématiques et d'exclusion du contenu redondant, reprenant des discours que nous avons considérés représentatifs pour les lignes éditoriales des deux publications. La principale thématique, de *l'intervention de Băsescu dans la vie des médias*, est perçue différemment pas les deux publications sous analyse et nous pouvons affirmer, comme point de départ, qu'indifféremment de l'approche, nous assistons à une première phase de légitimation des thématiques, par la profondeur de l'espace dédié et par le fait que nous pouvons retracer leur présence dans des continus divers – surtout dans des analyses et des éditoriaux traitant la relation du président avec les médias.

Du côté de JN, le discours de Băsescu est perçu comme une tentative pour détruire la confiance du public dans la presse. Lucian Avramescu, l'auteur de l'éditorial « Ziaristul devine obiectiv strategic » (Le journaliste devient objet stratégique), construit l'image d'une relation « maladive » entre le président et la presse, relation avec un rapport de forces défavorable aux journalistes, auxquels il retire toute crédibilité, position que nous pouvons remarquer dans le passage suivant :

> « Peu importe combien de fois il change de maquillage et de perruques, en ouvrant et claquant les tiroirs de son énorme garde-robe de masques, *un détail reste comme une obsession et une maladie : la presse*. […] Le journaliste juke-box, le journaliste-mercenaire, le journaliste sans morale. Quelle est la richesse du journaliste ? Son stylo et sa crédibilité. Le soutien moral de sa démarche quotidienne de « serviteur du public » […] Vous ne pouvez pas prendre son salaire (le plus souvent précaire), vous ne pouvez pas saisir ses biens. Il ne les a pas. Mettez en question sa morale, la foi dans son écriture. *Un journaliste meurt au moment*

où personne ne le croit plus et Traian Băsescu essaie de détruire la presse avec cette arme empoisonnée ».[22]

Du côté d'EVZ, la même attitude est comprise comme une réaction justifiée par les dérapages des médias dans les rapports presse-politique, qui interviennent dans les négociations entre les camps politiques. Dans une logique inverse, Rodica Culcer[23], l'auteur de l'éditorial « Puterea mogulilor » (Le pouvoir des moghols), utilise le terme de « dénigrement », afin de décrire le comportement des médias défavorables à Băsescu :

> « Ce qui dérange le président est […] l'agenda dissimulé des moghols derrière des démarches journalistiques légitimes. Cet agenda est composé assez évidemment dans le but de compromettre la coalition actuelle et de dénigrer monsieur Băsescu, dans la perspective des élections présidentielles de novembre ». [24]

Nous constatons un consensus dans les deux publications sur la précarité du champ, soumis aux pressions politiques et économiques, même si JN argumente que les actions de Băsescu et des médias à son service limitent la liberté de la presse, tandis qu'EVZ prend une position contre les moghols et leurs groupes de presse, position à remarquer dans cet extrait :

> « L'exaspération du président envers le pouvoir des oligarques, contre lesquels il lutte depuis quatre ans, est compréhensible. Il a essayé de les vaincre seul, en s'appuyant sur la confiance du peuple, mais son message était toujours tronqué par les groupes médias. Il a espéré que la justice allait les calmer, mais ça n'a pas fonctionné non plus ».[25]

22 Lucian Avramescu, dans l'éditoriale « Ziaristul devine obiectiv strategic » (Le journaliste devient objet stratégique), Jurnalul National, publié en mars 2008.

23 Rodica Culcer était la directrice éditoriale de la chaine nationale de télévision (TVR), rédactrice en chef de la chaine radio Europa FM, et rédactrice en chef de Radio Total.

24 Rodica Culcer, dans l'éditorial « Puterea mogulilor » (Le pouvoir des moghols), publié par Evenimentul Zilei, le 13 février 2009.

25 Ibid.

Concernant *le thème de l'autonomie de la presse*, la majorité des articles a été centrée sur la relation presse-politique. Les articles ont surpris des situations répétées dans lesquelles Traian Băsescu a critiqué et décrédibilisé les médias. Ainsi, la reprise du discours de Traian Băsescu sur la presse a déclenché une polarisation des publications, qui se sont engagées dans la dénonciation des médias et des journalistes partisans et/ou hostiles envers le président. Claudiu Saftoiu, écrit, en mars 2008, un éditorial en réaction :

> « Sans vouloir changer les mécanismes d'apparition des « juke-box de presse » le président trace seulement un périmètre convenable de journalistiques sympathiques, proposant la dichotomie cynique « bons juke-box » / « mauvais juke-box » de la presse roumaine. Paradoxalement, la presse roumaine a agi exactement selon le format imposé par le président […] Les mauvais « juke-box » ont commencé, indignés, à critiquer, et les bons « juke-box » à faire des sermons méprisants et moralisateurs. L'effet désolant de cette attitude engagée politiquement s'est transformé en un désengagement de la presse envers elle-même : elle a renoncé à protéger la profession, en embrassant des causes qui ne lui appartiennent pas.[26]

Le président a été accusé d'une contribution à la baisse de confiance dans la presse et les journalistes et d'un positionnement conflictuel envers les médias. Deux exemples soulignent cette attitude chargée de partialité des publications. Ion Cristoiu, éditorialiste à Jurnalul National, indique la perte d'une voix critique de la presse envers Traian Băsescu et les connivences entre le président et quelques quotidiens nationaux :

> « Les leaders d'opinions critiques envers Băsescu peuvent être comptés sur les doigts de la main. Leurs voix se perdent, hélas, dans le chœur d'éloges éhontées, écrites ou parlées, des admirateurs fanatiques. La lecture des textes d'Evenimentul Zilei, le journal officiel du Président, ou de Cotidianul te poussent à réfléchir. Il ne

26 Claudiu Saftoiu, dans l'éditoriale, « Naşul presei politice » (Le parrain de la presse politique), dans : *Jurnalul National*, le 21 mars 2008 (http://jurnalul.ro/editorial/nasul-presei-politice-120204.html).

> s'agit pas des commentaires avec lesquels les auteurs expriment leur accord vis-à-vis de la politique menée par Traian Băsescu. Il s'agit, tout simplement, des éloges qui peuvent être facilement inscrites dans un écœurant culte de la personnalité. Plus grave encore, tous ces masseurs d'évidente note érotique de la personnalité présidentielle rivalisent pour fustiger quotidiennement tous ceux qui osent croire que Traian Băsescu n'est pas la meilleure chose qui aurait pu sortir de l'utérus de la patrie. Nous pourrions dire, ainsi, que Traian Băsescu est l'homme politique post-décembriste le plus gâté par la presse ».[27]

Les éditorialistes de Jurnalul National et Evenimentul Zilei ont, selon les découvertes de notre recherche, un discours conscient de la partialité des médias, des structures « contraignantes » de l'interdépendance entre le champ politique et le champ journalistique. Ce processus de dénonciations croisées, renforcé par la virulence et la constance discursive des deux publications au sujet de la dégradation de la presse, a généré un phénomène de refus du statut « indépendant » des médias actuels et de leurs journalistes :

> « Quant à Cristoiu (n.a., ancien éditorialiste à « Jurnalul National » et commentateur à « Antena 3 »), il ne fait rien d'autre que d'autres propagandistes socialisés pendant le régime de Ceausescu : il chante des louanges aux acrobaties de son maître (…) Ce serait beaucoup plus correcte, quand il apparaîtrait dans son émission, s'il renonçait à l'air de commentateur indépendant et s'il mettait une plaquette sur laquelle il serait écrit « l'employé de la famille Voiculescu ».[28]

Nous nous sommes concentrés sur l'analyse des éditoriaux et des articles d'opinion, que nous considérons être le reflet des positions partisanes des propriétaires et des organisations de presse. Il est pourtant difficile de savoir quel

27 Ion Cristoiu dans un éditoriale intitulé « Autovictimizarea de telenovelă » (Auto victimisation de feuilleton), publié par Jurnalul National, mars 2008.

28 Mircea Marian, Evenimentul Zilei, Éditoriale, « Cristoiu, scrib la curtea lui Oprescu », Juin 2008.

type d'influence pèse le plus sur la prise de position des publications et de leurs journalistes, mais, dans le contexte rédactionnel, nous analysons l'institution de presse, dans le sens où l'organisation de la rédaction constitue la sphère d'influence qui est la plus immédiate à l'expérience des journalistes[29]. Nous avons remarqué une prédominance des commentaires critiques envers la qualité du contenu éditorial, du processus de production, des pratiques journalistiques et des problèmes internes à la profession, dans les deux publications.

3. L'attribution des étiquettes dans les médias. Des observateurs neutres aux acteurs investis dans les jeux politiques.

L'utilisation de l'étiquetage des médias est aussi répandue dans les médias traditionnels roumains, et nous considérons une analyse exhaustive de ce processus comme redondante. Or, le but de ce sous-chapitre est de signaler le processus par lequel les acteurs journalistiques ne cachent plus leurs affinités personnelles, qui sont surtout la conséquence du fait que le discours du président offre un cadre légitimant de manifester des affiliations politiques et permettant un étiquetage croisé. Nous avons retrouvé plus de 1000 articles, entre 2008 et 2012, qui incluent un discours étiquetant – dont « Jurnalul National » et « Evenimentul Zilei » restent les principales publications qui font le plus fréquemment appel à ce type de couverture médiatique du sujet. Au début de la période analysée, entre janvier 2008 et aout 2009, « Cotidianul » était aussi parmi les journaux qui ont dédié leur espace à cette thématique. Les extraits que nous allons reproduire dans les pages qui suivent ont une place importante en ce sens.

29 Hanitzsch, Thomas et all., « Modeling perceived influences on journalism. Evidence from a cross-national survey of journalists », dans : *Journalism and Mass Communication Quarterly*, 2010, Vol. 87, No. 1, pp. 5-22, p.8.

3.1. Les « Băsistes » et la delimitation des médias autour de cette étiquette.

Le terme « Băsist » s'institue dans l'utilisation collective des médias en 2007, après le referendum de destitution du président, comme étiquette décrivant les supporteurs et les alliés du président. Cette catégorie inclut une certaine partie des médias et des journalistes – ceux considérés favorables au président – mais elle s'élargit jusqu'au point où elle englobe des membres de la société civile organisée, des représentants du champ intellectuel, et, finalement, elle pénètre la société en son ensemble, par l'étiquetage du public qui constitue l'électorat de Băsescu et de son parti. Même si l'introduction de cette étiquette avait pour objectif de décrédibiliser le camp présidentiel et de jeter une mauvaise lumière sur son leader, elle était reprise comme cadre d'identification avec le président par les journalistes qui considèrent que l'attitude de Băsescu est conforme à leurs propres cadres d'interprétation du politique. Un éditorial de Dan Andronic, directeur éditoriale et actionnaire à « Evenimentul Zilei », publié en janvier 2014, est symbolique pour l'attachement au discours du président. Les deux citations qui suivent nous permettent alors de résumer les caractéristiques du « băsisme », ainsi que la délimitation intentionnelle du camp adversaire :

> « Que sont les băsistes ? Et je vais vous donner une version propre, basée sur mes expériences directes. Ils sont ceux qui, aux élections de 2009, n'ont pas été dans la clique de Mircea Geoană […] Les băsistes sont ceux qui ont exprimé et qui ont écrit que la manière dont Dan Voiculescu démissionnait du parlement, pour candidater à nouveau, uniquement pour gagner quelques mois d'immunité, était immorale et vaguement illégale. Ils sont ceux qui ont dit que le Mardi Noir, quand le parlement a construit une super-immunité était un défi envers le peuple qui n'a jamais voté pour la légalisation de la corruption en Roumanie et ce, pour une seule raison : USL n'a dit aucun mot dans la campagne électorale sur le fait qu'ils allaient faire des lois pour la protection de Voiculescu et de tous ses acolytes. Tous les băsistes ont soutenu que le mécanisme de fraude utilisé pendant le referendum de destitution

> du président. C'est une moquerie envers la seule conquête réelle d'après 1989 : celle que le vote de chaque roumain compte ».[30]

> « J'oserais leur dire une seule chose : peu importe combien d'offenses, de calomnies, et peu importe combien de fois vous allez essayer de nous salir avec les ordures que vous appelez du journalisme, c'est en vain ».[31]

Nous assistons, ainsi, à la contribution des deux camps à la construction symbolique d'un profile d'un leader puissant et charismatique, qui jouit de sa personnalité et de sa capacité à être identifiée avec ses supporteurs, mais qui provoque, aussi, un fort criticisme jusqu'au point où il déclenche une répugnance rependue au sein de ses contestataires. Pour Mircea Badea, modérateur à « Antena 3 » la vie pendant le « régime băsiste était absolument horrible » :

> « Nous étions confrontés à une avalanche quotidienne d'ordures de la part de l'énorme machine de propagande băsiste. Nous avons eu à faire à une persécution des institutions de l'État, utilisée de manière revancharde, mafieuse, par une personne avec de claires tendances dictatoriales. […] Je me suis rendu compte que j'ai contribué, même si c'est de manière légitime et honnête, à la souffrance de gens innocents. Dan Voiculescu, notre camarade dans la *lutte antibăsiste*, est en ce moment, en prison. […] je ne sais pas comment ce pays aurait pu résister sans « Antena 3 », la seule opposition réelle à ce système misérable », déclarait Mircea Badea.[32]

Nous remarquons une similitude avec le « lepénisme » attribué à Jean-Marie Le Pen, trait faisant partie de la typologie de l'homme politique, qu'avait élaborée Le Bohec dans son ouvrage « La sociologie du phénomène Le Pen ». Dans le cas

30 Andronic, Dan, « Ce înseamnă să fii băsist. Tu ce părere ai? », dans *: Evenimentul Zilei*, le 20 janvier 2014 (http://www.evz.ro/ce-inseamna-sa-fii-basist-1077755.html).

31 Idem.

32 Jurnalul National, « Mihai Gâdea, la Interviurile jurnalul.ro: Lupta cu sistemul băsist nu s-a terminat », dans: *Jurnalul National*, le 12 fevrier 2015 (http://jurnalul.ro/stiri/observator/mihai-gadea-la-interviurile-jurnalul-ro-lupta-cu-sistemul-basist-nu-s-a-terminat-684787.html).

du politicien du Front National, Le Bohec critiquait le rôle des journalistes et des analystes politiques qui ont eu tendance « à négliger leur propre concours à la construction symbolique du phénomène Le Pen »[33].

Selon Bocancea, la pénétration du discours et de la personnalité de Băsescu dans la société arrive à générer « une monomanie, une collimation obsessionnelle d'un seul coupable pour tout ce qui se passe (des scandales politiques jusqu'à la sécheresse, aux inondations et aux séismes) : Traian Băsescu »[34], dans le cas de ses opposants. En ce qui concerne ses adeptes, l'association avec le « Băsisme » est faite sous le mirage de la congruence des valeurs, qui leur filtre un potentiel criticisme constructif. Même si moins radicaux dans leurs visions, l'adhésion à ce courant se base, similairement au phénomène Le Pen, sur le personnage fort d'un leader, qui réfute de jouer le jeu dans l'arène politique selon les règles établies. Ce contournement de règles est représenté pleinement dans les médias, grâce à son élément perturbateur. Pourtant, les dynamiques de cette médiatisation n'étaient pas prévues par les acteurs qui ont contribué à son institutionnalisation dans la sphère publique.

3.2. Les « déontologues » de Băsescu contre les « voyous » de Voiculescu.

Dans une logique inverse, l'étiquette « déontologue » est utilisée par les médias hostiles au président afin de définir la prétention à la moralité des pratiques des journalistes et des médias dits « băsistes ». De l'autre côté, les journalistes favorables au président font usage de plusieurs invectives, afin de décrédibiliser le camp de Dan Voiculescu.

Un éditorial signé en janvier 2008, par Ioan T. Morar, un des directeurs de « Cotidianul », période dans laquelle la publication était toujours favorable au président, « dénonce » les pratiques intentionnelles des modérateurs d'« Antena

33 Le Bohec, Jacques, *La sociologie du phénomène Le Pen*, Éd. La Découverte, coll. Repères, 2005, p. 59.
34 Idem, p. 12.

3 » pour transgresser les lignes de « bon comportement » et d'impartialité quand il s'agit de la couverture du sujet « Băsescu ». Afin d'illustrer leur cynisme, Morar fait une association extrême, par laquelle toute « institution morale » ne serait plus respectée :

> « Ce qui suit n'est pas, selon l'intention de l'auteur, ni un blasphème, ni une louange à Băsescu. Je me demande, qu'est-ce qui va le plus loin : la foi ou la mauvaise foi ? Cette question revient souvent après avoir regardé les débats de type exécution en direct à « Antena 3 », notamment à l'émission de celui qui porte un nom prédestiné pour des exécutions, Mihai Gâdea. Et la réponse vient rapidement, sans difficulté : la mauvaise foi. Et ces apôtres s'efforcent, à chaque fois, de renforcer la réponse, de la consolider. […] À un certain moment, je me suis dit que personne ne pouvait résister à une telle attaque, même pas un saint. Oui, ce ne serait pas difficile de s'imaginer le jugement de Jésus à « Antena 3 », un procès dans lequel, évidemment, le Défenseur serait condamné sans le droit à l'appel et crucifiée dans une Edition Spéciale. Pour Gâdea, Cristoiu, Ciutacu, Valentin Stan et Radu Tudor juger Jésus serait une part de gâteau, si c'était la commande du poste ».[35]

Le texte de l'éditorialiste de « Cotidianul » génère une réaction discursive extrême de la part de Valentin Stan, un des modérateurs indiqués par Morar dans sa critique des pratiques d'« Antena 3 ». Ainsi, Stan publie un texte à « Jurnalul National », dans lequel il l'insulte publiquement. De cette manière, l'étiquette « déontologue » est associée avec « amibe de presse », qui veut souligner le fait que les journalistes qui supportent le président ont perdu tout esprit critique :

> « Depuis un bon moment, un garçon âgé, avorté par la presse communiste […] à « Cotidianul », s'acharne, constipé à l'idée de produire quelque chose, n'importe quoi, qui satisfasse le Leader Bien-Aimé ! Bien sûr, au-delà d'inventer le pot de nuit avec la

35 Morar, Ioan T., « Editorial - Isus judecat la Antena 3 », dans : *9am,ro*, le 21 janvier 2008 (http://www.9am.ro/stiri-revista-presei/2008-01-21/editorial-isus-judecat-la-antena-3.html).

> poignée à l'intérieur, avec lequel les gars de « Cotidianul » font des louanges pour la postérité aux « réalisations » du président, le « déontologue » Ioan T. Morar, cette « amibe » avec de réelles perspectives de passer à la catégorie « cœlentérés » de presse, a osé greffer son pauvre porte-plume au dos de « Jurnalul National ».[36]

Ce maniement en dérision de la définition de la « déontologie » (qui renvoie à un ensemble de règles et de valeurs à respecter par les représentants de la profession) a pour but de démonter l'image que les soi-disant supporteurs du président mettent en avant dans leur dialogue avec ses adversaires. Si les discours des « băsistes » réclament l'appartenance et le respect des règles déontologiques, comme le seul cadre acceptable afin d'effectuer leur travail, l'apparition de l'étiquette « déontologue » veut démythifier cette image, en mettant l'accent sur le fait qu'ils déploient le même type de comportement biaisé et le même manque de distanciation du champ politique que ceux qu'ils critiquent. Dans le même sens, le blogger Victor Roncea attribue la responsabilité des conflits et de la polarisation des médias au camp « basiste », en utilisant une terminologie pseudo-religieuse : le « déontologue » devient, ainsi, un « sectaire qui déclenche le djihad » :

> « À l'émission d'Alessandra Stoicescu de News FM, Traian Radu Ungureanu et Ioan T Morar ont nié leurs éloges à l'adresse de Ceausescu publiés dans la revue communiste « Viata Studenteasca », où les deux « déontologues » éaient actifs avant 1989. En conséquence, les sectaires ont déclenché le djihad – comme Ciutacu le disait – sur le site de « Cotidianul ».[37]

Ce que nous pouvons remarquer, dans les polémiques autour du sujet en provenance d*es deux camps*, est une radicalisation et une banalisation de tout concept à la base du journalisme, ainsi qu'un manque de respect envers tout acteur

36 Valentin Stan, auteur de l'éditoriale « Băsescu si amibele lui jurnalistice ! » (Băsescu et ses amibes journalistiques !), dans : *Jurnalul National*, mars 2008.

37 Selon le blogger Victor Roncea sur son blog (Roncea, Victor, « Ciutacu i-a bagat in coltul maro pe "deontologii" Traian Ungureanu si Biju (ITM) », dans : *Vitor-roncea.blogspot.de*, le 5 mars 2008 (http://victor-roncea.blogspot.de/2008/03/ciutacu-i-bagat-in-coltul-maro-pe.html)).

impliqué, y compris leurs propres personnes et leur public. La généralisation de la conflictualité discursive produit, ainsi, un nivellement des perceptions de chaque camp et une redéfinition des termes basiques de la profession, visibles dans le commentaire de Sidonia Bogdan, dans l'entretien avec l'auteur :

> « Je ne vois aucune différence entre Mihai Gâdea et Rareş Bogdan[38], mais aucune : ils transmettent le même type d'idéologie nationaliste, ils souffrent d'imposture intellectuelle, ils font des jeux de propagande, selon le cas. J'ai rencontré des « déontologues » qui voient en « Antena 3 » le mal absolu, mais ils n'ont aucun dilemme éthique à l'idée d'être les invités de Rareş Bogdan ». [39]

Nous avons illustré, dans ce sous-chapitre, une faible autonomie des médias, au travers des discours chargés de parti-pris de la part de leurs acteurs, mais aussi leur manque de volonté de se distancier des prises de position politiques. Nous pouvons énoncer, à ce point de notre analyse, que les médias traditionnels avantagent leurs affinités politiques personnelles (dans le cas des journalistes) et patronales (dans le cas des journaux) en défaveur d'un comportement impartial envers les élites politiques. Nous considérons l'insertion des journalistes dans la dispersion du discours comme un acte volontaire. Ainsi, le métadiscours produit pourrait être compris comme la contribution des publications analysées au processus de professionnalisation des médias et des journalistes, mais il peut être également compris comme déclencheur, dans les médias, de la montée des discours (pré)dominants de dénonciation des dérapages éthiques et de la dégradation de l'acte journalistique. Si, dans leurs discours, Băsescu et les médias analysés font référence au fonctionnement de la presse selon le modèle corporatiste démocratique, le traitement de l'information par les deux publications

38 Rareş Bogdan est un des modérateurs les plus visibles de la chaine de télévision « Realitatea TV ».
39 Entretien avec la journaliste de Romania Libera, Sidonia Bogdan, en juillet 2013.

indique, plutôt l'existence d'un champ médiatique roumain proche du modèle pluraliste polarisé[40].

4. La généralisation de l'étiquetage dans le discours des journalistes. La synonymie entre journaliste et « esclave de presse ».

L'utilisation de l'étiquette plus large et plus inclusive d'« esclave », qui est une dérivation du syntagme « journalistes juke-box »[41], tente de généraliser la mise en forme des comportements considérés comme non éthiques. Cette étiquette est construite autour d'un groupe diffus de journalistes qui, même si presque jamais mentionnés, seraient coupables de violations de normes et qui agiraient contre les valeurs professionnelles situées à la base du journalisme.

Les études menées sur la question de l'importance de l'éthique professionnelle dans les rédactions contribuent aussi à la généralisation de l'usage d'une terminologie étiquetante, en renforçant, à l'aide des données statistiques, cette perception de l'environnement. À ce sujet, un sondage fait en 2009 par le Centre du Journalisme Independent avec l'Institut de Marketing et Sondage constate que plus de 50% des gens qui travaillent dans les rédactions déclarent ne jamais avoir vu un code éthique et environ 30% savent que les codes éthiques existent, mais ils ne les ont jamais lus[42].

Par le fait que cette dénomination est employée indépendamment du camp d'alignement politique, nous soutenons que nous nous trouvons à l'étape où le discours « anti-presse » initial n'est plus filtré en conformité avec les lignes éditoriales, mais qu'il a pénétré la conscience collective, jusqu'à l'existence d'un certain consensus autour d'un état général des acteurs anomiques. Aussi, cette approche permet aux journalistes auparavant politisés de s'étiqueter

40 Nous faisons ici référence aux modèles proposés par Hallin et Mancini : Hallin, Daniel C., Mancini, Paul, *Comparing media systems : Three models of media and politics*, Cambridge University Press, 2004.

41 Veuillez-vous diriger vers le sous-chapitre « La thématique des transgressions éthiques par des journalistes ».

42 Plus d'informations sur le sujet peuvent être trouvées à l'adresse : http://www.cji.ro/articol.php?article=841, consulté en avril 2012.

mutuellement, en faisant usage, à la fois, des accusations et des victimisations, en fonction de la position occupée dans le champ.

Nous avons retrouvé, dans la majorité de nos entretiens, des attitudes similaires liées au fait d'approcher le sujet de la précarité pratique et morale de la presse et des journalistes, les récits étant construits par des références à l'altérité. Les journalistes blâment, ainsi, la communauté, comme entité externe à leurs croyances et à leurs comportements, même s'ils sont des membres actifs de cette communauté.

Les explications données englobent plusieurs niveaux d'analyse, issus d'une coexistence de multiples « situations-problème », qui s'influence réciproquement – de l'intrusion patronale aux contradictions valeurs-pratiques au niveau des acteurs. Cristian Pantazi, rédacteur en chef de la publication en ligne hotnews.ro, fait le point sur la tendance générale de la presse roumaine qui est de se contenter d'un type de journalisme axé sur une représentation négative de la réalité, qui ne correspond pas aux valeurs éthiques que la profession s'est auto-établie :

> « Premièrement, les valeurs que la presse promeut sont des antivaleurs mais, au moment où t'as dans la rédaction des enfants de 22-23 ans, pour ne plus parler des gens de 18-19 ans, imagines-toi comment ces journalistes vont évoluer. Catastrophique, c'est catastrophique ». [43]

Il souligne, ici, la circularité des comportements dans la presse – entre le début de la période postcommuniste et l'étape actuelle – et leur influence sur la socialisation selon les modèles et les précédents établis par des journalistes dominants :

> « C'est ce qui s'est passé aussi avec la génération d'après 1990, qui avait des mentors aussi bizarres que maintenant, ce genre qui allait aux entretiens avec deux stylos dans la main, un pour écrire l'entretien et l'autre pour signer des contrats de publicité avec l'interviewé. Cette pratique s'est développée et nous en avons souffert pendant 10-12 ans à cause de cette façon de faire de la

43 Cristian Pantazi, dans un entretien avec l'auteur, de juillet 2012.

> presse, où le journaliste était aussi un agent de ventes. Ça nous a pris longtemps jusqu'au moment où le département de ventes s'est séparé de la rédaction. Et, imagines-toi qu'en ce qui concerne les valeurs de la presse on revient à cette étape-là. La seule différence est que maintenant les gens n'ont plus l'espoir que les choses puissent changer, et ils se manifestent en conformité avec cela ».[44]

Nous pouvons remarquer que, même si Pantazi fait partie, lui-même, de la catégorie des journalistes placés en haut de l'échelle professionnelle, il se distingue de ce type d'attitude par l'utilisation de la victimisation générique (« nous avons souffert », « ça nous a pris longtemps », etc.). Il s'identifie, donc, à une profession de laquelle il se déclare méfiant. Un indice de son désenchantement peut être trouvé dans l'approche consternée envers les perspectives de développement d'une critique constructive de la presse, qui implique la sortie des acteurs de l'état « omniprésent » de conformisme.

Un point similaire est fait par Mircea Marian, rédacteur en chef adjoint d'« Evenimentul Zilei », qui ajoute la dimension de l'obéissance des reporteurs (les journalistes dominés) :

> « La différence – compare à ce qui se passe maintenant – est que l'atmosphère s'est beaucoup dégradée, aussi au niveau des journalistes, dans le sens où ils acceptent tout, le fait que tu reçoives une commande est quelque chose de tolérable, personne n'essaie de s'opposer, tous pensent à sauver leur peau et, c'est aussi l'effet de la crise, que tu n'as plus d'option et si t'es chômeur, tu restes chômeur ».[45]

Marian parle du manque de désir des journalistes d'intérioriser des valeurs professionnelles, en illustrant aussi une rupture entre les idéaux professionnels et les marges éthiques qui leurs permettent une défense morale contre les intrusions des propriétaires, exercées par l'entremise des leaders des rédactions :

44 Idem.
45 Mircea Marian, dans un entretien avec l'auteur.

> « Les gens avec lesquels j'ai travaillé ces derniers temps, cette génération très jeune, de vingt ans ou plus, ils avaient des idéaux quand ils sont entrés dans la presse, mais leurs ailes ont été brisées très rapidement. Je veux dire, ils ont eu un choc. Je parlais avec une jeune journaliste que je connais, qui m'a raconté qu'elle était presque tamponnée et elle s'est sauvée au dernier moment. Alors, elle avait écrit un article sans savoir qu'elle écrivait sur un sujet tabou, car c'est comme ça que les choses se passent : tu écris, et c'est la pire chose, tu écris sur quelque chose qui dérange, tu vas sur un terrain miné que personne n'avait signalé auparavant et t'es licencié. T'es tout simplement licencié car t'es comme un « black sur une plantation » (en roumain, « negru pe plantatie »). Et, ensuite, tu te trouves chômeur sans savoir ce que t'as fait de mal et sans être averti. Dans le cas dont je parle, elle était avertie, ils lui ont dit « ne le fais une deuxième fois, sinon tu vas être sacquée ». Et elle ne l'a plus fait ».

Selon ce journaliste, les pressions exercées au sein des rédactions, sont souvent aléatoires. La censure s'applique sur un spectre assez flou de sujets, surtout à cause du fait que les affinités changent aussi de manière récurrente, en fonction d'objectifs établis à court terme. Les journalistes se trouvent ainsi dans une situation d'insécurité permanente, sur un premier plan, à cause de la faiblesse des configurations légales, qui offrent aux journalistes une protection aux franges, mais, surtout, à cause de la renégociation perpétuelle entre les structures décisionnelles de la rédaction et les groupes d'intérêts politiques ou économiques.
De surcroit, Dan Turturică, le directeur éditorial du quotidien « România Liberă » considère que les pratiques non éthiques ont commencé à être transmises hiérarchiquement, et à se transférer vers la base de la pyramide, de sorte que les reporteurs sont arrivés à « perdre leurs propres options et réponses aux dilemmes moraux » :

> « Le chef ne vient pas te dire « bon, t'as une enquête formidable, mais je ne peux pas la publier, car cela veut dire qu'on va perdre un contrat de publicité » ou tu penses « je ne peux pas la publier,

> car mon chef m'a dit 'Non' » et, alors, t'as deux choses à faire : rester ou partir. Il y a eu des cas où les gens sont partis, mais ils ont été des exceptions. Les autres sont restés et ils ont commencé, peu à peu, à cohabiter avec cet état de choses. En effet, nous avons aussi commencé à dialoguer ainsi avec les patrons, sur diverses catégories, et les seules différences réellement majeures, mais pas à négliger, concernent le ton avec lequel on approchait ces questions ». [46]

Turturică parle de l'efficacité des mécanismes de censure interne envers les journalistes, par la simplification de ces potentiels dilemmes en deux options antagoniques, mais intersectées. Dans les cas où les journalistes sont conscients et critiques envers ces pratiques, *« rester »* signifie d'accepter le statuquo et cohabiter avec le savoir qu'ils n'ont pas la capacité de reformer au sein de la rédaction. Cela implique, dans un second temps, l'intériorisation des « commandes ». Finalement, les conflits internes qui pourraient être générés par le choix de cette option trouvent leur résolution dans le consentement sur la normalisation de ces pratiques. Cette acceptation est souvent remarquable et conscientisée par les journalistes qui prennent l'option de rester. Dans un entretien avec une jeune journaliste de România Liberă, pendant la discussion que nous avons portée sur la question de l'autonomie des journalistes, la réponse qu'elle a donnée ou, plutôt, qu'elle s'est donnée, a été « bon, je ne comprends pas la nécessité d'un tel sujet, c'est futile. C'est un sujet tellement débattu par les médias, *tout le monde sait que la presse est foutue ici* […] Je ne crois pas dans les décisions morales. J'ai un ami avec lequel je me dispute tout le temps, il est sorti de la presse, dans cette idée qu'il ne peut pas rester à 100% moral. *Je ne crois pas que tu sois plus moral que les autres si tu quittes le navire de la presse* »[47].

La deuxième option, celle de *« partir »*, présentée comme une exception par Turturică et réfutée par sa collègue de rédaction, implique un choix fondamentalement individuel, vu la faiblesse de la communauté et des

46 Le directeur éditorial de « România Liberă », dans un entretien avec l'auteur.
47 Entretien avec Sidonia Bogdan, journaliste à « Romania Libera ».

mécanismes de protection. Aussi, le fait que le marché de travail de la presse soit assez circulaire et que les journalistes soient interchangeables[48] ajoute une deuxième couche d'insécurité, celle du manque d'alternatives.

Une de ces exceptions est la situation du journaliste Stelian Negrea, impliqué dans un scandale avec la société de presse Intact. Negrea a été, pendant deux mois, l'éditeur du département d'investigations du groupe de presse Intact[49]. En 2011, le journaliste avait révélé publiquement les pratiques internes que les journalistes de la société de presse devaient respecter. Apres sa démission, le journaliste avait dévoilé que les compagnies qui n'avaient pas des contrats de publicité avec Intact étaient mises sur une liste d'investigations à mener par les journalistes, une liste de potentiel « chantage »[50]. Cela a engendré un procès de calomnie, intenté par la société de presse, que le journaliste gagne en 2014, trois ans après l'apparition du conflit[51]. Dans l'entretien que nous avons mené avec Negrea, en février 2012, il indiquait l'existence « des pratiques amorales, en dehors de ce que la déontologie professionnelle exige, mais le public n'est pas encore prêt à les sanctionner et la preuve sont les chiffres d'audience en hausse d'Antena 3 et le rôle joué par cette télévision dans les changements politiques en Roumanie »[52]. Negrea fait valoir que sa prise de position était traitée majoritairement avec indifférence, par ses collègues de rédaction et par la communauté journalistique ou, dans ses mots « c'est un beau métier, avec une communauté presqu'indifférente » :

> « Ils te regardent tous de manière subreptice, ils réfléchissent plusieurs fois avant de t'embaucher et, une toute petite partie de mes collègues m'a félicité. Les autres ont prétendu que rien ne

48 Situation que nous avons décrite dans le cas de « Cotidianul », mais qui peut être élargie à d'autres rédactions.

49 Le département d'investigation était créé à la demande de Camelia Voiculescu, la fille de Dan Voiculescu, et il était dirigé par Codruţ Şereş, ancien ministre de l'Economie et, à l'époque, directeur général d'Intact Media Group.

50 Selon une déclaration de Negrea, dans un article de Reporter Virtual, consulté en février 2014 (Irimescu, Bogdan, « Stelian Negrea a câştigat procesul de 100.000 de euro cu Dan Voiculescu », dans: *Reportervirtual.ro*, le 19 mai 2014 (http://www.reportervirtual.ro/2014/05/stelian-negrea-a-castigat-procesul-de-100-000-de-euro-cu-dan-voiculescu.html).

51 Ibid.

52 Stelian Negrea, dans un entretien avec l'auteur.

> s'est passé ou ils m'ont dit, résignés, que c'est partout comme ça. […] Beaucoup d'entre eux ont des difficultés à dire « Non », peut-être car ils ont des crédits à payer, peut-être parce qu'ils trouvent cette démarche trop compliquée, peut-être car les pratiques que j'ai démasqué sont devenues une habitude et la délimitation signifie l'exception indésirable ».[53]

Cette attitude conformiste, attribuée à la plupart des journalistes, est corroborée, par le journaliste Sorin Ozon, du Centre Roumain de Journalisme d'Investigation avec « un manque accru d'initiative, d'idées propres ». À propos de l'avis de ce journaliste qui agit, depuis douze ans, en dehors des rédactions traditionnelles :

> « Le grand problème est que les journalistes se livrent à cette situation, ils sont embauchés dans une rédaction et ils attendent d'aller en retraite à cet endroit. Ce ne serait pas mal, mais il leur manque ce désir de se perfectionner, d'évoluer. Ils restent et ce que leur chef leur dit c'est ce qu'ils font, et ils se transforment en une sorte de… je ne sais pas si esclave est le bon mot, mais c'est ce qui se passe […] Il y a très très peu de journalistes qui désirent pratiquer comme il faut cette profession. […] Je n'ai plus lu ou vu une investigation sérieuse depuis je ne sais plus quand. Effectivement, je regarde les journaux et j'ai l'impression que c'est toujours la même publication, c'est uniquement le nom qui diffère, tu sais ? Et ça, c'est aussi la faute des journalistes, qui ne veulent pas garder le rythme, ils ne veulent pas se perfectionner, et je suppose que les éditeurs les encouragent, pour les contrôler ». [54]

53 Ibid.
54 Dans un entretien avec l'auteur, de juillet 2012.

5. La transformation des étiquettes en comportements assumés. Analyse de l'activité des journalistes sur le réseau social Facebook pendant le referendum de destitution de Băsescu.

Pour avoir une image plus complexe des attitudes et des comportements des journalistes envers le champ politique, nous nous sommes dirigée vers une analyse des commentaires publiés par une partie des journalistes interviewés auparavant, dans une situation précise – la crise politique roumaine de l'été 2012, débutée par la tentative de destitution du président démocrate libérale Traian Băsescu par la majorité parlementaire de gauche et le gouvernement sociale libérale de Victor Ponta. La période d'analyse s'est étendue entre le 3 juillet – date de révocation par le gouvernement USL des présidents des deux chambres du Parlement, suivi le 6 juillet par la suspension du président Traian Băsescu – et le 31 août 2012, date à laquelle Băsescu retrouve ses fonctions.

Nous nous sommes concentrée sur les contenus émis par les journalistes et sur leurs registres d'action mis en place sur cette nouvelle forme de manifestation médiatique. Pour étudier les commentaires, nous avons voulu nous distancier des approches quantitatives et suivre une direction plutôt herméneutique, inspirée par Oevermann[55], concentrée sur la compréhension du sens global qui dérive des discours en ligne des journalistes. Nous nous sommes donc intéressée à l'intentionnalité des démarches des journalistes, fait qui, à notre avis, justifie ce choix. Pour nous mettre à l'abri des prophéties auto-réalisatrices, nous avons procédé à une interprétation des textes publiés par « la reconstruction des structures de sens latentes de l'action quotidienne »[56] des acteurs concernés. Nous nous sommes concentrés sur des journalistes occupant des positions en haut de l'échelle professionnelle et bénéficiant de visibilité et notoriété sociale – des directeurs éditoriaux, des rédacteurs en chef et des rédacteurs en chef adjoints de la presse écrite, des télévisions, ainsi que des sites internet – qui ont activement

55 Voir Oevermann, Ulrich, Allert, Tilman et Konau, Elisabeth, « Zur Logik der Interpretation von Interviewtexten », dans Heinze, Thomas (ed.) : *Hermeneutisch lebensgeschichtliche Forschung*, tome 2, Fernuniv. Hagen, 1984, p. 7-61.

56 Ulrich Oevermann, selon Häder, Michael, *Empirische Sozialforschung. Eine Einführung*, VS – Verlag fuer Wissenschaft, 2006, p. 264.

publié sur Facebook durant la période d'analyse. La question que nous nous sommes posée était que les journalistes d'opinion allaient avoir tendance, plus que les autres journalistes, à trouver des raisons de « faire l'opinion » ou de s'impliquer activement dans des causes politiques.

Nous avons construit la base de données par la reprise des commentaires de dix journalistes d'élite des télévisions « Antena 3 », « Realitatea TV », « B1TV » et « România TV », des quotidiens « România Liberă », « Evenimentul Zilei », « Jurnalul National » et des publications en ligne « hotnews.ro » et « voxpublica.ro ». Vu qu'on parle des acteurs placés en haut de l'échelle professionnelle, nous avons considéré que les « élites » hors ligne resteraient des « élites » en ligne – hypothèse confirmée par le fait que 80% des journalistes observés ont atteint la limite, imposée par Facebook de cinq milles amis, le nombre d'abonnés variant de quelques milles à plusieurs dizaines de milles.

Une première étape était de retracer l'activité de chaque journaliste, via sa page personnelle Facebook. Nous avons pu, ainsi, remarquer, que le contenu publié est accessible sans la condition d'amitié en ligne entre l'analyste et les sujets d'analyse. Une autre observation est que quatre journalistes sur dix ont créé des pages professionnelles sur Facebook peu avant, ou au début de la crise politique. Grâce à l'option « calendrier » de Facebook, nous avons pu récupérer un total de 1046 commentaires publiés par les journalistes, dans la période considérée pour l'analyse. En ce qui concerne le type d'information publiée, en moyenne, 60% du contenu représente des commentaires originaux, 30% – des liens vers les publications, les sites web ou les télévisions où ils travaillent ou vers d'autres médias, tandis que les autres 10% sont des liens vers le site youtube.com ou des photos. Ce que nous pouvons affirmer est que, indifféremment de la forme, le contenu est presque en totalité lié à la crise politique et que l'activité de publication sur Facebook semble entrer dans les tâches quotidiennes, pour la majorité des journalistes observés, ayant Băsescu au centre de leurs préoccupations discursives.

5.1. Journalistes sur réseaux sociaux : changements discursifs et nouvelles pratiques

Le phénomène de l'usage de la blogosphère pour des buts journalistiques a une importance croissante dans la socioanalyse de la presse – nous nous référons, parmi d'autres, à Matheson[57], qui parle de la création de nouvelles conventions journalistiques par le blogging, qui pourraient affecter et reformer, ensuite, les médias traditionnels. Point élaboré aussi par Marc Deuze, dans ses analyses sur la création d'une identité professionnelle du journaliste multimédia et son impact sur les pratiques et l'auto-perception des journalistes[58].

L'usage des réseaux sociaux – comme point de convergence entre le blogging citoyen, le journalisme multimédia et le journalisme traditionnel – reste, pour le moment, un terrain expérimental, au niveau de la systématisation des théories, ainsi qu'au niveau épistémologique. Nous voulons donc contribuer au débat sur la signification des réseaux sociaux pour le changement de paradigme journalistique et, plus précisément, sur les effets qu'ils ont sur les acteurs journalistiques qui agissent sur ces réseaux, activités qui se trouvent à la frontière entre l'expression de soi de l'individu et le respect des pratiques fondamentales du journalisme. Nous sommes partis de l'hypothèse qu'on peut trouver un transfert de capital symbolique[59] spécifique des journalistes sur Facebook et qu'ils vont utiliser les canaux des médias sociaux comme moyen d'externalisation et de validation du contenu généré sur les médias traditionnels, mais aussi pour la création de réseaux élargis de sympathisants et, par la suite, que Facebook offre une possibilité plus rapide et moins contraignante de confirmer ou infirmer leurs prises de position.

Avec l'apparition des réseaux sociaux, les journalistes ont pu bénéficier d'un nouvel espace d'expression, ayant la chance « de dire ce qui ne peut pas être dit

57 Voir : Matheson, Donald, « Weblogs and the Epistemology of the News : Some Trends in Online Journalism », dans : *New Media & Society*, 2004, Vol. 6, No. 4, p. 443-468, p.444.

58 Deuze, Marc, « What is multimedia journalism ? », dans : *Journalism Studies*, 2004, Vol. 5, No. 2, pp. 139–152.

59 Dans le sens de Bourdieu : Bourdieu, Pierre, « Les trois états du capital culturel », dans : *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 30, 1979b, pp. 3-6.

dans les pages des journaux »[60] ou « d'être créatifs au-delà des limites imposées par leur rédaction »[61]. La disparition des contraintes de forme, combinée avec la diminution visible des coûts de publication – la notion de « coût » comprise, à la fois, dans des termes financiers, idée soulignée par Redden[62], mais aussi dans des termes d'investissement de temps[63] – sont les avantages visibles de l'usage des réseaux sociaux. Mais est-ce que les informations publiées par les journalistes sur Facebook gardent leur valeur journalistique ? Datchary s'interroge sur le fait que les formats non conventionnels pouvaient « mettre en danger la reconnaissance, par le public, [du] statut et [des] compétences professionnelles » des journalistes[64]. Si on pense que le journaliste gagne sa réputation par la publication des informations crédibles, vérifiées et vérifiables sur les médias traditionnels et que l'accès au contenu des pages de Facebook est lié à la volonté des lecteurs abonnés, ils peuvent alors bénéficier de la relation préexistante avec leur public. Vu la plus grande concentration de l'information et la sélection des sujets, Facebook pourrait offrir, aussi, une modalité de réduire la complexité du contenu, qui peut être très ciblé sans être restreint. Ainsi, Matheson affirme que l'usage des réseaux sociaux va affecter aussi les pratiques traditionnelles et va donner aux « réformateurs du journalisme une ouverture idéale pour essayer de nouvelles idées »[65].

En ce qui concerne les réseaux sociaux comme espace politique, Bakardjieva énonce l'idée que Facebook et Twitter peuvent avoir une influence sur la construction des identités par la simple possibilité de partager des opinions[66].

60 Argument qu'on peut retrouver chez Searls, cité dans Lasica, Joseph D. « A Scorecard for Net News Ethics », dans : *Online Journalism Review*, 2001, No. 20, (http://ojr.usc.edu/content/story.cfm?request=643).

61 Selon Branscum, cité par Lasica, idem.

62 Redden, Guy « Networking Dissent : The Internet and the Anti-Globalisation Movement », dans : *Mots Pluriels*, 2001, No.18.

63 Au-delà du fait que les commentaires sur Facebook ont des dimensions plus favorables à la publication rapide, comparés aux articles des médias traditionnels, les commentaires ne doivent pas être conformes aux normes d'une publication classique, *ergo*, le temps que le journaliste doit investir pour éditer le texte, pour le faire conforme aux demandes de sa publication etc., diminue considérablement.

64 Datchary, Caroline « Ce que le web fait à l'autonomie journalistique. L'expérience *Médiapart* », dans : *La subjectivité journalistique*, ed. par Cyril Lemieux, Ed. de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2010, p. 123-141, p.133.

65 Matheson, 2004, op.cit., p.444.

66 Bakardjieva, Maria, « Reconfiguring the mediapolis : New media and civic agency », dans : *New Media & Society*, 2011, Vol. 14, No. 1, pp. 63-79, p. 71.

Mais cette apparente liberté d'expression que les réseaux sociaux offrent peut déclencher un plus grand investissement personnel et éloigner les journalistes des règles de distanciation propres à leur métier[67], question à laquelle nous allons essayer de répondre dans la partie qui suit.

5.2. La prise de position politique des journalistes sur Facebook : de l'engagement politique à l'activisme manifeste.

Nous avons procédé à la délimitation du contenu dans des séquences temporelles et, vu que la première semaine de notre période d'analyse enregistre les événements qui ont déclenché la crise politique, nous avons voulu examiner les premières réactions des journalistes observés. Sept acteurs sur dix ont pris position sur Facebook, le 3 juillet, les trois autres publiant durant les prochains jours et nous avons remarqué, dès leurs premiers commentaires, le caractère chargé d'opinions du contenu. Ainsi, Dan Tăpălagă, publie, le 3 juillet, un pseudo-éditorial portant le titre *« La révolution des filous commence. Le jour d'assaut à la conquête de la puissance totale »*, en détaillant, dans le contenu du commentaire, le caractère de coup d'état des actions de l'USL :

> « En bref, au vu de cet assaut de type blitzkrieg sur les institutions démocratiques, le piétinement des règles du jeu semble plutôt être un coup d'état sud-américain et non un jeu démocratique d'un pays membre de l'UE. La mexicanisation de la Roumanie, comme je l'ai dit hier, commence aujourd'hui. La révolution des filous commence ».

Dans un autre commentaire, qui prend aussi la forme d'un éditorial, Robert Turcescu, directeur de programme et réalisateur d'un talk-show politique sur B1TV, annonce : « l'assaut d'une bande qui viole en groupe la Roumanie [...] Une bande de filous. Leur attaque n'a rien affaire avec le vol, elle s'inscrit parmi les crimes prémédités. Ils nous tuent. Ils ne nous prennent pas la vie, mais ils nous

67 Datchary, op.cit., 2011, p. 133.

écrasent l'espoir, avec un rictus cynique » en ajoutant que, au-delà de ses sympathies ou antipathies politiques, son rôle de journaliste, dans cette période de crise politique est « de garder la mémoire et la lucidité » : « je veux tout voir et ne rien oublier, jamais, sur ce qui se passe en ce moment. Et il ne s'agit pas de vengeance, mais c'est, catégoriquement, la plus cruelle des leçons sur la démence du pouvoir et la déstabilisation des institutions ». Le scénario du coup d'état est repris sur la page de Facebook de Mircea Marian :

> « Ces gars font un coup d'état, ils ne jouent pas ! Aujourd'hui ils rasent l'avocat du peuple, demain ils passent une ordonnance d'urgence pour changer la loi de l'organisation de la cour constitutionnelle, ils rasent les juges, ensuite ils changent les présidents des deux chambres du parlement, et, finalement, Băsescu. Ok, je suis dans la rue ce soir à 7 pm ».

Nous pouvons donc observer une position commune et partagée par une partie des journalistes contre les actions de l'USL, qu'ils jugent non-démocratiques. Même si ce n'est pas dans une forme aussi détaillée que dans les commentaires en haut, deux autres journalistes s'impliquent, le 3 juillet, sur Facebook : Turturică partage un lien vers un éditorial portant le titre de « Comment est-ce qu'on va les arrêter ? » publié sur le site de sa publication, accompagné du commentaire « la nouvelle garde de communistes » et Sorina Matei, modératrice d'un talk-show politique sur la chaîne Romania TV, publie, elle aussi, un court commentaire, en majuscules « le monde libre est en alerte ».

Si la plupart des opinions exprimées montre une opposition envers les démarches du gouvernement, il y a des journalistes qui considèrent que l'enchaînement des événements est légitime et voient en Băsescu le principal acteur des tensions politiques. À ce titre, Mihai Gâdea, le directeur éditorial d'« Antena 3 », lance, le 10 juillet, la question « Est-ce que le régime de Băsescu va s'écrouler complètement ? ». Radu Tudor, rédacteur en chef adjoint de Jurnalul National et réalisateur d'un talk-show sur Antena 3, publie, le 8 juillet un commentaire sur « Băsescu, désespère de garder son pouvoir et méprisé par les roumains » :

> « L'USL a réussi à obtenir dans le parlement la suspension du président Traian Băsescu. On est sur la ligne droite pour le référendum qui va avoir lieu le 29 juillet. Justement considéré comme la cause de l'instabilité, de la tension sans précédent entre les centres du pouvoir, excessivement autoritaire et obsédé de contrôler toutes les institutions de l'état, le président Băsescu va être replacé là où il a déclaré plusieurs fois aimer être le plus : devant le peuple ! ».

Alors que ces journalistes montrent un « engagement » presque instantané après le début des événements, d'autres essayent de garder une position plus équilibrée. C'est le cas de Mălin Bot, rédacteur en chef de la version en ligne du quotidien « Adevarul », qui fait le point sur les positions extrêmes que la lutte politique génère auprès des citoyens :

> « Dans tout ce cirque il y a deux phénomènes très dangereux. Le premier est la radicalisation des sympathisants d'USL et de PDL. Les commentaires que des gens simples mettent sur les réseaux sociaux et dans les commentaires des articles sont de plus en plus agressifs ».

Costi Rogozanu, rédacteur en chef adjoint de voxpublica.ro et membre du comité éditorial de « Realitatea TV », souligne, dans un commentaire, son impression sur la dégradation générale de la classe politique :

> « 9 heures dans le Parlement. Pour voir qu'ils sont tous dans la même misère. Juste une misère qui prend le pouvoir et s'en fiche des institutions et des lois, tandis que l'autre est désespérée qu'ils reçoivent un traitement à peu près égal à ce qu'ils ont fait avant et qu'ils hurlent la démocratie ».

Une deuxième séquence temporelle de l'analyse est la semaine du référendum, entre le 22 et le 29 juillet, période qui a mis en évidence un autre type de comportement des journalistes, qui ont agi plutôt comme les porte-paroles des

politiciens impliqués dans le conflit. Ainsi, Gâdea publie plusieurs commentaires, le soir du référendum, par lesquels il incite les gens à voter :

> « Êtes-vous allés voter ? Pas encore ? Alors allez voter et on se revoit à 23h ! Ton vote compte ! » ou encore « Donnez un like si vous croyez qu'il y aura plus de 50% des électeurs qui vont venir voter ! ».

De l'autre côté, suite à l'appel de Băsescu pour boycotter le vote, les journalistes qui ont manifesté leur désaccord avec les actes d'USL, prennent position, une fois de plus, en insistant sur le manque de légitimité du référendum, comme dans le cas de Tăpălagă, qui estime que « PDL est forcé à faire appel à la démobilisation totale »; ou, tout simplement, en exprimant de façon publique leurs intentions de vote : Sorina Matei écrit sur son mur, le 29 juillet, « NOT going to vote, Mr. Copy/Paste ! »[68]. Mircea Marian opine, lui aussi, que :

> « Le référendum doit être délégitimé par le boycott. [...] c'est la tentative de l'USL pour masquer son putsch par le vote populaire [...] je ne vais pas voter. Je crois, ou je l'espère, que le scrutin va être invalidé ».

D'autres journalistes essayent de théoriser autour de l'idée du boycott, Turturică écrivant que « c'est la première fois que cette maladie roumaine du manque de participation civique sera être utile. J'espère, quand même que ce sera la dernière fois » et Bot renforçant l'idée que la non-participation fait aussi partie du jeu démocratique : « La décision de boycotter le référendum est aussi démocratique et précieuse pour la démocratie que la décision d'aller au référendum et voter d'une façon ou de l'autre ».

De manière plus générale, nous avons distingué plusieurs lignes de comportement qui indiquent l'« engagement » des journalistes pendant la crise. Une première serait le « discours de dénonciation » du camp qu'ils considèrent illégitime. Le président Traian Băsescu, le premier ministre Victor Ponta et le

68 « Mr. Copy/Paste » est le surnom de l'ancien premier ministre Victor Ponta, qui avait plagié sa thèse de doctorat.

président ad-intérim Crin Antonescu, font état de la majorité des commentaires, souvent sans une argumentation qui suit les déclarations. Ainsi, Ponta est décrit par Tăpălagă comme un personnage « maniable » et « dépendent de la troïka Dragnea-Antonescu-Voiculescu [...], les marionnettistes, car ils savent que Ponta fera tout pour garder sa position », et comme homme politique « insaisissable, habile, fuyant et capable de résister à des attaques sévères. [...] Politicien carnassier et totalement castré de valeurs éthiques ou morales ». À son tour, Turturică caractérise Victor Ponta comme un des représentants de la « caste politique au pouvoir », bourgeois de mauvaise qualité :

> « Une espèce caractérisée par l'obsession d'être reconnue comme classe dirigeante, par le mépris envers la classe populaire, qui travaille pour leurs propres bénéfices, par l'agressivité totale envers ceux qui les contestent. Une bourgeoisie de mauvaise qualité, rapace et incapable de comprendre en quoi réside l'aristocratie de la démocratie – la décence et l'élégance dans la relation avec les citoyens ».

Plus radicale encore, Mircea Marian adresse une série d'invectives à l'adresse du premier ministre, dans une séquence de commentaires – celui du 7 juillet, « Ponta, idiot comme on le connaît [...] Năstase était coquin, mais il n'avait pas l'imbécillité de celui-ci », celui du 11 juillet, où le journaliste affirme que « Ponta ment comme il respire, et je peux vous donner des exemples » ou encore celui du 15 juillet, où il appelle Crin Antonescu et Victor Ponta « des singes [...] dressés par Iliescu et Voiculescu » qui « ont jeté la Roumanie dans le chaos ».

Traian Băsescu est, à son tour, dans la position prise par les journalistes, soit « un zéro »[69], soit un « croisé contre la corruption »[70], ou encore « intelligent, ironique, faux pacifiste, faux poli. En fait, il les a ridiculisés. Un Traian Băsescu ressuscité des morts par l'USL »[71].

69 Comme dans le commentaire du 31 juillet, de Radu Tudor, qui affirme qu'« Antena 3 est le numéro un. Traian Băsescu, il est un zéro ! »
70 Selon Marian, dans un commentaire de 7 juillet.
71 Selon Tăpălagă, dans son commentaire de 5 juillet.

Une deuxième manifestation de leur engagement est la transformation de leur prise de position discursive en actions de protestation, comme participants actifs à plusieurs types de mobilisation. C'est le cas de Mircea Marian, qui participe à plusieurs protestations contre le gouvernement de Ponta. Dans un commentaire du 3 juillet, il exprime la nécessité de sortir dans la rue :

> « On se voit demain aussi, à partir de 19h, à Piata Victoriei, n'est-ce pas ? Aujourd'hui c'était super, je ne voulais plus partir ! Si on résiste, chaque soir, de plus en plus, les télévisions ne vont plus pouvoir nous ignorer ».

Il continue le lendemain, dans une conversation avec plusieurs amis de Facebook : « J'ai une question : aujourd'hui on s'amasse à 19h à Piata Victoriei ou à Piata Universitatii ? » D'autres journalistes participent aux activités de mobilisation en ligne, comme Turcescu, qui fait circuler une pétition, pour recueillir des signatures contre le nouvel avocat du peuple. Le 4 juillet il publie un commentaire pour ce but :

> « Urgent ! Je vous exhorte à l'action ! [...] Dans l'espoir que nous allons avoir du succès dans notre démarche, je vous demande de trouver quelques minutes de libres pour le mettre en pratique ! ».

Le 5 juillet il publie un autre message, dans lequel il remercie ceux qui ont signé la pétition : « Nous avons comptabilisé plus de 1000 signatures [...] Je suis content que votre réaction soit aussi prompte. On verra maintenant si l'avocat du peuple se soucie du... peuple ! ». Le 6 juillet, Mălin Bot partage une photo caricaturale avec le texte « Pas possible d'installer la démocratie. Effacer le virus USL », inspiré par les messages d'erreur du système d'exploitation Windows, afin d'expliquer les raisons de ce partage et de sa position, en général : *« Je me suis transformé en activiste politique, mais il ne reste plus d'option ! »*.

Dans les deux mois d'analyse, plusieurs actions de ce type apparaissent sur le mur de Facebook de la plupart des journalistes observés, mais, dans le cadre de notre travail, nous avons choisi ceux qui nous semblent les plus représentatifs pour notre argumentation. Nous avons essayé, par les extraits des commentaires

repris, d'exemplifier les multiples dimensions de l'implication des journalistes dans les événements politiques. Une dernière ligne de démonstration porte sur les représentations qu'ils se font de leur engagement politique, comme des représentants de leur champ professionnel. Ainsi, Tăpălagă affirme, le 21 juillet que *« Les hommes politiques ordonnent, les journalistes exécutent. Antena 3 est pratiquement à la disposition du PNL* (le Parti Nationale Libérale) ». Le 1er août, Turcescu, dans une tentative pour expliquer le contenu de ses commentaires, fait une comparaison entre son attitude journalistique et celle du rédacteur en chef de Jurnalul National :

> « TOUT ce que j'écris est basé sur des sources, des infos, des études. Alors, la prochaine fois, prenez garde ici et ne perdez plus votre temps en lisant les commentaires des singes du genre de Ciutacu. Ils n'ont plus une autre source sauf celle de Voiculescu et depuis longtemps ! »

Le 24 juillet, Mihai Gâdea écrit « J'entends que Traian Băsescu a donné une interview dans laquelle il dit qu'il veut parler sur Antena3. Ce soir, à Sinteza Zilei je vais lui transmettre les conditions dans lesquelles on peut avoir un dialogue » et Victor Ciutacu souligne que le grand public est de leur côté, « Băsescu ordonne aux roumains de boycotter Antena 3. Mais les roumains veulent voir Antena 3 » dit le journaliste, le 31 juillet, en partageant une statistique d'audience, qui place Antena 3 en première position.

L'analyse du contenu du réseau social Facebook nous a permis de retracer, en même temps, des discours et des comportements, fait qui ouvre une piste de recherche inexplorée, celle du détachement de l'analyse des comportements des acteurs dans les rédactions traditionnelles, vers l'exploration de l'identité journalistique individuelle, créée sur les réseaux sociaux, moins contraignants. Aussi, nous avons considéré qu'il s'agit d'une circularité entre l'interrogation sur les croyances hors ligne, confirmées par l'analyse des comportements en ligne. Les résultats de notre enquête confirment que l'activité sur Facebook des journalistes observés a eu une dimension clairement politisée. Les journalistes ont pris une position critique concernant la construction de l'information seulement

quand il s'agissait des messages médiatiques transmis par leurs « adversaires ». Cette critique envers leurs collègues et la profession, en général, assure l'impression d'autonomie et le sens de leur propre impartialité mais, dans la majorité des cas analysés, les acteurs journalistiques n'arrivent pas à mettre en question l'information qu'ils diffusent, conséquence de leur engagement dans la lutte politique. Si, au début de la période d'analyse, ils ont essayé de garder une certaine distance, au fur et à mesure de l'avancement de la crise, ils se sont lancés dans des actions plutôt assimilables à l'activisme politique. L'impartialité disparaît et les commentaires deviennent de plus en plus radicaux et, même si au niveau de la forme des commentaires il y a des similitudes aux textes journalistiques, au niveau du sens voulu, nombre de dérapages peuvent être attestés.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Dès l'apparition de la presse postcommuniste en Roumanie, un des principaux buts déclarés des journalistes était que l'exercice de leur profession soit profondément délimité du champ politique. L'enthousiasme du journalisme des années 1990 permettait d'espérer que la disparition des « médias d'État » était un garant, sinon une promesse que les moyens de démarcation d'un champ journalistique autonome existent et peuvent être mis en place par la conscientisation de la nécessité d'une telle démarche[1]. Mais « l'équilibre ou l'équité, la bonne foi, l'opinion séparée de l'information, le département éditorial séparé de l'entreprise […] appartiennent au passé », conclut, en 2013, Iulian Comănescu, un des analystes les plus connus des médias roumains, en indiquant que le cheminement vers ces objectifs fut interrompu rapidement davantage par le calcul pragmatique de l'affiliation politique des médias. Dans cette chronique de l'hebdomadaire politique « Dilema Veche », le journaliste déplore les pratiques chargées de politisation, surtout dans les comportements télévisuels, qui représentent, à son avis, le plus visiblement, cette typologie des médias roumains :

> « Les modérateurs ne modèrent pas, mais ils manœuvrent, et les talk-shows, au lieu de représenter une quête dialectique de la vérité, sont souvent un mécanisme de légitimation des scénarios et des énoncés politiques, émanant des consultants de parti. Dans un tel paysage, on risque de soupirer inutilement pour l'honnêteté et le courage journalistique, pour le succès financier qui garantit l'indépendance de la presse, pour son rôle de chien de garde et ses mécanismes de satisfaction de l'intérêt publique. Ou, au contraire, on peut devenir indifférent, et ramasser uniquement ce qui reste (encore) de divertissant, manqué l'importance politique, sans aucun lien avec le bien commun ».[2]

1 Comme nous l'avons montré dans le premier chapitre de cette thèse.
2 Comănescu, Iulian, « 9 criterii de judecat presa » (9 critères de juger la presse), dans : *Dilema Veche*, juin 2013.

1. Les relations entre journalisme et politique.

La problématique de cette désaffectation des journalistes au sujet de leur profession peut être décrite par deux grandes thématiques. En premier lieu, le journalisme roumain reste toujours ancré dans et dominé par la promesse du paradigme commercialiste américain des années 1980. C'est ce que Karol Jakubowicz décrit par le terme de « transformation mimétique »[3], un processus souvent non linéaire, qui ne bénéficie pas, dès son apparition, de la tradition d'une culture de la pratique « démocratique ». D'après le sociologue polonais, la préparation nécessaire, au niveau des valeurs et des pratiques, n'a pas eu lieu et ce qui est importé est seulement partiellement entendu, de manière à ce que dans la majorité des cas nous puissions parler des imitations de la forme. La conséquence de ce type de transformation est, selon Jakubovicz, que ces nouvelles institutions médiatiques « satisfont purement des critères formels, alors que leur essence est mal interprétée et mal utilisée, dans l'intérêt des élites politiques et économiques »[4]. Ensuite, les vagues d'évolution de la presse roumaine post-1989 se sont déroulées de manière plutôt mécanique, avec les macrostructures superposées sur un corpus d'individus qui n'étaient pas encore préparés, au niveau de l'intériorisation des valeurs, pour un changement profond.

Ces deux « promesses » – celle de la marge de manœuvre offerte par le changement de régime et celle de l'adoption du modèle néolibérale de presse – et leurs effets sur l'apparition d'un champ journalistique roumain ont fait l'objet de cette analyse. Premièrement, nous avons mis l'accent sur l'analyse, au niveau macro, de la « promesse de l'Ouest » que l'adoption de ses principes va mener au développement social et à une *démocratie fonctionnelle et durable*, critères valides aussi au sein du milieu journalistique. Au niveau micro, nous nous sommes focalisés sur la mise en perspective de l'auto-promesse d'agir en fonction

3 Karol Jakubowicz, « Finding the Right Place on the Map : Prospects for Public Service Broadcasting in Post-Communist Countries », dans *Finding the Right Place on the Map*, ed. Karol Jakubowicz et Miklos Sukosd, Bristol : Intellect Books, 2008, p. 120.
4 Idem, p. 22-23.

des principes de ce type de journalisme, par lesquels l'acteur individuel contribue à la consolidation du niveau macro.

Nous avons pu remarquer, ainsi, l'existence des doubles standards dans la pratique et dans l'évaluation du journalisme roumain, par ses acteurs :

- Une contradiction idéologique au niveau macro, c'est à dire que les institutions adhèrent au modèle, mais ce n'est pas le principe directeur de leurs démarches, qui sont surtout guidées par les réalités en place ;

- Et au niveau micro, une contradiction marquante entre la compréhension du modèle et la manière d'agir : décalage entre le niveau argumentatif – avec la compréhension que le modèle de l'Ouest qui est fortement attractif – et le mode d'agir, où les individus doivent se plier aux coutumes et aux valeurs locales, qui ne sont pas en concordance avec le système de référence auquel ils adhéreraient.

Les formes de synchronisation insipirées de l'Occident n'ont pas été adaptées à la compréhension de soi, de la société et de ses valeurs organiques, mais elles se sont manifestées comme une reproduction artificielle des modèles, compatibles uniquement aux franges. Ainsi, le changement graduel, qui permet la délégitimation des pratiques héritées du régime antérieur, n'a eu lieu qu'à un niveau superficiel. Nous pouvons parler, plutôt, d'une adaptation de ces pratiques aux demandes formelles de la nouvelle structure sociale. De sorte, même si une libéralisation et une pluralité formelle sont apparues, la formation d'un champ autonome du journalisme n'était pas atteinte.

La presse roumaine n'a pas réussi, dans cette période, à institutionnaliser de nouveaux comportements et attitudes des journalistes et d'internaliser de nouveaux rôles, conséquences de la « démocratie libérale » désirée au niveau discursif. Les diversifications dans l'expression des opinions et des libertés des journalistes n'étaient pas soutenues par la responsabilité journalistique, qui implique l'expérience de traiter les interactions avec les sources et la capacité d'analyser les faits sociaux. Dans ce contexte de manque de critères établis du

champ de la presse, les initiatives de distanciement du champ politique sont toujours restées sans résultat. L'apparition de la polarisation des acteurs était, ainsi, inévitable, fait qui a soulevé, encore une fois, la potentielle neutralité politique.

2. Le pouvoir symbolique d'un acteur politique d'élite sur les démarches de la presse.

L'analyse critique des actions discursives de Traian Băsescu nous a offert les moyens d'évaluer non seulement les interventions de cet acteur d'élite dans la vie des médias mais, avant tout, elle nous a servi comme indicateur d'un état d'esprit de la presse, qui permet l'apparition d'une telle démarche. L'objectif spécifique de l'utilisation de l'analyse critique pour le discours sur l'activité de la presse, émis par des politiciens et par des journalistes, était de comprendre les traits qui caractérisent le travail des médias sous analyse et le type de paradigme sous lequel ils agissent. Par des processus d'analyse et de synthèse et soutenue par des indicateurs méthodologiques, notre analyse a pu révéler la construction des discours aussi à l'intérieur de la presse, qui permet et qui perpétue cette position de force d'un acteur politique. Similaire aux découvertes de Le Bohec, dans son analyse des rapports entre journalistes et champ politique, concernant la montée de popularité du FN, nous considérons aussi que les journalistes roumains ne sont « ni innocents ni coupables, mais impliqués à leur insu dans un processus interactionnel et intermittent »[5].

5 Le Bohec, Jacques, *L'implication des journalistes dans le phénomène Le Pen*, L'Harmattan, 2004, Vol. 1, p. 6.

Les résultats de la stratégie de Băsescu sont multiples :

- Par ses accusations envers non seulement des oligarques ou des journalistes individuels, mais également envers les rôles de la presse en général, il provoque des réactions fermes et également directes de ses représentants, qui voient dans le discours du président à la fois un espace de combat contre les adversaires politiques et médiatiques et, de l'autre côté, une possibilité de redéfinir les principes du journalisme dans un environnement dit « démocratique » ;
- Son processus de décrédibilisation de la presse engendre des changements de perception de la part du public/électorat ;
- Il place les médias dans un contexte plus large de la consolidation démocratique en Roumanie, ce qui lui permet la construction d'un récit pro-occidental, favorable dans ses rapports politiques externes : il s'érige en protecteur des valeurs, par la lutte contre les structures de « corruption endémique », dont les médias instrumentalisés font partie et où les acteurs journalistiques sont intégrés de manière généralisatrice.

Au niveau des journalistes, ce processus de dénonciation, renforcé par la politisation des médias et l'instrumentalisation des sous-entrepreneurs de morale, externalise et met en évidence une moralité indécise[6]. La situation actuelle du champ de la presse est, ainsi, le résultat de la contradiction entre aspiration ou valorisation d'un modèle et pratiques quotidiennes dans un cadre désorganisé, définit par une perte de repères.

Le processus de blâmage interindividuel et entre médias a souvent mené à la remise en question de la crédibilité et de la fiabilité de l'information politique transmise par ces médias. La remise en cause perpétuelle de tout fait social a donné naissance, aussi au niveau du public, une limitation de sa capacité à remettre en question les informations – dû au manque de références croisées et de

6 Veuillez-vous diriger vers le chapitre III de la deuxième partie de ce travail, « Le métadiscours des médias par rapports aux pratiques journalistiques non-éthiques ».

diversité des sources – fait qui renforce, de manière circulaire, la compréhension des médias et des journalistes lorsqu'ils agissent selon un contrat de communication agréé par leurs lecteurs.

3. La flexibilité des critères et ses effets sur la pratique du journalisme.

Le manque de données en ce qui concerne le nombre réel de journalistes et l'instabilité économique du milieu dans lequel ils travaillent rend difficile l'établissement d'une base pour des études qui donnent des résultats représentatifs des problèmes avec lesquels se confronte le milieu journalistique roumain. Ou encore, la quasi-absence de données empiriques et l'accent mis, dans les recherches existantes, sur le macro-système journalistique et ses faiblesses, contribuent, de leur part, à maintenir une image tronquée des processus de professionnalisation. L'insuffisance des données implique également que l'on ne puisse pas parler d'un cadre explicatif de la pratique du journalisme en Roumanie. Dans ce contexte, les recherches qualitatives deviennent le principal moyen d'analyse de la compréhension du *modus vivendi* des participants aux jeux journalistiques.

Dans les premiers chapitres de cette thèse, nous avons choisi de suivre la perspective de Bourdieu concernant le primat des structures sociales qui guident les performances des acteurs, afin de prouver la faible contribution de la presse roumaine au débat des idées, surtout dans un contexte social où le journalisme est marginalisé, avec les journalistes des médias traditionnels qui exercent leur profession à l'intersection de cet espace politisé. Dans les chapitres de la deuxième partie de ce travail, nous nous sommes tournée vers une perspective interactionniste, en nous intéressant aux processus historiques et sociaux qui ont établi le contenu de la pensée des journalistes et la réalité sociale qui les entoure.

Berger et Luckmann entendaient, par la construction sociale de la réalité, « une caractéristique de la qualité des phénomènes que nous reconnaissons comme indépendants de notre propre volonté »[7]. Les deux avaient conçu la construction de la réalité par la pratique sociale, notant que, pour étudier cette réalité, il faut étudier les membres de la société. Nous avons procédé, suivant cette logique, à une analyse qui se situe au niveau des individus et de leurs interactions. Par ailleurs, selon Charron et de Bonville, les acteurs individuels « n'agissent pas dans un vide social ; leur action s'inscrit dans des ensembles (d'individus, de groupes, d'organisations, etc.) plus ou moins structurés et plus ou moins organisés, que désigne la notion de « système social »[8].

Nous avons compris le processus de socialisation des journalistes dans ce milieu professionnel, ainsi, comme la corrélation entre la réalité objective et la réalité subjective. De cette manière, par l'analyse des attitudes qui décrivent les rapports entre journalistes et politiciens – dans la plupart des cas, les récits des journalistes ont fait évidemment la division et la prise de position politique, l'oscillation entre « supporteur » ou « opposant » d'un certain camp politique – nous avons pu inférer que ces personnes établissent une relation plus proche ou plus distante à la source, ou qu'elles couvrent de manière plutôt investie ou plutôt critique l'information.

De même, dans les histoires sur les rapports internes que les journalistes entretiennent dans la rédaction – les attitudes discursives à la base de diverses situations sociales rencontrées dans la vie rédactionnelle quotidienne – nous avons pu retracer l'importance accordée à la solidarité ou, au contraire, à l'individualisme et la conflictualité sous-jacente. Dans les conditions de la crise financière, nous avons considéré que les questions concernant les conditions de travail – quels salaires sont pratiqués, selon quelles provisions contractuelles ils fonctionnent, est-ce qu'ils font partie d'un syndicat auprès duquel ils peuvent

7 Berger, Peter L. et Luckmann, Thomas, *Die gesellschaftliche Konstruktion der Wirklichkeit. Eine Theorie der Wissenssoziologie*, Suhrkamp, 1972, p. 13.
8 Charron, Jean et de Bonville, Jean, « Le journalisme dans le « système » médiatique. Concepts fondamentaux pour l'analyse d'une pratique discursive », dans : *Les Études de communication publique*, Université Laval, 4e semestre, 2002, p. 7.

s'adresser dans le cas d'une décision patronale défavorable, etc. – sont essentielles pour la construction des récits et pour le placement des acteurs dans le champ. Le contact avec la salle de rédaction et la pratique ont des poids forts sur l'intériorisation de certaines valeurs. Nous avons divisé les réponses des journalistes en fonction de leur expérience journalistique, ainsi que du temps passé dans la presse. Dans les entretiens nous avons essayé d'avoir un équilibre entre les journalistes qui occupaient une haute position éditoriale – rédacteurs en chefs, rédacteurs en chef adjoints ou éditeurs – et les rédacteurs ou les journalistes politiques. Dans le cas de notre analyse, toutes les rédactions ont une politique d'ouverture aux jeunes journalistes, les rédactions recevant chaque année des praticiens peu rémunérés, fait qui augmente le sentiment général de précarité et d'insatisfaction de travail. La précarité financière et l'instabilité de l'emploi deviennent les indicateurs les plus souvent mentionnés par les journalistes, en défaveur des critères comme la reconnaissance sociale ou les relations de travail avec leurs collègues ou avec les sources.

La plupart des journalistes interviewés pour ce travail de recherche soutienne que, hormis quelques courtes étapes d'évolution – manifestées par une augmentation des exigences éthiques, dont ils mentionnent la documentation en profondeur, la présentation impartiale des informations et la préoccupation pour des sujets politiques « importants », mais aussi une aisance financière des rédactions – la hiérarchie des valeurs éthiques s'est trouvée souvent interférée par la partialité politique. Cette impression est partagée autant par les journalistes vétérans, autant que par les nouveaux arrivants, surtout vu le contexte qui a précédé ou qui était simultané à la période d'entretiens.

Dans ce sens, les journalistes agissent majoritairement de manière cynique, ils ont une identité professionnelle incertaine et ils sont fortement désunis. La morale de tout cet atomisme, cet isolement des journalistes les uns des autres, a miné le sens de la solidarité de ce groupe professionnel. Si l'individualisme est généralement considéré comme une des forces motrices de nos sociétés actuelles, nous le voyons plutôt comme un élément culturel qui empêche la consolidation du

champ journalistique roumain, dans le contexte où ses acteurs se trouvent dans l'impossibilité d'adhérer à une « identité collective » cohérente.

Ainsi, la solidarité mécanique augmente, en défaveur de la solidarité organique, de sorte que les acteurs journalistiques ne se comprennent plus comme faisant partie du « champ », ou encore, comme groupe professionnel global ou régional, mais ils se définissent par l'appartenance aux plus petites entités : la rédaction, le produit médiatique, la société ou le groupe de presse, comme l'indiquait Ioana Avădani :

> « Si tu travailles pour un média, c'est ton seul repère. Au moment où t'as changé l'endroit de travail, t'adaptes aussi tes fidélités. Et celui pour lequel t'as travaillé avant devient ton ennemi. C'est pour cela que j'ai dit qu'il y a une loyauté envers ta marque, non pas envers ton patron, car t'es loyal envers le lieu de travail de 'maintenant', le reste ne compte plus. Chose qui peut dire beaucoup sur nos valeurs morales comme nation. Ce ne sont pas des choses qui se limitent à, ou qui caractérisent uniquement la presse ».[9]

Elle continue par la description d'une uniformisation des pratiques non-éthiques « du rédacteur en chef, à l'éditeur et jusqu'au journaliste de base. Pour qu'une énormité apparaisse dans ton contenu, celle-ci doit parcourir toute la chaine de décision éditoriale »[10]. Plus radical encore, l'analyste média Liviu Mihaiu résumait ce processus par la caractérisation de la presse par sa « mentalité de tribu en guerre fratricide »[11]. Ce *tribalisme* se traduit, selon notre compréhension, par l'association de soi comme membre d'un groupe qui devient de plus en plus restreint. L'entité de référence diminue à l'échelle où elle prétend à la validité, en refusant une construction sociale plus englobante. De manière plus générale, le journaliste d'investigation Cătălin Tolontan estimait que « le danger n'est pas que la presse disparaisse, mais qu'on va dissoudre les règles, et pour ce qui reste on va toujours appeler la presse […] L'abandon des principes

9 Avadani, dans l'entretien avec l'auteur.
10 Idem.
11 Liviu Mihaiu, dans un commentaire sur son blogue, de juillet 2012.

journalistiques est inimaginable dans le monde démocratique. En Roumanie, il risque, pourtant, de se généraliser »[12]. Selon l'opinion partagée par les journalistes interviewés, les pratiques s'orientent, ainsi, vers un type de journalisme marqué par « un provincialisme agressif », un style « qui livre exactement des préjugés serviles, périmées dans l'Ouest, avec peu d'esprit critique, […] et des informations déformées sur les événements politiques »[13].

Une question centrale de ce travail était donc, de savoir si – et dans quelle mesure – les médias roumains n'utilisent pas, en effet, leurs contenus éditoriaux de façon téléologique et unifiée pour atteindre des objectifs politiques**.** Inspirés par le concept d'« anomie » de Durkheim[14], notre hypothèse était que, dans ce milieu où les valeurs journalistiques s'érodaient, avant la crise économique, l'état de l'insécurité créé par le contexte social en évolution intensifie la non-conformité des médias aux règles journalistiques auto-proclamées comme valides, cachés par un marché journalistique prospère, mais immature**.** Une hypothèse subséquente était que les journalistes roumains se trouvent dans l'impossibilité de tracer une ligne entre leur double position de « citoyens engagés » et de « journalistes dégagés », pour paraphraser Bourdieu[15] et qu'ils font preuve d'une partialité affective, influencée par leurs dispositions politiques personnelles, dans leur traitement de l'information politique.

Les résultats de notre recherche suggèrent un haut degré de vulnérabilité des journalistes. Aussi, les journalistes interviewés agissent selon le primat de l'intérêt personnel de préserver leur statut dans la configuration du journalisme, en défaveur de la solidarité en groupe critique. De même, ils insistent sur le manque de cohésion et d'identité collective qui pourraient créer un « groupe journalistique consolidé » dans les médias traditionnels en Roumanie, provoqué par l'intériorisation des règles du jeu, telles qu'elles sont définies par leur rédaction.

---

12 Cătălin Tolontan, dans un entretien pour le quotidien « Adevărul », de septembre 2015. (Voinea, Mihai et Delcea, Cristian, « VIDEO INTERVIU. Cătălin Tolontan: 'Pericolul e să dizolvăm regulile presei, iar ceea ce rămâne să numim tot presă' », dans : *Adevarul*, le 23 septembre (http://adevarul.ro/news/societate/video-interviu-catalin-tolontan-pericolul-e-dizolvam-regulile-presei-ceea-ramane-numim-presa-5602cc28f5eaafab2ceafd85/index.html).
13 Selon Costi Rogozanu, dans un texte publié, en 2010, sur VoxPublica.ro.
14 Durkheim, Émile, *De la division du travail social*, Paris, PUF, 2007, p.19.
15 Bourdieu, Pierre, *Contre-feux*, Raisons d'agir, 1998, p. 50.

Si l'appartenance à un système social signifie aussi la participation dialectique à sa construction, nous avons pu remarquer, dans notre enquête, les signes de cette construction identitaire, dans le cas des journalistes plus jeunes, qui agissent en dehors des médias traditionnels. Cela peut être retrouvé dans le témoignage du journaliste Vlad Ursulean, le fondateur de « Casa Jurnalistului »[16], qui met en avant que le savoir et l'expérience construisent l'identité des journalistes :

> « Je me rappelle du moment où je me suis rendu compte que la réalité ne saute pas tout simplement sur le papier. Je crois que quand on écrit ou on parle on transmet toute une vision du monde, on décide de ce qui a de l'importance et ou qui est normal. Que le paradigme qu'on projette, consciemment ou pas, compte plus que les faits quotidiens, sur lesquels le monde a déjà une opinion ».[17]

En 2012, au moment où il initie « Casa Jurnalistului », Ursulean écrit et distribue un « manifeste » intitulé « La mort de la presse ». Dans notre entretien, à la question sur les motivations d'une telle démarche, Ursulean explique qu'elle était conçue comme une délimitation programmatique des pratiques institutionnalisées par les médias traditionnels, dans la compréhension que « le système actuel d'organisation de cette industrie de l'information, est absolument pécheur, pourri à la racine. […] Ce journalisme de tradition américaine était très habile, mais ça ne tient plus ». Malgré sa perspective critique sur le journalisme roumain actuel, il voit les possibilités, par des initiatives individuelles, de reformer ce champ : « La mort de la presse ne veut pas dire la mort du journalisme […] c'est important de te lever et de continuer […] Il faut se réjouir du fait que t'as la possibilité d'analyser

16 « Casa Jurnalistului » (« La maison du journaliste ») est un projet de journalisme indépendant, un squat des journalistes, initié par trois jeunes journalistes desquels Vlad Ursulean fait partie. Dans l'énoncé de mission de leur plate-forme web, ils affirment que « nous faisons un journalisme de profondeur, à savoir des reportages, des enquêtes et des projets multimédias. […] Nous apprenons à la volée, de l'expérience vécue et nous parlons tout le temps sur l'avenir du journalisme. Nous avons tous travaillé dans la presse – pour des journaux, dans des télévisions, à la radio. C'est là que nous avons commencé de faire des matériaux qui ont gagné des prix, mais nous avons vu que la plupart des institutions médiatiques ont été construites comme des instruments de lutte politique et cela nous a coupé l'enthousiasme ».

17 Ursulean, dans un entretien avec l'auteur.

les mécanismes sociaux et de les transmettre aux gens, se réjouir quand tu trouves un sens dans tout ce bordel et ne pas être découragé, ne pas tomber dans la vision fataliste que dans ce pays rien ne change, jamais. Je crois que c'est ça avec le journalisme »[18].

Si la discussion autour de l'autonomie du champ journalistique reste sur le premier plan du débat sur les avenues du journalisme roumain, elle ouvre aussi les portes pour un criticisme explicite. L'alignement politique de la presse a rendu possible la remise en question, publiquement, des démarches qui sont à entreprendre afin que la pratique du journalisme en Roumanie ne soit plus filtrée, principalement, par l'affiliation politique des médias. Cette effusion des préoccupations des journalistes, par leurs descriptions généralisatrices des « transgressions » professionnelles comme pratiques invasives dans le journalisme, constitue, à notre avis, la rupture inévitable avec une manière de penser la presse qui n'est plus viable.

18 Ibid.

Bibliographie

Bibliographie scientifique

ABALO, Ernesto, « First hegemony, then democracy : On ideology and the media discourse on the coup against Hugo Chávez », dans : *Observatorio (OBS*) Journal*, Vol. 6, No. 3, 2012, pp. 105-128.

ACCARDO, Alain, *Journalistes au quotidien, outils pour une socioanalyse des pratiques journalistiques*, Le Mascaret, 1995.

ACCARDO, Alain, *Journalistes précaires*, Le Mascaret, 1998.

ANDREEV, Svetlozar A., « The unbearable lightness of membership : Bulgaria and Romania after the 2007 EU accession », dans : *Communist and Post-Communist Studies*, Vol. 42, No. 3, pp. 375-393.

ARON, Raymond, « Classes sociales, classe politique, classe dirigeante », dans : Archives européennes de sociologie, t. I, 1960, no. 2, p. 267.

ATKINSON, Paul, SILVERMAN, David, « Kundera's Immortality The Interview Society and the Invention of the Self », dans : *Qualitative Inquiry*, No. 3, 1997, p. 304-334.

BADESCU, Gabriel, SUM, Paul E., USLANER, Eric M., « Civil Society Development and Democratic Values in Romania and Moldova » dans : *East European Politics & Societies*, Vol. 18, No. 2, 2004, pp. 316-341.

BAKARDJIEVA, Maria, « Reconfiguring the mediapolis : New media and civic agency », dans : *New Media & Society*, 2011, Vol. 14, No. 1, pp. 63-79.

BALABAN, Delia-Cristina, MEYEN, Michael, « The Role Perception of Eastern European Journalists. A Qualitative Analysis », dans : *Revista Română de Comunicare şi Relaţii Publice*, No. 4, 2011, pp. 97-98.

BALBASTRE, Gilles, « Une information précaire », dans : *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 131, No. 1, 2000, pp. 76-85.

BANDURA, Albert, *Social foundations of thought and action : A social cognitive theory*, Prentice Hall, 1986.

BANDURA, Albert, *Social Learning Theory*, Prentice Hall, 1977.

BASTIN, Gilles, « Un objet qui résiste : le journalisme dans la sociologie bourdieusienne. Quelques remarques sur le « champ du journalisme », p. 8, version française de « Der Journalismus in der Bourdieuschen Soziologie : Ein Gegenstand, der Widerstand leistet. Einige Bemerkungen über das Feld des Journalismus », dans : *Publizistik*, 2003, Vol. 48, No. 3, cité selon la version en ligne : https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-0101367/file/Un_objet_qui_resiste.pdf).

BATSTONE, Rob, « Grammar in Discourse : Attitude and Deniability », dans : *Principle & Practice in Applied Linguistics*, ed. par Guy COOK et Barbara SEIDLHOFER, Oxford University Press, 1995, pp. 197-213.

BECKER, Howard S., *Outsiders. Studies in the Sociology of Deviance*, The Free Press, 1963.

BECKER, Howard S., GEER, Blanche, REISMAN, David, WEISS, Robert S. (eds.), *Institutions and the Person : Essays Presented to Everett Hughes*, Aldine, 1968.

BECKER, Howard S., Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales, La Découverte, coll. « Guides Repères », 2002.

BEDNAREK, Monika et CAPLE, Helen, « Why do news values matter ? Towards a new methodological framework for analyzing news discourse in Critical Discourse Analysis and beyond » dans : *Discourse & Society*, 2014, Vol. 25, No. 2, pp. 135–158.

BENSON, Rodney, « Field theory in comparative context: a new paradigm for media studies », dans : *Theory and Society*, Vol. 28, No. 3, 1999, pp. 463-498, p. 463.

BENSON, Rodney, NEVEU, Eric, *Bourdieu and the journalistic field*, Cambridge, UK: Polity Press, 2005.

BERGER, Peter L., LUCKMANN, Thomas, *Die gesellschaftliche Konstruktion der Wirklichkeit. Eine Theorie der Wissenssoziologie*, Suhrkamp, 1972.

BERGER, Peter L., LUCKMANN, Thomas, *The social construction of reality : a treatise in the sociology of knowledge*, Anchor Books, 1966.

BERRY, David, *The Romanian Mass Media and Cultural Development*, Ashgate, 2004.

BETEA, Lavinia, « Particularités du post-communisme en Roumanie », dans : Cahier de Psychologie politique. Revue d'information, de réflexion et de recherche, No. 3, 2003 (http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=1596).

BHATIA, Aditi, « Critical discourse analysis of political press conferences », dans : *Discourse Society*, Vol. 17, No. 2, 2006, pp. 173-203.

BIZEUL, Daniel, « Le récit des conditions d'enquête : exploiter l'information en connaissance de cause », dans : *Revue française de sociologie*, 1998, 39-4. pp. 751-787.

BLUMLER, Jay G., GUREVITCH, Michael, *The Crisis of Public communication*, Psychology Press, 1995.

BLUMLER, Jay G., GUREVITCH, Michael, « Politics and the press. An essay in role relationships », dans : *Handbook of Political Communication,* ed. Dan Nimmo and Keith Sanders, Sage, 1981.

BLUMENTHAL, Simon, *The permanent campaign*, Simon and Schuster, 1982.

BOCANCEA, Sorin, « Ipostaze ale anormalității în relația dintre mass media și puterea politică în România postcomunistă », dans : *Sfera Politicii*, Vol. 19, No.1, 2011, p. 9-13.

BOIA, Lucian, *De ce este Romania altfel*, Humanitas, 2012.

BOIA, Lucian, *History and Myth in Romanian Consciousness*, Central European University Press, 2001.

BOURDIEU, Pierre, « The political field, the social science field, and the journalistic field », dans : *Bourdieu and the Journalistic Field*, ed. par Richard Benson et Erik Neveu, Polity Press, 2005 pp. 29–47.

BOURDIEU, Pierre, *Contre-feux*, Raisons d'agir, 1998.

BOURDIEU, Pierre, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris : Éditions du Seuil, 1994a.

BOURDIEU, Pierre, « Un acte désintéressé est-il possible ? », Raisons pratiques, Seuil, 1994b, pp. 149-167.

BOURDIEU, Pierre, Sur la télévision, Liber-Raisons d'agir, Paris,1996.

BOURDIEU, Pierre, « L'objectivation du sujet objectivant », dans : *Réponses*, ed. par Pierre BOURDIEU et Loïc WACQUANT, Seuil, 1992, p. 175-185.

BOURDIEU, Pierre, *Choses dites,* Éditions de Minuit, 1987.

BOURDIEU, Pierre, « L'illusion biographique », dans : *Actes de la recherche en sciences sociales,* Vol. 62-63,1986, pp. 69-72.

BOURDIEU, Pierre, *Le sens pratique*, Éditions de Minuit, 1980.

BOURDIEU, Pierre, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Éditions de Minuit, 1979a.

BOURDIEU, Pierre, « Les trois états du capital culturel », dans : *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 30, 1979b, pp. 3-6.

BOURDIEU, Pierre, « Le pouvoir symbolique », dans : *Annales ESC*, Vol. 32, No. 3, 1977, pp. 405-441.

BOURDIEU, Pierre, WACQUANT, Loïc, *Réponses : pour une anthropologie réflexive*, Seuil, 1992.

BOURDIEU, Pierre, « The political field, the social science field and the journalistic field », dans : BENSON, Rodney, NEVEU, Eric, *Bourdieu and the journalistic field*, Cambridge, UK: Polity Press, 2005, p. 30.

BOURDIEU, Pierre, CHAMBOREDON, Jean-Claude et PASSERON, Jean-Claude P, *Le métier de sociologue*, cinquième édition, Berlin et New York : Mouton de Gruyter, 2005.

BRANTS, Kees, « The Real Spiral of Cynicism ? Symbiosis and Mistrust between Politicians and Journalists », dans : *The International Journal of Press/Politics*, Vol. 15, No. 1, 2010, pp. 25-40.

BRATOSIN, Stefan, « La médiatisation du politique dans la presse locale : contribution non ostensive à une géographie sociale », dans : *La production de l'action publique dans l'exercice du métier politique* sous la dir. de Anne-Cécile Douillet et Cécile Robert, Presse Universitaire du Mirail, 2007, pp. 171-184.

BRIN, Colette, CHARRON, Jean, DE BONVILLE, Jean, *Nature et transformations du journalisme. Théories et recherches empiriques*, Les Presses de l'Université Laval, 2004.

BUCHOWSKI, Michal, « Hierarchies of Knowledge in Central-Eastern European Anthropology », dans : *Anthropology of East Europe Review*, Vol. 22, No. 2, 2004, pp. 5-14.

BUSSE, Beatrix, *Vocative Constructions in the Language of Shakespeare*, John Benjamins B. V., 2006.

CAROTHERS, Thomas, « The end of the transition paradigma », dans : *Journal of Democracy*, Vol. 13 No. 1, 2002, pp. 5-21.

CARPENTIER, Nico, DE CLEEN, Benjamin, « Bringing discourse theory into Media Studies. The applicability of Discourse Theoretical Analysis (DTA) for the Study of media practices and discourses », dans : *Journal of Language and Politics*, Vol. 6, No. 2, 2007 pp. 265–293.

CHAMPAGNE, Patrick, « La vision médiatique », dans : *La misère du monde*, dir. Par Pierre BOURDIEU, Seuil, 1993, pp. 72-74, p. 74.

CHARAUDEAU, Patrick, *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Ed. Vuibert, 2005.

CHARAUDEAU, Patrick, « A communicative conception of discourse », dans : *Discourse Studies*, Vol. 4, No. 3, 2002, pp. 301-318.

CHARMAZ, Kathy, « The grounded theory method : an explication and interpretation », dans : *More Grounded Theory Methodology : a Reader*, ed. par Glaser, Barney G., Sociology Press, 1994, p. 95-115.

CHARRON, Jean, DE BONVILLE, Jean, « Le journalisme dans le « système » médiatique. Concepts fondamentaux pour l'analyse d'une pratique discursive », dans : *Les Études de communication publique*, Université Laval, 4e semestre, 2002.

CHARRON, Jean, « Les médias et les sources. Les limites du modèle de l'agenda-setting », *Hermès, La Revue*, 1995, Vol. 3, No. 17-18, p.73-93.

CHIVU, Petru Alexandru, *Mythical construction of political discourse in post-communist Romania. A longitudinal analysis of presidential discourse*, Thèse de Doctorat, 2013.

COHEN, Bernard, *The press and Foreign Policy*, Princeton University Press, 1963.

COLLIER, David, « Overview of the Bureaucratic-Authoritarian Model », dans : *The new Authoritarianism in Latin America,* ed. par David COLLIER, Princeton University Press, 1979, pp. 19-32.

COMAN, Mihai, « Journalistic elites in post-communist Romania : from the heroes of the revolution to the media moguls », *Journalism Studies*, Vol. 4, No.11, 2010, p 587-595.

COMAN, Mihai, *Press Freedom and Media Pluralism in Romania : Facts, Myths and Paradoxes*, IntellectBooks, 2009a.

COMAN, Mihai, *Introducere in sistemul mass-media (Editia a III-a revazuta si adaugita)*, Polirom, 2007.

COMAN, Mihai, « Postface », dans : *Mass media şi democraţia în ţările Europei de Est*, éd. par Peter GROSS, Polirom, 2004.

COMAN, Mihai, « Romanian Journalism in Transition Period », dans : *The Global Network*, Vol. 1, No. 1, 1994.

COMAN, Mihai, GROSS, Peter, « The 1992 presidential/parliamentary elections in Romania's largest circulation dailies and weeklies », dans : *International Communication Gazette*, Vol. 52, No. 3, 1993, pp. 223-240.

CORNU, Daniel, « La déontologie entre l'évolution des pratiques, la sédimentation des idées reçues et la permanence des valeurs. Journalisme et objectifs commerciaux », dans : *Questions de journalisme*, 2002.

COULDRY, Nick, « Media meta-capital: Extending the range of Bourdieu's field theory », dans : *Theory and Society*, No. 32, 2003, p. 653-677.

CROISSANT, Aurel, LAUTH, Hans-Joachim, MERKEL, Wolfgang « Zivilgesellschaft und Transformation : ein internationaler Vergleich », dans : *Zivilgesellschaft und Transformation*, ed. par Wolfgang MERKEL, Opladen: Leske + Budrich, 2000, pp. 9-50.

DALTON, Russel J., WELDON, Steven, « Partisanship and Party System Institutionalization », dans : *Party Politics*, Vol. 13, No. 2, pp. 179-196.

DATCHARY, Caroline « Ce que le web fait à l'autonomie journalistique. L'expérience *Médiapart* », dans : *La subjectivité journalistique*, ed. par Cyril LEMIEUX, Ed. de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2010, p. 123-141.

DAVID-BLAIS, Martin et BRUNET, Patrick J., *Valeurs et éthique dans les médias : approches internationales*, Les Presses de l'Université Laval, 2004.

DENZIN, Norman K., *Interpretive interactionism*, Sage, 1989.

DE YOUNG, Mary, « Moral Entrepreneur », dans : *Blackwell Encyclopedia of Sociology*, ed. par George Ritzer, Blackwell Publishing, 2007 (http://www.blackwellreference.com/subscriber/tocnode.html?id=g9781405124331_chunk_g978140512433119_ss1-_122).

DEUZE, Mark, « What is Journalism ? Professional Identity and Ideology of Journalists Reconsidered », dans : *Journalism*, 2005, Vol. 6, No. 4, pp. 442-464.

DEUZE, Marc, « What is multimedia journalism ? », dans : *Journalism Studies*, 2004, Vol. 5, No. 2, pp. 139–152.

DE WAELE, Jean-Michel, « Faces of Populism in Central and Eastern Europe » dans : *Democracy, Populism and Minority Rights*, ed. par Hannes SWOBODA et Jan Marinus WIERSMA, Socialist Group in the European Parliament, 1998, pp.49-56.

DIAMOND, Larry, « Can the whole world become democratic ? Democracy, Development and international Policies », dans : *Paper 03-05, Center for the study of Democracy* (University of California, Irvine), 2003 (http://repositories.cdlib.org/csd/03-05/.)

DIAMOND, Larry, *Developing Democracy. Toward Consolidation*, The Johns Hopkins University Press, 1999.

DIAMOND, Larry, « Causes and Effects », dans : *Political Culture and Democracy in developing countries*, ed. par Larry DIAMOND, Lynne Rienner Publishers, 1994, pp. 229-249.

DIAMOND, Larry, *The democratic Revolution. Struggles for freedom and pluralism in the developing world*, Rowman & Littlefield, 1992

DIAMOND, Larry, LINZ, Juan, LIPSET, Seymour Martin, « Introduction », dans : *Politics in developing Countries. Comparing Experiences with Democracy*, ed. par Larry Diamond, Juan Linz et Seymor Martin Lipset, Lynne Rienner Publishers, 1988/89.

DICKINSON, Roger, « Accomplishing Journalism : Towards a Revived Sociology of a Media Occupation », dans : *Cultural Sociology*, Sage Publications, Vol. 1, No. 2, 2007, pp. 189–208.

DIMAGGIO, Paul J., POWELL, Walter W., « The Iron Cage Revisited: Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields », dans : American Sociological Review. Vol 48, 1983, pp. 147–160.

DI PALMA, Giuseppe, « Legitimation from the Top to Civil Society : Politico-Cultural Change in Eastern Europe », dans : *World Politics*, Vol. 44, No. 1, 1991, pp. 9-80.

DONSBACH, Wolfgang : « Journalists' Role Perception », dans : *The International Encyclopedia of Communication*, ed. par Wolfgang DONSBACH, Wiley, 2005.

DONSBACH, Wolfgang, « Legitimacy through competence rather than value judgements : the concepts of journalistic professionalization reconsidered », dans : *International Communication Gazette*, Vol. 27, No. 1, 1981, pp 47-67.

DONSBACH, Wolfgang et PATTERSON, Thomas E., « Political News Journalists : Partisanship, Professionalism, and Political Roles in Five Countries », dans : *Comparing Political Communication. Theories, Cases, and Challenges*, ed. par Frank ESSER et Barbara PFETSCH, Cambridge University Press, 2004, pp. 251-270.

DORNA, Alexandre, « Personnalité machiavélique et personnalité démocratique », dans : *HERMES*, No. 19, 1996, pp. 149-163.

DOUGLAS, Jack D., *Creative Interviewing*, Sage, 1985.

DUPCSIK, Csaba, « Postcolonial Studies and the Inventing of Eastern Europe », dans : *East Central Europe/L'Europe du Centre Est : Eine wissenschaftliche Zeitschrift*, Vol. 26, 1999, pp. 1-14.

DURKHEIM, Émile, *De la division du travail social*, Paris, PUF, 2007.

DURKHEIM, Émile, *Les règles de la méthode sociologique*, Flammarion, 1982

DURKHEIM, Émile, *Le Suicide : Étude de sociologie,* Presses Universitaires de France, 1960.

DUVERGER, Maurice « A New Political System Model : Semi-Presidential Government », dans : *European Journal of Political Research*, Vol. 8, No. 2, 1980, pp. 165-187.

DUVERGER, Maurice, *Institutions et Droit Constitutionnel*, Presses Universitaires de France, 1970.

ELSTER, Jon, OFFE, Claus, PREUSSE, Jürgen, *Institutional Design in Post-Communist Societies Rebuilding the Ship at Sea*, Cambridge University Press, 1998.

EPSTEIN, David, BATES, Robert, GOLDSTONE, Jack, KRISTENSEN, Ida, O'HALLORAN, Sharyn, « Democratic Transitions », dans : *American Journal of Political Science*, Vol. 50, No. 3, 2006, pp. 551-569.

FAIRCLOUGH, Norman, *Critical Discours analysis : The Critical Study of Language*, Routledge, 2010.

FAIRCLOUGH, Norman, *Critical Discourse Analysis : The Critical study of language*, Pearson Education LTD, 1995.

FAIRCLOUGH, Norman, WODAK, Ruth, « Critical Discourse Analysis », dans : *Discourse as Social Interaction* ed. par Teun A. Van Dijk, Sage, 1997, pp. 258-284.

FAIRCLOUGH, Norman, *Language and Power*, Longman, 1989.

FAIRCLOUGH, Isabela, FAIRCLOUGH, Norman, « Argument, deliberation, dialectic and the nature of the political. A CDA perspective », dans : *Political Studies Review,* Vol. 11, No. 3, 2013, pp. 336-344.

FOUCAULT, Michel, *L'histoire de la sexualité. La volonté de savoir*, Gallimard, 1976.

FOUCAULT, Michel, *L'Archéologie du savoir,* Gallimard, 1969.

FRIEDRICH, Carl Joachim et BRZEZINSKI, Zbigniew, *Totalitarian dictatorship and autocracy*, Harvard University Press, 1965.

FUKUYAMA, Francis, « The Clash of Cultures and American Hegemony », dans : *The American Interest*, Vol. 2, No. 1, 2006 (http://www.the-american-interest.com/2006/09/01/the-clash-of-cultures-and-american-hegemony-2/).

GABANYI, Anneli Ute, *Revolutia neterminata*, Edit. Fundatiei Culturale Române, 1999.

GABANYI, Anneli Ute, *Die unvollendete Revolution. Rumänien zwischen Diktatur und Demokratie*, Piper, 1990.

GADAMER, Hans-Georg, *Truth and method*, Seabury Press, 1975.

GALLAGHER, Tom, « Building Democracy in Romania. Internal Shortcomings and External Neglect », dans : *Democratic Consolidation in Eastern Europe. Volume 2. International and Transnational Factors,* ed. par Jan ZIELONKA et Alex PRAVDA, Oxford University Press, 2001, pp. 383-412.

GALTUNG, Johan et HOLMBOE RUGE, Mari, « The Structure of Foreign News », dans : *Journal of Peace Research*, Sage Publications, Vol. 2, No. 1, 1965, pp. 64-91.

GLASER, Barney G., « All is Data », dans : *The Grounded Theory Review*, Vol. 6, No. 2, 2007.

GLASER, Barney G., *Basics of Grounded Theory Analysis : Emergence vs Forcing*, Sociology Press, 1992.

GLASER, Barney G., STRAUSS, Anselm L., *The discovery of grounded theory : strategies for qualitative research*, Aldine, 1967.

GLASSER, Theodore L., « Objectivity Precludes Responsibility », dans : *The Quill*, 1984, pp. 13-16.

GOFFMAN, Erving, *The Presentation of Self in Everyday Life*, Penguin Books, 1990.

GOFFMAN, Erving, *Les rites de l'interaction*, Les Éditions de Minuit, 1974.

GRAMSCI, Antonio, « Intellectuals and Hegemony », dans : *The Prison Notebooks*, Columbia University Press, 1971, cité selon la version en ligne : http://www.the-st-claire.com/night_course/Primary-Gramsci.pdf.

GRAMSCI, Antonio, *Selections from the Prison Notebook*, édité et et traduit par Quentin Hoare et Geoffrey Nowell Smith, New York, 1971b.

GROSESCU, Raluca, « The Political Regrouping of the Romanian Nomenklatura during the 1989 Revolution », dans : *Romanian Journal of Society and Politics*, No. 2, 2004, pp. 97-123.

GROSS, Peter, « Back to the (Uncertain) Future. Politics, Business and the Media in Romania », dans : *Global Media Journal-Polish Edition*, Vol. 1, No. 4, 2008a, pp. 51-68.

GROSS, Peter, « Forward to the Past : The Intractable Problems of Romania's Media System », dans : *The International Journal of Press/Politics*, Vol. 13, No. 2, 2008b, pp. 141-152.

GROSS, Peter, *Entangled Evolutions*, The Johns Hopkins University Press, 2002.

GROSS, Peter, *Colosul cu picioare de lut*, Polirom, 1999.

GRYZMALA-BUSSE, Anna et INNES, Abby « Great Expectations : The EU and Domestic Political Competition in East Central Europe », dans : *East European Politics and Societies*, Vol. 17, No. 1, pp. 61-73.

GUSSI, Alexandru, *La Roumanie face à son passé communiste : Mémoires et cultures politiques*, L'Harmattan, 2011.

HAEDER, Michael, *Empirische Sozialforschung. Eine Einführung*, VS – Verlag fuer Wissenschaft, 2006.

HAFERKAMP Hans, SMELSER Neil J. (ed.) *Social Change and Modernity*, University of California Press, 1992, p. 27.

HALL, Stuart, CRITCHER, Chas, JEFFERSON, Tony, CLARKE, John, ROBERTS, Brian, *Policing the Crisis : Mugging, the State, and Law and Order*, Holmes & Meier, 1978.

HALLIDAY, Michael A. K., *Language as social semiotic : The social interpretation of language and meaning*, University Park Press, 1978, p. 2.

HALLIN, Daniel, MANCINI, Paolo, *Comparing Media Systems : Three Models of Media and Politics*, Cambridge University Press, 2004.

HANITZSCH, Thomas, « Populist disseminators, detached watchdogs, critical change agents and opportunist facilitators : Professional milieus, the journalistic field and autonomy in 18 countries », dans : *The International Communication Gazette*, Vol. 73, No. 6, 2011, pp. 477–494.

HANITZSCH, Thomas, « Deconstructing Journalism Culture : Toward a Universal Theory », dans : *Communication Theory*, Vol. 17, No. 4, 2007, pp. 367-385.

HANITZSCH, Thomas et al., « Modeling perceived influences on journalism. Evidence from a cross-national survey of journalists », dans : *Journalism and Mass Communication Quarterly*, 2010, Vol. 87, No. 1, pp. 5-22.

HARTZ, Louis, *The Liberal Tradition in America*, Brace & World, 1955.

HAWKINGS, Kirk A., *Venezuela's Chavismo and Populism*, Cambridge University Press.

HAYWAR, Jack, « The Populist Challenge to Elitist Democracy in Europe », dans : *Elitism, Populism and European Politics*, ed. par Jack HAYWAR, Clarendon Press, 1996, pp. 10-32.

HEARNS-BRANAMAN, Jesse Owen, « Journalistic professionalism as indirect control and fetishistic disavowal », dans : *Journalism*, Vol 15, No. 1, 2014, pp. 21–36.

HERMAN, Thierry, « Fairclough, Isabela & Norman Fairclough. 2012. Political Discourse Analysis. A Method for Advanced Students (London :

Routledge) », dans : *Argumentation et Analyse du Discours*, No. 9, 2012, consulté le 11 octobre 2013 (http://aad.revues.org/1373).

HELD, David, *Models of Democracy*, 2nd edition, Stanford University Press, 1996.

HEINTZ, Monica, « Be European, Recycle Yourself ! The changing Work Ethic in Romania », dans : *Halle Studies in the Anthropology of Eurasia*, Ed. Lit Verlag, 2006.

HOLSTEIN, James A., GUBRIUM, Jaber F., *The active interview*, Sage, 1995.

HORVATH, Juraj, *Critical Discours Analysis of Obama's Political Discours. Language, Literature and Culture in a Changing Transatlantic World*, International Conference Proceedings, University Library of Prešov University, 2009.

HOWARD, Marc Morje, *The Weakness of Civil Society in Post-Communist Europe*, Cambridge University Press, 2003.

HUGHES, Everett C., « Institutions », dans : *An outline of the principles of sociology*, ed. par Robert E. PARK et Edward B. REUTER, Bames & Nobles, 1939, pp. 281-330.

HUGHES, Everett C., « Institutional office and the person », dans : *American Journal of Sociology*, Vol. 43, No. 3, 1937, pp. 404-413.

HUGHES, Everett C., « The ecological aspect of institutions », dans : *American Sociological Review*, Vol. 1, No. 2, 1936, pp. 180-189.

HUGHES, Everett, « The Sociological Study of Work : An Editorial Foreword », dans : *The Sociological Eye*, Chicago : Aldine Atherton, 1952, pp.298-303.

HUNTINGTON, Samuel P., *The Third Wave : Democratization in the Late Twentieth Century*, University of Oklahoma Press, 1992.

IETCU-FAIRCLOUGH, Isabela, « Branding and strategic maneuvering in the Romanian presidential election of 2004. A critical discourse-analytical and

pragma-dialectical perspective », dans : *Journal of Language and Politics*, Vol. 7, No. 3, pp. 372-390.

IORGOVAN, Antonie, « Le système politique et constitutionnel de la Roumanie », dans : *Barcelona Working Paper*, No. 54, 1992, pp. 1-18.

JAKUBOWICZ, Karol, *Rude Awakening : Social and Media Change in Central and Eastern Europe*, Hampton Press, 1996.

JANOS, Andrew C., « From Eastern Empire to Western Hegemony : East Central Europe under Two International Regimes », dans : *East European Politics & Societies*, Vol. 15, No. 2, 2001, pp. 221-249.

JAERVINEN, Margaretha, The biographical Illusion : Constructing meaning in qualitative research, dans : *Qualitative Inquiry*, Vol. 6, No. 6, 2000, pp. 370-390.

JOHNSTONE, John W. C., SLAWSKi, Edward J., BOWMAN, William W., *The news people*, University of Illinois Press, 1976.

KACIAF, Nicolas, « Les discours journalistiques saisis par la sociologie des rôles. Enjeux conceptuels et méthodologiques », dans : Figures sociales des discours. Le Discours social en perspectives, dir. par : Aurélie TAVERNIER, Jacques NOYER, Jean-Baptiste LEGAVRE et Bernard DELFORCE, Presses Universitaires de Lille, 2010, pp. 169-183.

KATZ, Richard S., MAIR, Peter, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy : the emergence of the cartel party », dans : *Party Politics*, Vol. 1, No. 1, 1995, p 5-31.

KEANE, John, *The Media and Democracy*, Polity Press, 1991.

KESSLER, Erwin, *Identity and Destiny : Ideas and Ideology in Interwar Romania*, Institutul Cultural Roman, 2007.

KIOSSEV, Alexander, « The Self-Colonizing Metaphor », dans : *Atlas of Transformation* (enligne), 2011,

http://monumenttotransformation.org/atlas-of-transformation/html/s/self-colonization/the-self-colonizing-metaphor-alexander-kiossev.html.

KOPSTEIN, Jeffrey S., REILLY, David A. « Geographic Diffusion and the Transformation of the Post-Communist World », dans : *World Politics*, Vol. 53, No. 1, 2000, pp. 1-37.

KOVACH, Bill, ROSENSTIEL, Tom, *The Elements of Journalism : What Newspeople Should Know and the Public Should Expect*, Three Rivers Press, 2007.

KRASTEV, Ivan, « The Strange Death of the Liberal Consensus », dans : *Journal of Democracy*, Vol. 18, No. 4, 2007, pp. 56-63.

KUHN, Thomas S., *The structure of scientific revolutions*, University of Chicago Press, 1970.

KVALE, Steinar, « Dominance Through Interviews and Dialogues », dans : *Qualitative Inquiry*, 2006, n 12, p. 480-500.

LACLAU, Ernesto, MOUFFE, Chantal, *Hegemony and Socialist Strategy* : *Towards a Radical Democratic Politics*, Verso, 2001.

LANGRIDGE, Charlotte, « Liberalism : Another Tool of Western Hegemony », dans : *E-International Relations*, 2013.

LASICA, Joseph D. « A Scorecard for Net News Ethics », dans : *Online Journalism Review*, 2001, No. 20, (http://ojr.usc.edu/content/story.cfm?request=643).

LAUTH, Hans-Joachim, MERKEL, Wolfgang : « Zivilgesellschaft und Transformation. Ein Diskussionsbeitrag in revisionisticher Absicht », dans : *Forschungsjournal Neue Soziale Bewegungen,* Jg. 10, Heft 1, pp. 15-49.

LEARS, Jackson T. J., « The Concept of Cultural Hegemony : Problems and Possibilities », dans : *The American Historical Review*, Vol. 9, No. 3, 1985, pp. 567-593.

LE BART, Christian, *Le discours politique*. *Que sais-je* , Presses Universitaires de France, 1998.

LE BOHEC, Jacques, *La Sociologie du phénomène Le Pen,* La Découverte, 2005.

LE BOHEC, Jacques, *L'implication des journalistes dans le phénomène Le Pen*, L'Harmattan, 2004, Vol. 1.

LE BOHEC, Jacques, *Les mythes professionnels des journalistes*, L'Harmattan, 2000.

LE BOHEC, Jacques, *Les rapports presse-politique. Mise au point d'une typologie « idéale »*, L'Harmattan, 1997.

LINZ, Juan, STEPAN, Alfred, *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Johns Hopkins University Press, 1996.

LIPPMAN, Walter, *Public Opinion*, Harcourt, Brace and Company, 1921.

LIPSET, Seymore Martin, « The Social Prerequisites of Democracy Revisited », dans : *American Sociological Review*, Vol. 59, 1994, pp. 1-22.

LIPSET, Seymor Martin, *Political Man. The social Basis of Politics*, Johns Hopkins University Press, 1981.

LIPSET, Seymour Martin et ROKKAN, Stein, « Cleavages Structures, Party Systems and Voter Alignements. An introduction », dans : *Party Systems and Voter Alignements. Cross-National Perspectives*, ed. par Seymour Martin LIPSET et Stein ROKKAN, Free Press, 1967, pp. 1-64.

LUCKMANN, Thomas, SCHÜTZ, Alfred, *The Structures of the Life-World*, Northwestern University Press, 1973.

MAAREK, Philippe J., « Les mauvais choix de communication de Lionel Jospin », 2002, dans : *Quaderni*. No. 48, pp. 5-12.

MAGONE, José, *Contemporary European Politics. A Comparative Introduction*, Routledge, 2011.

MAINWARING, Scott, TORCAL, Mariano « Party system institutionalization and party system theory after the third wave of democratization » dans : *Handbook of Party Politics*, ed. par Richard S. KATZ et William J. CROTTY, Sage, 2006, pp. 204-227.

MANCINI, Paolo, « Media Fragmentation, Party System and Democracy » dans : *International Journal of Press/Politics*, Vol. 18, No. 1, 2013, pp. 43-60.

MARINO, Adrian, *Libertate şi cenzură în România*. Începuturi, 2005.

MARCHETTI, Dominique, « The sociological analysis of the production of mass media information », dans : *Comunication y Medios*, No. 18, 2008 pp. 19-29, p. 20.

MARCHETTI, Dominique « Sociologie de la production de l'information », dans : *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs* [En ligne], 1 | 2002, mis en ligne le 28 septembre 2012, consulté le 05 juillet 2014. URL : http://cres.revues.org/1653.

MARTIN, Patricia Y., TURNER, Barry A., « Grounded theory and organizational research », dans : *The Journal of Applied Behavioral Science*, No. 22, No. 2, 1986, pp. 141-157.

MATTELART, Armand, *La mondialisation de la communication*, 5e éd., Paris, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2008.

MATTELART, Armand, *Communication, idéologies et hégémonies culturelles*, Paris, Presses des Mines, Collection Matérialismes, 2015.

MATTELART, Armand, *Communication, cultures populaires et émancipation*, éd. par Fabien Granjon et Michel Sénécal, Paris, Presses des Mines, coll. "Matérialismes », 2015, p. 65.

MATHESON, Donald, « Weblogs and the Epistemology of the News : Some Trends in Online Journalism », dans : *New Media & Society*, 2004, Vol. 6, No. 4, p. 443-468.

MCBRIDE, Kelly, ROSENSTIEL, Tom, *The New Ethics of Journalism : Principles for the 21th Century*, Sage : American Press Institute, 2013.

MCCOMBS, Maxwell et SHAW, Donald, « The agenda-setting function of mass media », *Public Opinion Quarterly*, 1972, Vol. 36, No. 2., p. 176-187.

MCQUAIL, Dennis, *Mass Communication Theory*, 4th ed. Sage Publication Ltd., 2000.

MERKEL, Wolfgang, *Systemtransformation*, Leske + Budrich, 1999.

MERKEL, Wolfgang, « The consolidation of post-autocratic democracies : A multi-level model », dans : *Democratization*, Vol. 5, No. 3, 1998, pp. 33-67.

MERKEL, Wofgang, « Institutionalisierung und Konsolidierung der Demokratie in Ostmitteleuropa » dans : *Systemtransformation*, ed. par Wolfgang MERKEL, Eberhard SANDSCHNEIDER et Dieter SEGERT, Leske + Budrich, 1996a, pp. 73-112.

MERKEL, Wofgang, « Institutionalisierung und Konsolidierung der Demokratie in Ostmitteleuropa », dans : *Systemwechsel 2 : Die Institutionalisierung der Demokratie,* ed. par Wolfgang MERKEL, Eberhard SANDSCHNEIDER et Dieter SEGERT, Leske + Budrich, 1996b, pp. 73-112

MERKEL, Wolfgang, CROISSANT, Aurel « Conclusion : Good and Defective Democracies » dans : *Democratization* Vol. 11 No. 5, 2004a, pp. 199-213.

MERKEL, Wolfgang, CROISSANT, Aurel, « Introduction : Democratization in the early twenty-first century » dans : *Democratization* Vol. 11, No. 5, 2004b, pp. 1-9.

MERKEL, Wolfgang, CROISSANT, Aurel « Formale und informale Institutionen in defekten Demokratien », dans : *Politische Vierteljahresschrift*, Vol. 41, No. 1, 2000, pp. 3-30.

MERKEL, Wolfgang, PUHLE, Hans-Jürgen, *Von der Diktatur zur Demokratie*, Leske + Budrich., 1999.

MERTON, Robert, *Social Theory and Social Structure*, Free Press, 1968.

MERTON, Robert K, « The self-fullfilling prophecy », dans *The Antioch Review* Vol. 8, No. 2, 1948, pp. 193-210.

MERTON, Robert K., « Social Structure and Anomie », dans : *American Sociological Review*, Vol. 3, No. 5, 1938, p. 672-682.

MEYER, John W., ROWAN, Brian, « Institutionalized Organizations : Formal Structure as Myth and Ceremony », dans : American Journal of Sociology., vol. 83, 1977, pp. 340–363.

MISCOIU, Sergiu, *Au pouvoir par le « peuple ». Le populisme saisi par la théorie du discours*, L'Harmattan, 2012.

MOCANU, Maria, ALDEA, Alina, RAWAL, Rajash « Why fix it when it's not broken ? Continuity and adaptation in Romanian e-campaigning », dans : *Politics and the Internet in Comparative Context : Views from the cloud*, ed. par Paul NIXON, Rajash RAWAL et Dan MERCEA, Rutledge Research in Political Communication, 2013, pp. 95-118.

MOMOC, Antonio, « Perception of Romanian Journalists on Mass-media and Democracy », dans : *Revista Romana de Jurnalism si Comunicare*, Vol. 7, No. 2, 2012, pp. 12-19.

MONDAK, Jeffrey J., GEARING, Adam F., « Civic Engagement in a Post-Communist State » dans : *Political Psychology*, Vol. 19, No. 3, 1998, pp. 615-637.

MOORE, Barrington, *Social Origins of Dictatorship and Democracy. Lord and Peasant in the Making of the Modern World*, Harmondsworth, 1966.

MORRISON, David M., TUMBER, Howard, *Journalists at War*, London, Sage, 1988.

MUCUNDORFEANU, Meda, « Imaginea candidatilor la alegerile prezidentiale in presa scrisa din Romania », dans : *Revista Transilvană de Ştiinţe ale Comunicării*, Vol. 12, No. 1, 2011, pp. 39-60.

MUNGIU-PIPPIDI, Alina, « Twenty Years of Postcommunism. The Other Transition », dans : *Journal of Democracy*, Vol. 21, No. 1, 2010, pp. 120-127.

MUNGIU-PIPPIDI, Alina, « How Media and Politics shape each other in the New Europe », dans : *Romanian Journal of Political Science*, Vol. 8, No. 1, 2008a, pp. 69-78.

MUNGIU-PIPPIDI, Alina, « How Media and Politics Shape Each Other in the New Europe », dans : *Finding the Right Place on the Map*, ed. par Karol Jakubowicz et Miklos Sükösd, Intellect Books, 2008b, pp. 87-101.

MUNGIU-PIPPIDI, Alina, « Romania. Fatalistic political cultures revisited », dans : *Democarcy and Political Culture in Eastern Europe,* ed. par Hans-Dieter KLINGENMANN, Dieter FUCHS et Jan ZIELONKA*,* Routledge, 2006, pp. 308-335.

MUNGIU-PIPPIDI, Alina, « Deconstructing Balkan Particularism : The Ambiguous Social Capital Of Southeastern Europe » dans : *Southeast European and Black Sea Studies*, Vol. 5, No. 1, 2005a, pp. 49-68.

MUNGIU-PIPPIDI, Alina, « Democratization Without Decommunization. The Balkans Unfinished revolutions », dans : *The Romanian Journal of Political Sciences*, No. 1, 2005b, pp. 1-15.

MUNGIU-PIPPIDI, Alina « Romania's End of Transition Deconstructed », dans : *Romanian Journal of Political Science*, 2002a, pp. 186-195.

MUNGIU-PIPPIDI, Alina, « The Romanian Postcommunist Parties : A Story of Success », dans : *The Communist Successor Parties of Central and Eastern Europe*, ed. par Andras Bozoki et John T. Ishiyama, M. E. Sharpe, 2002b, pp. 188-205.

MUNGIU-PIPPIDI, Alina, *From State to Public Service : The Failed Reform of State Television in Central Eastern Europe*, Open Society Foundation, 2001.

NERONE, John « The historical roots of the normative model of journalism », dans : *Journalism*, Vol. 14, No. 4, 2012 pp. 446-458.

NIELSEN, Rasmus Kleis et KUHN, Raymond, « Political Journalism in Western Europe : Change and Continuity » dans : *Political Journalism in Transition. Western Europe in a Comparative Perspective*, ed. par Raymond KUHN et Rasmus Kleis NIELSEN, London : I. B. Tauris, pp. 1-27.

NORTH, Douglas C., *Institutions, Institutional Change, and Economic Performance*, Cambridge University Press, 1990.

OFFE, Claus, « Democracy in crisis: two and a half theories about the operation of democratic capitalism », https://www.opendemocracy.net/claus-offe/democracy-in-crisis-two-and-half-theories-about-operation-of-democratic-capitalism, 2012.

O'DONNELL, Guillermo, *Transitions from authoritarian rule. Tentative conclusions about uncertain democracies*, Johns Hopkins University Press, 1986.

O'DONNELL, Guillermo, *Modernization and Bureaucratic Authoritarianism*, University of California, 1973.

OEVERMANN, Ulrich, ALLERT, Tilman, KONAU, Elisabeth, « Zur Logik der Interpretation von Interviewtexten », dans : *Hermeneutisch lebensgeschichtliche Forschung*, ed. par HEINZE, Thomas, tome 2, Fernuniv. Hagen, 1984.

OLIVESI, Stéphane, « De la politique du discours : éléments pour une analyse critique du discours politique », dans : *Quaderni*, Vol. 24, No. 1, 1994, pp. 9-25.

OPREA, Marius, « Vingt ans de transition à la roumaine : des communistes et de Ceausescu à l'OTAN », dans : *Roumanie, vingt ans après: La « Révolution » Revisitée*, ed. par Catherine DURANDIN et Guy HOEDTS, diploweb.com, 1990, pp. 38-47.

PAGE, Benjamin, « The Mass-Media as Political Actors », dans : *Political Science & Politics*, 1996, Vol. 29, No. 1, p. 20-24.

PALDAM, Martin, SVENDSEN, Gert Tinggaard, « Missing Social Capital and the Transition in Eastern Europe », dans : *Journal for Institutional Innovation, Development and Transition*, Vol. 5, 2001, pp. 21-34.

PAN, Zhongdang, CHAN, Joseph Man, « Shifting Journalistic Paradigms How China's Journalists Assess 'Media Exemplars' », dans : *Communication Research*, Vol. 30, No. 4, 2003, pp. 649-682.

PARETO, Vilfredo, *Traité de sociologie générale*, dans: Œuvres complètes, vol. XII, Paris, 1968.

PASCHAL, Preston, *Making the News. Journalism and News Cultures in Europe*, London, Routledge, 2009.

PASSERON, Jean-Claude, *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Essais & Recherches, Nathan, 1991, p. 368.

PATTON, Michael, *Qualitative evaluation and research methods*, Sage, 1990.

PATTERSON, Thomas E., *Out of order : An incisive and boldly original critique of the news media's domination of America's political process*, Knopf Doubleday Publishing Group, 2011.

PELINKA, Anton, « The rise of Populism », dans : *Democracy, Populism and Minority Rights. Socialist Group in the European Parliament*, ed. par Hannes SWOBODA et Jan Marinus WIERSMA, 1998, pp. 39-48.

PERLOFF, Richard M., « A Three-Decade Retrospective on the Hostile Media Effect », dans : *Mass Communication and Society*, 2015, Vol. 18, No. 6, pp.701-729.

PERSONAL NARRATIVES GROUP, « Truths », dans : *Interpreting Women's Lives*, ed. par PERSONAL NARRATIVES GROUP, Indiana University Press, 1989, pp. 263-264.

PETRE, Raluca, *Journalism in Times of Major Changes ; Critical Perspectives*, tritonic, 2012.

PETROVSZKY, Konrad, TICHINDELEANU, Ovidiu, « Capital, Politics, and Media Technology. Making Sense of the Romanian Revolution », dans : Romanian Revolution Televised : Contributions to the Cultural History of Media, ed. par Konrad PETROVSZKY et Ovidiu TICHINDELEANU, Cluj: Idea Design and Print, 2011, p. 29-63.

PIERSON, Paul, *Politics in Time : History, Institutions and Social Analysis*, Princeton University Press, 2004.

PIERSON, Paul, SKOCPOL, Theda, « Historical Institutionalism in Contemporary Political Science », dans : Political Science: State of the Discipline, ed. par Ira Katznelson et Helen V. Milner, 2002,W.W. Norton, pp. 693-721.

PIOTTE, Jean-Marc, *La pensée politique de Gramsci*, Éditions Parti-Pris, 1970.

PLAISANCE, Patrick Lee et Skewes, Elizabeth A., « Personal and Professional Dimensions of News Work : Exploring the Link Between Journalis' Values and Roles », dans : *Journalism & Mass Communication Quarterly*, Vol. 80, No. 4, 2003, pp. 813-848.

PLASSER, Fritz « From Hard to Soft News Standards ? How Political Journalists in Different Media Systems Evaluate the Shifting Quality of News », dans : *The Harvard International Journal of Press/Politics*, Vol. 10, 2005, pp. 47-68.

POP, Liliana, *Democratising Capitalism ? The political economy of post-communist transformation in Romania, 1989-2001*, Manchester University Press, 2006.

POWELL, Walter W., DIMAGGIO, Paul J. (Eds.), *The New Institutionalism in Organizational Analysis*, University of Chicago Press, 1991.

POWELL, Walter W., COLYVAS Jeanette Anastasia, « New Institutionalism », dans : International Encyclopedia of Organization Studies, ed. par Stewart R. Clegg et James R Bailey, Sage Publications, 1994.

PRIDHAM, Geoffrey, « The International Context of Democratic Consolidation : Southern Europe in Comparative Perspective » dans : *The Politics of Democratic Consolidation. Southern Europe in Comparative Perspective*, ed. par GUNTHER, Richard, DIAMANDOUROS, Nikiforos P., PUHLE, Hans-Jürgen, Johns Hopkins University Press, 1995, pp. 166-203.

PRZEWORSKI, Adam, « Democracy and economic development », dans : *The evolution of political knowledge : Democracy, Autonomy and the conflict in comparative and international politics*, ed. par Edward D. MANSFIELD et Richard SISSON, Thomson-Shore, 2004, pp. 300-324.

PRZEWORSKI, Adam, « Democracy as a contingent outcome of conflicts », dans : *Constitutionalism and Democracy*, ed. par Jon ELSTER et Rune SLAGSTAD, Cambridge University Press, 1988, pp. 59-81.

PRZEWORSKI, Adam, ALVAREZ, Michael M., CHEIBUB, Jose Antonio, LIMONGI, Fernando Papaterra, *Democracy and development*, Cambridge University Press, 2000.

PUTNAM, Robert D., PHARR, Susan J. *Disaffected Democracies : What's Troubling the Trilateral Democracies*, Princeton University Press, 2000.

PRZEWORSKI, Adam, *Democracy and the Market : Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*, Cambridge University Press, 1991.

RADULESCU-MORTU, Constantin, « Conceptia conservatoare si progresul », dans : *Scrieri politice*, Ed. Nemira, 1998.

REINHARZ, Shulamit, *Feminist methods in qualitative research,* Oxford University Press, 1992.

REDDEN, Guy « Networking Dissent : The Internet and the Anti-Globalisation Movement », dans : *Mots Pluriels*, 2001, No.18.

RIEFFEL, Rémy, *Que sont les médias ? Pratiques, identités, influences*, Gallimard, 2005.

RILEY, Dylan J., « Hegemony, Democracy, and Passive Revolution in Gramsci's Prison Notebooks », dans : *California Italian Studies*, Vol. 2, No. 2., 2011.

RINGOOT, Roselyne et RUELLAN, Denis « Ordre, flou et dispersion. Le journalisme comme invention permanente et collective », dans : *Brazilian Journalism Research*, Vol. 3, No. 2, 2007, pp. 67-76.

ROPER, Steven D., « The Influence of Romanian Campaign Finance Laws on Party System Development and Corruption », dans : *Party Politics*, Vol. 8, No. 2, pp. 175-192.

ROSE, Richard, « Getting things done in an Antimodern Society : Social Capital Networks in Russia » dans : *Worldbank : Social Capital Initiative Working Paper,* No. 6, 1999.

ROULSTON, Kathryn J., *Reflective Interviewing : A Guide to Theory and Practice,* Sage, 2011.

RUSTON, Ursula, « Romania : Lost planet in the Gutenberg Galaxy », dans : *Index on Censorship*, Vol. 20, No. 1, 1991, pp. 5-6.

SADOWSKI, Christine M., « Autonomous Groups as Agents of democratic change in communist and post-communist Eastern Europe », dans : *Political Culture and Democracy in developing Countries*, ed. par Larry DIAMOND, Lynne Rienner Publishers,1994, pp. 155-187.

SCHMITTER, Philippe, « A Balance Sheet of the Vices and Virtues of Populisms », travail préparé pour la conférence « The Challenge of the New Populism » du 10 et 11 Mai 2006 à Sofia, Bulgarie.

SCHUDSON, Michael, « Autonomy from what », dans : *Bourdieu and the Journalistic Field*, dir. par Rodney BENSON et Erik NEVEU, Polity Press, 2005, pp. 214-233.

SCHUDSON, Michael, *The power of news*, Harvard University Press, 1995.

SELEJAN-GUTAN, Bianca, *The Constitution of Romania : A Contextual Analysis,* Hart Publishing, 2015.

SEVERIN, Andrei, « Romania. The Transition from Democracy to Populism », dans : *Democracy, Populism and Minority Rights*, ed. par Hannes SWOBODA et Jan Marinus WIERSMA, Socialist Group in the European Parliament, 1998, pp. 101-110.

SHAFIR, Michael, « From Historical to "Dialectical" Populism : The Case of Post-Communist Romania », dans : *Canadian Slavonic Papers*, Vol. 50, No. 3-4, 2008, pp. 425-470.

SHOEMAKER, Pamela J., REESE, Stephen D., *Mediating the message : Theories of influences on mass media content,* (2nd ed.), Longman.

SHOWSTACK, Anne Sassoon, *Approaches to Gramsci*, Writers & Readers, 1982.

SILVA, Fernanda Mauricio, « Journalism as a cultural practice: a brief historical analysis of the journalism values of the Globo and BBC networks », dans : *MATRIZes*, Vol. 4, No. 2, 2011, pp. 239-251.

SKOVSGAARD, Morten, ALBAEK, Erik, BRO, Peter, DE VREESE, Claes, « A reality check : How journalists' role perceptions impact their implementation of the objectivity norm », 2012, dans : *Journalism*, Vol. 14, No. 122, 2013, pp. 22-42.

SKOVSGAARD, Morten, ALBAEK, Erik, BRO, Peter DE VREESE, Claes, « Media Professionals or Organizational Marionettes. Professional Values

and Constraints of Danish Journalists », dans : *The Global Journalist in the 21th century*, ed. par David Hugh WEAVER et Lars WILNAT, Routledge, 2012, pp. 155-170.

SMITH, Glen S., « Politicians and the News Media : How Elite Attacks Influence Perceptions of Media Bias », dans : *The International Journal of Press/ Politics*, Vol. 15, No. 3, 2010, pp. 319- 343.

SMITHEY, Lee, KURTZ, Lester R. « We have bare hands » : Nonviolent social movements in the Soviet Bloc », dans : *Nonviolent Social Movements : A geographic perspective* ed. par Stephen ZUNES, Lester R. KURTZ et Sarah Beth ASHER, Blackwell, 1999, pp. 96-124.

SOARE, Sorina « Les parties et le système de partis politiques en Roumanie à la veille de l'élargissement de 2007 », dans : *Synergies Roumanie*, Vol. 1, 2006, pp. 76-88.

SPARKS, Colin, READING, Anna, *Communism, Capitalism and the Mass Media*, Sage Publications, 1998.

SPILCHAL, Slavko, « Imitative Revolutions Changes in the Media and Journalism in East-Central Europe », dans : *Democratization and the Mass Media in Europe and Asia*, Vol. 8, No. 4, 2001, pp. 31-58.

SPILCHAL, Slavko, *Principles of Publicity and Press Freedom*, Rowman & Littlefield, 2001.

STRAUSS, Anselm, *Les trames de la négociation*, Paris, L'Harmattan, 1992.

STRAUSS, Anselm, CORBIN, Juliet, *Basics of Qualitative Research : Grounded Theory Procedures and Techniques*, Sage, 1990.

STRÖMBÄCK, Jesper, « In search of a Standard : four models of democracy and their normative implications for journalism », dans : *Journalism Studies*, Vol. 6, No. 3, 2005, pp. 331-345.

SUTHERLAND, Edwin, *White Collar Crime*, Holt, Rinehart & Winston, 1949.

SUTHERLAND, Edwin, *Principles of Criminology*, University of Chicago Press, 1924.

THOMAS, Gary, JAMES, David, « Reinventing grounded theory : some questions about theory, ground and discovery », dans : *British Educational Research Journal*, Vol. 32, No.6, 2006, pp. 767-795.

TISMANEANU, Vladimir, *Spectrele Europei Centrale*, Polirom, 2015.

TISMANEANU, Vladimir, « Démocratie, mémoire et vérité », dans : *La Roumanie face à son passé communiste : Mémoires et cultures politiques,* dir. par Alexandru Gussi, L'Harmattan, 2011, pp. 9-10.

TISMANEANU, Vladimir, *Fantoma lui Gheorghiu-Dej*, Humanitas, 1995.

TREPTOW, Kurt W., « Populism and Twentieth century romanian politics », dans : *Populism in Eastern Europe : Racism, Nationalism, and Society*, ed. par Joseph HELD, Eastern European Monographs, pp. 197-219.

TRESCH, Anke « Politicians in the Media : Determinants of Legislators' Presence and Prominence in Swiss Newspapers », dans : *The International Journal of Press/Politics*, 2009, Vol. 14, No. 1, p. 67-90.

TUDOROIU, Theodor, « *Identity Change and the Hegemony of Western Values. The Security Regime of Post-Communist Central And Eastern Europe* », présentation à l'occasion de International Studies Association, 45th Annual Convention, Montreal, 17-20 mars, 2004.

URTEAGA, Eguzki « La précarité des journalistes locaux », dans : *LAPURDUM. Revue d'études basques*, Vol. 6, No. VI, 2001, pp. 369-389.

VACCA, Giuseppe, *Appuntamenti con Gramsci. Introduzione allo studio dei « Quaderni del carcere »*, Carocci, 1999.

VALLONE, Robert P., ROSS, Lee et LEPPER, Mark R., « The hostile media phenomenon : Biased perception and perceptions of media bias in coverage of the Beirut massacre », dans : *Journal of Personality and Social Psychology*, Vol 49, No. 3, 1985, pp. 577-585.

VAN DALEN, Arjen « Different roles, different content ? A four-country comparison of the rôle conceptions and reporting style of political journalists », dans : *Journalism*, Vol. 13, No. 7, 2012, pp. 903–922.

VAN DIJK, Teun, « Critical Discourse Analysis », dans : *Handbook of Discourse Analysis*, ed. par Deborah TANNEN, Deborah SCHIFFRIN et Heidi E. Hamilton, Blackwell, 2001, pp. 352-371.

VAN DIJK, Teun A., « What is Political Discourse Analysis ? », dans : *Political linguistics*, ed. par Jan BLOMMAERT et Chris BULCEAN, Benjamins, 1997.

VAN DIJK, Teun A., « Principles of critical discourse analysis », dans : *Discourse and Society*, Vol. 4, No. 2, 1993, pp. 249-283.

VOICU, Bogdan, « Riscurile politicilor de dezvoltare bazate pe formarea capitalului social » dans : *Sociologie Românească*, No. 1, 2008, pp. 11-25.

VOLTMER, Katrin, WASSERMAN, Herman, « Journalistic norms between universality and domestication : Journalists' interpretations of press freedom in six new democracies », dans : *Global Media and Communication*, Vol. 10, No. 2, 2014, pp. 177–192.

WALKER, Christopher, *The Authoritarian Dead End : The Arab Spring's Implications for the former Soviet Union*, Freedom House, Nations in Transit., 2011.

WALKER, Christopher et HABDANK-KOLACZKOWSKA, Sylvana, *Fragile Frontier. Democracy's growing vulnerability in central and southeastern Europe*, 2012, Freedom House : Nations in Transit.

WANG, Junling, « A Critical Discourse Analysis of Barack Obama's Speeches », dans : *Journal of Language Teaching and Research*, Vol. 1, No. 3, 2010, pp. 254-261.

WEAVER, David Hugh, WILHOIT Cleveland G., *The American Journalist in the 1990s : U.S. News People at the End of an Era*, Psychology Press, 1996.

WEBER, Max, *Economie et société, tome 1 : Les Catégories de la sociologie*, Pocket, 2003.

WEISS, Robert S., *Learning from strangers : The Art and Method of Qualitative Interview Studies,* Simon and Schuster, 1995.

WILLIAMS, Raymond, *Marxism and Literature*, Oxford University Press, 1977.

WODAK, Ruth, MEYER, Michael, « Critical Discourse Analysis : History, Agenda, Theory, and Methodology », dans : *Methods for Critical Discourse Analysis*, ed. par Ruth WODAK et Michael MEYER, Second Edition, SAGE, 2009, pp. 1-34.

WODAK, Ruth, MEYER, Michael (Eds.), *Methods of Critical Discourse Analysis*, Sage, 2009.

WOLTON, Dominique, « La communication politique : construction d'un modèle », dans : *Hermés. Une revue de l'Institut des sciences de la communication du CNRS*, No. 4, 1989, pp. 27-42.

WU, Wei, WEAVER, David, JOHNSON, Owen V., « Professional Roles of Russian and Us Journalists : A Compartive Study », dans : *Journalism & Mass Communication Quarterly*, Vol. 73, No. 3, 1996, pp. 534-548.

ZARYCKI, Tomasz, *Ideologies of Eastness in Central and Eastern Europe*, Routledge, 2014.

ŽIŽEK, Slavoj, *Tarrying with the Negative : Kant, Hegel, and the Critique of Ideology*, Duke University Press1993b, p.200.

Presse et Medias

ADEVARUL, « Sorin Ovidiu Vîntu : 'Ziariştii de la Realitatea îl urăsc pe Băsescu mai rău decât îl urăsc eu' », dans : *Adevarul.ro*, le 12 octobre 2011 (http://adevarul.ro/news/societate/video-exclusiv-sorin-ovidiu-Vîntu-ziaristii-realitatea-urasc-basescu-mai-rau-decat-urasc-eu-1_50ad99a87c42d5a66397f3ca/index.html).

ANDRONIC, Dan, « Ce înseamnă să fii băsist. Tu ce părere ai ? », dans : *Evenimentul Zilei*, le 20 janvier 2014 (http://www.evz.ro/ce-inseamna-sa-fii-basist-1077755.html).

ANTONESEI, Liviu, « Modernizarea şi 'paradigma feminină' a României. Pamflet duios, în şapte părţi », dans : *voxpublica*, le 12 novembre 2009 (http://voxpublica.realitatea.net/politica-societate/modernizarea-si-%E2%80%9Eparadigma-feminina%E2%80%9D-a-romaniei-pamflet-duios-in-sapte-parti-13797.html).

ANTONIU, Gabriela, « Ion Iliescu, despre Băsescu: Din serialul lui cu "mogulii", şi alte bazaconii, a rămas doar această sechelă jalnică - "comunişti" », dans: *Jurnalul National*, le 5 février 2012 (http://jurnalul.ro/special-jurnalul/interviuri/ion-iliescu-despre-basescu-din-serialul-lui-cu-mogulii-si-alte-bazaconii-a-ramas-doar-aceasta-sechela-jalnica-comunisti-603409.html).

AVADANI, Ioana, « Criza din presă : Un cost pe care nu-l calculează nimeni », dans : *cursedeguvernare.ro*, le 9 mai 2013 (http://cursdeguvernare.ro/ioana-avadani-criza-din-presa-un-cost-pe-care-nu-l-calculeaza-nimeni.html).

AVRAM, Liviu, « Realitatea TV va arata poporului roman ce valoare personala am », dans : *Hotnews.ro*, le 8 février 2006 (http://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1190666-realitatea-arata-poporului-roman-valoare-personala.htm).

AVRAMESCU, Lucian, « Ziaristul devine obiectiv strategic », dans : *Jurnalul National*, le 25 mars 2008 (http://jurnalul.ro/editorial/ziaristul-devine-obiectiv-strategic-120522.html).

B1.RO, « Odă patronului iubit la Antena 3 : 'Apologie a prostului gust', 'Pupincurism pro Voiculescu' », dans : *B1.ro*, le 28 juin 2011 (http://www.b1.ro/stiri/eveniment/oda-patronului-iubit-la-antena-3-apologie-a-prostului-gust-pupincurism-pro-voiculescu-7175.html).

CHIRIEAC, Bogdan, « Afaceri de zeci de milioane de euro de la bugetul statului », dans : *Institutul pentru Cercetari Politice*, le 17 aout 2010 (http://icp.org.ro/afaceri/bogdan-chirieac-afaceri-de-zeci-de-milioane-de-euro-de-la-bugetul-statului.htm).

COMANESCU, Iulian, « 9 criterii de judecat presa », dans : *Dilema Veche*, juin 2013.

COZMEI, Victor et DINU, Carla, « Dan Voiculescu a fost condamnat la 5 ani de inchisoare cu executare. Prejudiciul de recuperat : peste 60 milioane de euro. Sentinta nu este definitiva », dans : *Hotnews.ro*, le 26 septembre 2013 (http://anticoruptie.hotnews.ro/stiri-anticoruptie-15654066-tribunalul-bucuresti-putea-pronunta-joi-sentinta-dosarul-lui-dan-voiculescu-privind-privatizarea-ica.htm).

CRISTOIU, Ion, « Autovictimizarea de telenovelă », dans : *Jurnalul National*, le 20 mars 2008 (http://jurnalul.ro/editorial/autovictimizarea-de-telenovela-120094.html).

CULCER, Rodica, « Puterea mogulilor », dans : *Evenimentul Zilei*, le 13 février 2009.

DAN, Oana, « De la ziaristul procuror, la ziaristul ingenuncheat », dans : *Romaniadela0.ro*, le 4 mars 2013 (http://www.dela0.ro/20-de-ani-de-presa-libera).

ENE DOGIOIU, Ioana, « Cristian Patrasconiu, o executie profesionala », dans : *Ziare.com*, le 4 août 2009 (http://www.ziare.com/cornel-nistorescu/cotidianul/cristian-patrasconiu-o-executie-profesionala-842004).

ERNU, Vasile, « De la Gulag la stenograme sau cum am devenit radical », dans : *CriticAtac.ro*, le 26 octobre 2010 (http://www.criticatac.ro/2376/de-la-gulag-la-stenograme-sau-cum-am-devenit-radical/).

EVENIMENTUL ZILEI, « Campionii publicitatii lui Nastase - audienta confidentiala », dans : *Hotnews.ro*, le 16 mars 2005 (http://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1236722-campionii-publicitatii-lui-nastase-audienta-confidentiala.htm).

EVENIMENTUL ZILEI, « Nistorescu : scandalul, condus de serviciile secrete şi de Cotroceni », dans : *Evenimentul Zilei*, le 5 août 2009 (http://www.evz.ro/nistorescu-scandalul-condus-de-serviciile-secrete-si-de-cotroceni-862294.html).

GESSANT, Pauline, ANA, Ruxandra, « Roumanie et liberté de la presse. Rapport « Good Bye to Freedom 2008 », dans : *Le Taurillon - magazine eurocitoyen*, mercredi 20 août 2008 http://www.taurillon.org/Roumanie-et-liberte-de-la-presse).

LOVIN, Tiberiu, « Mireal Corlatan a fost concediata », dans : *Reportervirtual.ro*, le 5 août 2009 (http://www.reportervirtual.ro/2009/08/mirela-corlatan-a-fost-concediata.html).

LOVIN, Tiberiu, « Demisii noi la Cotidianul », dans: *Reportervirtual.ro*, le 31 août 2009 (http://www.reportervirtual.ro/2009/08/demisii-noi-la-cotidianul.html).

HALPERT, Adrian, « Unde se duc mogulii când se duc ? … », dans : *Reportervirtual.ro*, le 4 decembre 2012 (http://www.reportervirtual.ro/2012/12/unde-se-duc-mogulii-cand-se-duc-Vîntu -patriciu-voiculescu-marire-si-decadere.html).

HOTNEWS.RO, Stenogramele secrete ale PSD (III), dans : *Hotnews.ro*, le 25 novembre 2004 (http://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1249806-stenogramele-secrete-ale-psd-iii.htm).

IRIMESCU, Bogdan, « Stelian Negrea a câştigat procesul de 100.000 de euro cu Dan Voiculescu », dans : *Reportervirtual.ro*, le 19 mai 2014 (http://www.reportervirtual.ro/2014/05/stelian-negrea-a-castigat-procesul-de-100-000-de-euro-cu-dan-voiculescu.html).

JURNALUL.RO, « Mihai Gâdea, la Interviurile jurnalul.ro : Lupta cu sistemul băsist nu s-a terminat », dans : *Jurnalul National*, le 12 fevrier 2015 (http://jurnalul.ro/stiri/observator/mihai-gadea-la-interviurile-jurnalul-ro-lupta-cu-sistemul-basist-nu-s-a-terminat-684787.html).

MOGA, Camelia, « Cornel Nistorescu l-a concediat pe Cristian Patrasconiu de la Cotidianul », dans : *Hotnews.ro*, le 3 août 2009 (http://economie.hotnews.ro/stiri-media_publicitate-6020771-cornel-nistorescu-concediat-cristian-patrasconiu-cotidianul.htm).

MOGA, Camelia, « Cornel Nistorescu l-a concediat pe Cristian Patrasconiu de la Cotidianul », dans : *Hotnews.ro,* le 3 août 2009 (http://economie.hotnews.ro/stiri-media_publicitate-6020771-cornel-nistorescu-concediat-cristian-patrasconiu-cotidianul.htm).

MONITORUL EXPRESS, Adrian Năstase împarte publicitatea de stat, dans : *Monitorul* Express, le 22 juillet 2004 (http://www.monitorulexpres.ro/index.php?mod=monitorulexpres&p=politic&s_id=4979).

Morar, Ioan T., « Editorial - Isus judecat la Antena 3 », dans : *9am.ro*, le 21 janvier 2008 (http://www.9am.ro/stiri-revista-presei/2008-01-21/editorial-isus-judecat-la-antena-3.html).

NISTORESCU, Cornel, « Statul fentat de el însuşi ! », dans : *Cotidianul*, le 3 août 2009 (http://ziarero.antena3.ro/articol.php?id=1249254551).

PALATUL SUTU, « Cînd viaţa e de căcat, iar unora le place mirosul », dans : *Vechiul.sutu.ro*, le 3 août 2009 (http://vechiul.sutu.ro/2009/08/03/cind-viata-e-de-cacat-iar-unora-le-place-mirosul/).

PARVULESCU, Cristian, « Despite fraud charges, elections will keep Romania on EU track », dans : *euractiv.com*, le 8 decembre 2004

(https://www.euractiv.com/section/enlargement/interview/parvulescu-despite-fraud-charges-elections-will-keep-romania-on-eu-track/).

POPESCU, Cristian Tudor, « Un glont pentru presa », dans : *Gandul*, le 23 juin 2010

RACARU, Constantin, « Practicile presei si siguranta nationala », dans : *Ziare.com*, le 23 juin 2010 (http://www.ziare.com/media/presa/practicile-presei-si-siguranta-nationala-1023828).

RACARU, Constantin, Traian Basescu la RTV, un strop de normalitate (Opinii), dans : *Ziare.com*, le 24 mars 2011 (http://www.ziare.com/basescu/stiri-traian-basescu/traian-basescu-la-rtv-un-strop-de-normalitate-1083800)).

REPORTERVIRTUAL.RO, « Cotidianul dupa Nistorescu : un ziar fara nume », dans : *Reportervirtual.ro*, le 18 août 2009 (http://www.reportervirtual.ro/2009/08/cotidianul-dupa-nistorescu-un-ziar-fara-nume.html).

ROGOZANU, Costi, « Al şaselea mogul rău din media : rapoartele despre presă şi ce uită ele să spună », dans : *CriticAtac.ro*, le 28 aout 2015 (http://www.criticatac.ro/28201/al-aselea-mogul-ru-din-media-rapoartele-despre-pres-ce-uit-ele-spun/).

SAFTOIU, Claudiu, « Naşul presei politice », dans : *Jurnalul National*, le 21 mars 2008 (http://jurnalul.ro/editorial/nasul-presei-politice-120204.html).

SERBANESCU, Tia, « Dacă nu e caracter, nici credibilitate nu e », dans : *Revista22*, le 1 septembre 2009 (http://revista22.ro/6498/.html).

STAN, Valentin, « Băsescu şi “amibele” lui jurnalistice ! », dans : *Jurnalul National*, le 22 mars 2008 (http://jurnalul.ro/editorial/basescu-si-amibele-lui-jurnalistice-120275.html).

STAREA PRESEI, « Liviu Avram pleaca de la 'Cotidianul' », dans : *Stareapresei.ro*, le 11 août 2009 (http://www.stareapresei.ro/starea-presei-liviu-avram-pleaca-de-la-cotidianul/).

STIRILEPROTV.RO, « 'Sa-ti fie rusine, Dinu Patriciu'. Istoria unei expresii care a devenit celebra in Romania. VIDEO », dans : *Stirileprotv.ro*, le 19 aout 2014 (http://stirileprotv.ro/stiri/actualitate/sa-ti-fie-rusine-dinu-patriciu-istoria-unei-expresii-care-a-devenit-celebra-in-romania-video.html).

TERTRAIS, Marine, « Les médias partie intégrante du phénomène Le Pen/FN ? Entretien de Jacques Le Bohec », dans : *JolPress*, le 13 octobre 2013 (http://www.jolpress.com/fn-medias-phenomene-le-pen-front-national-jacques-le-bohec-article-822328.html).

TICHIINDELEANU, Ovidiu, PETROVSKY, Konrad, « Revolutia televizata : Tranzitia prin satelit si cablu », *CriticAtac.ro*, le 22 décembre 2011 (http://www.criticatac.ro/12581/revolutia-televizata-tranzitia-prin-satelit-si-cablu/).

TOLONTAN, Catalin, « Nastase a solidarizat Presa, Actuala Putere o Delegitimeaza. Doua articole grave despre media au aparut ieri si azi. In spatele lor e mult mai mult », dans : *Tolo.ro*, le 22 avril 2009 (http://www.tolo.ro/2009/04/22/nastase-a-solidarizat-presa-actualul-guvern-o-degradeaza/).

VIJULIE, Elena, « Cum îl ajută Vântu şi Voiculescu pe Traian Băsescu », dans : *Romania Libera*, le 9 août2010 (http://www.romanialibera.ro/opinii/editorial/cum-il-ajuta-Vîntu -si-voiculescu-pe-traian-basescu-196067).

VOINEA, Mihai, DELCEA, Cristian, « VIDEO INTERVIU. Cătălin Tolontan : ‘Pericolul e să dizolvăm regulile presei, iar ceea ce rămâne să numim tot presă’ », dans : *Adevarul*, le 23 septembre (http://adevarul.ro/news/societate/video-interviu-catalin-tolontan-pericolul-e-dizolvam-regulile-presei-ceea-ramane-numim-presa-5602cc28f5eaafab2ceafd85/index.html).

Rapports

BERTELSMAN FOUNDATION, *Bertelsman Transformation Index*, 2006.

CENTRE POUR JOURNALISME INDEPENDANT, *Starea sectorului mass-media din Romania in 2014*, Centre pour Journalisme Indépendant, 2014.

ENACHE, Mihaela, *Ghidul drepturilor salariatului pentru ziarişti*, ActiveWatch Romania, 2008 (http://www.activewatch.ro/Assets/Upload/files/ghidul%20drepturilor%20salariatului%20pentru%20ziaristi%20web.pdf), consulté en mai 2013.

GHINEA, Cristian, MUNGIU-PIPPIDI, Alina, *Media policies and regulatory practices in a selected set of European countries, the EU and the Council of Europe : The case of Romania*, Mediadem – European Commission, 2010.

HABDANK-KOLACZKOWSKA, Sylvana, *Nations in Transit 2014*, Freedom House, 2014.

INITIATIVE MEDIA ROMANIA, *MediaFactBook*, Initiative Media Romania,2009.

OZON, Sorin, CANDEA, Stefan, *Dinozaurii Presei*, dossier d'investigation du Centre Roumain de Journalisme d'Investigation, 2005.

PREOTEASA, Manuela, SCHWARTZ, Andrei, *The men who bit the (watch) dog. Report on media ownership patterns in post-communist Romania*, Center for Media Transparency, 2015 (http://transparencycentre.org/pdf/report.pdf).

STANCIU, Teodora, ENACHESCU, Oana, *Media Freedom report*, Association Européenne des Journalistes, octobre 2012.

SUTOUR, Simon, BILLOUT, Michel, BOURZAI, Bernadette, HUMBERT, Jean-Francois, MORIN-DESAILLY, Catherine, *Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires européennes (1) sur la*

Bulgarie et la Roumanie: la transition inachevée, Sénat, Session Extraordinaire de 2011-2012.

TRANSPARENCY INTERNATIONAL ROMANIA, *The National Integrity System Study*, ed. par Victor ALISTAR et Henry RAMMELT, Transparency International Romania, 2010.

ULMANU, Alexandru Bradut, « Media Landscapes : Romania », dans : *European Journalism Centre*, 2014 (http://ejc.net/media_landscapes/romania).

U.S. DEPARTMENT OF STATE, BUREAU OF DEMOCRACY, « Human Rights and Labor : 2012 Human Rights Report : Romania », dans : *Country Reports on Human Rights Practices for 2012*.

WORLD JOURNALISM EDUCATION COUNCIL, *WJEC-3 Syndicate Report*, 2013, Mechelen, Belgium.

Autres

BADEA, Dan, « Interlopul Cornel Nistorescu, între Mititelu, Vîntu şi Măgaru, dans : Danbadea.net, le 1 septembre 2009 (http://www.danbadea.net/2009/09/01/interlopul-cornel-nistorescu-intre-mititelu-Vîntu-si-magaru/).

CARAGIALE, Ion Luca, *Opere*, vol. 4, Editura pentru Literatură, 1965.

CORLATAN, Mirela, « Scrisoare deschisa pentru Sorin Ovidiu Vîntu », le 3 août 2009 (http://dilemediatice.blogspot.de/2009/08/scrisoare-deschisa-pentru-sorin-ovidiu.html).

CORLATAN, Mirela, « Cazul Corlatan », le 7 août 2009 (http://dilemediatice.blogspot.ro/2009/08/cazul-corlatan.html).

COMARNESCU, Petru, dans un article de l'hiver 1932 de l'hebdomadaire Stanga.

DRAGHICESCU, Dumitru, *Din psichologia poporului roman*, Libraria Leon Alcaly, 1907.

ELIADE, Mircea, *Memorii*, Ed. Humanitas, 1990.

Sindicatul Român al Jurnaliştilor MediaSind (http://www.mediasind.ro/despre-noi).

Annexes

1. ENTRETIENS 2009 – 2013

Nom	Profession	Institution	Education	Age	Date de l'entretien
Avadani Ioana	Directrice exécutive	Centre pour Journalisme Independent	Ingénieur chimique/ Master en sociologie du journalisme	40-45 ans	Juin 2012
Avram Liviu	Rédacteur en chef adjoint	Cotidianul	Ingénieur aéronautique	40-45 ans	Aout 2009
Badicioiu Alexandra	Rédacteur media	Cotidianul	Diplôme en journalisme	30-35 ans	Aout 2009
Buscu Doru	Directeur éditorial	Realitatea-Catavencu/ Cotidianul	Ingénieur	40-45 ans	Juin 2012
Braileanu Razvan	Rédacteur politique	Revista 22	Diplôme en lettres	30-35 ans	Février 2010
Bogdan Sidonia	Reporteur politique	Romania Libera/ Jurnalul National	Diplôme en lettres	30-35 ans	Juin 2013
Chelemen Eugen	Editeur politique	Adevarul/ Realitatea TV	Diplôme en journalisme	30-35 ans	Juin 2012
Chiriac-Ralea Gabriela	Reporteur politique	Gandul	Diplôme en philosophie	40-45 ans	Juin 2013
Comanescu Iulian	Editorialiste politique	Evenimentul Zilei/Gandul	Etudes polytechniques	45-50 ans	Mars 2010
Culcer Rodica	Editorialiste politique/ Rédacteur en chef	Evenimentul Zilei/TVR	Diplôme en lettres	55-60 ans	Décembre 2009
Dan Oana	Journaliste Indépendant /Reporteur politique	Evenimentul Zilei	Diplôme en journalisme	25-30 ans	Juin 2012

Deoanca Adrian	Reporteur politique	Cotidianul	Doctorat en science politique	25-30 ans	Aout 2009
Dragotescu Corina	Rédacteur en chef	Adevarul	Ingénieur	50-55 ans	Juin 2012
Dulamita Ionut	Reporteur	Cotidianul	Diplôme en journalisme	25-30 ans	Aout 2009
Grosu Cristian	Ancien Redacteur en chef	Cotidianul	Diplôme en philosophie	45-50 ans	Décembre 2009
Ilie Costin	Reporteur politique/ Editeur	Jurnalul National/ Cotidianul	Diplôme en philosophie	30-35 ans	Aout 2009
Lupea Ioana	Rédacteur en chef adjoint	Evenimentul Zilei	Diplôme en lettres	40-45 ans	Juin 2012
Lupsa Cristian	Journaliste indépendant	Decat o Revista	Master en journalisme	30-35 ans	Juin 2013
Marian Mircea	Rédacteur/ éditorialiste politique	Adevarul/ Evenimentul Zilei	Ingénieur	40-45 ans	Juillet 2012
Martin Razvan	Analyste media	Active Watch (ONG)	Diplôme en sociologie	35-40 ans	Janvier 2010
Matei Sorina	Journaliste politique	B1 TV	Diplôme en lettres	35-40 ans	Juin 2012
Militaru Ana	Redacteur Media	Realitatea-Catavencu	Etudes de journalisme	25-30 ans	Aout 2009
Negoita Anca	Redacteur media	Ziarul Financiar	Etudes de journalisme	25-30 ans	Juin 2012
Negrea Stelian	Redacteur politique/ Chef de programme	Realitatea TV/Antena3	Etudes en économie	35-40 ans	Juillet 2013
Ozon Sorin	Journaliste indépendant /Reporteur politique	Jurnalul National/ Evenimentul Zilei	Ingénieur	40-45 ans	Juillet 2012
Pantazi Cristian	Rédacteur en chef	Hotnews.ro	Master en journalisme	35-40 ans	Juillet 2012
Pocotila Andreea	Rédacteur politique	Romania Libera	Diplôme en journalisme	25-30 ans	Juin 2012

Popescu Cristian Tudor	Editorialiste politique/ Ancien rédacteur en chef	Gandul/Adevarul	Ingénieur/ Docteur études cinéma	55-60 ans	Décembre 2009
Pora Andreea	Rédacteur politique	Evenimentul Zilei/Revista 22	Diplôme en lettres	40-45 ans	Décembre 2009
Preoteasa Manuela	Analyste média	Euractiv Romania (ONG)/ Hotnews	Diplôme en journalisme	35-40 ans	Janvier 2010
Rogozanu Costi	Editorialiste politique	Realitatea TV/ Cotidianul	Master en lettres	35-40 ans	Aout 2009
Sergiu Silviu	Rédacteur en chef adjoint	Evenimentul Zilei	Master en journalisme	30-35 ans	Juillet 2012
Tapalaga Dan	Editorialiste Politique/ Rédacteur en chef adjoint	Hotnews.ro	Master en journalisme	35-40 ans	Juin 2012
Toma Mircea	Activiste media	Active Watch	Doctorat en psychologie	55-60 ans	Janvier 2010
Tucheac Antonia	Rédacteur media	Cotidianul	Diplôme en économie	30-35 ans	Aout 2009
Turcescu Robert	Directeur de programme	Realitatea TV/B1 TV	Diplôme en journalisme	35-40 ans	Décembre 2009
Turturica Dan	Redacteur en chef	Romania Libera	Master en journalisme. Diplôme en cybernétique	40-45 ans	Décembre 2009
Ursulean Vlad	Journaliste independent /Ancien reporteur politique	Casa Jurnalistului/ Romania Libera	Diplôme en journalisme	25-30 ans	Juin 2013

2. GUIDE D'ENTRETIENS

I. Education, compréhension des règles, principes, compréhension de l'autorité, etc. Description de l'environnement, influence du politique ou pas, réduire au milieu journalistique, indépendance vs. soumission à qui, pourquoi. Vision sur le fonctionnement du milieu professionnel/de la rédaction/ de la profession journalistique (les mythes professionnels).

1. Comment est-ce que vous avez choisi de travailler dans le champ journalistique ?
2. Vous comprenez le journalisme comme profession ou comme mission ?
3. Qu'est-ce que vous comprenez par profession journalistique ?
4. Qu'est-ce que vous comprenez par mission journalistique ?
5. Comment est-ce que vous avez appris les principes du journalisme : dans le cadre de vos études de spécialité ou dans le champ professionnel ?
6. Qu'est-ce que vous comprenez par vos rôles de journaliste ?
7. Quelles sont les principes selon lesquelles vous vous guidez dans votre travail journalistique ?
8. Vous pensez que le milieu dans lequel vous travaillez agit-t-il selon des règles démocratiques ?
9. Votre rédaction agit-t-elle selon des règles établies ? Est-ce que vous avez un code déontologique/éthique que vous prenez en compte ?
10. Est-ce que vous saisissez des différences entre la rédaction actuelle et vos anciennes rédactions en ce qui concerne les règles ? Dans quel sens ?
11. Dans votre travail quotidien, vous appliquez plutôt vos règles personnelles, acquises pendant votre expérience professionnelle, les règles de la rédaction ou les règles de la société de presse pour laquelle vous travaillez ?
12. Qu'est-ce que vous comprenez par comportement éthique dans votre activité comme journaliste ?
13. Comment est-ce que la politique rédactionnelle influence-t-elle votre travail quotidien ?
14. Dans quelle des étapes de votre activité journalistique vous appliques les règles spécifiques de votre profession : pendant la collection de l'information ;

dans la relation avec vos sources ; dans la rédaction du texte ; dans la hiérarchisation des informations ?

15. Quelles sont les règles que vous appliques dans l'étape de collection de l'information ?

16. Selon quels principes vous vous guidez dans votre relation avec les sources ?

17. Quelles règles vous utilisez dans la rédaction des textes ?

18. Comment est-ce que vous décidez quelle information est la plus importante pour votre texte ?

II. On veut voir comment les journalistes traitent-ils avec les contraintes à l'intérieur de leur rédaction, ce qu'ils perçoivent comme pression, autorité, compromis, ce qu'ils 'doivent' faire et ce qu'ils 'voudraient' faire.

1. L'état de conflit est compris comme naturel, dans une rédaction. Quelles sont les causes les plus fréquentes qui produisent des conflits dans votre champ de travail ?

2. Avez-vous eu des conflits avec vos collègues ? De quelle nature ?

3. Avez-vous eu des conflits avec vos supérieurs ? De quelle nature ?

4. Qu'attendez-vous de vos supérieurs (éditeur/rédacteur en chef/directeur éditorial) ?

5. Avez-vous respecté les décisions de vos supérieurs même si elles ont été en conflits avec vos propres décisions ?

6. Comment est-ce que vous réagissez quand vous n'êtes pas d'accord avec les décisions de votre supérieur ?

7. Vous avez vécu, dans votre activité de journaliste, des conflits de valeurs ? Quelle était la nature de ces conflits ?

8. Le journalisme est une profession, mais aussi un business. Croyez-vous que les aspects économiques ont affecté vos décisions journalistiques ? Racontez des situations spécifiques.

9. Quelle est votre relation avec le département de marketing/ relations publiques/ventes ?

10. Il y a eu des situations quand un de ces départements ont essayé d'influencer vos décisions journalistiques ? Comment avez-vous réagi ?
11. Comment est-ce que votre rédaction/société de presse traite avec les fournisseurs de publicité ?
12. Il y a un partage des taches dans la rédaction en ce qui concerne les contrats de publicité ?
13. La majorité des sociétés de presse roumaines a une affiliation politique. Pensez-vous que le politique a une influence sur le contenu de la presse ?
14. Il y a eu des situations dans lesquelles vous avez senti des pressions politiques ?
15. Êtes-vous membre d'une association professionnelle/d'un syndicat que défend les journalistes ?
16. Qu'attendez-vous de la part de votre syndicat ?
17. Est-ce que vous remarquez un conflit entre ce que vous comprenez comme mission journalistique et votre activité quotidienne comme journaliste ?
18. Autres remarques....

STATUT

1. Est-ce que votre profession de journaliste vous a apporté des bénéfices dans certaines situations ? Racontez des situations...
2. Est-ce que vous avez profité/abusé de votre statut de journaliste et dans quelles situations ?
3. Est-ce que vous avez été discriminé à cause de votre profession ?
4. Comment décririez-vous l'image que le journaliste a dans l'environnement sociopolitique ?

DONNÉES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

1. Nom et prénom
2. Age
3. Sexe
4. Nationalité

5. La position du journaliste : rédacteur ; reporteur ; éditeur ; secrétaire de rédaction ; rédacteur en chef ; directeur éditorial.

6. Formation professionnelle : diplôme en journalisme ; études postuniversitaires en journalisme ; spécialisation en journalisme effectuée dans une école de journalisme ; formation dans la rédaction (études dans un autre domaine)

7. Expérience dans la presse : seulement dans la presse postcommuniste ; dans la presse communiste et postcommuniste

8. Expérience dans l'organisation actuelle : <1 an ; 1-3 ans ; 3-5 ans ; 5-10 ans ; >10 ans.

9. Le statut du journaliste : employé en CDI ; employé en CDD.

10. Le type de l'organisation :

A) selon le spécifique du canal : presse ; radiotélévision ; en ligne

B) selon le type de financement : institution publique ; institution privée

C) selon l'appartenance de l'organisation : société de presse roumaine ; société internationale.

Tableau 1 : Les médias roumains et leurs propriétaires.

Personnes	**Groupe de presse**	**Médias**
Adrian Sârbu (fondateur et ancien PDG Media Pro)	Central European Media Enterprises/Media Pro	Pro TV, Acasă, PRO.TV Internațional, PRO Cinema, Sport.ro, Mediafax, Info Pro, Gândul, Ziarul Financiar, Business Magazin, Maxim Romania, Playboy Romania MTV România, PubliMedia International.

Camelia Voiculesc(président),Dan Voiculescu (fondateur)	Intact Media Group	Antena 1, Antena 3, Antena Internațional, Happy Channel (Euforia TV).
Cozmin Horea Gușă et Maricel Păcuraru (copropriétaires), Sorin Ovidiu Vântu	Realitatea-Cațavencu	Realitatea TV, Realitatea FM, Academia Cațavencu, Radio Guerrilla
Dan Adamescu (propriétaire)	Medien Holding	Romania Libera.
Ioan et Viorel Micula (proprietaires)	Centrul Național Media	Național TV, Național 24 Plus.
Cristian Burci (actionnaire majoritaire), Dinu Patriciu (ancien propriétaire d'Adevărul)	Prima/SBS Broadcasting Group/Adevărul Holding	Prima TV, Adevărul, Click!
Michael Ringier	Ringier	*Libertatea*, *Capital*
Conseil administratif nommé par le Parlement	TVR (télévision publique)	TVR1, TVR2, etc.

Source : en.wikipedia.org/wiki/Media_of_Romania.

Tableau 2 : Les journaux analysés.

Journaux	Type	Orientation	Durée	Propriétaire(s)
Adevărul	Quotidien généraliste	Centre-gauche jusqu'en 2003 ; Centre-droite 2006-present	1989-présent	Dumitru Tinu – 1989-2003 Maria Tinu 2003-2006 Dinu Patriciu 2006-2014 Cristian Burci 204-present

Cotidianul	Quotidien généraliste	Centre-droite jusqu'en 2009 ; Centre-gauche 2009-present	1991-2009 2016-présent	Ion Ratiu 1991-2003 Realitatea-Catavencu (Sorin Ovidiu Vântu) 2006-2009 Cornel Nistorescu 2009-present
Evenimentul Zilei	Quotidien généraliste	Centre-droite	1992-present	Ion Cristoiu, Cornel Nistorescu 1992-1997 Cornel Nistorescu 1997-2003 Ringier 2003-2010 Bobby Paunescu 2010-2014 Dan Andronic 2014-present
Jurnalul National	Quotidien généraliste	Gauche	1993-present	Intact Media Group/Dan Voiculescu
Romania Libera	Quotidien généraliste	Centre-droite	1990-present	Petre Mihai Bacanu 1990-2000 WAZ 2000-2010 Medien Holding 2010-present

Source : en.wikipedia.org/wiki/List_of_newspapers_in_Romania.

Tableau 3 : Les chaînes d'information analysées.

Télévisions	**Type**	**Orientation**	**Durée**	**Propriétaires**
Antena 3	Chaîne d'information	Gauche	2005-present	Intact Media Group/Dan Voiculescu
B1TV	Chaîne d'information	Centre-droite 2001-2014 Centre-gauche 2014-present	2001-present	George Păunescu 2001-2010 Bobby Păunescu 2010-2012 Sorin Oancea 2012-present

Realitatea TV	Chaîne d'information	Centre-droite 2001-2009 Centre-gauche 2009-2013 Centre-droite 2013-present	2001-present	Silviu Prigoana 2001-2004 Sorin Ovidiu Vântu 2006-2011 Elan Schwatzenberg 2011-2013 Cozmin Horea Gușă, Maricel Păcuraru 2013-present

Source : en.wikipedia.org/wiki/Television_in_Romania.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Tableau 1 - Lettre ouverte à Sorin Ovidiu Vîntu 147
Tableau 2 - Les représentations de rôles et les valeurs professionnelles exprimées par les journalistes 201
Tableau 3 - L'épisode Băsescu – Ionut Cristache, journaliste politique « Antena 3 » 276

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE 5
Sigles et abréviations 6

INTRODUCTION GÉNÉRALE 7
Les rapports médias-politique dans la Roumanie post-communiste dans la littérature de spécialité 13
Problématique et questions de recherche 23
Contexte de l'analyse 26
Protocole d'investigation et choix des outils 28
Les avantages du qualitatif dans la recherche du journalisme 30
Expériences du travail empirique 32
Analyses de contenus et travail d'archives 38
Adopter l'approche de CDA pour les discours de Traian Băsescu 44
Annonce du plan 47

PREMIÈRE PARTIE : La constitution du champ journalistique après la chute du communisme. 49
Préambule : L'impact du modèle néolibéral sur la société roumaine postcommuniste 51
L'établissement de l'hégémonie occidentale en Roumanie dans la production discursive de ses élites culturelles. 59
Le modèle journalistique normatif états-unien et l'apparition de la presse pluraliste en Roumanie, après 1989. 68
CHAPITRE I. Un « champ » journalistique instable. Dynamiques de l'espace des médias en Roumanie. 71
Introduction 71
1. L'influence du cadre politique sur les médias pendant la transformation de régime 73
1.1. Les caractéristiques des configurations institutionnelles 77
1.2. Les élites politiques 81
1.3. Les relations presse-politique au début des années 1990 83
2. La libéralisation formelle de l'environnement informationnel 85
2.1. La législation sur la propriété de la presse, facteur favorable à la capture des médias 87
2.2. Les contrats de travail des journalistes 93
2.3. Le rôle des syndicats et des associations professionnelles pour la protection des journalistes. 96
3. La professionnalisation des journalistes – une contrainte artificielle ? 101
Conclusion – La cohabitation entre médias et politique. Les effets du primat du politique sur la structuration du champ journalistique. 108
CHAPITRE II. Les étapes de l'évolution des médias roumains entre 1990 et 2014. 112
Introduction 112
1. L'étape militante 1990-1994 : l'établissement des règles du jeu et la socialisation des journalistes par l'attachement « sincère » aux camps politiques. 115
2. L'étape du semi-autoritarisme ou l'« époque Nastase ». Les premiers signes d'influence politique sur le contenu des médias. 123
3. L'étape « libérale » de la presse entre 1996-2000 et 2004-2008 : la professionnalisation des journalistes et le pluralisme éditorial. 131
4. Le déclin des médias et des journalistes après 2008 : la presse comme acteur dans les luttes politiques 135
4.1. Sorin Ovidiu Vîntu – du défenseur des libertés des journalistes au moghul le plus contesté. 138
4.1.1. Le cas de « Cotidianul » : le début de la discussion publique autour de l'intrusion du patronat dans les affaires éditoriales. 140
4.1.2. L'histoire des sténogrammes entre Vîntu et ses employés. Le spectacle public des intérêts cachés. 163

4.1.3. Épilogue 168
4.2. Dinu Patriciu et l'histoire du « pixel bleu » 171
4.3. Dan Voiculescu – homme politique, magnat économique, « moghul de presse » 174
4.4. La « moghulisation » et la spirale conspiratrice des rapports presse-politique 178
CHAPITRE III. La perception de la profession et des rôles dans les rédactions roumaines. 180
Introduction 180
1. Le concept de « culture journalistique » comme cadre d'analyse des rôles 182
1.1. Traditions culturelles, héritage historique et l'influence des valeurs politiques sur le travail journalistique roumain. 189
1.2. Délimiter le cadre et les thématiques dans l'analyse des rôles et de la carrière journalistique 193
1.3. Adhésion des acteurs aux modèles et aux valeurs journalistiques 196
2. Les valeurs professionnelles entre illusion et démythification 206
Conclusion – Le désenchantement des journalistes roumains envers leur profession 212
DEUXIÈME PARTIE : Les dynamiques de dénonciation de l'activité des médias, après les débuts de la crise économique de 2008. 217
Introduction 219
CHAPITRE I. Mise en perspective de l'étiquetage par l'entremise du concept d'entrepreneur de morale. 224
Introduction 224
1. Le concept d'étiquetage et son appiication pour le cadre de l'analyse. 226
2. Traian Băsescu, entrepreneur de morale. La stratégie de persuasion de l'opinion publique autour des dérapages de la presse 230
2.1. La trajectoire politique de Traian Băsescu. Les démarches rhétoriques populistes qui constituent la base de son succès politique. 232
2.2. L'approche de l'analyse critique du discours de Traian Băsescu. 239
2.2.1. L'importance du contexte théorique qui dirige l'analyse critique 244
2.2.2. Approches conceptuelles de l'analyse critique de discours 247
2.2.3. Considérations méthodologiques de l'analyse critique de discours 253
CHAPITRE II. L'établissement des thématiques « anti-presse » du président Traian Băsescu. 255
Introduction 255
1. Préambule : la mise en contexte du discours de Băsescu par le retour à sa genèse 260
2. La dénonciation au niveau méso - « l'instrumentalisation des médias par les oligarques » 267
3. L'image démonisée de la presse : « ennemi de l'État » et « danger pour la sécurité nationale ». 270
4. La thématique des transgressions éthiques par des journalistes 275
5. Conclusion : la contribution de Băsescu à la décrédibilisation du champ de la presse 278
CHAPITRE III. L'attitude des médias par rapports aux pratiques journalistiques non-éthiques. 283
Introduction 283
1. La légitimation du conflit « Băsescu – Médias » par le discours des « sous-entrepreneurs de morale ». 285
2. « Evenimentul Zilei » versus « Jurnalul National ». Une analyse comparative du traitement du sujet « Băsescu - Médias » dans deux publications « adversaires ». 292
3. L'attribution des étiquettes dans les médias. Des observateurs neutres aux acteurs investis dans les jeux politiques. 298
3.1. Les « Băsistes » et la delimitation des médias autour de cette étiquette. 299
3.2. Les « déontologues » de Băsescu contre les « voyous » de Voiculescu. 301
4. La généralisation de l'étiquetage dans le discours des journalistes. La synonymie entre journaliste et « esclave de presse ». 305
5. La transformation des étiquettes en comportements assumés. Analyse de l'activité des journalistes sur le réseau social Facebook pendant le referendum de destitution de Băsescu. 312
5.1. Journalistes sur réseaux sociaux : changements discursifs et nouvelles pratiques 314
5.2. La prise de position politique des journalistes sur Facebook : de l'engagement politique à l'activisme manifeste. 316
CONCLUSION GÉNÉRALE 325
1. Les relations entre journalisme et politique. 326
2. Le pouvoir symbolique d'un acteur politique d'élite sur les démarches de la presse. 328

3. La flexibilité des critères et ses effets sur la pratique du journalisme. 330

Bibliographie 337

Bibliographie scientifique 337

Presse et Medias 368

Rapports 374

Annexes 376